

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Sur l'actualité de <i>La Révolution trahie</i>	p. 7
(Par François Forgue)	
Contribution sur la question nationale aujourd'hui.....	p. 35
(Par G. Gourdia)	
Quelles leçons tirer de la délégation indépendante de syndicalistes en Chine ?	p. 55
(Par Olivier Doriane)	
A propos des privatisations à l'Est de l'Europe	p. 87
(Par Lucien Gauthier)	
Nouvelles de l'Internationale	p. 121
Il y a un siècle, naissait André Breton	p. 143
(Par Marguerite Leuwen)	
A propos du livre de Louisa Hanoune <i>Une autre voix pour l'Algérie</i>	p. 149
(Par Miguel Cristobal)	
<i>Staline</i> , de Jean-Jacques Marie	p. 151
(Par Jean-Marc Schiappa)	

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Présentation

SOMMAIRE

Présentation p. 3

Sur l'actualité
de *La Révolution trahie* p. 7
(Par François Forgue)

Contribution
sur la question nationale aujourd'hui..... p. 35
(Par G. Gourdia)

Quelles leçons tirer
de la délégation indépendante
de syndicalistes en Chine ? p. 55
(Par Olivier Doriane)

A propos des privatisations
à l'Est de l'Europe p. 87
(Par Lucien Gauthier)

Nouvelles de l'Internationale p. 121

Il y a un siècle, naissait André Breton p. 143
(Par Marguerite Leuwen)

A propos du livre de Louisa Hanoune
Une autre voix pour l'Algérie p. 149
(Par Miguel Cristobal)

Staline, de Jean-Jacques Marie p. 151
(Par Jean-Marc Schiappa)

Présentation

Ce numéro de *La Vérité* a un caractère particulier. Il est, en effet, pour l'essentiel, consacré à des textes qui sont reliés à la préparation de la prochaine conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale, la première réunion plénière des forces organisées dans le cadre de la IV^e Internationale, proclamée reconstituée en 1993.

La reproclamation de la IV^e Internationale n'était pas un acte "proclamatoire". Une longue discussion précédait cette décision, englobant les aspects décisifs des développements de la situation mondiale, des conséquences du point atteint par la décadence et le pourrissement du système impérialiste ("l'impérialisme sénile"), de l'effondrement de l'URSS et des régimes d'Europe de l'Est, ainsi que de l'analyse de l'activité des sections de la IV^e Internationale, à un moment crucial de toute l'histoire du mouvement ouvrier engagé dans une crise sans précédent. Bref, tout cela souligne qu'il ne s'agissait pas d'une décision formelle, d'une modification de sigle. Bien au contraire, les faits et l'expérience de la lutte des classes ont vérifié la validité de la méthode et des principes du programme de fondation de la IV^e Internationale, conduisant les forces engagées dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, face à ceux qui voulaient la liquidation et rejetaient son programme, à une décision à la fois politique et pratique.

Cette décision était prise en relation avec l'activité engagée dans chaque pays et à l'échelle internationale pour regrouper toutes les forces se situant sur le terrain de l'indépendance de classe, tous les courants, les organisations, les militants cherchant une issue à la crise du mouvement ouvrier à partir de la défense des intérêts et des revendications des travailleurs.

Les organisations fondées sur le programme de la IV^e Internationale étaient pleinement partie prenante de l'action qui aboutissait, en janvier 1991, à Barcelone, à la fondation de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. A la veille de la guerre meurtrière contre les peuples d'Irak menée sous la conduite de l'impérialisme américain et avec la sanction de l'ONU, alors que se préparaient les conditions de la guerre dirigée contre tous les peuples de l'ex-Yougoslavie, l'Entente internationale des travailleurs, en se constituant, lançait son *Manifeste contre la guerre et l'exploitation*.

La reproclamation de la IV^e Internationale s'inscrivait comme une nécessité indissociable de la reconstruction du mouvement ouvrier.

L'activité, l'intervention dans la lutte des classes, l'élaboration politique en fournissent les conditions précises. Réunies en conférence en 1993, les délégations des sections rassemblées sur la base du programme de la IV^e Internationale votèrent sa reproclamation, fondant leur action sur le fait que "*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*", et que — comme l'explique la résolution de reproclamation — "*des millions d'hommes n'accepteront pas d'être enfouis dans*

une catastrophe préparée par la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production".

C'est alors que se tenait la II^e Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, rassemblant largement des représentants d'organisations politiques ouvrières d'origines diverses, des responsables et militants syndicalistes venus des cinq continents, que la IV^e Internationale était reproclamée.

A égalité de droits et de devoirs avec tous ceux qui cherchaient à donner une forme organisée à l'échelle internationale et dans chaque pays au refus des masses d'être écrasées par "*la catastrophe préparée par la crise mondiale du système de production*", la IV^e Internationale ne dissimulait pas ses objectifs, mais se présentait en toute clarté.

La III^e Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière va se tenir dans quelques semaines ; d'ores et déjà, des délégations de plus de soixante-sept pays ont annoncé leur participation.

Cette conférence sera mondiale au plein sens du terme; elle s'appuie sur un développement de l'activité de l'Entente internationale des travailleurs sur tous les continents, un développement de l'intervention des organisations et des militants liés à l'Entente. Mais aussi, et surtout, sur un élargissement du cadre de l'Entente, c'est-à-dire du fait que s'y associent des courants, des organisations, des militants représentatifs de secteurs du mouvement ouvrier mondial, qui, à partir de points de départ différents et sous des formes diverses, refusent la liquidation des conquêtes de la classe ouvrière — et au premier chef de ses organisations.

La III^e Conférence mondiale ouverte sera donc amenée à prendre d'importantes décisions pour aider à la mobilisation, dans chaque pays et à l'échelle internationale, contre les privatisations destructrices et contre l'offensive de déréglementation généralisée par laquelle l'impérialisme s'attaque aux droits et à la substance même de la "principale force productive", la classe ouvrière.

Il est naturel que, au lendemain de cette conférence, se tienne la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale. Tout d'abord, pour dégager la signification, pour chaque section de la IV^e Internationale, des décisions arrêtées en commun. Et aussi pour établir un bilan de l'action de la IV^e Internationale et de ses sections depuis la reproclamation, discuter des problèmes rencontrés, ce qui est inséparable de l'analyse des développements de la situation mondiale.

Ce ne sont pas là des questions "internes". Elles touchent aux problèmes les plus vitaux auxquels les travailleurs, partout dans le monde, ont à faire face. Lorsque la IV^e Internationale a été reproclamée, elle l'a été à partir de la compréhension que l'alternative "*socialisme ou barbarie*" était directement au cœur de la période historique dans laquelle nous étions engagés.

La marche à la barbarie est présente dans chacune des mesures que, partout, l'impérialisme sénile cherche à imposer pour nourrir la spéculation dévorante, qui est devenue le principal ressort de la réalisation du profit issu de la plus-value extorquée dans et par l'exploitation de la force de travail. Mettre en échec cette marche, c'est mettre en question l'existence même du système fondé sur la propriété privée des moyens de production : ce qui revient à la capacité de masses à surmonter les obstacles dans leur mouvement vers la révolution et pose la question de la place de la IV^e Internationale, de sa capacité à aider les masses à réaliser leur mouvement.

C'est là une discussion que la IV^e Internationale mène de manière ouverte. C'est pourquoi ce numéro de *La Vérité* est constitué par diverses contributions préparées pour cette discussion ou d'éléments qui s'y inscrivent :

• On y trouvera une étude du camarade Lucien Gauthier, consacrée à un premier bilan des privatisations à l'Est de l'Europe, qui illustre, par l'utilisation de sources officielles multiples, par l'examen de la situation dans les différents pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS, le contenu destructeur sur tous les terrains de l'œuvre de démantèlement de la propriété sociale.

• Puis, à l'occasion du soixantième anniversaire de la parution du livre de Léon Trotsky *La Révolution trahie*, un article du camarade François Forgue, qui s'appuie largement sur une contribution préparée pour la conférence mondiale des sections. Cet article montre que Trotsky n'avait pas "prophétisé" quant à l'avenir de l'URSS, mais qu'il avait déduit de l'analyse marxiste du développement de la lutte des classes internationale et des contradictions existant en URSS le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie menant à la liquidation des conquêtes de la révolution.

• Une autre contribution du camarade Lucien Gauthier, pour la discussion préparatoire à la conférence mondiale des sections, porte sur la question nationale aujourd'hui et traite des conséquences, pour l'existence même des nations — et donc pour les droits de peuples —, de la décomposition de l'impérialisme sénile.

• Enfin, analysant la signification pour la IV^e Internationale de l'activité de la commission d'enquête ouvrière indépendante qui s'était rendue en Chine, le camarade Olivier Doriane revient sur la crise violente que prépare la politique du régime Deng en Chine, sur les éléments d'explosion de la Chine, de remise en cause de son unité nationale, qu'accumule une bureaucratie corrompue.

On remarquera qu'une grande place est ainsi donnée, sous une forme ou sous une autre, à la situation en ex-URSS, en Europe de l'Est, aux processus qui suivent l'affondrement des Etats contrôlés par la bureaucratie.

Cela ne tient pas qu'à la coïncidence chronologique qui fait que ce numéro de *La Vérité* paraît presque exactement soixante ans après la parution de *La Révolution trahie*, mais aussi au fait que bien des éléments de la situation mondiale se concentrent dans les processus en cours dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est.

Il y a soixante ans, c'était les monstrueux procès de Moscou, l'assassinat des dirigeants bolcheviks, qui, avec Lénine, avaient été au premier rang de la révolution d'Octobre. Il y a soixante ans, c'était aussi le commencement de la révolution espagnole : formant leurs milices, cherchant à les centraliser, les travailleurs d'Espagne se dressaient contre le coup d'Etat de Franco. 1936, c'était aussi la grève générale en France, les grèves en Belgique et — pour la première fois depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir — des grèves dans la Ruhr. C'était, aux Etats-Unis, dans la foulée d'un vaste mouvement revendicatif, la constitution de l'AFL-CIO.

Les procès de Moscou étaient dirigés contre tout ce qui, en URSS, constituait une menace pour le pouvoir contre-révolutionnaire de Staline, c'est-à-dire contre tout ce qui incarnait un lien vivant avec la révolution d'Octobre. Ils étaient aussi tout autant dirigés contre le mouvement qui tendait à rassembler le prolétariat d'Europe et du monde. Ils étaient dirigés contre la révolution espagnole, comme l'expliquait André Breton, l'un de ceux qui eurent le courage de dénoncer les crimes de Staline au moment où il les perpétrait (voir les documents publiés dans ce numéro de *La Vérité*).

Les procès de Moscou préludaient à l'extermination physique qui allait se déchaîner en URSS, d'abord contre les trotskystes — ou ceux présentés comme tels — et contre tous ceux qui constituaient un obstacle, même potentiel, au pouvoir et aux priviléges de la bureaucratie. Ils préparaient la chasse à l'homme qui allait voir tomber sous les coups des tueurs de Staline militants trotskystes, dirigeants et militants du POUM, militants anarchistes, socialistes...

Aujourd’hui, les mêmes forces que celles qui trouvaient des propagandistes zélés pour vanter le “réalisme” de Staline répètent bruyamment et sur tous les tons que l’effondrement des dictatures bureaucratiques en URSS et ailleurs sonne la “*fin du socialisme*”.

Il est donc nécessaire, pour tous ceux qui fondent leur action sur le fait que “*l’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes*”, de rétablir les faits. Ce qui a fait faillite, ce n’est pas le socialisme, c’est la prétendue “théorie” du “*socialisme dans un seul pays*”, par laquelle la bureaucratie a prétendu couvrir ses priviléges et son pouvoir. Ce qui s’est effondré, ce sont les dictatures réactionnaires d’une couche corrompue, qui était, comme l’expliquait Trotsky, une courroie de transmission de l’impérialisme. En s’effondrant face à la révolution ouvrière qui montait contre elle, la bureaucratie a ouvert la voie à l’impérialisme, à la liquidation de la propriété sociale.

Les “porte-parole” de l’impérialisme parlent de sa “*victoire*”, du “*rétablissement de l’économie de marché en URSS*”. Mais, là aussi, il faut rétablir les faits.

Loin de voir se constituer de nouveaux marchés, on assiste à la destruction de branches entières de l’économie, à la désorganisation généralisée de toute activité sociale. La “*réintégration dans le marché mondial*”, c’est la destruction. Nulle part, l’impasse du système capitaliste n’est en fait plus éclatante que là où le stalinisme avait paru lui offrir la victoire la plus certaine. Le visage de la barbarie y apparaît.

Mais les convulsions qui marquent — et qui entravent — la liquidation de la propriété sociale témoignent, là aussi, de la résistance des travailleurs et des peuples, résistance qui sera exprimée à la conférence mondiale ouverte par la présence de délégations de Russie, de plusieurs autres délégations de l’ex-URSS, de plusieurs délégations de pays d’Europe de l’Est. Dans la réunion d’une instance de la IV^e Internationale, le conseil général, qui est élu par la conférence des sections, un représentant de l’ex-Yougoslavie expliquait que, malgré la guerre, malgré l’occupation :

“L’objectif principal, qui était la privatisation, la liquidation de la propriété sociale, n’a été réalisé dans aucune des républiques de l’ancienne fédération yougoslave. Même avec les massacres, la destruction, la liquidation en Bosnie, la privatisation ne marche pas en Bosnie. Les mineurs de Bosnie, comme les travailleurs de l’électricité, ont défendu leur mines, ont défendu leurs postes de travail par des grèves, des mobilisations. Et aussi les métallos de Slovénie, les cheminots et les mineurs de Croatie. Les grandes entreprises sont restées dans le cadre de la propriété d’Etat, n’ont pas été privatisées. De même en Serbie...”

*La Vérité,
le 15 septembre 1996*

Sur l'actualité de *La Révolution trahie*

“Quiconque s'incline devant le fait accompli n'est guère capable de préparer l'avenir”
(Léon Trotsky)

Par François FORGUE

Il y a soixante ans, paraissait l'ouvrage de Léon Trotsky *La Révolution trahie*. Dans une brève introduction, intitulée “*Objet de ce travail*”, datée du 4 août 1936, l'auteur expliquait :

“Nous ne nous attarderons sur la journée écoulée que dans la mesure où cela nous aidera à mieux prévoir la journée de demain. Notre exposé sera critique. Quiconque s'incline devant le fait accompli n'est guère capable de préparer l'avenir.”

Et concluait :

“Les faits décident et non plus les illusions. Nous voulons montrer un visage et non un masque” (1).

Un “post-scriptum”, daté de septembre 1936, remarquait que

“ce livre était terminé et venait d'être envoyé aux éditeurs au moment où fut annoncé le procès des ‘terroristes’ de Moscou, qui n'a donc pas pu y être commenté. Il n'en est que plus important de souligner que ce travail explique par

avance le procès des ‘terroristes’ et fait ressortir sa mystique comme une mystification” (page 9).

Ce procès, dit “des 16” (le nombre des accusés), aboutissait notamment à l'assassinat de Zinoviev et de Kamenev, fondateurs du Parti bolchevique, proches compagnons politiques de Lénine, qui avaient détenu les plus hautes responsabilités (Zinoviev avait été président de l'Internationale communiste), d'Ivan Smirnov, lui aussi bolchevik de la première heure, organisateur de l'insurrection de Moscou lors de la Révolution de 1905 et l'un de ceux qui, avec Léon Trotsky, ont constitué l'Opposition de gauche.

Ces militants révolutionnaires s'accusaient des plus odieux forfaits, récitaient une litanie insensée d'aveux et étaient présentés comme des agents de longue date des services secrets des puissances capitalistes.

(1) *La Révolution trahie* (éditions de Minuit), pages 7 et 8. Dans la suite de cet article, toutes les citations de *La Révolution trahie* sont tirées de cette édition. Elles seront suivies de l'indication de la page dont elles sont extraites.

Ce procès n'était que le premier tableau d'une gigantesque et sanglante mise en scène, qui allait livrer aux bourreaux de Staline la majorité des compagnons de Lénine d'octobre 1917, aboutir à un véritable génocide politique de tous ceux qui constituaient un lien vivant avec la révolution d'Octobre.

Toute l'année 1935 est celle de la préparation de ces monstrueux procès truqués après l'assassinat de Kirov, le 1^{er} décembre 1934, jalonnée en particulier par un avant-procès (en janvier 1935), où les anciens dirigeants du Parti bolchevique à Leningrad, notamment Zinoviev et Kamenev, reconnaissaient — d'après le procureur Vychinski, dont ce procès est le banc d'essai pour d'autres — "leur responsabilité morale" dans l'assassinat de Kirov et sont condamnés à dix ans de prison.

Des dizaines de milliers d'arrestations achèvent l'écrasement de toute opposition encore libre : en particulier, l'Opposition de gauche. Les trotskystes sont presque tous arrêtés, mais aussi des militants d'autres tendances et, au-delà, des milliers de membres du parti ou des travailleurs.

Il y a dans ces rafles, dans cette répression de masse préludant aux massacres qui vont suivre, une opération préventive de la part des imposteurs et des parvenus qui occupent le pouvoir. Toutes les sources démontrent en effet à quel point montait alors des profondeurs de la société soviétique un mouvement de révolte, diversifié, multiple dans ses expressions, mais généralisé contre l'arbitraire bureaucratique, contre les conditions misérables faites à la majorité de la population, tandis que les dignitaires étaisaient leurs priviléges. Un mouvement qui tendait à se concentrer contre un appareil dirigeant peu sûr de lui, déséquilibré par ses propres divisions internes.

Le XVI^e Congrès du Parti bolchevique s'était tenu en juin 1934, congrès dit "des vainqueurs" et où Molotov, dès l'ouverture, salue en Staline l'organisateur de la victoire ; un congrès d'où tout écho des oppositions a disparu, où la sélection des dignitaires qui occupent tous les rouages de l'appareil d'Etat est parfaitement établie ; bref, un congrès stalinien.

Et pourtant, lors du vote pour le comité central (qui a lieu à bulletin secret), 292 délégués votent contre Staline, qui arrive dernier des candidats. La vengeance du dictateur ainsi défié par les siens sera terrible :

"En 1936-1938, il (Staline) liquidera 60 des 63 membres de la commission de dépouillement, la majorité des délégués au congrès (1 108 sur 1 966) et l'écrasante majorité des membres du comité central stalinien qui en est issu (98 sur 139 titulaires et suppléants). Ignorant l'identité des coupables, Staline ratissera large. Il avait grand besoin de noyer dans le sang les murmures, les grincements et la génération même de 1917",

écrit Jean-Jacques Marie, dans *Staline* (2).

Ce n'est certes pas seulement en URSS que les années qui vont de 1934 à 1936 sont marquées par de grands bouleversements. Ceux-ci sont reliés aux événements mondiaux et d'abord aux mouvements puissants de la classe ouvrière dans des principaux pays d'Europe.

En France, en février 1934, les travailleurs imposent aux dirigeants du PCF et de la SFIO le front unique contre le fascisme. Ces mêmes dirigeants fourvoieront ce mouvement en le subordonnant à une alliance avec une aile de la bourgeoisie : c'est le Front populaire avec le Parti radical. Mais la victoire électorale de ce front, perçue par les travailleurs comme une victoire des partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, est suivie de la grève générale de juin 1936, qui fait trembler sur ses bases tout l'édifice de la domination de la bourgeoisie...

En Espagne, le coup d'Etat militaire dirigé par Franco et déclenché le 18 juillet 1936 s'est heurté à la levée en masse des ouvriers et des paysans, au commencement de la révolution. Des grèves puissantes secouent la Belgique et, pour la première fois depuis la prise du pouvoir par Hitler, on fait état de grèves dans la Ruhr... Aux Etats-Unis, comme conséquence d'une mobilisation sans précédent de la classe ouvrière, d'une série de grèves dans les industries clés, se consti-

(2) *Staline*, Jean-Jacques Marie, Que sais-je ?, PUF.

tue le CIO (Congress of Industrial Organisations), organisation syndicale qui englobe dans ses rangs des millions de travailleurs.

Cette vague montante de l'action ouvrière déferle dans la période qui suit le coup terrible porté à la classe ouvrière internationale par l'écrasement du prolétariat allemand, le prolétariat le plus organisé, le plus puissant d'Europe. La responsabilité écrasante dans cette défaite des dirigeants du PC allemand — exécutants fidèles des consignes données par l'Internationale communiste de Staline, qui désigne jusqu'au bout la social-démocratie comme "*l'ennemi principal*" — a d'ailleurs conduit Trotsky à porter un jugement définitif sur cette Internationale, devenue un simple instrument de la couche au pouvoir en URSS. Elle ne peut plus être redressée, elle ne peut redevenir le moyen et le cadre du combat des travailleurs pour leur émancipation à l'échelle internationale et dans chaque pays. Il faut une nouvelle Internationale. Il faut lutter pour que se constitue la IV^e Internationale.

Cette lutte s'appuie alors sur la riposte de la classe ouvrière internationale, exprimée avec force en Espagne, en France et ailleurs. D'ailleurs, dans *La Révolution trahie*, Trotsky soulignait que

"plus que jamais, les destinées de la révolution d'Octobre sont aujourd'hui liées à celles de l'Europe et du monde (...). La première victoire révolutionnaire en Europe fera aux masses soviétiques l'effet d'un choc électrique, les réveillera, relèvera leur esprit d'indépendance, ranimera les traditions de 1905 et de 1917, affaiblira les positions de la bureaucratie..." (page 192).

La bureaucratie, pour sa part, a aussi, en fonction de ses intérêts contre-révolutionnaires, conscience de cette relation. Il ne faut pas qu'il y ait de "victoire révolutionnaire". C'est là la fonction des fronts populaires assurant la subordination à la bourgeoisie. Et en URSS même, la liquidation physique de tous ceux qui étaient des cadres du parti de Lénine exprime également la volonté d'empêcher cette jonction.

La caractérisation de l'Internationale communiste et de ses partis à laquelle Trotsky et ses camarades ont abouti est inséparable d'une évaluation de l'URSS, de son régime politique, de la couche dirigeante. Pour Trotsky, qui a suivi pas à pas les étapes de la dégénérescence, de l'abandon de l'internationalisme, de la destruction de la démocratie ouvrière, c'est une nécessité impérieuse pour avancer vers la IV^e Internationale, pour regrouper une avant-garde, que de donner une analyse d'ensemble de l'URSS, de sa situation interne et de ses relations avec le développement international de la lutte des classes.

La Révolution trahie n'est pas un ouvrage isolé dans l'œuvre politique de Trotsky. Elle s'appuie sur tous les éléments d'analyse de l'URSS, dégageant la signification de la montée du stalinisme, de sa cristallisation en couche dirigeante autocratique, et se prolongera dans d'autres écrits, notamment *Défense du marxisme*. Mais *La Révolution trahie* constitue la présentation systématique, exhaustive, de l'application de la méthode marxiste au phénomène nouveau constitué par l'évolution, dans le cadre de son isolement dans un seul pays, de l'Etat issu de la révolution prolétarienne victorieuse, celle d'octobre 1917.

DANS LE FEU DES ÉVÉNEMENTS

Cette analyse est faite, nous l'avons noté, dans le feu des événements, au moment même où ces événements s'accélèrent dramatiquement en URSS même et dans le monde. Sa rédaction proprement dite commence en mars 1935 et s'achève en août 1936, alors que révolution et contre-révolution s'affrontent les armes à la main en Espagne, alors aussi que débute l'extermination de la génération d'Octobre en URSS. Le lien organique entre la chaîne des événements "internes" à l'URSS et ceux qui opèrent "à l'extérieur" est au cœur de l'argumentation de Trotsky :

"Ayant trahi la révolution mondiale, mais s'estimant trahie par elle, la

bureaucratie thermidorienne s'assigne pour objectif principal de "neutraliser" la bourgeoisie. Elle doit à cette fin se donner l'apparence modérée et solide d'une véritable gardienne de l'ordre. Mais, pour le paraître durablement, il faut le devenir » (p. 130).

Et dans la conclusion :

"Les problèmes de l'URSS se résolvent dans la péninsule ibérique, en France, en Belgique" (p. 192).

La Révolution trahie n'est pas le froid constat d'un état de choses existant en URSS, mais un appel à l'action et à l'organisation à l'échelle internationale pour sauvegarder ce qui demeure des conquêtes de la révolution d'Octobre, conquêtes de la classe ouvrière internationale, cristallisées dans l'expropriation de la bourgeoisie, dans la propriété collective des moyens de production. Leur défense ne peut être assurée que par l'action indépendante des travailleurs d'URSS, pour qui ces conquêtes vivent dans leur conscience :

"La révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs" (p. 170).

Et par celle des travailleurs du monde entier, confrontés aux conséquences de l'exploitation capitaliste à l'ère de l'impérialisme :

"La question — celle du destin même de l'URSS — sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international" (p. 176).

Ce livre est donc aussi une dénonciation passionnée des crimes de la clique stalinienne, de la caste au pouvoir, qui menace les bases mêmes de l'existence de l'URSS en s'acharnant sur ses meilleurs défenseurs et en se constituant comme l'ennemie mortelle de tout développement du combat émancipateur de la classe ouvrière mondiale. Ce qui suffirait à lui donner une

place éminente dans l'histoire de l'action et de la pensée révolutionnaires.

Mais il faut aller plus loin. Dans quelle mesure *La Révolution trahie* est-elle donc plus qu'une saisie, certes magistrale, d'un "moment" dans l'évolution de l'URSS ? Dans quel sens peut-on parler aujourd'hui de son actualité, au-delà même du fait que c'est une extraordinaire application de la méthode du matérialisme dialectique à un sujet particulier ? Jusqu'à quel point cet ouvrage demeure-t-il non seulement indispensable pour comprendre l'effondrement du régime des héritiers de Staline, l'éclatement de l'URSS, mais comme arme du combat politique indispensable pour faire prévaloir les intérêts des opprimés et des exploités, dans l'ex-URSS et à l'échelle internationale, face à la barbarie montante du système impérialiste sénile ?

Question légitime, puisque le régime social et politique que Trotsky analyse s'est largement désintégré, que ce que l'on peut définir comme "la propriété sociale" est disloquée, pillée, en cours de destruction par les privatisations dans l'ex-URSS comme dans toute l'Europe de l'Est. Question posée avec d'autant plus de force que, de toutes parts, on répète et on assène que l'écroulement des régimes bureaucratiques signifie que l'horizon du capitalisme est indépassable, et que, en conséquence, il faut s'accommoder du régime de la propriété privée des moyens de production, seul régime possible. Que la chute du Mur de Berlin et les événements qui l'ont suivie signifient la fin du "socialisme", à la fois du "socialisme réellement existant" et, comme on dit, du "projet socialiste".

C'est ainsi qu'un historien estimable, E. Hobsbawm, mais lié de longue date aux partis soumis à la bureaucratie stalinienne, auteur d'une *Histoire du XX^e siècle*, titre le chapitre consacré à la chute des régimes de type stalinien, "*La fin du socialisme*" et, au sujet de ce qu'il appelle le "*socialisme réel*", réussit le tour de force de présenter Trotsky comme le précurseur du stalinisme et de voir dans la dictature de Staline une fatalité :

"Les radicaux (compris ici comme les extrémistes) voulaient une rupture avec la NEP aussitôt que possible et un effort

massif d'industrialisation, ce qui devait constituer la politique de Staline (...). Il ne fait pas de doute que, sous la conduite d'un autre dirigeant (que Staline), les souffrances des peuples de l'URSS eussent été moindres, le nombre de victimes plus réduit. Néanmoins, dans les conditions données, toute politique de modernisation rapide ne pouvait être que brutale (...). Mais, comme certaines entreprises militaires qui ont une légitimité morale et populaire, l'industrialisation à tout prix suscitera un soutien populaire" (3).

Le premier facteur qui donne son "actualité" à *La Révolution trahie*, c'est précisément que cette étude remet la réalité sur ses pieds, délimite les vraies questions, démontre que les dictatures bureaucratiques qui se sont effondrées n'étaient pas une forme de socialisme, mais le résultat de la "guerre civile permanente menée par Staline et la nomenklatura contre les peuples de l'URSS" (4), que les bases économiques et sociales sur lesquelles reposaient ces régimes étaient contradictoires avec la dictature de cette nomenklatura corrompue, que les événements actuels ne démontrent pas une "supériorité" du capitalisme mais sont un épisode — si important soit-il — dans la lutte entre les "deux forces vives".

Cette démonstration se fait sur la base de données concrètes. Comme toute analyse sérieuse qui procède sur la base des faits, de leur enchaînement, de leur mouvement contradictoire, qui ne se contente pas de vagues généralités, *La Révolution trahie* est un livre "daté", c'est-à-dire qu'il part d'un matériel précis, de statistiques, d'éléments de faits qui correspondaient bien évidemment au moment où il a été écrit, et ce n'est qu'à partir de ces éléments qu'il généralise.

De même, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de Lénine, écrit en 1915, fonde sa démonstration, à savoir que le capitalisme ne peut surmonter les contradictions qui l'ont conduit au stade impérialiste, à partir de l'analyse du "moment", en utilisant un matériel statistique qui précède la Première Guerre mondiale. Mais les conclusions dégagées par Lénine — "L'impérialisme, réaction sur toute la ligne, ère des guerres et des

révolutions" — demeurent la clé de tous les bouleversements du XX^e siècle. Ce qui ne signifie pas que Lénine "prévoyait" les formes que prendraient la survie et la décomposition de l'impérialisme, mais que celles-ci se situent dans le cadre dessiné à partir de l'analyse des tendances majeures du capitalisme.

C'est dans le cadre de l'ère impérialiste, dans laquelle "les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait" (*La Révolution permanente*), que surgit la révolution russe, qui, elle, trouve ses racines internationales dans l'opposition qui, dans le monde entier, commence à dresser les masses contre le carnage impérialiste. Et c'est le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste qui craque d'abord.

"Le prolétariat de la Russie tsariste n'aurait pas pris le pouvoir en octobre si la Russie n'avait été le chaînon le plus faible de l'économie mondiale ; elle en était tout de même un chaînon",

résume Trotsky dans *L'Internationale communiste après Lénine*.

La révolution d'Octobre comme la Première Guerre mondiale, dont elle surgit en s'y opposant, manifestent l'impasse du capitalisme à l'ère impérialiste. La révolution prolétarienne victorieuse d'octobre 1917, en assurant le pouvoir organisé des travailleurs sur ce qui constituait auparavant l'empire tsariste, ouvre l'ère de la révolution internationale : elle en est un "point d'appui", mais pas le cadre d'une expérience séparée, isolée, de "construction du socialisme". C'est ainsi que le Parti bolchevique, que toute sa direction abordent la responsabilité internationale que leur confère sa victoire. C'est ainsi que Trotsky aborde l'examen du système qui s'est constitué vingt ans après la prise du pouvoir dans les conditions de l'isolement et de l'arriération, qu'il caractérise la place des différentes

(3) Eric Hobsbawm, *The Age of extremes*.

(4) *Les Peuples déportés*, de Jean-Jacques Marie.

classes et couches sociales, qu'il analyse l'Etat et son fonctionnement.

La référence faite plus haut à *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de Lénine, n'a rien de formel. *La Révolution trahie*, qui est inséparable de toute l'élaboration théorique de Trotsky, de l'Opposition de gauche puis de la IV^e Internationale, s'inscrit dans le même cadre théorique et historique. La révolution russe est le premier chapitre de la révolution mondiale, qui "s'étend nécessairement sur des dizaines d'années" (*La Révolution permanente*). L'Etat qui en est issu est un phénomène nouveau.

"Un Etat issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont inscrites nulle part",

écrit Trotsky dans la conclusion de *La Révolution trahie* (p. 191).

Appliquer la méthode marxiste à "l'examen des contradictions économiques et des antagonismes sociaux de la société soviétique" (p. 40), c'est l'objet du livre de Trotsky ; l'examen de cette dynamique ne peut se faire en dehors de la "lutte des forces vives de la société et pas seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale. Chaque nouvelle étape nous impose dès lors l'analyse concrète des tendances et des rapports réels dans leur connexion et leur constante interdépendance" (*ibidem*).

UN FACTEUR DE LA LUTTE DES CLASSES INTERNATIONALE

La Révolution trahie se saisit donc de la formation sociale résultant de la révolution, du régime politique par lequel une couche particulière monopolise le pouvoir politique entre ses mains comme d'un facteur de la lutte des classes internationales :

« *La question historique "Qui l'emportera ?" ne peut être tranchée dans les limites nationales (...). Les succès ou les insuccès de l'intérieur ne font que*

préparer les conditions plus ou moins favorables d'une solution internationale du problème » (p. 129).

Trotsky définit et explique l'ensemble des contradictions nationales et internationales qui font que, sur la base de la collectivisation et de la planification, malgré le parasitisme et le pillage pratiqués par la bureaucratie, l'URSS s'arrache à l'arriération économique dans des proportions qu'on ne trouve dans aucun autre pays économiquement retardataire ; qu'en même temps, ce développement et cette modernisation de l'économie subordonnent encore plus directement l'URSS au marché mondial, dans la mesure où ils multiplient les liens avec lui. Contradictions qui font que le renforcement de l'économie de l'URSS rend encore plus vulnérables les fondements sur lesquels celle-ci repose. La bureaucratie, parce qu'elle sape la lutte des travailleurs du monde pour leur émancipation, renforce l'isolement de l'URSS, tout en bénéficiant, comme couche privilégiée, de ce développement. Phénomène qui, nous le verrons, s'amplifiera encore après la Deuxième Guerre mondiale.

Ou "le fonctionnaire (c'est-à-dire, ici, la bureaucratie dirigeante) finira par dévorer l'Etat ouvrier, ou la classe ouvrière réduira le fonctionnaire à l'incapacité de nuire" (p. 189). Telle est la question dont dépend le sort de l'URSS. C'est l'alternative qui est au cœur de *La Révolution trahie* et que formule le programme de la IV^e Internationale.

Trotsky résume ses conclusions sous forme d'une définition, qu'il qualifie de "longue" et de "lourde", et dont il dit que "les doctrinaires ne seront naturellement pas satisfaits par une définition aussi vague. Ils voudraient des formules catégoriques : oui et oui, non et non." Mais, argumente Trotsky, justifiant sa longue et lourde définition :

"Les questions de sociologie seraient bien plus simples si les phénomènes sociaux avaient toujours des contours précis. Mais rien n'est plus dangereux que d'éliminer, en poursuivant la précision logique, les éléments qui contrarient dès maintenant nos schémas et peuvent

demain les réfuter. Nous craignons par-dessus tout, dans notre analyse, de faire violence au dynamisme d'une formation sociale qui n'a pas de précédent et ne connaît pas d'analogie. La fin scientifique et politique que nous poursuivons nous interdit de donner une définition achevée d'un processus inachevé, elle nous impose d'observer toutes les phases du phénomène, d'en faire ressortir les tendances progressistes et réactionnaires, de révéler leur interaction, de prévoir les diverses variantes du développement ultérieur et de trouver dans cette prévision un point d'appui pour l'action" (p. 170).

Voici la définition donnée par Trotsky, définition sur laquelle nous reviendrons en conclusion de cet article :

« Qualifier de transitoire ou d'intermédiaire le régime soviétique, c'est écarter les catégories sociales achevées comme le capitalisme (y compris le "capitalisme d'Etat") et le socialisme. Mais cette définition est en elle-même tout à fait insuffisante et risque de suggérer l'idée fausse que la seule transition possible pour le régime soviétique actuel mène au socialisme. Un recul vers le capitalisme reste cependant parfaitement possible. Une définition plus complète sera nécessairement plus longue et plus lourde.

L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capi-

talisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international » (ibidem).

Comme on le voit, le pronostic de Trotsky intégrait le rétablissement du capitalisme non comme une possibilité "théorique", bien qu'improbable, mais au contraire comme une menace constante contenue dans le développement des contradictions accumulées :

"Ou aboutir au socialisme, ou rejeter la société vers le capitalisme. La lutte trancherait, lutte qui se déployait à l'échelle internationale."

C'est-à-dire ou bien le développement de la lutte des classes internationale dans chaque pays et en URSS même permettrait, en relation avec de nouvelles conquêtes de la classe ouvrière, la reconquête de la démocratie ouvrière en URSS ; ou bien la dégénérescence, se poursuivant, aboutirait à l'effondrement et à la remise en cause directe de la propriété sociale.

D'ailleurs, Trotsky, dans *La Révolution trahie*, soulignait que

"plus longtemps l'URSS demeurera dans un entourage capitaliste et plus profonde sera la dégénérescence de ses tissus sociaux. Un isolement indéfini devrait infailliblement amener, non l'établissement d'un communisme national, mais la restauration du capitalisme" (p. 191).

En ce sens, il est patent que les événements de ces dernières années, loin de contredire la méthode et le pronostic de Trotsky, l'ont au contraire confirmé. Comme toujours dans le développement historique, cette vérification s'opère dans des formes qui ne pouvaient être prévues. L'une des caractéristiques principales de la situation qui se constitue à partir de 1989, c'est le surgissement simultané des deux termes de l'alternative tracée par Trotsky, leur collision en quelque sorte.

LA "RÉVOLUTION POLITIQUE", RÉVOLUTION OUVRIÈRE CONTRE LA BUREAUCRATIE

"Aboutir au socialisme" exige, pour Trotsky — c'est la conclusion qu'il tire définitivement en 1934-1936 —, une révolution pour abattre l'appareil d'oppression qui protège les priviléges de la bureaucratie, révolution inséparable des combats livrés par la classe ouvrière à l'échelle internationale et dans chaque pays, c'est-à-dire du combat universel pour en finir avec le système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. À la fin de *La Révolution trahie*, Trotsky écrit : *"Pour le premier Etat ouvrier, pour l'avenir du socialisme, pas de salut si ce n'est dans cette voie"* (p. 192), c'est-à-dire sans celle du développement mondial de l'action des travailleurs contre le système d'exploitation capitaliste.

Ecrivant en 1936, Trotsky conclut :

"Le prolétariat d'un pays arriéré a dû faire la première révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique" (p. 191).

Cette révolution, Trotsky la définit comme une "*révolution politique*". En effet, dans la mesure où cette révolution n'a pas comme objectif le renversement des rapports de propriété (rapports sociaux) établis par la révolution d'octobre 1917 et alors maintenus malgré la bureaucratie, mais au contraire à les défendre et à les sauver, elle n'est pas une révolution "sociale" du même type que celle de 1917.

Ce qui ne signifie pas que la "*révolution politique*" n'ait pas un contenu social. Au contraire, son contenu est prolétarien, socialiste. Elle vise à reconquérir les droits politiques de la classe ouvrière, à la rétablir politiquement dans son rôle dirigeant au moyen de la démocratie ouvrière et à assurer la jonction avec la classe ouvrière internationale, dont elle a été séparée par la dictature bureaucra-

tique. C'est là la condition nécessaire à la sauvegarde des acquis de la révolution d'Octobre, à la préservation de la propriété sociale.

On voudra bien admettre que, au moment où le talon de fer de la répression bureaucratique écrasait la nuque des peuples de l'URSS, où la classe ouvrière atomisée semblait muselée, où le culte de Staline prenait des proportions idolâtres et où le dictateur dénonçait *"l'hitléro-trotskysme"*, bénéficiant de la reconnaissance internationale que lui donnait la politique des fronts populaires, il fallait une tranquille audace pour énoncer ces conclusions et les présenter comme inéluctables : ou la révolution ouvrière contre la bureaucratie, ou le rétablissement de l'exploitation capitaliste. Trotsky appuyait sa certitude sur les données les plus fondamentales du marxisme, sur l'analyse de l'impérialisme faite par Lénine, sur l'expérience accumulée par la lutte des classes.

"Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante, créée par la division internationale du travail et par le marché mondial, qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait."

Ainsi, dans la préface de *La Révolution permanente*, Trotsky résume l'analyse même du développement du capitalisme. Celui-ci a abouti à la constitution d'un marché mondial et à l'établissement d'une division internationale du travail, marché mondial dont Lénine rappelait que l'URSS y restait subordonné (*"marché mondial auquel nous sommes subordonnés, avec lequel nous sommes liés et dont nul ne peut s'arracher"*), marché mondial dominé par l'impérialisme, structuré sur la base de la propriété privée des moyens de production.

De là découle le caractère réactionnaire de l'idéologie du "*socialisme dans un seul pays*", fabriquée pour justifier et mainten-

nir le pouvoir et les priviléges de la bureaucratie. Comme l'écrivit encore Trotsky dans le même passage de *La Révolution trahie*,

"la société socialiste devrait représenter au point de vue production et technique un stade plus élevé que le capitalisme ; si l'on se propose de construire la société socialiste à l'intérieur des limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires, on freine les forces productives même par rapport au capitalisme".

L'établissement d'un Etat ouvrier, l'expropriation de la bourgeoisie sur des territoires de l'ancien empire russe constituaient une conquête majeure du prolétariat mondial, mais demeuraient, au même titre que toutes les conquêtes de la classe ouvrière internationale, une conquête partielle. C'est ce qu'exprime Trotsky, quand il écrit :

"Nous, premier Etat ouvrier, nous sommes une partie du prolétariat mondial et, avec lui, nos dépendons du capitalisme mondial" (L'Internationale communiste après Lénine).

Lénine a répété des dizaines de fois, et cela après la prise du pouvoir, que le destin de la révolution russe et de ses conquêtes se jouait internationalement. Le 5 juillet 1921, lors d'une séance du III^e Congrès de l'Internationale communiste, il déclarait, par exemple :

"Pour nous, il était clair que, sans le soutien de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible. Avant comme après la révolution, nous pensions : ou bien la révolution éclatera très vite dans les pays capitalistes les plus évolués, ou bien, dans le cas contraire, nous devrons périr. Malgré cette conviction, nous avons fait ce que nous pouvions en toutes circonstances pour sauver le système soviétique, car nous savions que nous ne travaillions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale."

Et Boukharine :

"Une victoire durable du prolétariat russe est inconcevable sans le soutien du prolétariat occidental. Et ce soutien est garanti par la situation internationale présente. Certes, la révolution russe présente des anomalies spécifiques. Mais, produite par la guerre mondiale, elle n'est qu'une composante de la révolution prolétarienne mondiale, dont elle constitue les premiers pas" (La signification de la révolution russe, 1917).

"Composante de la révolution prolétarienne mondiale", cette conquête majeure, parce qu'elle reste une conquête partielle, n'est pas irréversiblement acquise, pas plus que les conquêtes arrachées par le prolétariat dans chaque pays, dans le cadre du maintien de la domination de la bourgeoisie. Le maintien ou la destruction des conquêtes issues de la révolution de 1917 constituent un enjeu mondial de la lutte de classes, qui ne peut se dénouer qu'à l'échelle mondiale. Comme l'expliquait un rapport présenté et adopté en 1975 au XX^e Congrès de l'OCI, nom que portait alors la section française de la IV^e Internationale :

"Les conquêtes sociales et celles plus développées, les conquêtes d'octobre 1917, sont autant de positions pour réaliser les tâches historiques pour la dictature du prolétariat. Les tâches historiques ne peuvent être résolues qu'à l'échelle internationale. Elles sont insolubles dans le cadre du "socialisme dans un seul pays"... Les conquêtes d'octobre 1917 sont les bases pratiques de la révolution politique qui régénérerait la révolution russe, première victoire de la révolution internationale du prolétariat. Les conquêtes d'octobre préservées par la lutte des classes, ses conquêtes sociales sont des positions de la révolution mondiale, qui seule peut les sauver. Si nous étendons le parallèle aux pays avancés, nous avons dans son essence le même mouvement : les conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme dans les pays avancés ne sauraient être "durablement" garanties sans la victoire de la révolution prolétarienne. "

Ainsi, les conquêtes de la classe ouvrière, qui, des plus développées aux plus minimes, sont en dernière analyse contradictoires avec le système d'exploitation

capitaliste, sont des éléments constituants du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière internationale vers son émancipation, du mouvement même qui conduit à l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production.

C'est en ce sens que les "*conquêtes de la révolution d'Octobre*", cristallisées dans la propriété sociale au sein de l'Etat issu de la révolution et bureaucratiquement dégénéré comme dans les Etats qui en ont constitué de manière contradictoire le prolongement (Europe de l'Est, Chine), sont inséparables de l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Ce sont toutes ces conquêtes, dont le caractère aujourd'hui intolérable pour le fonctionnement du système capitaliste est lié aux conditions dans lesquelles elles ont été arrachées, qui sont aujourd'hui directement menacées par "*l'impérialisme sénile*", et c'est dans ce contexte que s'inscrivent les processus de liquidation de la propriété sociale en cours aujourd'hui, tant en URSS que dans l'ensemble de l'Europe de l'Est.

LE DESTIN DU PROLÉTARIAT MONDIAL

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Léon Trotsky caractérisait l'enjeu de la discussion sur l'URSS dans les termes suivants :

"La question de l'URSS ne peut être traitée comme un cas unique isolé du processus historique global de notre époque (...). Elle concerne le destin tout entier du prolétariat mondial et de l'humanité."

Analyser les conditions et les conséquences de l'effondrement de l'URSS et des Etats d'Europe de l'Est a aujourd'hui la même signification. Trotsky soulignait, au-delà des précisions terminologiques, que cette discussion avait pour enjeu la capacité ou non du prolétariat à assurer sa propre émancipation ("*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*"), c'est-à-dire le fait que le marxisme, comme fusion de la

théorie et de la pratique dans l'organisation, était l'expression consciente, et donc organisée, de la "*tendance instinctive du prolétariat à reconstruire la société sur des bases communistes*" (*Défense du marxisme*).

Cette compréhension procède de l'analyse fournie par *La Révolution trahie* : "*Le régime soviétique actuel, avec toutes ses contradictions, (doit être appelé) non point socialiste, mais transitoire, entre le capitalisme et le socialisme ou préparatoire au socialisme*", ce qui détermine son caractère vulnérable, instable. Trotsky précise plus loin que "*qualifier de transitoire ou d'intermédiaire le régime soviétique*" (et donc écarter les catégories sociales figées) est insuffisant, dans la mesure où cela "*risque de suggérer l'idée fausse que la seule transition possible pour le régime soviétique mène au socialisme. Un recul vers le capitalisme reste cependant parfaitement possible.*"

Dans le cas de la révolution bourgeoise, la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie assurait la domination de celle-ci dans le cadre national. Le processus, passé un point, était irréversible. En France, après l'effondrement de l'Empire, la Restauration pouvait ramener les Bourbons, pas rétablir le féodalisme.

L'établissement du pouvoir de la classe ouvrière et l'expropriation de la bourgeoisie dans un pays ne constituent que le point de départ pour entamer la transformation socialiste de la société, qui ne peut se réaliser pleinement qu'à l'échelle mondiale. Pas plus qu'il ne peut y avoir de secteurs "socialistes" insérés dans une économie capitaliste nationale, il ne peut y avoir de "société socialiste isolée" dans un système mondial unifié par le marché mondial et la division internationale du travail.

Le renversement de l'Etat issu de la révolution ouvrirait directement la voie à la liquidation des rapports de propriété produits de la révolution.

"Le caractère de l'économie dépend donc entièrement de celui du pouvoir. La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée" (*La Révolution trahie*).

En rejetant la prétendue théorie du socialisme dans un seul pays, qui a "germé sur le fumier de la réaction contre Octobre", Trotsky reprenait les positions constitutives du marxisme. Le *Manifeste du Parti communiste*, rédigé en 1847 par Marx et Engels, soulignait deux points distinguant les communistes des autres partis ouvriers.

Le premier était que, "dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat".

Le second était que, "dans les différentes phases du développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité".

Le *Manifeste* concentrat ainsi, sous la forme du programme du parti révolutionnaire (comme parti international), des éléments qui avaient été développés depuis plusieurs années. Dès 1845, dans *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels, partant du caractère mondial du développement capitaliste, montraient comment le communisme ne pouvait se réaliser qu'à l'échelle mondiale ("à l'échelle de l'*histoire universelle*") :

« Cette "aliénation", dirons-nous pour rester intelligibles aux philosophes, ne peut naturellement être abolie que si deux prémisses pratiques sont réalisées. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il faut qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "dépourvue de propriété", la mettant du même coup en contradiction avec un monde de richesse et de culture qui manifeste sa présence. L'existence de ces deux éléments opposés a elle-même pour prémissse un grand accroissement, un haut degré de développement de la force productive. Et, d'autre part, ce développement de la force productive (qui implique en même temps déjà que l'existence empirique des hommes se déroule sur le plan de l'*histoire mondiale* au lieu de se dérouler sur le plan local) est une prémissse pratique absolument indispensable pour cette raison encore que, en son absence, on ne ferait que généraliser la pénurie, donc, avec le besoin, l'empoi-

gnade pour le nécessaire ne pourrait que recommencer et toute la vieille merde se reproduire. En outre, c'est seulement ce développement universel des forces productives qui établira un commerce universel entre les hommes, donc, d'un côté, produira simultanément (concurrence universelle) chez tous les peuples le phénomène de la masse "privée de propriété", rendra chacun d'entre eux dépendant des bouleversements qui se produisent chez les autres et aura enfin établi des individus empiriquement universels sur le plan de l'*histoire mondiale*, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans quoi, 1. — le commerce ne pourrait exister que comme phénomène local ; 2. — les puissances du commerce elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, donc insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales ; et 3. — toute extension du commerce abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte des peuples dominants accompli "d'un seul coup" et simultanément, ce qui suppose pour prémisses le développement universel de la force productive et le commerce mondial à un niveau en corrélation avec le communisme. »

« Le communisme n'est pas pour nous un état de choses qu'il convient d'instaurer, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état de choses actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses qui existent actuellement » (5).

L'ÉTAT, L'ÉTAT OUVRIER ET SA DÉGÉNÉRANCE

Le génie théorique et politique de Trotsky s'affirme dans sa capacité à appliquer le marxisme à un phénomène inédit : l'existence et l'évolution d'un Etat ouvrier isolé.

"Les théoriciens et les bâtisseurs de l'URSS espéraient, il est vrai, que le

(5) La traduction utilisée est celle revue par Gérard Bloch pour les notes de sa traduction de la biographie de Karl Marx, par F. Mehring.

système souple et clair des soviets permettrait à l'Etat de se transformer pacifiquement, de se dissoudre et de déperir au fur et à mesure que la société accomplirait son évolution économique et culturelle. La réalité s'est montrée plus complexe que la théorie" (p. 191),

écrit-il dans les dernières pages de *La Révolution trahie*, avant de conclure comme nous l'avons déjà noté.

Dans l'article *L'URSS dans la guerre*, du 25 septembre 1939, Trotsky soulignait que

"vingt-cinq années, à l'échelle de l'histoire, quand il s'agit des changements les plus profonds des systèmes économiques et culturels, pèsent moins qu'une heure dans la vie d'un homme".

Et il expliquait :

"Un délai d'un quart de siècle s'est révélé trop court pour le réarmement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne internationale et trop long pour préserver le système soviétique dans un pays arriéré, isolé."

Pour Trotsky, "*l'absolutisme bureaucratique*", c'est-à-dire la dictature de la bureaucratie stalinienne, s'est substitué au "*système soviétique*". Quelle est la nature sociale de cet "*absolutisme bureaucratique*" ? Trotsky répond à cette question en partant de la conception marxiste de l'Etat.

L'Etat n'est pas une entité mystérieuse planant au-dessus de la société, qui aurait existé de toute éternité et devrait toujours exister. Sa nécessité procède de l'irréconciliable conflit entre des classes antagonistes.

"L'Etat est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, mais, comme il est né en même temps au milieu du conflit des classes, il est, dans la règle, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine du point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée",

écrit Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

Cette définition générale s'applique parfaitement à l'Etat bourgeois, quelles que soient ses formes. Mais qu'en est-il de l'Etat ouvrier ? Organe de domination sur quelle classe ? A la veille de la révolution d'Octobre, Lénine revient sur la question de l'Etat dans *L'Etat et la révolution*. Partant de l'exemple de la Commune de Paris, il écrit :

"Ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi que cela avait toujours été le cas au temps de l'esclavage, comme au temps du servage et de l'esclavage salarial. Or, du moment où c'est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'un pouvoir spécial de répression. C'est en ce sens que l'Etat commence à s'éteindre."

Cette "extinction", ce "dépouillement" sont la marque du développement dans la voie de la transformation socialiste. Dans *L'Etat et la révolution*, Lénine écrit encore, développant les observations de Marx et Engels dans la *Critique du programme de Gotha*:

"Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme ne peut pas encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions et des vestiges du capitalisme. De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'horizon borné du droit bourgeois en régime communiste dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de consommation, suppose nécessairement un Etat bourgeois. Car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes. Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois sans bourgeoisie."

Et Trotsky souligne que cette

"conclusion significative, tout à fait ignorée des théoriciens officiels

d'aujourd'hui, a une importance décisive pour l'intelligence de la nature de l'Etat soviétique...

Les normes bourgeoises de répartition, en hâtant la croissance de la puissance matérielle, doivent servir à des fins socialistes.

Mais l'Etat acquiert un double caractère : socialiste dans la mesure où il défend la propriété collective des moyens de production; bourgeois dans la mesure où la répartition des biens a lieu d'après des étalons capitalistes de valeur, avec toutes les conséquences découlant de ce fait.

Une définition aussi contradictoire épouvantera peut-être les dogmatiques et les scolastiques ; il ne nous restera qu'à leur exprimer nos regrets (p. 43).

Ce qui est décisif, c'est le rapport entre les tendances bourgeoises et les tendances socialistes.

Trotsky précise :

« Quelque interprétation que l'on donne de la nature de l'Etat soviétique, une chose est incontestable : à la fin de ses vingt premières années, il est loin d'avoir "dépérî", il n'a même pas commencé à "dépéris"; pis, il est devenu un appareil de coercition sans précédent dans l'histoire ; la bureaucratie, loin de disparaître, est devenue force incontrôlée dominant les masses ; l'armée, loin d'être remplacée par le peuple en armes, a formé une caste d'officiers privilégiés au sommet de laquelle sont apparus des maréchaux, tandis que le peuple, "exerçant en armes la dictature", s'est vu refuser en URSS jusqu'à la possession d'une arme blanche.

La fantaisie la plus exaltée concevrait difficilement contraste plus saisissant que celui qui existe entre le schéma de l'Etat ouvrier de Marx-Engels-Lénine et l'Etat à la tête duquel se trouve aujourd'hui Staline » (p. 41).

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce "contraste" s'est maintenu, y compris après la disparition de Staline, jusqu'à l'effondrement de la domination de la bureaucratie, tant en URSS que dans les prétendues "démocraties populaires".

CONTENU SOCIAL DE LA BUREAUCRATIE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Quel est le contenu social de la dégénérescence de l'Etat issu de la révolution d'Octobre, de la destruction du pouvoir démocratique des conseils ouvriers ? C'est la dégénérescence bourgeoise de l'Etat ouvrier. Comme l'expliquent les thèses adoptées par le XVII^e Congrès de l'OCI, en 1973 :

"La définition d'Etat ouvrier dégénéré, formulée par Trotsky, doit être comprise comme la dégénérescence bourgeoise de l'Etat ouvrier, Etat bourgeois sans bourgeoisie, dont le caractère bourgeois est hypertrophié."

Ces thèses précisent :

"Les priviléges de la bureaucratie sont de contenu bourgeois, mais la source de ces priviléges réside dans les conquêtes d'Octobre."

Cette dégénérescence a abouti, dans les conditions d'isolement de l'Etat issu de la révolution d'Octobre, à l'usurpation du pouvoir politique par la bureaucratie, caste contre-révolutionnaire que Trotsky caractérise comme "*la courroie de transmission de l'impérialisme*". La caste bureaucratique s'empare du pouvoir politique à travers un combat contre la classe ouvrière et ses intérêts historiques, au cours duquel, comme couche sociale, elle prend pleinement conscience de ses intérêts spécifiques.

Elle constitue son pouvoir de "*coercition sans précédent*" par la liquidation de tout élément de démocratie ouvrière, par la destruction sanglante de tout ce qui constitue un lien avec Octobre. Les procès de Moscou, les purges dévastatrices n'expriment pas l'irrationalité d'un dictateur isolé, mais correspondent aux besoins de la caste bureaucratique.

Au moment où il écrit *La Révolution trahie*, Trotsky résume ainsi l'étendue et les limites de la contre-révolution :

"En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution, mais la révolution, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut la renverser. Les dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale" (p. 168).

Décollant de cette analyse de l'URSS comme "Etat ouvrier dégénéré", la IV^e Internationale, lors de sa fondation en 1938, donnait toute sa dimension historique au pronostic formé par Trotsky :

"Ou bien la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renverra les nouvelles formes de propriété et rejetera le pays dans le capitalisme; ou bien la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme."

C'est au travers des développements de la lutte des classes à l'échelle internationale et dans chaque pays que ce pronostic s'est matérialisé comme l'une des expressions de l'alternative historique "*socialisme ou barbarie*". C'est comme une composante de la manière dont cette alternative est concrètement posée que le sort des conquêtes de la révolution d'Octobre et de ses prolongements est inscrit au cœur des événements mondiaux.

Dans l'article *L'URSS dans la guerre*, que nous avons cité plus haut, Trotsky ajoutait :

"La révolution d'Octobre n'était pas un hasard. Elle avait été prévue longtemps à l'avance et les événements ont confirmé cette précision. Sa dégénérescence ne réfute pas sa prévision, parce que les marxistes n'ont jamais cru que l'Etat ouvrier isolé en Russie pouvait tenir indéfiniment. Il est vrai que nous prévoyions plutôt l'écroulement de l'Etat

ouvrier que sa dégénérescence, ou, plus exactement, que nous ne distinguions pas nettement ces deux possibilités. Mais elles ne sont nullement contradictoires. La dégénérescence doit forcément se terminer en destruction à un moment donné."

Le sort des conquêtes issues de la révolution constitue donc un enjeu mondial ne pouvant se dénouer qu'à l'échelle mondiale. Son expression en URSS même, à partir du moment où la bureaucratie contre-révolutionnaire y avait usurpé le pouvoir, c'était la lutte du prolétariat contre la bureaucratie. En d'autres termes, l'alternative tracée par le programme de la IV^e Internationale — maintien et extension des rapports de propriété issus de la révolution ou restauration capitaliste — se traduisait dans la lutte de la classe ouvrière, défendant ses rapports de propriété contre la bureaucratie, c'est-à-dire dans l'opposition entre révolution ouvrière contre la bureaucratie ou maintien de la dictature bureaucratique menant à la restauration capitaliste. Cette lutte était en URSS l'expression du combat international des travailleurs pour leur émancipation.

Pour la bureaucratie, force contre-révolutionnaire, la révolution prolétarienne a toujours été l'ennemi mortel. C'est contre tout ce qui demeure lié à Octobre, au parti de Lénine et de Trotsky, que se déchaîne en URSS l'horreur des procès de Moscou et des massacres. Mais c'est aussi, on le sait, contre la révolution espagnole, contre la nouvelle montée du prolétariat manifestée dans la grève générale de juin 1936 et dans les grandes grèves de Belgique, qui menaçaient le statu quo indispensable à la bureaucratie pour préserver son pouvoir et ses priviléges.

Les événements qui suivront la Deuxième Guerre mondiale confirmeront l'analyse de Trotsky. A partir de 1953 (l'insurrection ouvrière de Berlin-Est, la grande révolte des camps en URSS), la menace de la révolution prolétarienne pour la bureaucratie se présente directement sous la forme de la révolution politique contre son pouvoir et ses priviléges. L'"Octobre polonais" de 1956, la révolution des conseils ouvriers de Hongrie en

1956, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la grève générale en Pologne et la constitution de *Solidarnosc*, juin 1989 à Pékin, le développement encore fragmentaire et "localisé" des luttes ouvrières en URSS face aux conséquences des "réformes" matérialisent, dans l'action révolutionnaire de millions d'hommes et de femmes, le pronostic de Trotsky.

La trame même de l'histoire de ces cinquante dernières années intègre, comme une composante essentielle de la lutte des classes mondiale, la réalité de la révolution politique. Elle intègre aussi la dégénérescence accentuée, la décomposition des Etats où règne la bureaucratie, en relation avec l'approfondissement et l'aggravation de la décadence de l'impérialisme. En effet, cette crise conduisait l'impérialisme à renforcer sa pression sur la bureaucratie. Celle-ci, étranglée par un blocus de fait de plus en plus rigoureux et par l'épuisante course aux armements — élément majeur de distorsion de l'économie de l'URSS —, ne pouvait, face au mouvement révolutionnaire des masses, qu'aller au-devant des exigences de plus en plus contraignantes de l'impérialisme. Toutes les "réformes économiques" que la bureaucratie entreprend ou qu'elle avait la velléité d'entreprendre étaient marquées du même sceau : "l'ouverture" et "l'adaptation" au marché mondial. Toutes ouvraient la voie directe à la restauration capitaliste et rapprochaient l'ensemble des contradictions existantes du point de rupture. Chaque "réforme" menait immédiatement à l'aggravation des conditions de vie des masses et se heurtait à leur résistance. C'est face à cette résistance, qui commençait à démanteler l'appareil d'Etat oppresseur et spoliateur de la bureaucratie, que celle-ci ouvre toutes les portes à la liquidation de la propriété sociale et se disloque dans ce processus.

Il s'agit là de la réalisation, sous des formes imprévues — et d'ailleurs imprévisibles —, du pronostic tracé par Léon Trotsky. L'alternative fixée par Trotsky s'est réalisée sous la forme de l'émergence simultanée des deux termes et de leur collision, qui n'est pas terminée et qui ne pourra trouver un dénouement qu'à l'échelle mondiale : la classe ouvrière a

commencé à jeter à bas l'édifice bureaucratique, la bureaucratie a directement ouvert la voie à la restauration capitaliste et a explosé dans le cours de cette restauration, entraînant avec elle la dislocation de l'Etat, la désintégration de la planification, la mise en marche d'un processus de liquidation de la propriété sociale. Trotsky, dans *La Révolution trahie*, ne s'était pas livré à des "prédictions" ou à des prophéties ; il avait, au contraire, déduit d'une analyse marxiste des forces en présence et des contradictions à l'œuvre les issues possibles. La manière précise dont ce pronostic s'est matérialisé est le résultat de tout un développement historique.

Le temps est un facteur essentiel. Comme nous l'avons noté plus haut, Trotsky expliquait que le délai d'un quart de siècle avait été insuffisant pour assurer le réarmement politique de l'avant-garde ouvrière et trop long pour "préserver le système soviétique dans un pays arriéré, isolé".

Nous pouvons dire qu'un demi-siècle s'est révélé un délai trop court pour que soit réglée, compte tenu en particulier du rôle du stalinisme, la question de la direction révolutionnaire du prolétariat, et trop long pour que les bases économiques (propriété sociale) résultant de la révolution prolétarienne soient préservées des conséquences de la substitution au "système soviétique" de la dictature de la bureaucratie contre-révolutionnaire.

Ce que Trotsky a éclairé avec une netteté qui reste toujours aussi actuelle, c'est la fonction contre-révolutionnaire de la bureaucratie et les conséquences d'un rétablissement de la domination du système capitaliste sur l'URSS. En effet, dans *La Révolution trahie*, il résume ces conséquences et la manière dont la bureaucratie pourrait ouvrir la voie au rétablissement du capitalisme dans les termes suivants :

"La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des

sociétés par actions ou adopter toute autre forme transitoire de propriété, telle que la participation des ouvriers aux bénéfices. Les kolkhozes se désagrégeaient également plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste annoncerait ainsi le retour au système capitaliste, avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture" (p. 167).

C'est en commençant à recourir aux mesures que Trotsky détaille que la bureaucratie, dans l'ultime phase de son pouvoir absolu, a précipité la crise qu'elle cherchait désespérément à enrayer. L'analyse faite par *La Révolution trahie* éclaire parfaitement la politique "gorbatchéviennne". Depuis l'éclatement de l'URSS, la destruction de la propriété sociale s'est approfondie et accélérée. Les défenseurs de l'ordre bourgeois et leurs auxiliaires nomenklaturistes ont répété sur tous les tons que ce qui faisait faillite, c'était un système fondé sur la propriété collective des moyens de production, que seul "le marché", la "concurrence" stimuleraient une économie paralysée. Pourtant, les résultats catastrophiques que ne peuvent masquer les plus ardents partisans des privatisations ratifient l'analyse de Trotsky.

Il suffit d'évoquer rapidement quelques faits et quelques commentaires pour mesurer à quel point le pronostic de Trotsky est concrètement vérifié dans ses lignes essentielles, et aussi sous quelle forme particulière et dans quelles conditions précises il se réalise.

LA "BAISSE CATASTROPHIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA CULTURE"

En 1936, Trotsky soulignait qu'un retour au système capitaliste ne pourrait s'opérer sans "une baisse catastrophique de l'économie et de la culture".

En 1994, traçant un bilan des résultats de la privatisation et de la marche à "l'économie de marché", l'économiste Chossudovsky définissait la situation en Russie comme "un après-guerre sans reconstruction". Il faudrait préciser : une

guerre dont les effets ont été particulièrement destructeurs.

Dans la République de Russie, après l'explosion de l'URSS, les prix ont été libérés le 2 janvier 1992 et la "grande privatisation" a été annoncée.

Au-delà même des statistiques sur la production, la réalité est celle d'un désastre humain sans précédent dans des pays ayant connu un réel développement industriel, en dehors effectivement d'une guerre — et l'on pourrait ajouter : d'une guerre se concluant par une défaite. Ce qui souligne bien qu'il ne s'agit pas là de phénomènes conjoncturels, c'est qu'il y a un sentiment de répétition lorsqu'on met en parallèle les tableaux statistiques ou les commentaires de synthèse d'offices économiques pour 1994 et 1995. Cela est vrai également pour les statistiques portant sur la production, où chaque année marque une détérioration supplémentaire, révélatrice d'une véritable dynamique de catastrophe et de destruction. Et cela vaut à des degrés divers pour tous les pays d'Europe de l'Est.

Du point de vue des conséquences sociales, le rapport publié en 1994 par l'UNICEF est accablant :

"Le changement économique a "provoqué une détérioration sans précédent des conditions de vie dans la majeure partie de cette région", explique cette étude. Ce rapport montre que l'accroissement des maladies infectieuses, du stress, de la malnutrition, de l'alcoolisme et leurs conséquences, déjà analysés pour la Russie, affecte une région bien plus large. "Cette crise de la santé en temps de paix est un fait sans précédent dans l'histoire de l'Europe au cours de ce dernier siècle", a déclaré James P. Grant, directeur de l'UNICEF, lors d'une conférence de presse tenue jeudi dernier. Il a ajouté que la crise "contribuait de toute évidence à éroder le soutien politique aux réformes en cours". Cette étude couvre les développements de la situation de 1989 à début 1994 en Albanie, Roumanie, dans la République tchèque, en Slovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Russie et Ukraine (...)."

M. Grant a dit que les statistiques concernant la Russie continuaient à être très décourageantes, le nombre de

familles vivant en dessous du seuil de pauvreté ayant été multiplié par dix, tandis que le taux de mortalité avait augmenté de 35 % depuis 1989. Le taux d'homicides a atteint deux fois celui des Etats-Unis en 1992 et continue à augmenter. Si l'UNICEF a commencé son étude en se concentrant sur la situation des femmes et des enfants, a ajouté M. Grant, il est devenu rapidement évident que le groupe le plus menacé était celui des hommes adultes jeunes, particulièrement touchés par les maladies cardio-vasculaires, l'alcoolisme et la mort violente. »

Comme le gouvernement russe lui-même — et en période préélectorale — vient d'annoncer que le niveau de vie avait baissé de 10 % depuis le début de l'année 1995, il n'est pas question d'inversion de tendance. Que cette situation soit celle de toute l'Europe de l'Est, parmi bien d'autres, ces éléments donnés par la presse américaine en octobre 1994 le confirment :

« Beaucoup de Polonais, de Tchèques et de Hongrois sont dans une situation bien pire aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a cinq ans. Leurs sociétés ont été divisées entre deux classes : la minorité enviée, qui, malgré les difficultés, a profité du changement, et une majorité mécontente fâchée de ne pas y arriver (...). "Personne ne s'attendait à un déclin d'une telle ampleur", déclare Branko Milanovic, économiste responsable de la section des économies de transition de la Banque mondiale. "L'idée de départ, c'était que ces économies se développeraient immédiatement étant donné le degré d'inefficacité du système (...)." "Les mécanismes de l'économie étatisée ont été démantelés partout à une vitesse surprenante", déclare Peter Havlik, vice-président de l'Institut de Vienne d'études économiques comparatives. "D'un autre côté, la formation d'institutions nouvelles s'est avérée bien plus difficile, plus longue et plus pénible que la plupart des analystes ne s'y attendaient au début des réformes en 1990 (...)." »

Le coût total dans ce pays de la suppression des subventions de l'Etat aux industries et du dégonflement de la force de travail pléthorique par le licenciement est très important : chute du niveau de vie, chômage de longue durée et apparition de la pauvreté absolue.

La Pologne, où un "traitement de choc" économique a brutalement supprimé les subventions et rendu la monnaie convertible en 1989, est le premier pays à montrer un début de croissance. Selon l'Institut de Vienne, la Pologne ne produira même ainsi que 90 % de son produit national brut (PNB) d'avant 1989 à la fin de l'année. En République tchèque, en dépit de ce que beaucoup considèrent comme une gestion prévoyante, l'économie ne commence à remonter que cette année. Ces cinq dernières années, la production tchèque a diminué de 20 %, d'après l'Institut. Et en Hongrie, la diminution du PNB ces cinq dernières années atteindrait 18 %.

On assiste partout à une effondrement dramatique des salaires réels : le pouvoir d'achat des salaires a chuté, depuis 1989, de 28 % en Pologne, de 18 % en République tchèque et de 16 % en Hongrie (...). 15 % environ des Polonais vivent en dessous du seuil de pauvreté, au lieu de 5 % à 10 % dans les années 1980, selon les études publiées en juillet par la Banque mondiale. Le chômage s'est révélé être un héritage permanent du fait que les secteurs privés n'arrivent pas à se développer assez vite pour embaucher les travailleurs licenciés par les industries d'Etat. En Pologne, le taux de chômage tourne autour de 15 % et pourrait, selon certaines études, atteindre les 20 %. Plus inquiétant, disent les assistants sociaux, près de 40 % des chômeurs cherchent du travail depuis plus d'un an. Et dans la République tchèque, le taux de chômage très bas (3,1 % environ) augmentera immanquablement lorsque l'inévitable suppression des subventions se produira (...). »

Ces chiffres — qui ne sont qu'une illustration sommaire de la réalité — indiquent le degré "qualitatif" de démolition de ce qui constituait le second ensemble économique du monde et le caractère irréversible de certaines des conséquences de cette entreprise de destruction (dans les conditions existantes).

Cette immense entreprise de destruction des forces productives peut être schématiquement saisie en consultant le tableau qui indique la baisse de la production et le recul de l'activité économique en Russie, par secteur.

**Le recul de l'activité économique en Russie
en pourcentage par rapport à l'année précédente**

	1990	1991	1992	1993	1994
PIB	- 2	-12,9	-18,5	-12,9	-18,5
Production industrielle	- 0,1	- 8	-18	- 8	-18
Agriculture	- 3,6	- 4,5	- 9,4	- 4,5	- 9,4
Transport	- 4,3	- 7,4	-23,6	- 7,4	-23,6
Investissement	- 0,1	-15,5	-39,7	-15,5	-39,7
Commerce de détail	-39,7	- 7,2	-35,3	- 7,2	-35,3

Chiffre encore plus révélateur :

“Les investissements à la mi-1993 ne représentaient plus que le tiers de leur valeur de 1989.”

1989 était déjà une année où la désorganisation de l'économie introduite par les réformes pro-capitalistes avait considérablement aggravé la situation déjà déclinante de l'économie sous gestion bureaucratique.

Sur les conséquences sociales, c'est le *Washington Post*, du 8 mars 1994, qui écrivait :

“La transition à partir du communisme a signifié une chute sévère du niveau de vie pour un grand nombre — peut-être la plupart des Russes. Un sur quatre vit maintenant dans la pauvreté, dans un pays qui n'a pas de système fiable pour les chômeurs et les gens âgés. Beaucoup de Russes pensent maintenant qu'ils assistent à l'émergence d'un type d'économie libre qui signifie l'appauvrissement de la plus grande partie de la population, tandis que le crime et le racket se développent sans être entravés par les autorités. Cette vision de cauchemar devient probablement le plus grand danger s'opposant à l'instauration d'une démocratie authentique en Russie.”

Depuis, les choses ne se sont pas arrangées, puisque, en pleine période préélectorale, le gouvernement Eltsine déclarait que le niveau de vie de la population russe

avait baissé de 10 % en 1995 par rapport à l'année précédente.

L'intérêt de cette citation, c'est que le rédacteur du *Washington Post* ne semble pas se rendre compte que le “cauchemar” qu'il décrit est celui qui est déjà largement le quotidien dans tous les pays où existe le système capitaliste. Par ailleurs, si des citoyens russes pouvaient avoir le moindre doute quant à l'avenir que leur prépare “l'ouverture au marché”, la remarque cynique de *L'Economist*, d'avril 1995, les dissiperait :

“Alors que la plupart des marchés émergents ont besoin de s'industrialiser pour assurer la croissance, la Russie doit se désindustrialiser pour améliorer le niveau de vie.”

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky avertissait que, “sans économie planifiée, l'URSS serait rejetée à des dizaines d'années en arrière”. En 1994, une note de conjoncture de la banque Paribas pose la question :

“Que reste-t-il, à l'issue du naufrage soviétique, de la structure industrielle du pays et de ses anciens pôles d'excellence technologiques ?”

La même note explique que des pans entiers de l'industrie sont

“menacés de disparition dans la mesure où il n'y a pas seulement une baisse

considérable de la production depuis 1989, mais une accélération largement irréversible dans les dernières années. Par exemple, on constate, entre 1993 et 1994, 42 % de baisse dans le secteur des machines-outils, et, en 1992, le nombre de locomotives électriques produites a diminué de 46 %".

Au sujet de cette réduction, aux proportions catastrophiques, de la production industrielle, l'économiste Jacques Sapir, dans son ouvrage intitulé *Le Chaos russe*, écrit :

"L'effondrement spectaculaire de la production dans certains domaines met donc en cause directement la capacité de survie des secteurs en aval comme l'agriculture, mais aussi à terme les secteurs de l'extraction des matières premières. En un sens, la désindustrialisation que l'on constate en Russie actuellement signifie que le pays est en train de manquer son propre capital, ce qui compromet gravement les capacités de reprises ultérieures (...). La survie de la Russie en tant que puissance industrielle est aujourd'hui directement mise en cause" (6).

aux dirigeants", mais aussi aux "bases sociales" du pays. "L'instabilité du régime soviétique est due au fait que ses forces productives sont encore loin d'être à la hauteur de la propriété socialiste."

Mais, précise Trotsky,

"le danger de guerre n'est que l'une des expressions de la dépendance de l'URSS à l'égard du monde et, par conséquent, l'un des arguments contre l'utopie d'une société socialiste isolée, argument redoutable qui se présente maintenant au premier plan (...)"

Si c'est la menace de la guerre — et donc de la défaite militaire, du fait de la situation créée par la bureaucratie —, qui est alors la voie par laquelle le capitalisme peut être rétabli, Trotsky indique ensuite en quoi consisterait ce rétablissement du capitalisme, c'est-à-dire une contre-révolution sociale. Celle-ci pourrait être produite par l'écrasement de l'URSS, mais aussi préparée par les conditions que, dans la guerre, les "alliés capitalistes" mettraient à leur aide.

Trotsky cite à ce sujet un document intitulé *La IV^e Internationale et la guerre*, élaboré en 1934 :

"On pourrait s'attendre, dans l'atmosphère surchauffée de la guerre, à un appel aux capitaux étrangers "alliés", à des atteintes au monopole du commerce extérieur, à l'affaiblissement du contrôle de l'Etat sur les trusts, à l'aggravation de la concurrence des trusts entre eux, à des conflits entre trusts et ouvriers, etc. En d'autres termes, une guerre longue, si le prolétariat international demeurait passif, pourrait et devrait même amener les contradictions internes de l'URSS à se résoudre par une contre-révolution bonapartiste."

Trotsky commente :

"Les événements des deux dernières années n'ont fait que doubler cette probabilité."

Plus loin, analysant les aspects généraux d'une contre-révolution liquidant ce

COMMENT TROTSKY POSAIT CONCRÈTEMENT LA QUESTION DE LA RESTAURATION

Trotsky, au moment où il présente une analyse globale et complète de la bureaucratie, de la nécessité de la révolution ouvrière contre elle (révolution politique), dégage en même temps, aussi précisément que possible, les formes que pourrait prendre le processus de restauration du capitalisme. Comme toujours, ainsi qu'il a déjà été souligné dans cet article, dans une analyse marxiste, c'est à partir du "moment" qu'une caractérisation d'ensemble peut être portée. L'horizon, alors, c'est la préparation de la Deuxième Guerre mondiale. C'est à partir de son imminence que Trotsky pose la question du rétablissement du capitalisme.

La défaite de l'URSS dans la guerre, explique-t-il, serait fatale, "non seulement

qui demeure des conquêtes de la révolution d'Octobre, Léon Trotsky, dans *La Révolution trahie*, note que

« la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire. L'objectif principal du nouveau pouvoir serait de rétablir la propriété privée des moyens de production. Il devrait avant tout donner aux kolkhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et transformer les kolkhozes riches en coopératives de production du type bourgeois, ou en sociétés par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation. »

Le plan se réduirait dans les premiers temps à des compromis entre le pouvoir et les "corporations", c'est-à-dire les capitaines de l'industrie soviétique, ses propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers.

Bien que la bureaucratie soviétique ait beaucoup fait pour la restauration bourgeoise, le nouveau régime serait obligé d'accomplir sur le terrain de la propriété et du mode de gestion non une réforme, mais une véritable révolution. »

Comme on le voit, *La Révolution trahie* ne fait pas que caractériser les conditions concrètes dans lesquelles peut se précipiter la liquidation de la propriété sociale, conditions qui, bien évidemment, ne sont pas celles d'aujourd'hui ; à partir de cette analyse concrète, l'ouvrage donne le contenu et les formes générales au travers desquels peut s'opérer ce rétablissement.

Ce qui est encore une fois frappant, c'est à quel point, soixante ans plus tard, ces phrases éclairent ce qu'a été "l'ère gorbatchevienne" et sa suite, le fait que c'est la bureaucratie elle-même qui a fourni les "troupes de choc" du rétablissement du capitalisme et, enfin, le fait que, pour que celui-ci soit assuré, il faut écraser, détruire la classe ouvrière.

Pour en revenir aux conditions créées par l'imminence de la Deuxième Guerre mondiale, Trotsky pose clairement la question :

"Peut-on espérer que l'URSS sortira de la prochaine guerre sans défaite ?"

Et il répond :

"Répondons nettement à une question posée en toute netteté : si la guerre n'était qu'une guerre, la défaite de l'URSS serait inévitable."

Plus loin, Trotsky écrit :

"Tout ce qui précède ne commande cependant en aucune façon des conclusions "pessimistes"... Tous les théoriciens sérieux du futur massacre des peuples comptent avec la probabilité et même la certitude des révoltes. »

La guerre, en effet, ne sera pas qu'une guerre. La guerre impérialiste, dans sa barbarie, nourrit la volonté et l'action des masses travailleurs cherchant à y mettre fin. Pour reprendre les termes utilisés par Lénine à propos de la première guerre impérialiste, la deuxième guerre impérialiste tendra à se transformer en guerre civile.

LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE DE 1943-1947

Le 20 août 1940, alors que la guerre en Europe était déclenchée, moins d'un an avant que les forces nazies ne se lancent à l'assaut de l'URSS dans les conditions pour elles rendues favorables par le pacte entre Hitler et Staline, Trotsky était assassiné par un tueur aux ordres de Moscou.

Certes, Staline et la bureaucratie, depuis des années, envisageaient et préparaient la liquidation physique de celui-ci, qu'ils n'avaient pu réduire au silence, qui maintenait la continuité avec la révolution d'Octobre et l'Internationale communiste de Lénine, qui donnait une forme organisée à cette continuité par la construction de la IV^e Internationale.

Mais le moment où s'opère cet assassinat n'est pas dû au hasard.

L'URSS va d'abord être livrée, par la politique de la bureaucratie, à l'assaut des forces armées de l'impérialisme allemand, qui arrivent aux portes de Moscou. C'est la résistance, largement improvisée, des masses, des ouvriers, des paysans des kolkhozes, c'est l'héroïsme des combattants — au premier rang desquels se trouvent ceux qu'on est allé chercher dans les camps — qui font échec à l'agression contre-révolutionnaire. Cette résistance des masses, dont le sort est en définitive lié au maintien de la propriété sociale, est un élément de cette tendance à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, qui nourrit l'immense vague révolutionnaire déferlant à partir de 1943, d'abord dans toute l'Europe (révolution en Italie, mouvements révolutionnaires en Grèce et en Yougoslavie, etc.), et ébranler la domination du capitalisme à l'échelle mondiale.

Ainsi, les conquêtes de la révolution d'Octobre, dans leurs fondements sociaux et économiques, sont sauvegardées par le mouvement même qui va arracher, pour les travailleurs des pays industrialisés, des conquêtes sans précédent, ouvrir la voie à la chute des empires coloniaux et aboutir à l'expropriation du capital et à la destruction de l'Etat bourgeois en Europe de l'Est, en Chine et à Cuba.

C'est malgré la "*politique contre-révolutionnaire de bout en bout*" de la bureaucratie du Kremlin (ainsi que la définissait le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon), qui est le facteur principal — combiné avec la puissance politique et matérielle de l'impérialisme américain — de la sauvegarde des Etats bourgeois en Europe, que cette vague révolutionnaire arrache les conquêtes les plus importantes jamais établies "*dans le cadre de la démocratie bourgeoise et contre elle*" et les conquêtes sociales développées cristallisées de manière contradictoire (sous le contrôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie) dans l'établissement de la propriété sociale dans toute une partie de l'Europe.

En fait, la "*crise du stalinisme*", telle qu'elle s'est développée comme partie intégrante des développements de la lutte des classes dans la seconde moitié du XX^e siècle, procède de l'aggravation de toutes

les contradictions analysées dans *La Révolution trahie*, aggravation entraînée par les conséquences de la vague révolutionnaire de 1943-1950.

C'est dans ce contexte que se développe ce que Trotsky définissait comme "*les contradictions économiques (qui) font naître les antagonismes sociaux qui déplient leur propre logique sans attendre le développement des forces productives*" (p. 39), contradictions qui procèdent de la situation des pays où le capital a été exproprié, de la domination et de la gestion de la bureaucratie. La "théorie" de "*deux marchés mondiaux parallèles*", fabriquée par les idéologues staliniens pour justifier la division de la planète en un "*camp de la guerre et de l'impérialisme*" et un "*camp de la paix et du socialisme*", n'est qu'une version du "*socialisme dans un seul pays*" (7).

Au contraire, les relations entre les Etats sous domination de la bureaucratie et les puissances capitalistes resserrent les liens de dépendance vis-à-vis du marché mondial. En même temps, la complexité croissante due à l'industrialisation, au développement de l'économie, à la nécessité d'organiser — essentiellement au profit de la bureaucratie dirigeante de l'URSS — les relations entre l'URSS et les autres Etats du prétendu "*camp socialiste*" avive toutes les contradictions que Trotsky dégageait déjà dans *La Révolution trahie*.

LA MARCHE À LA RÉVOLUTION POLITIQUE

Plus que jamais, pour les masses d'URSS et d'Europe de l'Est, "*les privilégiés de la bureaucratie sont des abus*" (page 167).

(7) La conception trotskyste (marxiste) de la bureaucratie excluait toute idée d'une prolongation indéfinie d'un état de choses instable et contradictoire. Toutes les variations sur une évolution progressive et "progressiste" du régime de la bureaucratie dans un cadre irréversible, qui ont été à la base des attaques lancées contre le programme de la IV^e Internationale par les idéologues du courant international dont fait partie la LCR, ont été réduites à néant.

La Révolution trahie rappelait également qu'un

"plan économique (...) n'est pas un dogme immuable, mais une hypothèse de travail à vérifier et à transformer en cours d'exécution" (p. 51).

C'est pourquoi

"la démocratie soviétique n'est pas une revendication politique abstraite ou morale. Elle est devenue pour le pays une question de vie ou de mort" (p. 183).

"Tandis que la croissance de l'industrie et l'entrée de l'agriculture dans la sphère du Plan compliquent extrêmement la tâche de la direction en mettant au premier rang le problème de la qualité, la bureaucratie tue l'initiative créatrice et le sentiment de responsabilité, sans lesquels il ne peut pas y avoir de progrès qualitatif" (ibidem).

La démocratie ouvrière, le renversement de la bureaucratie et la destruction de fond en comble de son monstrueux appareil de répression constituent donc une nécessité économique, indispensable pour préserver de la ruine l'économie planifiée. Là est la racine des révolutions ouvrières contre la bureaucratie. Comme le soulignaient les *Thèses sur la situation internationale*, adoptées par le XVII^e Congrès de l'OCI, en 1973 :

"En Union soviétique, les gigantesques contradictions sociales, économiques et politiques, nées et se développant à partir de la contradiction entre les bases sociales d'Octobre et la gestion bureaucratique, sont découpées par la nécessité dans laquelle se trouve la bureaucratie d'intégrer les contradictions spécifiques des pays de l'Est."

La crise de la gestion bureaucratique de l'économie planifiée atteignait au point critique : diversifiée et complexe, l'économie de l'URSS et celle des pays d'Europe de l'Est était de plus en plus dépendante du marché mondial et plus vulnérable du fait même du resserrement de ses liens

avec elle. En même temps, la démocratie (incompatible avec le pouvoir et les priviléges de la bureaucratie) s'imposait comme un besoin "économique" vital et urgent pour sauver l'économie de la débâcle.

Rappelons que la grève générale aboutissant à la constitution de *Solidarnosc*, en Pologne, en 1980, avait comme origine une hausse brutale du prix des produits de première nécessité, accompagnée d'un blocage des salaires au nom de l'alignement sur les conditions du marché mondial. C'est bien contre l'impérialisme et ses plans que les ouvriers polonais se dressaient en défiant la bureaucratie, quelle soit la conscience qu'ils en avaient.

Les relations avec le marché mondial s'expriment en particulier dans l'accumulation des déficits commerciaux en devises et par l'accroissement de l'endettement extérieur. Un économiste note que, en ce qui concerne la Pologne, en 1988-1989, la dette extérieure atteint quatre fois la valeur des exportations, et commente :

"A ce stade, la dette tend à s'autonomiser du système productif, et les nouveaux emprunts internationaux, quand ils restent possibles, servent à financer la dette (...). L'augmentation de la dette sert alors de plus en plus à financer le service de la dette, plutôt qu'à importer de nouveaux intrants ; à l'hyperinflation s'ajoute une aggravation de la récession (...). Une crise de cette ampleur détruit non seulement ce qui pouvait rester de l'ancien consensus social en Pologne, mais même de toute forme de cohésion économique et sociale. Tel est le contexte dans lequel s'est effectué le changement de régime politique en Pologne à l'automne 1989 ; une situation quasiment semblable a coïncidé avec le renoncement de Gorbatchev en décembre 1991 en Russie" (ibidem).

C'est dans le cadre du mûrissement de cette crise économique et sociale que *Solidarnosc* se constitue comme syndicat organisé à l'échelle nationale indépendant de l'Etat et du parti unique de la nomenclatura au pouvoir, le POUS. La négociation avec lui, la légalisation qui le légitime mettent en cause le pouvoir de la bureaucratie dans ses fondements mêmes.

La bureaucratie, comme caste usurpatrice, doit, par les moyens de l'Etat qu'elle contrôle et de la terreur, s'affirmer comme représentante unique de la classe ouvrière. Admettre qu'il lui faille, comme pouvoir, traiter avec une représentation indépendante de la classe ouvrière, c'est nier toute base à son arbitraire.

Mais, pour que passent les diktats du FMI, il faut porter des coups brutaux à la classe ouvrière. Le coup de force de Jaruzelski, plaçant *Solidarnosc* dans l'illégalité, a comme but d'imposer ces diktats. Le fer de lance de la destruction de la propriété sociale, c'est la bureaucratie, "passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois", comme l'explique le programme de fondation de la IV^e Internationale. L'obstacle à cette liquidation, c'est le mouvement de la classe ouvrière, tendant à dresser ses propres organisations contre la bureaucratie, c'est-à-dire à ce que Trotsky définissait dès 1936 comme "*la révolution politique*". C'est la révolution politique qu'il faut en quelque sorte "court-circuiter" pour que s'ouvre le processus direct du rétablissement de la domination capitaliste.

Ce n'est pas là une affaire polonaise. Avec la grève générale de 1980, la constitution de *Solidarnosc*, la montée vers la révolution politique en Pologne, se noue la phase finale de la domination de la bureaucratie. Le contenu de cette ultime décennie, qui culminera en novembre 1989 dans la chute du mur de Berlin, n'est pas constitué par une succession de bouleversements dans les pays d'Europe de l'Est et de l'URSS, pris en soi, mais par un ensemble de développements internationaux de la lutte des classes.

Dans toute l'Europe de l'Est comme dans l'ex-URSS, l'accélération de "l'ouverture au marché", l'engagement dans des mesures posant directement la question de la propriété privée des moyens de production ont eu lieu, face au mouvement des masses qui menaçaient le pouvoir et les priviléges de la bureaucratie.

C'est ainsi qu'un universitaire canadien, Jacques Levesque, dans son livre 1989, *la fin d'un empire*, note que, pour Gorbatchev et les autres dirigeants de la bureau-

cratie, "*la démocratisation et les réformes, non seulement ne conduisaient pas à l'effondrement, mais représentaient le moyen le plus efficace et même le seul moyen de l'éviter*".

L'auteur fait état d'une interview d'Alexandre Yakovlev, l'un des plus proches collaborateurs de Gorbatchev, au cours de laquelle celui-ci a donné le contenu d'une conversation privée qu'il avait eue avec Eric Honecker, en 1989 :

« A Honecker qui lui demandait pourquoi la direction du PCUS s'était engagée et continuait sur la voie de politiques dangereuses, Yakovlev qui répondit : "Il ne s'agit pas d'une question de choix ou d'options politiques, mais de nécessité objective incontournable." "Sans la péréstroïka, lui ai-je répondu, nous aurons ultimement à faire face à une révolution, qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre". »

Dans le même ouvrage, l'auteur fait état du rapport préparé par l'Institut Bogomolov (institut d'économie du système socialiste mondial), rapport qui avait été commandé par le comité central. Il faisait état, pour certains pays de l'Europe de l'Est, d'un "*début de la désagrégation du système socio-politique, sans pouvoir exclure des cataclysmes*". Ce rapport voyait le plus grand danger de "*rupture sociale*" en Pologne, allant jusqu'à envisager un retour à l'état d'urgence et évoquant à ce sujet le spectre d'un "*Afghanistan en Europe*". Le rapport concluait qu'il fallait "*mener une révolution par le haut dans la politique extérieure, conjurant une révolution par le bas*", et voyait les pays d'Europe de l'Est devenir une "*sphère d'influence commune de l'Union soviétique et du Marché commun*".

Au lendemain de la chute du Mur de Berlin, s'écroulant sous les coups de boulard de la classe ouvrière et du peuple allemands, la IV^e Internationale caractérisait dans les termes suivants ce qui était en cours :

"Préparé par la marche de l'histoire, c'est un tournant mondial qui se réalise dans les relations entre les classes, le

gouvernements et les partis. Tandis que toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production décadent se révèlent avec force, les bureaucraties, pour tenter de sortir l'URSS, la Chine, les pays de l'Est des conséquences désastreuses de leur gestion de l'économie et de l'Etat, s'engagent dans la perestroïka de Gorbatchev, qui ouvre la voie à la destruction de la propriété sociale, à la restauration du capitalisme."

C'est ainsi que le pronostic qui est au centre de *La Révolution trahie* trouve sa matérialisation dans la collision des deux termes de ce pronostic. La classe ouvrière a commencé le démantèlement de l'appareil d'Etat de la bureaucratie ; la bureaucratie, face à la révolution, a directement ouvert à la voie à la destruction de la propriété sociale.

Mais dans quelles conditions historiques ? Loin de constituer dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est de nouveaux marchés assurant de nouveaux débouchés, l'impérialisme conduit à la destruction de branches entières de l'économie, à la désorganisation généralisée de l'industrie et de toute activité sociale à des formes hypertrophiées de spéculation. Ainsi, la "réintégration" dans le marché mondial se fait par un processus unilatéralement destructif. Nulle part l'impasse du système capitaliste n'est en fait plus éclatante que là où le stalinisme avait pu paraître lui offrir la victoire la plus certaine.

Le déclin de l'impérialisme, son pourrissement, la contraction des marchés, la place de plus en plus importante jouée par la spéculation dans la réalisation du profit sont toutes des expressions du fait que, non seulement les forces productives "étouffent dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et des frontières nationales", non seulement "ont cessé de croître", mais qu'elles sont aujourd'hui engagées dans un processus de régression, de destruction, qui vise d'abord la principale force productive, c'est-à-dire la "classe révolutionnaire elle-même".

Dans ces conditions, la bureaucratie était plus indispensable que jamais comme facteur d'ordre et elle s'alignait de

plus en plus étroitement sur l'impérialisme face aux mouvements des masses (montée vers la révolution politique). Mais le degré de tension entre les classes fondamentales tendait simultanément à remettre en cause toutes les formations intermédiaires (et, en dernière analyse, la bureaucratie stalinienne en était une). La poussée vers la restauration capitaliste par les moyens du blocus et de la course aux armements, combinée avec l'incapacité de la bureaucratie à maîtriser la classe ouvrière en URSS même et dans les pays de l'Europe de l'Est, a conduit à l'effondrement de son régime.

Ce sont les nécessités, nées de cette décadence, et non un regain de force de l'impérialisme qui l'ont poussé à exercer sur la bureaucratie un degré de pression intolérable pour elle, libérant toutes les capacités restaurationnistes de celle-ci.

Il n'est pas exagéré de dire que le régime de la bureaucratie avait atteint, au moment de la "perestroïka", un degré de pourrissement tel qu'il suffisait d'un choc pour faire couler tout l'édifice. Les processus complexes et contradictoires qui sont aujourd'hui en cours dans l'ex-URSS procèdent d'une jonction entre les formes de pourrissement et de corruption propres à la bureaucratie et la décadence de plus en plus profonde du système capitaliste.

L'EXPLOSION DE LA BUREAUCRATIE

La bureaucratie, couche contre-révolutionnaire parasitant et menant à la destruction les conquêtes de la révolution, n'était ni une classe sociale ni une "nouvelle classe", qui aurait survécu indépendamment des rapports sociaux fondamentaux et de l'unité mondiale des luttes de classe, ni une forme particulière de la bourgeoisie, un "capitalisme d'Etat".

Elle n'était pas une classe sociale. Elle ne l'est pas devenue au travers de l'écroulement des Etats qu'elle contrôlait, ni en ex-URSS ni ailleurs. Elle n'est pas la nouvelle bourgeoisie russe, même compradore.

La bureaucratie, allant jusqu'au bout dans la voie de la restauration capitaliste,

s'est en quelque sorte fait hara-kiri comme telle sur l'autel du rétablissement de la propriété privée des moyens de production. Elle existe sous la forme de mafias concurrentes, rivales dans leur rôle d'intermédiaires serviles et de mercenaires de l'impérialisme. Nombre d'éléments de la nomenklatura se sont reconvertis en "nouveaux riches", tirant leurs ressources d'opérations spéculatives, du pillage du pays au compte de l'impérialisme ou (et) d'opérations directement criminelles, mais ils ne constituent pas une classe.

Le "pouvoir" qui existe aujourd'hui en Russie, quel que soit le nom de son détenteur temporaire, ne conserve de l'Etat que le rôle directement répressif de celui-ci, par le moyen d'institutions disloquées, qui sont d'ailleurs celles de la bureaucratie et qui sont elles-mêmes partie prenante et enjeu de la lutte livrée entre les différentes mafias.

On peut dire que l'économie de l'ex-URSS présente d'une manière particulièrement accentuée les traits d'une économie mafieuse. Et qu'elle constitue une illustration particulièrement frappante du lien entre spéculation et "mafiosisation" de l'économie, la seconde procédant de la première.

Il ne s'agit pas là d'un processus "russe", mais d'un processus relevant de l'économie mondiale, même si, dans l'ex-URSS, comme dans l'Europe de l'Est, ces formes spécifiques sont liées aux conséquences de la domination de la bureaucratie et aux conditions créées par son éclatement.

Dès qu'ont craqué les limites imposées à l'avidité destructrice de la bureaucratie, par la structure d'un Etat ouvrier-bourgeois, qui, bien que profondément dégénéré, n'était pas identique à la bureaucratie (qui constituait l'hypertrophie de son caractère bourgeois), la bureaucratie a révélé jusqu'au bout son caractère mafieux.

Comme l'a écrit une économiste français (J. Sapir), "l'effondrement du système soviétique ne laisse en place que les mécanismes du clanisme et du clientélisme". Mais tous les clans et tous les gangs, grands et petits, dont les "caïds" sont tous

d'anciens apparatchiks stalinien, sont des agents mercenaires du FMI et de l'impérialisme.

Pas plus que les purges sanglantes, avec leurs conséquences destructrices pour l'économie, n'étaient le résultat des caprices d'un dictateur dément, mais procédaient du caractère arbitraire et instable de la bureaucratie; pas plus les convulsions et les multiples phénomènes de décomposition sociale et politique qui se succèdent en Russie comme dans toute l'ex-URSS ne sont aberrants. Ce qu'il y a en toile de fond des élections, dont le résultat était connu avant qu'elles n'aient lieu, du ballet entre le général Lebed, Eltsine et quelques autres, c'est la décomposition de la nomenklatura mafieuse dans les conditions de putréfaction et de sénilité du système impérialiste mondial.

Aussi la conclusion de *La Révolution trahie* reste-t-elle parfaitement actuelle. Il n'y a pas, dans l'ex-URSS, comme dans les pays de l'Europe de l'Est, les bases d'une stabilisation sociale. Il n'y a pas, au sens plein du terme, rétablissement des relations capitalistes, "restauration". Trotsky commençait la définition qu'il donnait en 1936 de l'URSS en expliquant que l'URSS était "*une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme*" et que, en conséquence — c'est ainsi qu'il concluait cette définition —, ce caractère socialement instable, au sens le plus fondamental, se réglerait par l'affrontement du prolétariat et de la bourgeoisie à l'échelle internationale :

"(...) g) *L'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international.*"

L'ex-URSS comme les pays d'Europe de l'Est demeurent des "*sociétés intermédiaires*", mais en pleine décomposition dans le cadre de la décadence et de l'impasse du système impérialiste à l'échelle mondiale. C'est pourquoi les pri-

vatisations ont partout un caractère unilatéralement destructeur et que, en fait, la seule limite à ces privatisations est donnée par la non-destruction de la classe ouvrière (il s'agit bien de sa destruction physique) qu'impliquerait, poussé jusqu'au bout, le processus de liquidation de la propriété sociale.

C'est aussi pourquoi "l'ouverture au marché mondial" n'est que l'ouverture au pillage, que les seules activités qui prospèrent sont celles liées à la spéculation et que les privatisations elles-mêmes ont un caractère artificiel et mafieux, ce qui amène, par exemple, J. Sapir, partisan des "bonnes privatisations", à déplorer que "les petites privatisations ont abouti à des collusions manifestes entre les organes de privatisation et la mafia, gangrenant complètement le secteur de la distribution". En d'autres termes, il s'agit ici de la "petite mafia", ou, plus exactement, des cercles inférieurs de celle-ci.

A propos de "grandes privatisations", "grande mafia", Sapir poursuit :

"Quant aux grandes privatisations, elles ont surtout été marquées par les complicités entre le pouvoir public et les réseaux d'influence."

Et de conclure avec regrets :

"On est loin de la création de la classe de propriétaires qui doivent garantir les fondements de la démocratie en Russie" (8).

LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ENRAYE LE PROCESSUS DE LIQUIDATION

Au-delà de l'aspect mafieux du système des privatisations, il en est un autre tout aussi important, c'est le fait que les entreprises, malgré leur privatisation, ont fréquemment, comme le souligne une note de l'OCDE, "continué à fonctionner comme s'il y avait un plan central invi-

sible et qu'elles ont survécu notamment par l'accumulation de dettes interentreprises".

C'est ce que certains économistes américains désignent comme une stratégie de survie où ce qui l'emporte n'est pas la recherche de la "rentabilité", mais du maintien de l'existence de l'entreprise. Dans ces conditions, c'est nécessairement par la liquidation des entreprises, leur bradage à bas prix, la fuite des capitaux résultant des ventes, l'étranglement pur et simple par le non-paiement des salaires que l'on peut progresser vers l'application des "recommandations" du FMI. C'est ainsi, par un processus de destruction pur et simple, que la propriété sociale est disloquée. Et cela ne vaut pas que pour la Russie. Chaque "gouvernement" des républiques issues de l'ex-URSS est une mafia, qui pille pour son propre compte et pour celui de l'impérialisme. Le dumping du pétrole du Kazakhstan a fourni les fonds pour la corruption politique en Italie. La forme dans laquelle a été proclamée l'indépendance de ces républiques a assuré la permanence, dans bien des cas, des chefs de la nomenklatura sous Brejnev.

Mais le maintien d'entreprises qui auraient dû disparaître, le maintien de leur rôle social témoignent du fait que les racines de la propriété sociale n'ont pu être extirpées et que la classe ouvrière, dans sa résistance, s'appuie sur chacun des fragments, des segments de celle-ci qui existent encore.

Jacques Sapir écrit à ce sujet, dans son ouvrage déjà cité :

"Il faut se souvenir que l'on est en présence d'une structure industrielle où dominent les grandes et les très grandes usines, qui ont en moyenne de trois à cinq fois plus d'employés qu'en Europe occidentale. Les entreprises ne sont pas seulement un lieu de production, elles constituent aussi des systèmes sociaux relativement intégrés, que ce soit à travers les magasins internes à l'usine, le réseau de dispensaires, d'écoles, de jardins d'enfants et de camps de vacances, enfin par la propriété d'une bonne part

(8) *Le Chaos russe*, Jacques Sapir.

des logements des travailleurs. De plus, très souvent, ces entreprises, quand elles sont situées dans les agglomérations de taille moyenne, assurent directement une partie des tâches du service public (adduction d'eau, mise en état des routes et chemins de fer) (...). La crise actuelle des finances publiques en Russie fait qu'il est illusoire de croire qu'à court terme les budgets publics pourront se substituer. D'où le fait que le directeur doit intégrer des dépenses indépendantes du niveau d'activité."

C'est pourquoi, si les ravages de la politique de destruction de la propriété sociale ont d'ores et déjà provoqué un chômage considérable (plus de 10 millions), ce volume de chômage n'est pas proportionnel au taux de destruction de la production industrielle. Une large fraction des travailleurs ne travaillent plus ou seulement une faible fraction du temps normal, sans être formellement licenciés. Cela signifie que, même s'ils ne touchent qu'une fraction de leur salaire, ils continuent à bénéficier de la protection sociale liée à l'entreprise. Répétons-le, l'arme employée contre cet état de choses, c'est le non-paiement des salaires qui a provoqué toute une série de conflits, certains de grande ampleur (les grèves successives des mineurs de Russie et d'Ukraine en 1995 et en 1996).

On peut en quelque sorte lire en négatif la réalité de la résistance ouvrière dans les regrets exprimés par les "spécialistes" économistes bourgeois, au sujet de la situation. C'est ainsi que la direction des études économiques et financières de la banque Paribas notait que la "*portée des privatisations*" était réduite par "*le refus, pour des raisons sociologiques et culturelles, de séparer au sein des entreprises les fonctions de production de celles de couverture sociale*".

L'économiste W. Andreff (9) fixe assez bien l'enjeu quand il explique que

"remodeler le comportement économique quotidien est une tâche de longue haleine et dont l'issue est par nature incertaine. Son achèvement conditionne le passage au capitalisme (...). Le marché du travail ne réglera l'emploi et ne disciplinera le travail que si le chômage entraîne,

comme réaction individuelle, la recherche d'un emploi (...). C'est-à-dire si chaque salarié ayant perdu son emploi comprend (et implicitement admet) que sa seule issue désormais est d'accepter un travail intense, rémunéré à sa productivité selon les conditions définies par l'employeur."

C'est appeler à ce que la fraction de la classe ouvrière qui serait maintenue dans la production, dans les secteurs encore "utiles" du point de vue du capitalisme mondial, et qui devraient par leur surexploitation nourrir la spéculation, soient écrasés par le talon de fer.

Mais, comme l'affirmait la résolution de reproclamation de la IV^e Internationale :

"Des millions d'hommes n'accepteront pas (...) d'être enfouis dans une catastrophe préparée par la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production."

Nul, sans doute, ne peut prévoir ou prédir les formes et les délais dans lesquels la classe ouvrière de ce qui fut l'URSS reconstituera des organisations de classe, s'affirmera politiquement comme une force indépendante. Soixante années de dictature stalinienne, qui, après s'être livrée à un véritable génocide politique contre tout ce qui constituait un lien vivant avec Octobre, a sans cesse interdit ou écrasé toute tentative d'action indépendante, atomisé la classe ouvrière, ont eu de lourdes conséquences sur les travailleurs.

Et, alors qu'ils commençaient à se rassembler pour en finir avec la bureaucratie, ils doivent faire face immédiatement aux conséquences les plus concentrées de la décadence et du pourrissement du système capitaliste.

"Socialisme ou barbarie" : la situation en URSS et en Europe de l'Est souligne l'actualité de cette alternative historique. Les convulsions mêmes qui marquent l'entreprise de privatisation-destruction témoignent de la résistance de la classe

(9) *La Crise des économies socialistes*, W. Andreff.

ouvrière, même si celle-ci est émiettée, parcellisée, fragmentée.

Résistance qui s'inscrit dans le long et difficile combat de la classe ouvrière internationale pour son émancipation.

Les racines de la révolution sociale comme celles de la révolution politique

existent toujours. Y compris dans l'ex-URSS, comme dans les pays d'Europe de l'Est, comme en Chine, les plus grands chocs sont encore à venir. Là est la brûlante actualité de *La Révolution trahie*.

François Forgue

Contribution sur la question nationale aujourd'hui

Par G. GOURDIA

1. — La chute du Mur de Berlin, l'effondrement de l'URSS ont marqué un tournant fondamental dans la situation mondiale. Il est significatif que, à ce moment même, l'impérialisme américain, affirmant son hégémonie à l'échelle mondiale, ait organisé la guerre d'écrasement du peuple irakien, prétendant réaliser ainsi un "nouvel ordre mondial", qui devait durer cent ans. Il s'agissait pour lui, dans cette nouvelle situation, de rééquilibrer les relations mondiales sous son contrôle direct. *"L'Amérique est le leader du monde"*, ne cessent de répéter les dirigeants américains. Depuis, les conflits et les guerres, les massacres et la marche au chaos se sont généralisés à une échelle sans précédent.

Officiellement, selon les chiffres de l'ONU, soixantequinze conflits à l'échelle internationale déchirent des pays. On parle à ce sujet de guerres ethniques et de resurgences des questions nationales, comme si les peuples étaient responsables de la situation, de la guerre, de la barbarie qui se déchaînent à l'échelle mondiale. Pour la IVe Internationale, ce qui est en cause dans cette marche à la barbarie,

c'est le maintien du système de la propriété privée des moyens de production. Là est à chercher la responsabilité d'une situation qui voit un monde basculer.

2. — A l'inverse, le mouvement des travailleurs et des peuples tend à l'unité sociale et politique. Le mouvement des masses en Allemagne, qui a entraîné la chute du Mur, a commencé à l'Est de l'Allemagne, face à la bureaucratie, sur le mot d'ordre : *"Nous sommes le peuple"*, pour se généraliser à toute l'Allemagne avec le mot d'ordre : *"Nous sommes un peuple"*. La mobilisation des travailleurs de toute l'Allemagne tendait à l'unification économique, politique et sociale de tout le peuple allemand. Elle posait comme question immédiate l'unité allemande.

La politique de l'impérialisme, soutenu par la bureaucratie, qui a été contrainte à la réunification des deux Allemagnes, a dû l'opérer en cherchant à diviser les travailleurs et le peuple allemands à travers le maintien de conventions collectives séparées, de salaires différenciés, etc.

Mais la mobilisation du peuple allemand poussant à l'établissement d'une seule convention collective a liquidé en quelques jours les vieux syndicats staliens pour s'unifier dans le DGB dans toute l'Allemagne. Aujourd'hui encore, l'exigence d'un même salaire, des mêmes droits dans toute l'Allemagne est au cœur de la mobilisation des travailleurs, poussant le DGB dans la voie de la rupture avec Kohl, car la pression du capital financier américain entraîne une soumission brutale du capital industriel et de toute la société aux intérêts du capital spéculatif.

Cela implique un vrai bouleversement et la destruction industrielle. Ce qui est en cause dans l'attaque de Kohl, c'est la baisse de 20 % du coût du travail, la destruction de la protection sociale, la suspension des conventions collectives, véritables institutions ouvrières qui structurent toute la classe avec le DGB. La mobilisation des travailleurs allemands défendant leurs droits, leurs garanties, leurs conquêtes, exigeant la défense des conventions collectives, la protection sociale, les salaires, poussait à l'unité allemande. La politique du gouvernement Kohl et des bureaucraties poussait à la division du peuple allemand.

L'impérialisme américain, la bourgeoisie allemande soutenue par la bureaucratie du Kremlin de Gorbatchev devaient combattre ce que recelait le mouvement des travailleurs en Allemagne.

La mobilisation des travailleurs allemands se conjuguant avec les mobilisations qui faisaient tomber une à une les bureaucraties staliennes à l'Est de l'Europe, les développements dans les Balkans, notamment en Roumanie et en Yougoslavie, à travers la volonté des travailleurs de l'Est européen de faire tomber la division de l'Europe en "deux blocs", la question se posait de l'unité européenne, que seul peut réaliser le combat des travailleurs. Le "nouvel ordre mondial" devait s'imposer, avec la dislocation de la Yougoslavie sous l'égide de l'impérialisme américain, avec le dépeçage de l'ex-Union soviétique et la multiplication des conflits dans les différentes républiques de l'ex-URSS.

3. — L'effondrement de l'URSS, loin de signifier une quelconque faillite du socialisme, a au contraire souligné la faillite du "*socialisme dans un seul pays*", fallacieuse théorie réactionnaire, qui, sous couvert de prétendre construire le socialisme en URSS, visait en réalité à défendre l'ordre mondial dominé par l'impérialisme. Ce qui est en cause dans l'effondrement de l'URSS, c'est la bureaucratie réactionnaire s'opposant à la révolution prolétarienne mondiale et se soumettant au régime de la propriété privée des moyens de production, qui torpille et saborde les bases de l'Etat issu de la révolution d'octobre 1917.

Cela confirme que

"la décision du procès historique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme dépend de la révolution prolétarienne mondiale. L'importance gigantesque de l'URSS vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale" (Trotsky).

La dislocation de l'URSS, avec la création d'une série d'Etats "indépendants", sous le joug de l'impérialisme américain, n'a été que la préfiguration de la dislocation de la Russie elle-même. Pour réaliser cela, il faut liquider la classe ouvrière : c'est pourquoi la grève des mineurs du Donbass, dans la partie ukrainienne comme dans la partie russe, n'était pas une coïncidence. Une même revendication — l'exigence du paiement des salaires, le refus de la restructuration — exprime plus fondamentalement la résistance des masses de l'ex-URSS aux mêmes plans mis en œuvre dans chacune des républiques de l'ex-Union soviétique par chacune des nomenklaturas mafieuses sous l'égide du Fonds monétaire international.

Les travailleurs et les paysans, les jeunes de l'ex-Union soviétique, pour se défendre, doivent s'accrocher aux bases matérielles issues de la propriété sociale, qui a subi les coups et les attaques destructrices du FMI. Ils cherchent à se préserver en défendant ce qui est issu de la propriété sociale dans le cadre de la vie quotidienne (crèches, santé, logement, travail...), parce que, précisément, la classe

ouvrière de l'ex-URSS a été constituée et s'est développée sur la base de l'expropriation du capital et sur la base de la propriété sociale, qui a arraché des millions de femmes et d'hommes à l'arriération. Mais, précisément, cette question ne peut pas se poser au niveau de la Russie comme une question russe isolée.

"Le marxisme procède de l'économie mondiale, considérée non comme la simple addition de ses unités nationales, mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux",

écrivait Léon Trotsky dans *La Révolution permanente*.

La situation aujourd'hui n'est évidemment pas la même que celle de l'époque où vivait Trotsky, en revanche la puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial demeure, sous la forme de la destruction (à l'époque de l'impérialisme sénile) de tous les "marchés nationaux" et des bases mêmes de la civilisation humaine à l'échelle mondiale. Dans une situation inversée, on peut dire que la résistance à la destruction physique, économique, sociale, en URSS, ne peut être saisie que comme la partie d'un tout, celui de la résistance générale à la remise en cause des conquêtes ouvrières dans tous les pays et à l'échelle mondiale, dont la propriété sociale fait partie.

L'affirmation que la révolution politique n'est pas morte est à mettre en relation avec la résistance qui s'opère dans toute l'Europe et sur tous les continents. En effet, la liquidation, à travers les privatisations-destructions, signifierait la destruction physique de la classe ouvrière et de la population de l'ex-URSS : une généralisation de ce qui se passe à un degré inférieur en Yougoslavie, en Tchétchénie — la barbarie et le chaos. La résistance en ex-Union soviétique est donc totalement reliée à la résistance des travailleurs d'Allemagne contre la remise en cause des conventions collectives, à celle des travailleurs de France sur la question de la Sécurité sociale, à celle des travailleurs de Belgique... Parce qu'il s'agit, sous des

formes différentes, d'une même question : celle des acquis, des droits, des garanties et institutions que la classe ouvrière, par son combat, a elle-même constitués.

Le sort du prolétariat et des masses de l'ex-Union soviétique, attachés à la défense de leurs droits et garanties issus de l'expropriation du capital et de la propriété sociale, est à chercher dans la résistance générale des masses à l'échelle internationale. C'est en effet dans une situation qui voit l'ensemble des droits et garanties de la classe ouvrière attaqués sous l'égide de l'impérialisme américain qu'est à rechercher l'issue du "procès historique entre capital et travail".

4. — A l'inverse, la dislocation de l'ex-Union soviétique a entraîné l'éclatement de la caste parasitaire, qui n'est pas et est incapable de devenir une classe sociale. Cette explosion de la caste a signifié le passage immédiat de ses différents regroupements mafieux nomenklaturistes à la solde directe de l'impérialisme.

En effet, l'impossibilité pour la nomenklatura de se transformer en bourgeoisie donne un caractère convulsif à toute la situation. Des fractions de l'appareil bureaucratique, dépourvues de base sociale, n'ont d'autre issue que de se vendre comme mercenaires à l'impérialisme. Mais il n'y a pas place pour tous. C'est pourquoi les différentes fractions de la nomenklatura s'opposent entre elles dans ce but, et par leur soumission au FMI, ébranlent les fondements de l'économie.

Le résultat de cette politique de restauration capitaliste et de liquidation sociale est une véritable guerre contre les travailleurs, ruinant et détruisant les bases mêmes de ces pays. Et c'est précisément une telle politique de liquidation qui conduit à l'explosion des formes nationales de ces pays, provoquant les conflits et utilisant les questions nationales non réglées. C'est le cas en Yougoslavie, où la crise de désarticulation bureaucratique, sous l'effet de la mobilisation des masses sur le terrain de la défense de la propriété sociale, a vu les différentes fractions de la

bureaucratie, pour être les mercenaires de la restauration capitaliste, chercher à dresser les peuples les uns contre les autres, pour finalement déboucher sur une vraie guerre qui frappe tous les peuples.

C'est cette même situation qui voit dans l'ex-URSS les débris de la nomenklatura transformée en authentique mafia chercher à piller les régions en se faisant les exécutants du FMI, provoquer les conflits dans nombre de républiques de l'ex-URSS (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Caucase, Kirghizie, Tchétchénie...).

On présente la multiplication des conflits dans le Caucase comme des conflits nationaux. Azamat Djendoubaev, un intellectuel adygue (petit peuple musulman du Nord Caucase) et spécialiste de cette région, indique :

« Même parmi les peuples musulmans du Nord Caucase, en particulier dans la partie occidentale, le fondement traditionnel des liens entre les gens est moins défini par la Charia (code islamique) que par l'Adat (c'est-à-dire les lois de la montagne, des bandes et des "seigneurs de la guerre"). Il serait autrement impossible de comprendre pourquoi les volontaires nord-caucasiens, qui portent le brassard vert (celui des combattants de la mort musulmans), se battent pour défendre le peuple abkhaze, qui, dans sa majorité, est chrétien » (Interview à Troud, 17 novembre 1992).

Djendoubaev confirme ainsi qu'il ne s'agit pas de guerres de religion.

Ce sont ces "seigneurs de la guerre" qui, pour leurs intérêts propres, jettent des bandes d'hommes armés dans un conflits dont les peuples subissent les contre-coups.

Mais il faut préciser qu'il ne s'agit pas de la réédition de conflits ancestraux. La révolution d'Octobre, l'instauration de la propriété sociale ont liquidé les rapports féodaux. La décomposition de la bureaucratie révèle tout son caractère réactionnaire, obscurantiste et mafieux. Les "nouveaux féodaux", ce sont ces apparatchiks qui cherchent à s'approprier un "territoire" dans lequel ils puissent être les courroies de transmission de la privatisation impérialiste. Car, comme l'indique

Djendoubaev, ces peuples du Caucase ont toujours vécu ensemble :

“Une mémoire historique commune, une lutte commune pour notre indépendance nous unit tous, nous les peuples du Daghestan, Tchétchène, Adyghe, Abkhaze.”

Dans cette région du Daghestan, dans le Caucase, vivent depuis des siècles près de cinquante ethnies différentes, de races et de religions diverses, mais qui avaient vu leur émancipation se réaliser avec l'expropriation des féodaux par la révolution russe de 1917.

« Enfin, ce sont surtout les membres de l'ex-nomenklatura communiste qui profitent de la "privatisation" des entreprises publiques, puisqu'ils vendent sans vergogne aux firmes étrangères les usines et les services dont ils avaient le contrôle ou la direction. Ces escroqueries, qui scandalisent et désespèrent ceux qui ont cru à la démocratisation, sont grandement facilitées par le démantèlement du "centre", l'indépendance des républiques, l'autonomie croissante des régions de la Russie, et par la disparition de toute coordination économique entre elles, Eltsine ayant supprimé les multiples "ministères de branche", qui, chacun, de Moscou, planifiaient l'activité des entreprises relevant de leur secteur, où qu'elles se trouvent. La dislocation de l'Union soviétique, l'indépendance des républiques, des plus grandes aux plus petites, comme "l'autonomie" de certaines régions de la Russie passées sous le contrôle de bandes de "mafias" font donc tout à fait l'affaire de l'ex-nomenklatura communiste reconvertis frauduleusement dans l'entreprise privée (...)».

Aussi ces petites républiques, dont les populations autochtones sont en majorité musulmanes, ne peuvent qu'être tentées par l'indépendance en dépit de leur enclavement, pour profiter pleinement de leurs richesses minières en passant des accords directs avec les formes étrangères. A quand de riches émirats sur la Volga ? Moins cruciaux, car ils sont périphériques, des problèmes du même genre se posent dans les républiques autonomes qui se trouvent sur la façade septentrionale du Caucase (république de Karabakh, d'Ossétie du Nord, tchétchène-ingouche, du Daghestan, kalmouk), où s'enchevêtrent de multiples groupes ethniques (musulmans ou non)

plus ou moins rivaux et où il y a aussi du pétrole.

Cette tentation de l'indépendance commence aussi à être le fait de divers petits peuples de l'Arctique (et pas seulement les Yakoutes) et de Sibérie (et pas seulement les Bouriates) pour profiter enfin des ressources minières qui se trouvent sur leur territoire (bien qu'elles soient essentiellement extraites par des Russes) et qui sont maintenant circonvenues par des multinationales américaines, européennes ou japonaises. Celles-ci ne se privent pas de nouer des relations avec les dirigeants de très vastes régions de Sibérie ou d'Extrême-Orient, qui, bien que de peuplement essentiellement russe, mais se réclamant du principe désormais sacro-saint de "la liberté de marché", veulent aussi être reconnues comme "autonomes" pour commercer directement avec l'étranger et garder pour elles les grands bénéfices escomptés. Aussi, pour légitimer ces appétits, une sorte de nationalisme sibérien est en train de se développer. »

Il est relevé aussi que des problèmes similaires existent pour les six républiques de l'Oural et de la Moyenne Volga, qui se trouvent sur l'axe Moscou-Sibérie occidentale, "à cause des importantes ressources pétrolières qui se trouvent sur leurs territoires".

Bien évidemment, ce ne sont pas les peuples qui sont en cause. Ce sont ces débris des nomenklaturas, qui, pour se trouver une situation privilégiée, abusent des questions nationales non réglées pour se vendre à l'impérialisme ou à de grandes sociétés capitalistes internationales. Elles ne peuvent réaliser ce brigandage et ce pillage qu'en bradant le pays ou des régions au FMI et à l'impérialisme, contre les aspirations des peuples à décider de leur propre sort.

La bourgeoisie ascendante avait besoin de grands Etats pour développer son commerce en exploitant un marché suffisant. Les mercenaires mafieux nomenklaturistes de l'impérialisme ont besoin de la parcellisation, du microcosme pour leurs rapines, de principautés mafieuses pour protéger des brigandages sans avenir. Ils sont, de ce point de vue, en parfaite symbiose avec la bourgeoisie contemporaine, qui ne peut approcher aujourd'hui

l'URSS, hier tant convoitée, avec les moyens de ses ancêtres mettant en exploitation l'Asie ou l'Amérique.

La bourgeoisie montante des siècles passés se construisait des empires les plus larges possibles, dégageait par ses moyens d'Etat la possibilité de leur exploitation à outrance en y installant les infrastructures nécessaires au développement des forces productives. Elle croyait en la pérennité de ce qu'elle construisait et travaillait en conséquence pour une œuvre, qui se concevait comme transmise ensuite à ses descendants. La bourgeoisie actuelle ne peut guère envisager autre chose que la dislocation de l'URSS pour le pillage. C'est dans la logique d'une bourgeoisie en décomposition, dont la spéculation constitue le centre de la mafiosisation de l'économie mondiale.

Les développements actuels en ex-URSS et leur évolution possible offrent finalement une vision futuriste monstrueuse de ce que pourrait donner "l'Europe des régions" (y compris en ce qui concerne le futur des Etats) : ici, il s'agit en quelque sorte de "l'URSS des régions", l'URSS des "bons morceaux". Pour le reste, tout au plus s'agirait-il de contrôler quelques "Koweits russes", enclaves de profit et entourées de peuples affamés. C'est dire combien cette politique est grosse de guerres et de chaos. Tel est le véritable bilan de la "théorie" du pseudo-"*"socialisme dans un seul pays"*".

5. — A l'inverse, l'expropriation du capital réalisée par les masses ouvrières et paysannes de Russie avait commencé à jeter les bases du règlement de la question nationale, alors que, en novembre 1917, l'autorité de Moscou, ancienne capitale de l'empire tsariste en pleine décomposition, n'allait plus guère au-delà de l'ancienne Moscovie. En quelques mois, une mosaïque de peuples, que la décomposition de l'empire tsariste entraînait vers le chaos et l'isolement économique, avaient pu se fédérer. Ce qui fournissait le point d'appui à la mise en application de cette réponse démocratique à la question nationale (réponse que la bourgeoisie russe

n'avait jamais été capable d'apporter), c'était le mouvement contre l'exploitation, qui conduisit à l'expropriation des grands moyens de production, à ce qu'ils deviennent la propriété de la société dirigée par le gouvernement forgeant l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie et que, ainsi, soient rassemblés les instruments pour le développement des forces productives. C'est en apportant la paix, le pain, la terre aux paysans, l'expropriation du capital, que les bolcheviks ont pu déployer une politique apportant une réponse positive à la question nationale. L'audace du mot d'ordre de droit à la sécession pour tous les peuples ne s'explique que par l'existence d'un pouvoir qui n'entend pas tirer privilège de l'exploitation des peuples, mais veut au contraire garantir à tous leur épanouissement dans un cadre commun. Cela n'est possible que parce qu'un tel cadre est dirigé par la classe ouvrière, qui n'a nul intérêt à reproduire les méthodes d'exploitation qui ne pourraient que se retourner contre elle-même.

Car la prise du pouvoir en octobre 1917 n'était que le premier acte de la révolution prolétarienne mondiale

"La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale" (Léon Trotsky, *La Révolution permanente*).

Le capitalisme, en créant un marché mondial, avait par là donné un caractère international à la lutte des exploités et des opprimés.

Et c'est précisément la compréhension de ce caractère international de la révolution russe, le développement des processus révolutionnaires dans toute l'Europe, et notamment la révolution allemande de 1919 et la révolution des conseils ouvriers de Hongrie de 1919 qui amenèrent l'impérialisme, avec le concours de la II^e Internationale, à briser le développement révolutionnaire en Europe, qui mettait à l'ordre du jour l'unité européenne sous la direction de la classe ouvrière.

6. — L'impérialisme, foulant aux pieds les aspirations nationales des peuples qu'il utilisait à son profit, ne pouvait donner à telle ou telle de ces aspirations une apparence de satisfaction qu'à travers des massacres, du chaos et de la guerre. C'est ce qui trouva sa plus sanglante expression dans la guerre de 1914-1918 et dans le traité de Versailles, qui redécoupa l'Europe en "taillant dans la chair des nations".

En 1918, les impérialismes vainqueurs virent se dresser la révolution prolétarienne dans toute l'Europe centrale. De fait, dans les empires moribonds de Turquie et d'Autriche, la question nationale ne pouvait se régler que sur la base de l'autodétermination des peuples, ce qui ouvrirait la voie à l'idée, alors répandue, de fédération balkanique. Cela aurait permis la centralisation et l'organisation de l'industrie dispersée de cette région, à l'instar de la nouvelle fédération soviétique constituée sur la base du renversement du tsarisme et de l'expropriation du capital.

Pour contenir ce mouvement incompatible avec leurs intérêts, les vainqueurs de la guerre, les impérialismes français et anglais, devaient lui opposer une barrière d'Etats "indépendants". L'écroulement brutal de l'empire autrichien et l'affaissement de la Turquie créaient le risque d'un vide étatique. Il ne restait plus d'Etat capable de structurer la contre-révolution dans les Balkans.

Déjà, la classe ouvrière hongroise, répondant à l'appel de la révolution russe, cherchait à se doter d'un Etat des conseils ouvriers et proclamait la nationalisation des usines et des terres, l'égalité et la liberté des peuples et minorités nationales, l'alliance avec la Russie révolutionnaire.

C'est pourquoi le traité de Versailles accentua les divisions existant entre les peuples et fournit la base de nouveaux antagonismes nationaux par la création de minorités nationales et dans chaque Etat, par un tracé artificiel et antidémocratique des frontières.

Par là, l'impérialisme, avec le concours de l'Internationale socialiste, isolait la révolution russe, divisait les peuples et

renforçait l'oppression nationale. Le développement de la caste bureaucratique dans la Russie soviétique approfondissait cet isolement.

Au contraire de la victoire révolutionnaire d'octobre 1917, lorsque le stalinisme va s'affirmer comme l'expression politique des intérêts propres d'une caste sociale commençant à parasiter l'Etat ouvrier, cette dégénérescence va se traduire immédiatement sur le terrain de la question nationale. Défendant ses intérêts propres, la bureaucratie va dès lors conduire les "affaires de l'Etat" comme ses affaires à elle, instaurant les seuls rapports pouvant fournir les priviléges, et elle va creuser le gouffre entre elle et l'immense majorité du peuple qui vit de son travail. L'inégalité sociale qui en résulte restaure les conditions de l'inégalité entre les peuples et érige l'Etat bureaucratique comme facteur déterminant de cette oppression, réprimant les peuples. Sur ce terrain comme sur tous les autres, la bureaucratie est bien l'expression de la pression de l'impérialisme sur l'Etat ouvrier.

A Yalta, face à la vague révolutionnaire d'après la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie va, avec l'impérialisme, renforcer dans les accords de découpage de l'Europe tout ce qui avait déjà été mis en œuvre par le traité de Versailles dirigé contre les peuples et les minorités nationales.

Mais si, en 1919, l'impérialisme dressait une barrière d'Etats pour s'opposer à la montée révolutionnaire, la situation n'est plus la même aujourd'hui : la décadence et la sénilité de l'impérialisme aboutit à la remise en cause de ces Etats, à la dislocation des cadres étatiques.

7. — L'ambassadeur américain en Somalie, en tirant le bilan de l'opération appelée "Restaurer l'espoir", expliquait :

« Si vous croyez au principe de l'autodétermination, alors les Somaliens ont le droit de ne pas avoir de gouvernement (...). S'ils ne veulent pas d'Etat nationaux, c'est leur droit. Il n'y a plus de Somalie, la Somalie a disparu. Ce qui va

certainement émerger ressemblera à la Côte somalienne telle qu'elle existait au XIX^e siècle, c'est-à-dire une série d'Etats, de cités, de comptoirs. »

En énonçant ce "principe", l'ambassadeur américain exprimait clairement ce que les impérialismes, et au premier chef l'impérialisme américain, entendent par droit à l'autodétermination des peuples. C'est ce rapport qui établit pour le continent africain une "Afrique utile" et une "Afrique inutile" et qui voit, sous l'effet du jeu des grandes puissances, exploser les uns après les autres les différents pays africains soumis à des plans d'ajustement structurel, qui, en liquidant les services publics et les grandes entreprises publiques, liquident les bases mêmes de ces Etats néo-coloniaux, mais dont l'existence était basée sur eux. La mise en œuvre des plans d'ajustement structurel a conduit le continent africain à la désertification, à l'explosion. Il est en effet incontestable que, dans la multiplication des conflits régionaux en Afrique, il y a l'expression du repli de secteurs entiers des Etats "disloqués" par l'offensive du FMI et leur constitution progressive en "seigneurs de la guerre", organisant la partition des pays en "comptoirs" sanglants. La forme actuelle du pillage de l'impérialisme sénile ne laisse plus de place aux Etats "nationaux" tels qu'ils ont été constitués dans les années 1960 pour servir les visées néo-coloniales de l'époque.

L'avenir du continent africain était décrit dans ce rapport de la Brookings Institution de Washington :

« Certaines (régions) resteront prostrées dans une situation "d'assistance" prolongée, qui permet à peine la survie de leurs populations ; certaines autres connaîtront des dislocations majeures, une intensification des mouvements de population, une aggravation des conflits armés internes et des recompositions pouvant aller jusqu'à l'évanouissement d'un certain nombre d'entités étatiques, du moins sous leur forme actuelle. »

D'autres régions du continent, potentiellement mieux dotées de capital humain et matériel, constitueront ce que l'on peut appeler une "Afrique utile".

Il s'agit, à la vérité, d'une série "d'enclaves" (pétrolières, agricoles ou minières), de portions de territoires, pour la plupart côtières, susceptibles d'attirer quelques puissants intérêts étrangers.

Ces "enclaves" et ces "comptoirs" pourront maintenir un simulacre de souveraineté juridique dans le sens où ils disposeront de drapeaux et de sièges à l'ONU.»

Les développements, depuis lors, ont vu se multiplier les crises de dislocation en Afrique.

Sous le contrôle direct des Etats-Unis, Mandela et l'ANC ont signé les accords de Kempton Park avec de Klerk. Le gouvernement Mandela a depuis appliqué tous les plans du FMI, notamment les mesures d'austérité et de privatisation des services publics pour le paiement de la dette (qui représente un quart du budget de l'Etat), frappant au premier chef la majorité noire. La politique de l'apartheid visant à diviser la majorité noire en créant de fausses nations (les bantoustans) est reprise et développée par le gouvernement Mandela. La politique de "régionalisation" ne fait que reproduire en les élargissant les "pouvoirs" des anciens bantoustans. Le pays et ses ressources budgétaires sont structurés sur des bases "régionales". Il s'agit d'une véritable préparation à la balkanisation de l'Afrique du Sud, ouvrant la voie à des "guerres ethniques". Les budgets régionaux sont devenus de véritables trésors de guerre, les partis politiques de véritables mafias, qui organisent la destruction au nom de l'austérité en fermant hôpitaux et services publics. Les "revendications territoriales" représentent une menace réelle de "balkanisation" de l'Afrique du Sud.

En Algérie, le pays est au bord de la dislocation, ravagé par une guerre sanglante. Et le gouvernement de Zeroual reçoit les félicitations du FMI pour avoir appliqué à la lettre le plan d'ajustement structurel : un plan de privatisation, qui équivaut à la liquidation de l'industrie nationale, est en marche. Les ressources énergétiques de l'Algérie doivent être livrées aux grands trusts pétroliers. Les premiers accords conclus matérialisent la mainmise américaine au détriment de

l'impérialisme français. Ces accords mettraient en cause la souveraineté nationale de l'Algérie, dont la possession par l'Etat algérien des ressources énergétiques constituait une expression essentielle. Voilà à quoi servent les massacres : une Algérie "utile", avec la création par le gouvernement Zeroual de "zones d'exception" protégées (là où se trouvent les gisements de pétrole et de gaz), une autre "inutile", vouée à la barbarie. Là est la base pour diviser le peuple algérien entre Kabyles et Arabes, la "guerre ethnique". Mais, malgré les guerres, contre les plans du Fonds monétaire international, les travailleurs algériens, qu'ils soient kabyles ou arabes, se sont dressés dans une grève de 48 heures, avec leur syndicat, l'UGTA, pour défendre leurs droits, leurs conquêtes.

Le "nouvel ordre mondial", c'est la guerre qui vise à imposer, par la "séparation ethnique", le morcellement de l'ex-Yugoslavie en fiefs tous tributaires du même suzerain, l'impérialisme américain. La "paix" issue des "accords" de Washington doit poursuivre cette œuvre régressive. Les troupes de l'OTAN sous commandement américain sont là pour cela.

A l'inverse, contre les plans du FMI, une vague de grèves sans précédent, à la fin des années 1980, voyait les travailleurs yougoslaves de toutes nationalités se dresser contre la bureaucratie pro-FMI. Le mouvement se dirigeait vers une grève générale contre le FMI et le pouvoir. En dépit de l'extraordinaire pression du FMI, le dernier Premier ministre de Yougoslavie, Markovic, dut reconnaître, à la veille de l'éclatement de la Yougoslavie, que le bilan du plan d'ajustement structurel était un échec : 2 % des entreprises publiques seulement avaient été privatisées. C'était l'aveu de l'échec des plans du FMI et l'expression de la puissance de la résistance ouvrière.

Le FMI suspendit ses "prêts", dont la condition était la capacité du pouvoir à l'avenir mettre en œuvre les réformes. La guerre pouvait commencer.

Chacun des segments de la nomenclatura s'organisait sur des bases "nationales" par république pour se présenter en

défenseur de sa république. Pour diviser les travailleurs sur des bases nationales, il fallait casser le syndicat officiel, et constituer des syndicats par république, pour "ethniciser" les travailleurs. Chacune des mafias-nomenklaturas s'engageaient dans le conflit au compte de l'impérialisme.

Malgré la guerre, les massacres, le chaos, l'existence de la classe ouvrière demeure une réalité. Dans son intervention au dernier conseil général, un camarade de Yougoslavie expliquait :

"Mais l'objectif principal, qui était la privatisation, la liquidation de la propriété sociale, n'a été réalisé dans aucune des républiques de l'ancienne fédération yougoslave. Même avec les massacres, la destruction, la liquidation en Bosnie, la privatisation ne marche pas en Bosnie. Les mineurs de Bosnie, comme les travailleurs de l'électricité, ont défendu la mine, ont défendu leurs postes de travail, par des grèves, des mobilisations. Et aussi les métallos de Slovénie, les cheminots de Croatie, les mineurs de Croatie, toutes les grandes entreprises sont restées dans le cadre de la propriété d'Etat. Elles n'ont pas été privatisées. Même chose en Serbie (...). Les revendications des travailleurs, c'est la réorganisation de l'entreprise, défendre les postes de travail, la réorganisation de la production en contradiction avec le fait que, selon la loi, les travailleurs n'ont aucune compétence sur la question de l'organisation du travail dans l'entreprise. Et de cette manière, les travailleurs défendent la propriété sociale."

Mais il ne s'agit pas de l'Afrique, il s'agit de la Yougoslavie, où les accords de Dayton ne sont rien d'autre que le dépeçage de l'ex-Yougoslavie et de la Bosnie constituant des cantons sur des bases de fait ethniques, des mini-Etats, des territoires soumis au contrôle des nomenklaturas mafieuses, sous le contrôle direct de l'impérialisme avec le déploiement de 40 000 soldats américains.

Mais il ne s'agit pas de la Yougoslavie. Le bilan de la guerre yougoslave peut se résumer à une seule question : la volonté de l'impérialisme américain de faire sauter tous les plans de paix mis en œuvre par l'Union européenne, dans l'objectif de prendre en charge le règlement de la ques-

tion yougoslave en faisant débarquer, pour la première fois en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, les troupes américaines dans des opérations militaires. Et donc, de mettre en place l'OTAN comme force de contrôle pour toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest. En Somalie comme en Yougoslavie, comme en Algérie, il y a une force organisatrice de la dislocation et du pillage : l'impérialisme mondial, dirigé par l'impérialisme américain, la puissance gardienne de ce qu'elle appelle le "nouvel ordre mondial". Ce rôle se manifeste par l'existence de 70 bases militaires américaines dans le monde, réparties en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, en Océanie, en Amérique latine, renforcées de ses flottes militaires qui croisent sur toutes les mers du monde.

C'est une même politique qui conduit aux accords de Washington sur la Palestine. En créant une enclave "palestinienne" dénierant tout droit à la population palestinienne, en renforçant les divisions entre Juifs et Arabes vivant sur le territoire de la Palestine, en sanctionnant la renonciation par la direction de l'OLP au combat pour une Palestine libre, laïque et démocratique, les accords d'Oslo voulaient instaurer des "réserves" administrées par une "autorité palestinienne" sous contrôle étroit de l'Etat d'Israël et de son armée. Le résultat : un million de Palestiniens sont ainsi entassés dans deux "bantoustans" séparés l'un de l'autre, et ces Palestiniens sont séparés comme ne l'ont jamais été les centaines de milliers de leurs frères vivant dans les limites d'Israël, les millions dispersés et persécutés dans les Etats arabes ou parqués dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban.

Mais tous les peuples seront frappés, également les Juifs, comme l'expliquait Léon Trotsky, dans un *"Entretien avec un sioniste"* (14 février 1939) :

"Il m'a interrogé sur ce que je pensais de la Palestine et d'une possible intervention de l'URSS en faveur de la création d'un Etat juif. Il y a 400 000 Juifs en Palestine, mais Ruskin (un avocat partisan du sionisme) espère en installer 500 000 de plus. Je lui ai répondu qu'ils étaient en train de préparer aux Juifs un

beau piège en Palestine (...). "Mais, répondit-il, il faut faire quelque chose." Oui, mais quelque chose d'efficace. La Révolution française, puis la révolution d'Octobre ont accompli un tout petit plus pour les Juifs que ne l'ont fait le sionisme et les autres "solutions" spécifiques à une question qui n'a pas de solution sous le régime du capitalisme déclinant» (*Oeuvres, tome 20.*)

Ni l'OLP ni l'Etat d'Israël n'ont une quelconque autonomie. Ce sont des pions dans les mains de l'impérialisme. Le véritable "apartheid" ("développement séparé") mis en place conduit à un étranglement économique, à une inexorable décomposition sociale des territoires "autonomes" et affecte les populations sur tout le territoire d'Israël. Le niveau de vie à Gaza a baissé dans une proportion de 60 %. Il y a quelques années, 120 000 Palestiniens des "territoires occupés" traillaient en Israël. Aujourd'hui, il n'en reste que 60 000, tandis qu'Israël importe par dizaines de milliers des travailleurs du Sud-Est asiatique. Et, contrairement à ce que dit le proverbe, le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres : cette situation voit se dégrader les conditions de vie de la population laborieuse israélienne, soumise à cette même politique mondiale des plans du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Israël, aussi soumis qu'il soit aux Etats-Unis, doit se plier aux exigences américaines.

Cette politique est une politique internationale, qui vise à disloquer tout ce qui est normes, droits et garanties de la classe ouvrière, dans l'objectif de déréglementer en liquidant les Codes du travail et les conventions collectives. Cette offensive contre les droits de la classe ouvrière porte la responsabilité de la multiplication des conflits et des guerres. C'est cette politique, qui, au nom de la remise en cause des normes, droits et garanties, généralise un monde où il n'y a plus de droits.

C'est le cas des zones franches, qui se généralisent à l'échelle de toute la planète. La bureaucratie chinoise, se pliant à la politique du Fonds monétaire international et de l'impérialisme américain, constitue des zones franches où les lois chinoises et le Code du travail ne

s'appliquent pas, où les capitalistes sont exemptés de taxes et d'impôts. Par là même, la remise en cause des droits et garanties de la classe ouvrière existant en Chine malgré la bureaucratie équivaut à la remise en cause d'un des fondements de l'Etat surgi de l'expropriation du capital réalisée en 1948, minant les bases mêmes du cadre constitué par la révolution chinoise, qui avait mis un terme au partage et au pillage du pays soumis aux règles des concessions et des légations des grandes puissances utilisant les seigneurs de la guerre. Cette politique de la bureaucratie chinoise conduit directement, par le développement au grand jour des mafias nomenklaturistes, des fractions et des cliques, à la mise en question de l'unité du pays, et pousse nécessairement, à travers les attaques contre la propriété sociale, à travers l'inégalité économique et sociale, au ressurgissement de questions nationales sur tout le territoire de la Chine.

L'hégémonie américaine, c'est la dislocation sur tous les continents. Nous avons déjà analysé les conséquences de l'ALENA pour les trois pays concernés (Etats-Unis, Mexique, Canada) : déréglementation généralisée, abaissement du coût du travail et délocalisations, avec, dans ce cadre, pour le Mexique, la remise en cause de la souveraineté nationale du pays qui est allé le plus loin dans cette voie en Amérique latine, avec la liquidation des services publics et la privatisation du pétrole, l'une des conquêtes de la révolution mexicaine. Ainsi, le texte préparatoire au congrès de la section brésilienne souligne :

« C'est dans ce sens qu'on peut affirmer que le gouvernement FHC est un gouvernement agent de Washington, dont la base sociale n'est pas dans le peuple brésilien. Sa condition de "gouvernement de l'ambassade US" est ce qui lui permet de compter sur le soutien des classes dominantes dans le pays, elles-mêmes associées en position subordonnée à l'impérialisme. Aucune représentation politique ou "corporative" (FIESP) de la bourgeoisie ne remet en cause les impératifs de la "globalisation de l'économie", mais cherche à s'adapter, même si cela mine le terrain sous ses pieds. Ainsi, ni le gouvernement FHC ni la fragile bourgeoisie locale ne disposent d'un quelconque degré d'autonomie ou de

marge de manœuvre devant les exigences de Washington.

En même temps, la domination impérialiste n'unifie pas l'appareil d'Etat national et ses partis, mais elle les disloque et les détruit dans la mesure où ce sont les fondements mêmes de l'existence d'une nation qui sont attaqués. Cela explique que, des structures d'un appareil d'Etat écrasé (ou de l'intérieur des anciens partis nationalistes bourgeois en crise), des secteurs se dégagent — fonctionnaires de la bureaucratie d'Etat, juges, procureurs, et aussi militaires qui rencontrent un écho en brandissant des revendications anti-impérialistes, sociales et démocratiques. D'autant plus que les directions, liées à l'Internationale socialiste par le biais du forum de São Paulo, abandonnent ces revendications.

D'une part, la pression de l'impérialisme, qui provoque la dislocation de tout le tissu social et économique, et, d'autre part, la résistance des masses sont des éléments contradictoires, qui empêchent la stabilité et qui provoquent une crise chronique des institutions politiques (...).

Le gouvernement FHC met en œuvre une offensive brutale — par le biais de ce qui est appelé les "réformes" et qui sont en réalité des contre-réformes — pour répondre aux exigences de la "globalisation". Le résultat est une tension sociale croissante, avec la multiplication de conflits dans les villes et les campagnes. Le gouvernement prend appui sur les institutions réactionnaires héritées de la dictature militaire et remodelées par la Constitution de 1988, pour imposer les diktats de l'impérialisme contre les intérêts et la volonté de la majorité du peuple, donc contre la démocratie.

Ce n'est pas un hasard si FHC est le recordman des mesures provisoires (édition de décrets-lois, NDT), beaucoup plus que Collor, que nous avions caractérisé comme le "gouvernement d'un seul homme" — et, pour ce faire, il a la complicité d'un Congrès vidé de pouvoir et d'une justice soumise.

Cependant, c'est, en même temps, un gouvernement sans base sociale dans les larges masses exploitées et opprimés, qui s'appuie sur un plan Real entièrement vulnérable aux mouvements spéculatifs du capital international (le spectre de la crise mexicaine de décembre 1994 est loin d'être exorcisé). »

8. — En effet, la situation mondiale souligne ce que nous avions analysé au moment de la conférence qui a proclamé la IV^e Internationale. Nous sommes dans la situation où un monde bascule — et ce n'est pas une formule.

On voit, à travers l'ensemble des développements, depuis la guerre du Golfe, s'affirmer cette hégémonie américaine, et ce, au détriment de ses propres "alliés" impérialistes. Mais la "paix américaine", la "Pax Americana", cela veut dire un bouleversement mondial, une marche au chaos, la dislocation des cadres nationaux, la guerre et le chaos.

Le contenu, c'est l'ensemble des plans de liquidation à l'échelle mondiale, qui découlent de ce que nous avons caractérisé comme l'impérialisme sénile, avec l'ensemble des éléments de décomposition.

Mais, depuis la dernière conférence mondiale, on voit l'accélération de ces développements. Tout ce qui commençait à se faire jour, à s'exprimer, est aujourd'hui porté à une étape supérieure avec la constitution de l'OMC, avec tous les accords qui sont passés. Ce sont les exigences de l'impérialisme à l'échelle mondiale, et qui s'expriment avec une brutalité très grande vis-à-vis de ses alliés européens, notamment. L'ensemble des plans qui sont mis en œuvre ou qui tentent d'être mis en œuvre en France, en Espagne, en Allemagne sont directement le produit des exigences américaines, de la réduction des déficits publics, de la remise en cause de tous les systèmes de protection sociale, de la liquidation.

Les contradictions de l'impérialisme mondial concentrées dans l'impérialisme américain sont reportées avec brutalité et force sur l'ensemble de ses alliés et ceux-ci doivent à leur tour les reporter sur les classes ouvrières dans des plans meurtriers et destructeurs.

La logique, la dynamique de cette "paix américaine", de cet ordre américain, ce sont celles du chaos, de la guerre, de la barbarie, de la remise en cause de l'ensemble, y compris aux Etats-Unis.

9. — Depuis plusieurs décennies, l'Union européenne prétend construire l'Europe et être un facteur de développement économique et de paix par la collaboration entre les peuples. Avec le traité de Maastricht, ses auteurs, les chefs d'Etat européens, affirment faire un pas de plus dans la "construction européenne". Sur ce plan, les théories les plus fumeuses circulent : la social-démocratie verse des larmes sur "l'Europe sociale" à construire, sur le "déficit démocratique", et promet que Maastricht mène au règlement de ces problèmes ; des courants du pablisme dénoncent "l'Europe du fric", ce qui serait certes une Europe désagréable, mais une Europe quand même ; les autorités de l'Union européenne mettent en avant le slogan de "l'Europe des régions" ; on nous promet "l'Europe fédérale", supranationale, et donc, comme Maastricht la conçoit, dans le cadre de "l'économie de marché".

Mais la réalité est tout autre pour l'Europe. Il y a eu une Deuxième Guerre mondiale, avec au centre une Europe dont les impérialismes se sont déchirés. L'impérialisme américain est sorti de cette guerre en affirmant avec plus d'autorité encore son hégémonie.

Sa place centrale lui a permis de réorganiser le marché mondial économique et financier sous sa direction, centralisant à l'extrême tous les processus, mettant en place à cet effet des organismes contrôlés par lui : FMI, Banque mondiale, etc. Le plan Marshall de "reconstruction de l'Europe", traduisant cette hégémonie américaine, a conduit au Marché commun, comme un cadre dans lequel la concurrence entre les différentes bourgeoisies d'Europe ne se concevait plus que sous la surveillance et le contrôle des États-Unis, définissant eux-mêmes ainsi la portée de la concurrence que peuvent leur faire les bourgeoisies d'Europe. La subordination militaire de tous les impérialismes à l'impérialisme américain s'est concrétisée dans la mise en place de l'OTAN.

Ces différents mécanismes ont permis un report d'échéances, de gagner du temps, de centraliser les réactions à des processus de crise. Aujourd'hui, tout vient

à échéance, parce que toutes les formes ainsi mises en place arrivent à un degré extrême d'usure. C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier les accords de Maastricht.

Déjà, Léon Trotsky, dans d'autres conditions, définissait la tendance qui se faisait jour au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dans *Europe et Amérique*, Trotsky affirmait (1924) :

« Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France recouvreront leurs marchés mondiaux, parce que lui-même il est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre. »

Soixante-douze ans plus tard, les institutions de l'Union européenne sont en réalité le centre de mise en application d'une politique qui traduit les rapports de subordination des bourgeoisies européennes vis-à-vis de l'impérialisme américain. La crise croissante qui ravage l'économie des Etats-Unis n'infirme cela d'aucune manière — elle rend simplement cet impérialisme plus rapace. C'est, par exemple, l'application de la politique agricole décidée dans le cadre du GATT et mise en

œuvre sous le nom de "Politique agricole commune" (PAC) en Europe, qui condamne des milliers d'agriculteurs à la ruine et les fait descendre dans la rue avec leurs tracteurs. Dans l'actuelle marche accélérée à une crise sans précédent, cette phrase de Trotsky (1926) résonne avec une actualité brûlante :

"Sans même que la bourgeoisie américaine le veuille consciemment, la formidable supériorité économique des Etats-Unis empêchera fatallement le capitalisme européen de se relever. Le capitalisme américain, en acculant de plus en plus l'Europe, la poussera automatiquement dans la voie de la révolution. C'est là qu'est le nœud de la situation mondiale."

Dans ce monde qui bascule, dans cette décomposition qui se développe, on voit les éléments, la recherche de la résistance par la classe ouvrière, avec le fait que cette unification de l'offensive impérialiste contre les droits et garanties de la classe ouvrière unifie à son tour le combat de la classe ouvrière contre cette politique. En ce sens, les développements qui ont eu lieu en novembre-décembre en France, les mobilisations, les grèves qui ont eu lieu en Belgique, ce qui se passe en Allemagne aujourd'hui mettent au centre la question de Maastricht, de l'Union européenne comme pivot, instrument de la politique de l'impérialisme américain se répercutant sur l'ensemble des bourgeoisies européennes et donc sur l'ensemble des classes ouvrières d'Europe. La réorganisation de ce qui est appelé le "nouvel ordre mondial", c'est l'hégémonie totale américaine sur le monde. Mais cette hégémonie pose tous les problèmes sous l'angle fondamental de socialisme ou barbarie. Sur un plan politique, l'hégémonie américaine sur le monde, c'est la destruction, non seulement de toutes les bases de la civilisation, mais des structures même des sociétés telles qu'elles ont existé. C'est cela l'hégémonie américaine.

Et ce qui est valable pour les bourgeoisies européennes et pour les classes ouvrières d'Europe l'est aussi pour le Canada, les Etats-Unis, le Mexique à travers les accords de l'ALENA, du Traité de libre commerce, mais cela l'est aussi pour l'ensemble des pays d'Asie — et

pour le Japon avec l'offensive organisée pour la remise en cause des positions de l'impérialisme japonais. Et dans ces conditions, les éléments de résistance de la classe ouvrière sont importants, comme par exemple ce qui est en train de se passer en Allemagne. Tout cela traduit cette recherche d'une issue, de se défendre, de préserver les acquis de la classe ouvrière, dans une situation où tout doit être liquidé sous le coup des effets de la politique de l'impérialisme américain.

Et l'expression internationale de cette recherche de la résistance de la classe ouvrière s'exprime bien évidemment dans la constitution d'un Labor Party aux Etats-Unis, les 8 et 9 juin, comme expression de la résistance de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Nous devons en mesurer toute la signification : elle est bien évidemment un pas en avant pour la classe ouvrière américaine, mais elle est aussi l'expression de la résistance internationale de la classe ouvrière. Au cœur de l'impérialisme le plus puissant, au cœur de l'impérialisme qui ordonne et organise les plans de destruction à l'échelle mondiale, se matérialise, se réfracte la recherche de résistance de la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

10. — La construction de l'Europe ne peut que passer par la fédération des peuples se reconnaissant dans des Etats existants ou créant leur propre Etat par leur libre détermination. La capacité à réaliser cette fédération (Etats-Unis socialistes d'Europe) est le seul cadre pour le règlement de toutes les questions nationales. Notons d'abord que l'Union européenne n'a nullement été le cadre de la solution à la question nationale pour les peuples et les minorités nationales. Depuis des décennies, ces questions pourraient.

L'Union européenne prétend "construire l'Europe" par une absorption progressive en son sein des Etats de l'Ouest qui n'en étaient pas membres (Scandinavie, Autriche, Suisse), puis des pays d'Europe centrale, de l'Est, etc., dans des conditions où ces pays n'auraient d'autre droit que d'être absorbés dans les cadres existants.

Or, en Europe centrale et de l'Est, le début d'application de la politique de l'Union européenne en vue de "préparer" ces pays à y entrer ultérieurement se traduit par l'explosion en chaîne des questions nationales : de la Yougoslavie à la Tchécoslovaquie, l'application de cette politique détruit les cadres des anciens marchés "nationaux". Loin de construire l'Europe, cette politique la disloque, généralise sa "balkanisation".

L'Union européenne prétend répondre à ce type de problèmes par la constitution de "l'Europe des régions". Cette "idée" est d'abord utilisée dans les pays où existent des questions nationales pour tenter de convaincre les peuples concernés que la lutte pour leurs droits nationaux n'a plus de sens, puisque, à terme, l'Etat contre lequel ils luttent serait amené à se dissoudre et que leur nation arriverait ainsi à la souveraineté dans le cadre de l'Europe des régions. Le principal dirigeant nationaliste wallon a par exemple créé sur ce thème un mouvement, "Wallonie région d'Europe". Sur la base du raisonnement sur l'"Europe des régions", il s'oppose à l'idée d'une République fédérale en Belgique.

De même en Espagne. La structure régionale de l'Espagne — instaurée par la Constitution de 1978, laquelle a restauré la monarchie —, élaborée suivant la méthode du "consensus politique" entre les héritiers directs du franquisme (l'UCD de Suarez) et les appareils du PSOE et du PCE, avec la participation des dirigeants du PNV et de CiU, impliquait la constitution des "régions autonomes" dans le cadre du royaume d'Espagne.

Le point de départ de la formation de ces régions, c'était la négation de l'exercice du droit à l'autodétermination, droit exigé par les travailleurs et les peuples de toute l'Espagne après la mort de Franco.

Aujourd'hui, après la division du pays en dix-sept régions, celles-ci constituent une des clés du soutien à la monarchie, du maintien de l'oppression nationale, l'instrument de division de la classe ouvrière et de défense de l'Etat centraliste oppresseur.

Vingt ans après la mort de Franco, dix-huit ans après la rédaction de la Constitution et la mise en place des "autonomies", les aspirations nationales des peuples basque, catalan, galicien restent bafouées. Dans le cadre des dix-sept autonomies, les parlements et gouvernements régionaux sont les courroies de transmission de la monarchie, greffés sur les aspirations des peuples. Ils sont l'instrument d'application des plans anti-ouvriers et antipopulaires du gouvernement de la monarchie, fidèle disciple de l'Union européenne et du FMI.

Le fond des accords en cours entre CiU, le PNV et le Parti populaire, c'est la défense du pouvoir de la minorité des financiers et spéculateurs, des critères de Maastricht, de la mise en place et de l'accélération des nouveaux plans de privatisation, donc la poursuite des mesures appliquées par Gonzalez. Là, une nouvelle étape s'ouvre avec la nouvelle réforme de l'enseignement, de la santé publique, l'application du pacte de Tolède sur les pensions, la remise en cause de l'INEM et les menaces de remise en cause de la caisse unique de la sécurité sociale.

Regardons de près les points en "négociation" : sur les 15 % assortis de 15 % supplémentaires de l'impôt sur le revenu, sur les 15 % de la TVA, sur de nouvelles compétences sur la santé, les autoroutes et les ports, etc., quelles sont les conséquences de ce transfert des compétences de l'Etat central aux régions (dans ce cas, la Catalogne et le Pays basque) ? C'est la désorganisation du pays, le transfert aux régions d'une part accrue du budget aux régions "les plus riches", l'accélération de la constitution d'une Espagne utile et d'une Espagne inutile. Les conséquences des autonomies font que, aujourd'hui déjà, on a plus de possibilités de se faire soigner à Madrid, Barcelone ou en Navarre qu'en Estrémadure, où les hôpitaux sont sous-équipés.

Tout mouvement général de la classe, comme l'ont été la grève des médecins hospitaliers ou la grève des travailleurs des chantiers navals (il existe encore des chantiers navals en Andalousie, en Galice et dans le Pays basque), pose la question de l'existence d'une classe unie, qui, mal-

gré la bureaucratie, se reconnaît dans ses traditions, ses organisations et ses conquêtes nationales. Ces mobilisations posent la question de la lutte unie, de dépasser l'obstacle régional, de se centraliser contre la politique du gouvernement de la monarchie.

Cette machine de guerre contre la classe ouvrière pénètre même l'infrastructure des organisations syndicales. Ainsi, avec les pointes avancées que sont le Pays basque et la Catalogne, les syndicats prennent une structure régionale, tendent à passer des accords ou à signer des pactes sociaux régionaux. Et, dernièrement, la signature en janvier 1996 de "*l'accord sur la médiation obligatoire comme instance préalable au recours à la grève dans les conflits du travail*", signé entre les CCOO, l'UGT la CEOE et le CEPY-ME, accord souligné par les experts comme "*un des grands accords sociaux après la Constitution*", empêche les grèves s'étendant au-delà des limites d'une seule région, d'une seule entreprise. C'est donc un instrument contre toute grève générale ou grève de solidarité, ou contre, simplement, toute grève dans une même entreprise implantée dans des régions différentes.

La tendance est donc à la désarticulation des syndicats, mais il serait faux d'en conclure qu'il existe d'ores et déjà dix-sept CCOO ou UGT. L'aboutissement de cette tendance serait l'instauration d'une autre société, corporatiste de haut en bas. La résistance de la classe ouvrière, même ce qui s'exprime dans les luttes internes des syndicats, est opposée à la matérialisation de cette division.

Que signifie l'idée d'"Europe des régions"? En mettant sur le même pied la Picardie et la Catalogne, l'Irlande et le Bade-Wurtemberg, c'est la négation totale des nations.

D'abord des nations existantes, car, par exemple, en découplant la France en autant de régions, on nie l'existence de la France comme nation. En prônant la dissolution de l'Etat français ou allemand dans "l'Europe des régions", on prône la dislocation des nations, dont la constitution a marqué un pas en avant historique dans le

développement des forces productives, le cas le plus récent étant la reconstitution de la nation allemande, c'est-à-dire la reconstitution de l'unité de la classe ouvrière allemande qui, depuis, fait trembler tous les "commissionnaires" de l'Union européenne. C'est une politique qui, bien entendu, ne vise pas à dissoudre les nations existantes dans des ensembles plus vastes (ce que serait une nation européenne qui représenterait un progrès historique), mais d'atomiser et de disloquer les nations pour atomiser et disloquer les conquêtes sociales et démocratiques qu'elles ont arrachées et qui sont un point d'appui pour résister. C'est donc, en fait, un processus de régression.

"L'Europe des régions" serait un recul vers les particularismes, alors que les nations ont été constituées au travers de la lutte pour des acquis communs dépassant les particularismes médiévaux et autres. Ce serait une mise en concurrence des régions les unes contre les autres, en les poussant pratiquement à se détacher d'elles-mêmes des protections résultant du droit lié à leurs Etats respectifs pour se rendre plus attractives aux investisseurs. Les zones franches, les multiples systèmes de dérogation aux réglementations nationales sont les signes précurseurs de processus qui visent à ramener les Etats à la "pureté" fondamentale de leur fonction : des bandes armées au service du capital. A ce stade, parce qu'un Etat capitaliste moderne fournissant un cadre national d'exploitation à la bourgeoisie est plus que cette simple définition (qui est évidemment juste pour définir son caractère de classe fondamental), c'est la voie ouverte à sa dislocation dans un chaos dont l'ex-URSS donne en ce moment une vision assez concrète. Cela dans un contexte où les bourgeoisies d'Europe n'ont nullement la capacité de "dépasser" leurs intérêts contradictoires pour construire un "super-Etat" européen. Ce qu'elles font, au contraire, au travers de l'Union européenne, c'est ouvrir toutes grandes les vannes à ce chaos, sous direction américaine.

D'autre part, la négation des nations existantes ne peut que conduire à la négation des nations aspirant à exercer leur souveraineté, d'autant plus que, dans

l'application pratique des fumeuses "théories" sur l'Europe des régions, elles sont elles-mêmes découpées dans des pôles d'application des plans de l'Union européenne. Mettre les nations aspirant à leur libre détermination sur le même pied qu'une des régions d'un Etat national existant, c'est en fait nier leur droit à se constituer en Etat souverain.

L'Europe ne pourrait en effet se constituer que par le transfert volontaire (donc accepté par les populations) d'une partie de la souveraineté des Etats nationaux à un cadre plus large, qui pourrait être celui des Etats-Unis d'Europe. L'Europe ne peut être que l'union libre des peuples. L'union ne peut exister que par le droit plein et entier de chaque peuple à se constituer en nation, ce qui signifie le droit de constituer un Etat indépendant. L'"Europe des régions", en niant les nations existantes, est la théorie la plus opposée au mouvement qui ira vers la constitution d'une Europe même.

11. — La question du droit des peuples n'est pas pour la classe ouvrière une question abstraite ou morale. La IV^e Internationale s'oppose à l'oppression nationale, car celle-ci impose nécessairement des restrictions au développement des forces productives, à l'organisation et à l'unité de la classe ouvrière et à une authentique démocratie.

Si, dans sa période ascendante, la bourgeoisie, en se libérant du féodalisme, a eu la possibilité de constituer dans une série de pays la nation et l'Etat moderne comme cadre de développement des forces productives et de progrès, il n'en a plus été de même après 1848, où le développement des forces productives mondiales, y compris dans les pays coloniaux, a vu l'accroissement de la principale de ses forces, le prolétariat. Dès lors, la bourgeoisie, par crainte du prolétariat, s'est montrée incapable de prendre la tête de la nation là où elle n'avait pas encore aboli le régime féodal. Au contraire, elle se soucia de protéger sa propre position et s'opposa à la constitution des Etats modernes, auxquels elle préféra le cadre des vieux empires.

Dans son ouvrage de 1931, *La Révolution permanente*, Trotsky écrivait :

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du XIX^e siècle (...). Marx considérait la révolution bourgeoise de 1848 comme un prologue immédiat de la révolution prolétarienne. Marx s'était "trompé", mais son erreur était une erreur de fait, non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste, mais c'est la raison pour laquelle elle n'aboutit pas au triomphe de la démocratie.»

A l'époque de l'impérialisme sénile, non seulement la bourgeoisie ne peut absolument jouer un quelconque rôle historique sur ce terrain, mais, au contraire, son maintien est un facteur de dislocation de l'ensemble de ce qui a été constitué à l'époque antérieure.

C'est donc le combat de la classe ouvrière pour son émancipation sociale qui peut réaliser les tâches de la nation souveraine en libérant celle-ci du carcan du régime de la propriété privée dans les nations dominées par l'impérialisme, en défendant la propriété sociale dans les pays où le capital avait été exproprié et en défendant les droits, les conquêtes et les acquis nationaux de la classe ouvrière dans les pays impérialistes.

Comme l'écrivait Trotsky en 1934, dans une situation différente :

« La classe ouvrière n'est pas indifférente à sa nation. Au contraire, c'est parce que l'histoire place entre ses mains le destin de la nation que la classe ouvrière refuse de confier à l'impérialisme la tâche de la liberté et de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme, lequel ne "sauve" la nation que pour la soumettre le lendemain à de nouveaux dangers pour les intérêts d'une minorité insignifiante d'exploiteurs.

« Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. Les frontières de l'Europe de Versailles sont taillées dans la chair des nations. L'idée de retailler l'Europe capitaliste pour faire coïncider les limites des Etats avec celles des nations est la plus pure des utopies. Une nouvelle guerre taillerait de

nouveau l'Europe conformément à la carte de la guerre et non aux limites des nations. La tâche d'autodétermination nationale complète et de coopération pacifique de tous les peuples d'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'unification économique de l'Europe, débarrassée de la tutelle de la bourgeoisie» (La IV^e Internationale et la guerre).

Aucun régime social fondé sur l'exploitation ou l'oppression ne peut aujourd'hui réaliser les tâches nationales restées inaccomplies au siècle précédent ou resurgissant sous l'effet de la politique dislocatrice menée par les Etats-Unis. Elles ne peuvent l'être que par un mouvement qui les dépasse et les englobe en brisant l'étroit carcan des frontières nationales, qui vise à opposer les peuples les uns contre les autres. Seule la démocratie ouvrière peut abolir complètement l'oppression nationale et respecter les droits nationaux à travers la construction des Etats-Unis socialistes d'Europe. Ouvrir cette perspective, ce n'est pas tracer une carte idéale de l'Europe, mais définir la seule issue à la situation actuelle qui puisse s'opposer au chaos impérialiste.

A l'inverse, les développements dans l'ex-Union soviétique, en Yougoslavie, démontrent que le maintien du régime de propriété privée à l'échelle mondiale tend à détruire tout ce qui a été acquis par la classe ouvrière, à disloquer tous les cadres nationaux, à précipiter dans la guerre et la barbarie les peuples de l'humanité tout entière.

Pour paraphraser Marx et Lénine, on pourrait écrire que, dans le creuset d'une Europe unie, les différenciations nationales, sous leur forme actuelle, finiraient par disparaître pour donner naissance à une unité supérieure, parce que les Etats-Unis socialistes d'Europe permettraient de participer ensemble librement à la réalisation de cette unité sur la base d'un développement des forces productives.

«Le socialisme a pour but non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion» (Lénine)

Mais cette perspective ne saurait balayer d'un trait de plume le lourd héritage d'oppression nationale de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. C'est pourquoi nous nous situons pleinement sur le terrain de Lénine, qui précisait — et cela est encore plus aigu aujourd'hui que ça ne l'était à l'époque :

“De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elle de se séparer.”

Toutefois, reconnaître ce droit ne signifie pas décider en lieu et place des masses, car nous considérons au contraire que c'est aux peuples eux-mêmes de décider de leur sort.

“Accuser les partisans de la libre détermination, c'est-à-dire de la libre séparation, d'encourager le séparatisme est aussi absurde et hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté de divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que, dans la société bourgeoise, les défenseurs des priviléges et de la vénétilé sur lesquels reposait le mariage bourgeois s'élèvent contre la liberté du divorce, de même, dans un Etat capitaliste, nier la libre détermination des nations, c'est-à-dire la liberté de se séparer, c'est défendre purement et simplement les priviléges de la nation dominante et les méthodes policières du gouvernement au détriment des méthodes démocratiques” (Lénine).

Dans son intervention au conseil général, le camarade yougoslave précisait :

“La guerre en Yougoslavie a été provoquée sur le terrain d'une prévue guerre nationale. L'impérialisme utilise aujourd'hui en Slovaquie la question de la minorité hongroise. Mais nous ne pouvons pas renoncer aux droits nationaux parce que l'impérialisme les utilise. Nous ne pouvons pas renoncer aux revendications, aux droits nationaux, à la défense des minorités, parce que l'impérialisme utiliserait ces minorités. Au contraire. Nous sommes obligés de défendre les droits nationaux. Mais en expliquant toujours que c'est la classe

ouvrière qui est la seule force qui peut réaliser ces droits. Et, dans les Balkans, c'est une question fondamentale de défendre sans condition les droits des minorités. Parce que les gouvernements dans les Balkans utilisent cette question du droit des minorités sur le terrain de la réciprocité : les minorités nationales dans les Balkans sont minorité dans un pays et majorité dans un autre. Les Hongrois sont majoritaires en Hongrie, minorité en Roumanie, en Slovaquie, etc.

Donc, les gouvernements jouent sur ces divisions : les Roumains disent : "D'accord, on donne le droit à la minorité hongroise, mais à condition que la minorité roumaine de tel pays ait les mêmes droits", etc. C'est donc on est d'accord, mais... et chacun se renvoie la balle. Nous avons discuté de ces questions dans le cadre de la préparation de la conférence balkanique, à la conférence de Predeal, en Roumanie, en décembre, nous en discuterons en Slovaquie. Et j'insiste : défendre le droit des minorités sans condition. »

C'est ainsi que, réunies en secrétariat provisoire de la conférence ouvrière balkanique et danubienne, les délégations roumaine, grecque et yougoslave déclarent :

« La politique des Etats-Unis, s'appuyant sur Maastricht et sur les décisions de l'Union européenne, aboutit à la remise en cause des cadres étatiques nationaux. Cette dislocation programmée a un objectif précis : remettre en cause tout ce qui est attaché aux cadres nationaux (conventions collectives nationales, Code du travail, protection sociale nationale, système de retraite national, services publics...). C'est la substance des pays qui est vidée. Ce sont les pays qui sont en voie de dislocation.

C'est dans ce cadre que les grandes puissances, au nom de l'idée fumeuse de "l'Europe des régions" et se présentant frauduleusement comme les défenseurs des minorités nationales, utilisent l'imbrication de nos peuples pour diviser les travailleurs et les peuples en les dressant les uns contre les autres.

Nous opposons à cette division l'unité des travailleurs de la région balkano-danubienne. Nous considérons que combattre pour les revendications salariales, pour la défense des postes de travail, pour l'existence de la Sécurité sociale au

plan national, pour l'existence de Codes du travail et de conventions collectives, est un combat contre la division des rangs ouvriers, contre la division des peuples, pour l'unité des travailleurs et des peuples de la région.

Nous affirmons que, à la base, les travailleurs, de quelque nationalité qu'ils soient, sont unis par la défense de leurs revendications. Ce sont les sommets, les gouvernements, les institutions internationales et les grandes puissances qui sont responsables des divisions et des conflits. Pour notre part, nous affirmons que le mouvement ouvrier, en combattant pour l'égalité des droits économiques et sociaux des travailleurs de quelque nationalité qu'ils soient, se déclare opposé à toute manipulation nationaliste et défend les droits spécifiques des minorités nationales. Nous affirmons que le droit des minorités nationales est un droit imprescriptible.

Nous nous opposons à l'Europe des régions, et à ce que l'Union européenne, en matière de minorités nationales, appelle les "règles de la réciprocité". Nous soutenons l'appel des militants hongrois, qui affirme :

"Nous, travailleurs hongrois, nous affirmons à nos voisins de Roumanie, de Slovaquie, d'Ukraine et de Yougoslavie : ne nous laissons pas imposer les divisions ethniques !

Nous savons qu'il n'y a pas d'issue dans les revendications de remise en cause des frontières telles qu'elles sont établies aujourd'hui. Nous affirmons que notre avenir, l'avenir de tous les peuples de notre région, ne passe en aucun cas par la "cantonisation" des Etats de la région, par l'échange de populations, par la guerre. Depuis des siècles, les peuples de notre région sont imbriqués sur de mêmes territoires et vivent en paix quand les grandes puissances ne provoquent pas de conflits.

Nous affirmons que les membres des minorités nationales hongroises, qui vivent dans les pays frontaliers en Slovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie et en Ukraine, sont des citoyens de ces Etats. Ils sont des travailleurs, sur un même terrain que les autres travailleurs de ces pays. Les travailleurs de Slovaquie, de Roumanie, d'Ukraine et de Yougoslavie n'ont pas d'intérêts distincts, mais ils ont des droits.

Nous disons que les minorités ont des droits : **le droit au travail, le droit à la langue, le droit à l'école et le droit à la culture.** Et c'est à la classe ouvrière qu'il revient d'assurer ces droits remis en cause par les plans de privatisation-liquidation des nomenklaturistes et des grandes puissances, qui veulent, pour ce faire, diviser les peuples.

Nous ne voulons pas la guerre, mais du travail. **La place d'un travailleur n'est pas au front, mais à l'usine.** C'est pourquoi nous combattons les privatisations-liquidations, qui nous chassent de l'usine et nous conduisent au front.

Aux travailleurs de Slovaquie, de Roumanie, de Yougoslavie et d'Ukraine, nous affirmons que la fraternité des travailleurs fondée sur la lutte commune contre la privatisation-liquidation est à la base de la fraternité des peuples de notre région". »

12. — Pour conclure, nous devons souligner que l'actualité de la théorie de la révolution permanente est l'un des fondements du programme de la IV^e Internationale. Mais nous devons saisir — car le marxisme n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action — dans quelles conditions s'exprime la révolution permanente aujourd'hui.

Il y a des relations de production et, quel que soit le degré de pourriture des relations sociales de production fondées sur la propriété privée des moyens de production, il y a quand même extorsion de la plus-value. Tant qu'il y a extorsion de la

plus-value, il y a des classes. D'une part, la marche à la destruction de toutes les bases sociales de la civilisation humaine, de toutes les classes en présence, marche à l'anéantissement, et, d'autre part, la résistance dans cette société de la seule classe capable de résister, à savoir la classe ouvrière, quel que soit le degré de décomposition dans lequel elle se trouve : tant qu'elle reste une classe, elle reste une classe.

La classe ouvrière, par la place qu'elle occupe dans le système de la production, par les acquis, droits et garanties qu'elle a conquis dans des décennies de lutte des classes et qui sont aujourd'hui menacés de destruction complète par le maintien du système de la propriété privée des moyens de production, n'a d'autre voie, en se défendant comme classe pour défendre ses droits et pour les reconquérir à travers la révolution prolétarienne, que de sauver la civilisation humaine tout entière. C'est pourquoi la définition de la mission du prolétariat donnée par Trotsky dans *La Révolution permanente* doit être "élargie", saisie en des termes nouveaux : la classe ouvrière ne doit pas seulement réaliser ce que la bourgeoisie n'a pas pu réaliser, elle doit donc y compris défendre ce qui avait été réalisé par la bourgeoisie à une époque antérieure et qui se voit aujourd'hui soumis au feu destructeur de l'humanité qu'implique le maintien du système de la propriété privée.

G. Gourdia

Quelles leçons tirer de la délégation indépendante de syndicalistes en Chine ?

Par Olivier DORIANE

En avril 1996, une délégation internationale indépendante de syndicalistes s'est rendue en Chine.

La Vérité reproduit ici, sur cette question, un dossier dans lequel on trouvera les documents publiés par la commission d'enquête elle-même : le compte rendu intégral de son voyage, le procès-verbal de la rencontre avec les syndicats officiels et le rapport rédigé pour être soumis à la discussion du mouvement ouvrier mondial.

La Vérité entend contribuer à ce combat pour la défense des travailleurs chinois et de leurs organisations indépendantes en reproduisant ces documents. Ils sont précédés d'une contribution cherchant à en tirer des enseignements du point de vue de la IV^e Internationale. Cette contribution s'inscrit comme un des éléments de préparation de la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale.

C'est la première fois, depuis 1989, qu'une délégation indépendante a pu circuler en Chine, enquêter pendant huit jours et sortir du pays sans encombre. Un rapport rendant compte de ses observations a été rendu public, rapport qui a été largement diffusé dans le mouvement ouvrier mondial.

Pourquoi et comment une telle commission d'enquête a-t-elle pu mener son activité de défense des droits ouvriers dans un pays où, chacun le sait, le régime opprime, emprisonne et interdit farouchement toute possibilité pour les travailleurs de s'organiser librement ?

La réponse à cette question s'inscrit comme une contribution à la réflexion et à la préparation de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, dont la IV^e Internationale est partie prenante.

— La commission avait un mandat précis : enquêter sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière chinoise, au lendemain de la promulgation d'une nouvelle loi sur le travail et sur la question du droit à l'organisation indépendante pour les travailleurs.

— Il s'agissait d'une délégation large à laquelle participaient un responsable

social-démocrate de Belgique, des responsables syndicaux de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France.

Par ailleurs, il était de notoriété publique que la délégation comprenait en son sein des militants de la IV^e Internationale, qui avait apporté son soutien sans réserve à cette initiative.

En participant, sur une ligne de font unique, à cette commission dont les résultats sont ceux de tous ceux qui la composaient, représentant différentes tendances du mouvement ouvrier et unis pour la défense des droits des travailleurs à constituer leurs organisations indépendantes, la IV^e Internationale renouait d'une certaine manière avec une activité interrompue depuis des décennies (1).

— Cela, en soi, mérite réflexion. Par ailleurs, que ce voyage, effectué légalement et publiquement, ait pu avoir lieu est un élément de la situation politique en Chine, s'inscrivant dans le cadre de la situation politique mondiale (la délégation avait obtenu des visas, après avoir indiqué l'objet de sa mission).

— Enfin, on ne saurait ignorer la place mondiale occupé par la Chine, pays qui concentre un cinquième de la population mondiale. Pas simplement parce que la Chine est le pays du monde qui a connu trois révolutions en ce siècle et qui, sans aucun doute, "ébranlera encore le monde". Mais parce que ce qui se passe en Chine les problèmes politiques qui y sont posés sont des problèmes d'ordre international et qui recoupent tous les problèmes théoriques et politiques au sein du mouvement ouvrier mondial, les problèmes mêmes qui seront au centre de la discussion des sections de la IV^e Internationale.

De toute part, on a, des années durant, parlé du "miracle économique chinois". En mai 1993, la presse mondiale faisait même une découverte extraordinaire. Par un coup de baguette magique, les experts du FMI venaient de décréter que la Chine était devenue la troisième puissance économique mondiale.

Pour sa part, notre courant international a caractérisé les "réformes" de la

bureaucratie, dès qu'elles ont été initiées en 1978, comme contre-révolutionnaires dans leur contenu, suivant la même voie que celle empruntée par la bureaucratie en URSS et en Europe de l'Est et débouchant sur la liquidation de la propriété sociale. Une fois encore, se manifestait la faillite du "socialisme dans un seul pays", baptisée en l'occurrence "socialisme à la chinoise".

La bureaucratie de Mao et de ses successeurs, après avoir conduit le pays à l'impasse, se tournait ouvertement vers l'impérialisme (2).

Notre courant a démontré dans plusieurs articles et écrits que l'ouverture de

(1) Il s'agit bien de "renouer", car il faut rappeler que l'histoire de la section chinoise de la IV^e Internationale trouve son origine dans la résistance de la direction du jeune Parti communiste chinois, dans les années 1920, au cours de subordination à la bourgeoisie imposé par la direction stalinienne de l'Internationale communiste. En 1931, l'Opposition de gauche regroupe 483 militants lors de sa conférence de réunification. En 1948, 350 militants sont regroupés dans l'organisation trotskyste qui a survécu à la répression et à la guerre. Ils seront emprisonnés et exécutés par Mao.

(2) La bureaucratie au pouvoir en Chine a trouvé une nouvelle appellation à la "théorie" du "socialisme dans un seul pays" sous la forme du "*socialisme à la chinoise*". Elle amène le comité central du Parti communiste chinois à dire, à partir de 1953 : "*Il faut édifier le socialisme à l'intérieur de la Chine*"; puis, en 1954, à décréter que le socialisme était réalisé et qu'il fallait maintenant le consolider. Puis, de façon tout à fait logique, en 1955, à affirmer qu'il fallait la coexistence pacifique avec l'impérialisme et adhérer à la déclaration en cinq points pour la coexistence pacifique. A soutenir enfin, puisque le socialisme était réalisé en Chine, les gouvernements les plus réactionnaires à travers le monde, sous le prétexte que les bourgeoisies nationales luttaient contre l'impérialisme américain. Signalons au passage que de Gaulle a été baptisé par Mao "*grand défenseur de l'indépendance nationale contre l'impérialisme américain*", que les gouvernements de l'Inde et de l'Indonésie ont reçu le soutien de la bureaucratie chinoise, ce qui a abouti au massacre, en 1965, des militants du Parti communiste indonésien. La direction maoïste, puisqu'elle affirmait avoir réalisé le socialisme dans son propre pays, a élaboré la politique selon laquelle il y avait une "*zone des tempêtes*", celle du tiers monde, qu'il n'y avait plus d'unité mondiale de la lutte de classe, plus une seule classe ouvrière à l'échelle internationale, mais une division du monde selon les régions. Il y a une logique implacable à se prononcer pour le "socialisme dans un seul pays", même baptisé "socialisme à la chinoise", et à combattre contre l'unité mondiale de la lutte de classe.

la Chine à un marché mondial dominé par la spéculation, la constitution des zones franches permettant l'exploitation des travailleurs chinois par les capitalistes étrangers, ne pouvait pas aboutir, n'aboutirait pas à un développement économique de la Chine (3).

En janvier 1989, six mois avant le grand mouvement à caractère révolutionnaire des travailleurs et de la jeunesse en mai-juin, la IV^e Internationale publiait une brochure établissant le bilan de dix ans de réformes économiques en Chine et montrant qu'il y avait déjà un phénomène de différenciation de la paysannerie à l'œuvre en Chine, que l'autosuffisance alimentaire en blé et en riz était du passé, que le chômage se développait dans la paysannerie, que le travail des enfants réapparaissait, que le développement économique était inégal, privilégiant les régions côtières et creusant les disparités et les éléments d'éclatement de la Chine de plus en plus dépendante du marché mondial dominé par l'impérialisme.

Cette analyse, bien sûr, était en totale contradiction avec celle de la propagande officielle, mais aussi avec les positions affichées par tous les gouvernements, les "spécialistes" officiels, mais aussi avec l'appréciation des différents PC, des groupes liés au Secrétariat unifié de Mandel et de Krivine qui vantaient, tous, les "aspects progressifs" de ces réformes.

En juin 1989, des millions de jeunes et de travailleurs chinois, en se dressant contre la corruption, contre la vie chère, contre l'inflation, contre les licenciements, en un mot contre les conséquences des réformes, révélèrent, de manière la plus nette qui soit, que le contenu des réformes initiées par les bureaucrates étaient tout entier dirigées contre leurs droits, contre les conquêtes de la révolution de 1949, contre ce qui fonde les conditions de vie et d'existence de centaines de millions d'hommes : la propriété sociale.

C'est un tournant. A cette occasion, les contradictions au sein de l'appareil apparaissent publiquement. Il semble qu'au sein même du comité central du PCC, des dirigeants de l'Etat aient mani-

festé leur inquiétude sur la situation catastrophique de l'agriculture, aboutissant à la famine dans certaines régions du pays. De son côté, l'appareil du "syndicat" officiel, intégré à l'appareil d'Etat, avait lancé une vaste campagne d'enquêtes sur les conséquences des réformes. Mais toutes les fractions de l'appareil se ressoudent face au danger, la mobilisation ouvrière, le début d'organisation indépendante des travailleurs construisant leurs organisations autonomes dans les usines, à Pékin, Shanghai. La répression est féroce, sanglante.

Au-delà des inévitables larmes de crocodile, elle recevra le soutien de tous les gouvernements du monde et, en premier lieu, de l'impérialisme américain qui en profite pour accentuer sa pression.

En 1992, après avoir réprimé, pour, selon leurs dires mêmes, continuer la politique des réformes, les dirigeants du PCC, par la bouche de Deng Xiaoping, donnent une nouvelle impulsion à l'ouverture au marché mondial et annoncent de nouvelles mesures pour favoriser l'entrée de capitaux étrangers.

Nous expliquions alors dans un précédent numéro de *La Vérité* : "*Un transfert momentané de capitaux à l'échelle internationale ne signifie pas le développement économique d'un pays*", et nous affirmions :

« *Le régime de la propriété privée qui stipule que toute marchandise n'a de valeur que si elle est vendue afin de réaliser la plus-value génère une contradiction majeure puisque l'exploitation limite la capacité d'absorption par le marché des marchandises produites. C'est ce qu'enregistre à sa manière le rapport annuel de la Banque mondiale de 1993 qui, après avoir évoqué la croissance en Asie, explique : "Le risque de stagnation ou de perturbation de courants d'échanges mondiaux constitue le principal danger pour cette région largement tournée vers le commerce" »* (*La Vérité*, n° 9).

Au début de juillet 1996, pour la première fois, il est annoncé qu'il y a une

(3) Cf. *La Vérité*, n° 9, avril 1994 : "Chine : le choc se prépare".

baisse des exportations en Chine au cours des cinq premiers mois de l'année et que cela risque de réduire la croissance de la production.

« Selon les douanes, les ventes à l'étranger ont atteint 51,7 milliards de dollars de janvier à mai, soit une baisse de 7,1 % par rapport à la même période de 1995. Sur l'ensemble de 1996, le recul pourrait atteindre 5 %, alors que, depuis le début des années 90, les exportations avaient progressé de 19 % en moyenne. Cette baisse touche particulièrement les produits phares des exportations, comme les textiles, pour lesquels la chute atteint 23,3 %, les "produits touristiques et les sacs", ainsi que les machines. Elle pourrait, selon des économistes chinois, avoir un effet dépressif sur la croissance. En effet, la progression de l'économie chinoise depuis près de quinze ans a été construite sur le développement des exportations, en particulier dans des secteurs comme le textile-habillement, qui représentait un tiers des exportations, et divers produits manufacturés (notamment le petit électroménager) où la Chine a pris le relais de l'Asie du Sud-Est »,

écrit le journal français *Le Monde* (2 juillet 1996). Il poursuit :

« Selon les experts étrangers, cette baisse des exportations pourraient traduire un phénomène plus grave, un début de saturation des capacités de vente sur les marchés extérieurs dans certains secteurs. Déjà, la croissance des exportations chinoises vers les pays industrialisés depuis 1989 s'était accompagnée d'une baisse de celles en provenance de Corée, de Singapour et de Taiwan. »

On voit là ce qu'est la réalité du "développement économique chinois". Il s'agit simplement d'un transfert. Le taux d'exploitation en Chine étant plus intéressant qu'à Singapour ou à Taiwan, il y a eu délocalisation. Ce n'est pas du tout une extension du marché, c'est simplement un déplacement. Le journal *The Economist* explique :

“Depuis le deuxième semestre de 1995, le marché mondial est saturé de produits chinois bon marché, on peut se demander combien il peut encore en absorber ?”

Les lois qui régissent le marché mondial se trouvent de nouveau vérifiées.

C'est ce que constate également une économiste, en conclusion d'un ouvrage consacré au bilan des réformes en Chine :

« L'ouverture au marché mondial a conduit à l'établissement sur la zone côtière d'une industrie pour l'exportation, spécialisée dans des produits intensifs en main-d'œuvre, aux mains de commanditaires étrangers. Engendrant pour le moment une croissance fébrile, cette spécialisation internationale ne semble porteuse ni de progrès technologique ni d'un renforcement de l'appareil productif (...). »

Au contraire, les capitaux étrangers et les donneurs d'ordres se limitent à faire travailler les ouvriers chinois, gardant pour eux le contrôle de la technologie, des réseaux de distribution internationaux, des marques sous lesquelles ils vendent les produits et... les profits associés.

Ainsi, il y a de fortes chances pour que l'ouverture de la Chine conduise directement à une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger. Dans les ZES, les entrepreneurs chinois et étrangers ne constituent qu'un maillon dans la chaîne de la production et de la distribution au niveau mondial. La main-d'œuvre surexploitée n'y a même pas la possibilité de s'organiser pour se défendre, alors que les droits les plus élémentaires sont bafoués au quotidien.

Et les dirigeants chinois — selon M. Deng Xiaoping lui-même — ont pour ambition de transformer l'ensemble de la Chine en une vaste zone économique spéciale !

La Chine ne paraît pas en passe de devenir une "nouvelle puissance mondiale". Bien au contraire, une dynamique de dislocation économique et politique semble prédominer actuellement dans ce pays » (4).

Il est en effet incontestable que la Chine est à un tournant. La pression de l'impérialisme américain s'amplifie. Il exige que la bureaucratie franchisse un seuil, ne diffère plus un affrontement

(4) D. Hochraich, *Chine. De la révolution à la réforme*, Syros, 1995.

inévitable avec les masses. En clair, l'impérialisme dit à la bureaucratie :

« Cela fait maintenant dix ans que la loi sur les faillites est votée en Chine et qu'elle n'est pas appliquée, ça fait maintenant des années et des années que vous dites que vous allez baisser vos barrières douanières, ce n'est pas fait, il faut le faire, ça fait des années et des années que vous avez décidé de faire sauter le régime des retraites, ce n'est pas fait, il faut le faire maintenant. »

Mais aller jusqu'au bout dans l'application de ces mesures menace directement l'existence même de la Chine. On peut lire à ce propos dans *La Lettre de la Vérité*, n° 23 :

« Prenons la question des salaires. Il y avait avant en Chine un salaire unique qui était commun à toute la classe ouvrière chinoise. Bien évidemment, comme nombre des droits, il avait déjà été écorché, abîmé ici ou là. Il y avait de nombreux secteurs où il existait des primes, mais globalement il y avait la même référence de salaire pour les 140 millions d'ouvriers chinois.

La nouvelle loi sur le travail qui a été élaborée il y a deux ans a créé une situation où chaque région, chaque ville, chaque entreprise, maintenant, peut élaborer, déterminer son propre salaire. Nous étions en Chine, on ne comprenait rien ! Les chiffres n'étaient jamais les mêmes d'une usine à l'autre. On se demandait si c'était des problèmes de traduction. Alors, on a posé la question clairement aux dirigeants d'entreprise : "Si un ouvrier de votre usine la quitte et fait le même travail de l'autre côté de la rue, est-ce qu'il a le même salaire ??", la réponse fut non, puisque maintenant chaque usine peut fixer son salaire. Lorsque nous avons demandé au niveau régional au responsable officiel quel est le salaire minimum régional ? Il était incapable de répondre, il disait : "Il n'y en a pas !" Dans les faits, il nous a dit : il n'y en a plus. Or quelle est la conséquence de cette différenciation des salaires ? C'est que le développement tel qu'il a lieu actuellement en Chine, à savoir l'investissement de quelques poches d'exploitation sur les zones côtières, aboutit à un déséquilibre économique grandissant entre les régions. Le fait qu'il n'y ait plus de salaire unique va accentuer ce phénomène.

Ainsi commencent à apparaître des zones où chacun commence à faire valoir ses propres intérêts, où les situations économiques connaissent un phénomène de différenciation. En brisant l'unité de la classe ouvrière chinoise, on est en train de briser l'unité de la Chine et de la nation chinoise. Il faut comprendre que ce processus de démembrage est planifié par l'impérialisme. Toutes les revues officielles parlent de ce qu'ils appellent le Grand Sud ou de la Chine du Sud, qui est pour eux formée d'une partie de Canton, de Hong-Kong, de Taiwan et qui devrait se séparer du nord de la Chine. Cette Chine du Sud qui est une zone qu'ils appellent "intégrée à l'économie mondiale" avec des productions importantes, un port qui existe à Hong-Kong qui est ouvert, qui est développé et qui devrait être mis en valeur. Quitte à laisser des régions entières de la Chine à l'abandon. Ce qu'on appelle en Afrique l'Afrique utile et l'Afrique inutile" se traduit en Chine par le développement des zones côtières et l'abandon de l'intérieur du pays.

L'effondrement et l'embrasement des conflits en Chine aurait des conséquences gigantesques à l'échelle mondiale. Quelle est la force qui peut s'opposer au démembrage de la Chine ? C'est la classe ouvrière chinoise, c'est son unité, c'est d'abord et avant tout l'unité de ses droits, l'unité de ses conquêtes qui sont les conquêtes de la propriété sociale qui font que cent quarante millions d'ouvriers d'Etat aujourd'hui sont groupés dans les entreprises d'Etat. Il faut comprendre ce que cela signifie. Les ouvriers dans les entreprises d'Etat ne peuvent pas être licenciés. Plus précisément, ils ne pouvaient pas être licenciés jusqu'à une loi de 1986. Cette loi a établi qu'il fallait fermer les entreprises en état de faillite, mais elle n'est pas appliquée. Cela résulte de la résistance de la classe ouvrière. Vous avez des usines de 160 000 ouvriers, 160 000 ouvriers qui sont dans une usine et avec cette usine ils ont le logement, avec le logement ils ont l'hôpital qui est interne à l'usine, ils ont la retraite à partir de trente ans d'ancienneté avec le salaire obligatoirement payé dans sa totalité, ils ont les écoles qui dépendent de l'usine. C'est à cela que la bureaucratie, pour se conformer aux exigences de l'impérialisme mondial, doit s'attaquer. »

A partir de là, on peut répondre aux questions posées en introduction. Il est en

effet incontestable que cela n'a été possible que parce qu'une partie de l'appareil d'Etat l'a bien voulu. Cette attitude révèle les contradictions existant au sein de la bureaucratie. Pour en comprendre les racines, examinons quelques-unes des récentes mesures annoncées par les sommets de l'Etat.

— Avril 1996 : le Premier ministre chinois, Li Peng, déclare que la Chine prendra "des mesures énergiques pour abaisser ses tarifs douaniers à 15 %". C'est là une réponse à l'une des exigences essentielles de l'administration américaine qui exige le démantèlement des barrières douanières.

Rappelons à ce propos qu'après la guerre de l'Opium en 1840, chacun des "traités inégaux" imposés à la Chine par les puissances impérialistes, en 1858, 1860 et 1885, abaissait de plus en plus le niveau des droits de douane, qui ont complètement disparu avec le traité de 1898.

C'est donc, au sens littéral du terme, que la bureaucratie servile et corrompue vend le pays à l'étranger. Mais le peuple chinois — qui, par son combat révolutionnaire, a arraché la Chine à la domination de l'impérialisme en 1949, a assuré son unité en entreprenant l'expropriation du capital étranger et de la bourgeoisie nationale, en établissant les bases de la propriété sociale et de la planification — n'a pas dit son dernier mot.

— Juin 1996 : le gouverneur de la banque centrale annonce que la Chine va rendre sa monnaie partiellement convertible avant la fin de l'année, bien avant l'échéance fixée à l'an 2000.

Le système bancaire chinois "intègrera à partir du 1er juillet dans ses comptes courants toutes les opérations effectuées par les entreprises à capitaux étrangers", a-t-il précisé. "C'est le pas le plus important de la Chine en direction des demandes du Fonds monétaire international", a affirmé un responsable de la Banque populaire de Chine.

— Juin 1996, encore : le *China Daily* annonce que la Chine va se doter d'un cadre légal permettant la participation des

sociétés étrangères dans le secteur minier. Il s'agit de définir la participation des capitaux étrangers dans la prospection du sous-sol chinois.

— Juin 1996, toujours, le président Bill Clinton se félicite du "*bon accord*" intervenu avec la Chine sur la protection des droits d'auteur. Celui-ci permet notamment aux experts américains de "surveiller" sur place dans les usines chinoises l'application de l'accord. Tous les documents sur les usines concernées seront consultables par les experts américains.

Cette course de vitesse des sommets de la bureaucratie pour répondre servilement aux exigences de l'impérialisme provoque au sein de l'appareil les plus grandes distorsions. En août, le fils de Deng Xiaoping met en garde. Des forces s'évertuent à "renier totalement la ligne politique de son père" en ce qui concerne les réformes initiées en 1978 et le discours de 1992 (celui qui prône le développement à tout va des zones économiques spéciales).

Ces commentaires recoupent une réalité. Nous sommes à la veille d'un choc majeur entre les dizaines de millions d'ouvriers appuyés sur la propriété sociale et les exigences de l'impérialisme relayées par la bureaucratie. Mieux que quiconque, les sommets du PCC, ceux de la centrale syndicale officielle chinoise savent ce que représente ce choc.

Au dernier congrès de l'ACFTU, le syndicat officiel (110 millions de membres), des délégations de régions entières se sont dressées contre la direction et contre le présidium du congrès, des motions ont été déposées, des délégués officiels au congrès ont traité le congrès "de congrès rempli de vent". C'est dire qu'il y a une crise énorme dans l'appareil.

Celle-ci trouve son origine dans la résistance des masses. Les grèves qui se multiplient par centaines (et il ne s'agit pas d'une quelconque exagération) indiquent que la classe ouvrière n'a pas été brisée. Tout au contraire.

Il y aurait déjà là, comme pour tous les gouvernements du monde, matière à crise, à tergiversation. Mais il y a plus. Si l'on considère que l'offensive exigée par l'impérialisme contre cent quarante millions d'ouvriers signifie en fait le démembrément de la Chine, le chaos absolu dans cet immense pays, il faut bien constater que ces exigences sont sans communes mesures avec tout ce que nous avons connu auparavant.

Il s'agit d'un problème mondial. La brutalité des agressions de l'impérialisme à son stade sénile ne laisse pas de place pour les demi-mesures. L'impérialisme exige la capitulation totale de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, collaborent avec lui.

En retour, cela provoque des phénomènes sans précédent dans des secteurs des appareils bureaucratiques qui se trouvent face à des mesures menant à leur propre liquidation.

Dans le cas de la Chine, la crise de l'appareil du PCC et de l'ACFTU (qui ne lui est pas identique) est liée à la remise en cause de la souveraineté nationale, aux menaces directes pour l'unité de la nation par le retour de fait aux systèmes des concessions, marque infamante de la domination impérialiste.

La Chine est l'une des plus vieilles civilisations du monde. La lutte pour son unité nationale plonge ses racines dans une histoire millénaire. A l'aube de ce siècle, le combat pour la souveraineté nationale et le combat pour la révolution sociale se sont totalement imbriqués. La dénonciation des "traités inégaux" a posé

la question de la force sociale et politique à même de défendre la nation opprimée : la jeune classe ouvrière chinoise. Aujourd'hui, accepter d'appliquer les diktats du FMI, de l'OMC, c'est organiser le démembrément de la Chine. De ce point de vue, un élément d'information rapporté par la commission d'enquête est important.

« Lorsque nous étions en discussion avec les officiels, on avait en face de nous deux responsables qui défendaient tout : la nouvelle loi du travail, la loi sur les syndicats, l'exploitation, la remise en cause des retraites, etc. A un moment donné, ils ont vacillé, lorsque nous avons expliqué : "Mais vous êtes en train de vendre le pays, les décisions du gouvernement sont en train de vendre la Chine, vous êtes en train de revenir au système de concessions et c'est le démembrément de la Chine." On l'a expliqué assez longuement et, à ce moment-là, ce responsable qui est un responsable de l'ACFTU n'a pas pu nous dire que c'était juste, il n'a pas pu dire que c'était juste de démembrer la Chine, il a seulement pu dire que c'était une décision du gouvernement, mais il ne l'a pas défendue. »

Cette contradiction qui existe à l'intérieur de l'appareil de l'ACFTU, à l'intérieur du parti, de l'appareil d'Etat, ouvre des possibilités gigantesques, y compris pour organiser la résistance.

Notre position comme IV^e Internationale est connue : nous sommes prêts à faire tout pas en avant avec quiconque ira dans le sens de l'intérêt véritable des masses, c'est-à-dire contre le démembrément de la Chine, pour son unité, pour la défense de la propriété sociale.

La délégation au fil des jours

Jeudi 25 avril, à 15 heures, départ de Hong-Kong pour la République populaire de Chine.

L'avion atterrit à Shenyang, capitale régionale du Liaoning, au nord-est de la Chine. Il s'agit d'une grande ville industrialisée. Sa production égale celle de Shanghai. On y fabrique machines, avions, tramways, textiles, produits pharmaceutiques, caoutchouc, etc.

Il fait nuit, nous montons dans un taxi.

Première discussion, premier échange avec le chauffeur de taxi.

La recherche de l'hôtel est difficile. Il vient d'être construit, il s'agit d'un de ces hôtels construits dans le cadre de la spéculation immobilière. Afin de faciliter l'entrée en Chine, billets d'avion et réservations des chambres d'hôtel ont été groupés. Il est tard, la délégation se réunit pour préparer les rencontres du lendemain.

Il est convenu de se diviser en deux groupes pour multiplier les chances de contact. Mais avant toute chose, il faut trouver les billets de train pour l'étape suivante. Cela peut parfois nécessiter plusieurs heures d'attente.

"NOUS ALLONS PARLER DE TRAVAILLEURS À TRAVAILLEURS"

Vendredi 26 avril, 8 heures. Les recherches à la gare ont été couronnées de succès. Des billets ont pu être achetés.

Un groupe se dirige vers les zones industrielles de la ville. Le bus dans lequel nous sommes montés accroche un panneau et entreprend des manœuvres pour se dégager. Tout le monde met son grain de sel. Cris et rires se mélangent. La conversation s'engage naturellement. Un travailleur nous parle de son salaire, trois cents yuans par mois (le yuan vaut environ soixante centimes). "Ce n'est pas assez pour vivre, regardez mes habits." Il faudra une heure pour traverser la ville.

Devant une entreprise électrique, le siège du syndicat local est ouvert sur la rue. Nous entrons. La première question porte sur la nature de notre délégation :

"Etes-vous des officiels ?

— Non, nous sommes là de manière indépendante. Nous venons apprendre quelles sont les conditions de vie des travailleurs chinois."

Un vieil ouvrier répond : *"Nous allons pouvoir parler de travailleurs à travailleurs."* Et il commence à raconter les conditions de vie dans cette entreprise, qui est une entreprise d'Etat. *"Les salaires sont de trois cents yuans par mois. C'est suffisant pour vivre et pour manger, mais si c'est pour acheter une voiture, oublie-le!"* Comme dans toutes les entreprises d'Etat, le logement est lié à l'entreprise, c'est-à-dire que les travailleurs bénéficient d'un logement. Il y a eu une loi autorisant les travailleurs à acheter leur logement. Mais la plupart sont restés dans les logements de l'entreprise pour des raisons financières, bien sûr, mais aussi, parce que l'emploi doit rester lié à tous les avantages qui l'entourent. La retraite est de 75 à 95 % du salaire. Elle atteint ce taux à partir de trente ans de travail. Les accidents du travail sont pris en charge médicalement à 100 %. Les informations sont données avec précision. Mais le téléphone a fonctionné. Un autre responsable arrive. La discussion change de tonalité. Les questions sur le chômage ne trouvent pas de réponse.

Le responsable local de l'ACFTU nous explique : *"Nous ne voulons pas faire de politique. Il est facile pour les travailleurs de trouver un emploi. Nous avons entendu parler des menaces de licenciements dans des entreprises, mais pas chez nous. De toute manière, cela dépend de nos capacités à trouver des exportations, à être efficaces."*

— Comment faites-vous ?

— Ah, ça, c'est le problème de la direction."

Ce sera un peu partout pareil. Le chômage, on en a entendu parler, mais c'est toujours à côté.

A la question plus générale sur les réformes : "La situation s'est-elle améliorée ou non pour les travailleurs?", il dira qu'il est difficile de répondre. Nous apprenons encore que la section locale de l'ACFTU regroupe tous les travailleurs de l'entreprise, à quelques exceptions près. Il faut en effet le demander expressément pour ne pas avoir un paiement obligatoire servant de cotisation à l'ACFTU. La section locale travaille dans le cadre des décisions nationales de l'ACFTU.

Nouvelle marche d'une usine à l'autre, nous entrons dans une entreprise de machines textiles.

Après quelques hésitations, la direction de l'entreprise accepte de répondre aux questions. Selon eux, le salaire moyen est de 500 yuans, il varie de 300 à 2 000 yuans. La majorité des travailleurs touchant 300 yuans, nous lui demandons : "Pourquoi cette différence ?

— Tout simplement parce que, maintenant, nous pouvons avoir des salaires plus importants en relation avec la productivité. Chaque entreprise a son propre salaire, le droit de négocier et de décider du salaire."

A la question précise : "Un travailleur occupant la même place dans la production peut-il avoir un salaire différent dans une usine de l'autre côté de la rue?", un responsable d'entreprise a indiqué à notre délégation que cela était tout à fait possible, puisque, dans son usine, il s'efforçait de relier les salaires à la productivité et que chaque usine peut fixer le niveau des salaires.

Il est clair que ce dirigeant d'entreprise est un farouche partisan des réformes dont il dira qu'elles ont amélioré la situation dans tous les domaines. Mais il y a des mots qui ne trompent pas. Lorsqu'il nous parle de la productivité et du changement considérable dans la direction des entreprises, il évoque la sienne : "Elle emploie encore trois mille travailleurs." On sent que ça le démange de pouvoir en mettre un bon nombre dehors.

Ensuite, visite dans les ateliers. Première salle, une bannière affirme : "Il

faut appliquer la loi du travail." A côté, un panneau annonce le tarif des amendes pour le retard au travail. Nous sommes stupéfaits des conditions de travail. Dans un atelier, les femmes projettent de la peinture sans aucune protection. Elles se reposent dans la même pièce. L'odeur et les vapeurs prennent à la gorge. Les chaussures de sécurité n'ont pas l'air de faire partie du matériel existant dans les ateliers où sont déplacées de lourdes machines.

La dernière salle est très instructive : sur le même panneau, il y a les résultats de productivité et les déclarations du syndicat sur l'éducation des travailleurs : "La carrière du travailleur est aussi une part du résultat de l'entreprise."

Nos pas nous guident ensuite dans un restaurant. La personne qui nous accueille nous explique que c'est la première fois que des étrangers entrent ici : "Il en passe parfois en voiture sur la grande rue, ce sont des investisseurs. Mais, ici, je n'en ai jamais vus." La discussion chaleureuse dure plus d'une heure.

Dans la rue, vers 17 heures, c'est la sortie des usines. Des dizaines de milliers d'ouvriers repartent à vélo.

Dans une entreprise de papeterie, on apprend que le salaire est de trois cents yuans. Est-ce mieux de travailler ici que dans l'entreprise en joint-venture à capitaux étrangers, de l'autre côté de la rue ? La réponse n'est pas nette. Mais il ne semble pas qu'il y ait un engouement particulier pour les entreprises privées.

Devant une usine de verrerie, nous constatons que l'hôpital est intégré à l'usine.

L'autre équipe, elle, s'était dirigée vers les locaux de l'organisme officiel de tourisme CTS, qui organise des visites d'entreprises pour les touristes. Cet organisme nous oriente vers une imprimerie.

Dès notre arrivée, nous sommes reçus par le directeur.

"Vous êtes directeur de cette usine ?

— Oui.

— Qui vous a nommé ?

— L'université.

— Pour qui travaillez-vous ?

— Pour l'université, mais nous prenons également des commandes extérieures.

— Qu'imprimez-vous ?

— Des manuels et des cahiers.

— Combien y a-t-il de travailleurs dans cette entreprise ?

— Quarante-quatre.

— Cette entreprise appartient-elle entièrement à l'Etat ?

— Oui, c'est une entreprise d'Etat."

Le directeur : "Commençons la visite. Commençons par l'atelier de saisie des textes.

— Qui travaille ici ?

— Des opératrices de saisie, il y en a trois aujourd'hui, mais, habituellement, elles sont neuf.

— Vous n'employez que des femmes dans cet atelier ?

— Oui.

— Combien d'heures travaillent-elles par jour ?

— Huit heures.

— Il n'y a pas de pause ?

— Si, une heure pour le déjeuner.

— Quelle est leur qualification exacte ?

— Qu'est-ce qu'une qualification ? Je ne comprends pas cette question.

— Ont-elles reçu une formation pour la saisie et cette formation correspond-elle à un niveau dans les chaînes de qualification des ouvriers dans l'entreprise ?

— Disons que ce sont des travailleuses ordinaires et qu'elles ont une qualification moyenne.

— Bon, maintenant, allons au labo photos. Il n'y a personne aujourd'hui, mais c'est ici que les films sont développés.

— Vous employez des produits chimiques ?

— Oui.

— Même s'il n'y a personne, on peut constater qu'il n'y a pas de système de ventilation et qu'on ne voit aucun vêtement de protection.

— Mais non, mais non, c'est parce qu'il n'y a personne.

— Allons voir le club.

— A quoi sert cette pièce ?

— Bien, vous le voyez, c'est une pièce qui peut avoir plusieurs usages. Mais, par exemple, les travailleurs peuvent y prendre leur repas s'ils font des heures supplémentaires.

— Ce qui veut dire qu'il y a des heures supplémentaires ?

— Oui, parfois.

— Et combien sont-elles payées ?

— Les travailleurs qui font des heures supplémentaires touchent trois yuans.

— Et s'ils font des heures supplémentaires le dimanche ?

— Ils touchent deux fois et demie le taux habituel. Et cette salle peut aussi servir pour les réunions sociales.

— Combien y a-t-il de jours de repos par semaine ?

— Il y a le samedi et le dimanche, deux jours.

— Vous dites que les travailleurs mangent ici. Est-ce qu'ils apportent leur repas ?

— Oui, ils apportent leur repas. Mais lorsqu'ils font des heures supplémentaires le samedi ou le dimanche, ils ont quatre repas gratuits.

— Combien y a-t-il de jours de congé en dehors des deux jours hebdomadaires ?

— Il y a le jour de l'an, le 1^{er} Mai, la fête nationale et six jours, le nouvel an lunaire. Passons à l'atelier d'imprimerie.

— Je veux vous présenter le monsieur qui est en train de surveiller le travail. C'est le secrétaire de la section du Parti communiste.

— Ici, également, il y a beaucoup de femmes qui travaillent. Quelles sont les conditions des congés de maternité ?

— Il y a un congé maternité de cent sept jours, qui commence le cinquième mois. A partir du cinquième mois, elles peuvent rester à l'usine, elles sont payées par l'usine, mais elles peuvent aussi venir travailler et elles sont payées en heures supplémentaires.

— Et avant le cinquième mois ?

— A partir du troisième mois, elles travaillent un peu moins.

— C'est-à-dire ?

— Un peu moins.

— Est-ce qu'il y a un système de ventilation dans cet atelier ?

— Oui, vous voyez, les fenêtres sont ouvertes.

— Et l'hiver ?

— C'est pareil."

Le "guide" qui a été imposé par l'agence pour "seconder" l'interprète officiel :

— "Ici, il n'y a pas de problème.

— Et sur les questions d'accidents du travail ?"

Le "guide" :

— "Tenez, regardez sur le mur, il y a une affiche, toutes les procédures de sécurité y sont expliquées. S'il y a un accident du travail, c'est qu'elle n'a pas été lue. C'est donc la faute de celui qui ne l'a pas lue."

— Là-bas, il y a un massicot, le travailleur qui y travaille n'a aucune protection, et s'il se coupe un doigt ou la main ?

— On a une boîte à pharmacie. Et, si ça ne suffit pas, il y a un dispensaire un peu plus loin, et si c'est vraiment très grave, on va à l'hôpital.

— Passons à l'atelier d'impression."

Sur les machines, les gens travaillent en vêtements de ville. Cette dame qui passe les feuilles de papier une à une porte une robe longue qui pourrait être accrochée par la poulie qui est à cinq centimètres d'elle. Il n'y a pas non plus de chaussures de protection.

— "La blouse ou les vêtements de protection sont particulièrement inadaptés à

ce travail et peuvent même être dangereux. Et les chaussures de protection ne sont pas nécessaires.

— Quel est l'âge moyen dans cette usine ?

— Trente-cinq ans.

— Du plus vieux ?

— C'est moi, j'ai quarante-cinq ans.

— Et le plus jeune ?

— Il a vingt ans. Passons dans mon bureau."

"NOUS DIRIGEONS L'ENTREPRISE EN COMMUN"

La délégation entre dans le bureau du directeur, où se trouve une personne qui est en train de classer des papiers. On s'assoit. Le secrétaire de la section du PC s'est joint au directeur. La troisième personne continue à classer des papiers.

— Y a-t-il un syndicat ?

— Oui, tenez le secrétaire, c'est lui.

— Et combien de travailleurs sont syndiqués ?

— Tous.

— Si on comprend bien, dans cette usine, il y a trois personnes qui ont des responsabilités particulières. Vous, monsieur, qui êtes directeur, ainsi que ces deux messieurs, secrétaire de la section du PC et secrétaire du syndicat.

— C'est exact.

— Pourriez-vous nous décrire le rôle exact jouer par chacun ?

— Eh bien, moi, en tant que directeur, je m'occupe de la production. Le secrétaire du parti s'occupe des affaires générales et le secrétaire du syndicat s'occupe des loisirs et des pensions.

— Et vous avez des contacts ?

— Oui, bien sûr, nous travaillons ensemble.

— Et comment ?

— Eh bien, nous nous réunissons tous les trois, une fois par mois, pour définir les normes de productivité.”

Le secrétaire du PC :

“Oui, mais chaque travailleur doit fixer lui-même ses propres normes.

— Donc, vous dirigez l’usine en commun ?

— C’est cela, tout à fait.

— Et, en cas de conflit, que se passe-t-il ?

— En douze ans d’existence de l’entreprise, je n’ai jamais eu un seul conflit.”

Le “guide” : “Je dois dire que le directeur apporte son soutien total au syndicat.

— Vous avez parlé des pensions. Qui paye les pensions de retraite ?

— Elles sont payées par l’Etat, via l’université.

— Qu’elle a été l’effet de la nouvelle loi sur le travail ?”

Long silence...

Le directeur : “Un effet bénéfique.

— Vous donnez deux trois exemples ?”

Très long silence...

Le secrétaire du PC : “Les heures supplémentaires sont payées plus.

— Et qu’est-ce qui se passe en cas de conflit individuel ?”

Le directeur : “Ça n’existe pas

— Qu’est-ce qui se passe si un travailleur contrevient au règlement ?”

Le directeur : “Il reçoit une amende.

— De quel ordre ?

— S’il cause des dommages d’un montant supérieur à mille yuans, on lui supprime la moitié de son salaire.

— Et le salaire est de combien ?

— Quatre cents yuans.”

Le directeur : “Notre entretien doit s’arrêter maintenant. Je vous remercie d’avoir visité notre entreprise. Et j’espère que les réponses vous ont intéressés. Mais il aurait été préférable que vous avertissiez l’organisme la veille, car il m’aurait fourni les questions avant et j’aurais pu y répondre par écrit, ça aurait été plus pratique.”

On se retrouve à l’hôtel pour échanger les impressions. En ayant discuté toute la journée des salaires, on mesure mieux l’écart qu’il y a avec cet hôtel où nous sommes contraints de nous trouver et où des dignitaires chinois dépensent jusqu’à deux mille yuans en une nuit, soit six à sept fois le salaire d’un ouvrier.

Changement de décor. Un restaurant populaire dans la rue. La délégation attire l’attention. Lorsqu’on se présente, l’accueil est plus que chaleureux. En fin de soirée, on nous demandera de chanter des chansons de la Commune de Paris.

Direction la gare. Comme chacun le sait, en Chine il n’y a pas de classes, il n’y a que des tarifs... différents ! Le premier correspond à des places “assis dur”, le second “assis doux”, puis “coucher dur” et enfin “coucher mou”. Le rapport entre le premier et le dernier prix est de l’ordre de un à cinq.

Dans le compartiment “assis dur”, l’activité est intense durant toute la nuit. Des marchands circulent avec des petits chariots, la musique fonctionne quasiment sans interruption et chacun parle.

DES VILLES SANS ENFANTS

Samedi 27 avril, 7 heures du matin, Dalian. Pour la première fois, il y a des attitudes agressives et tendues à la gare à notre égard. Nous comprendrons plus tard pourquoi. Dalian est la première des villes aux abords de laquelle a été ouverte une zone économique spéciale en 1984. Les étrangers qui viennent ici sont donc les investisseurs étrangers exploitants dans les conditions dont nous allons parler plus bas.

Après avoir trouvé un hôtel, nous reprenons un bus qui, pendant plus d’une heure, va traverser des zones industrialisées en direction de la zone économique spéciale (ZES). Toute la délégation est silencieuse. Nous sommes stupéfaits par l’impression d’industrialisation de la

région. Partout, il y a des usines qui fonctionnent. Pour un Européen "habitué" au paysage dévasté de la Lorraine, au port déserté de Liverpool ou aux régions minières frappées par le chômage en Belgique, c'est un spectacle saisissant que de voir ces ensembles d'usines. Au passage, on aperçoit, au fronton d'un bâtiment public, une banderole affichée par les autorités affirmant : "Dans la cité, le management de l'entreprise est très efficace." Les mêmes, il y a quinze ans, affichaient des banderoles de la même taille, mais il y était inscrit : "Aimez le parti."

La ZES est véritablement une zone à part, avec un poste de contrôle comme sur un péage d'autoroute. Là encore, des banderoles à la gloire des entreprises.

Le bus nous dépose au centre de la ZES. Nous sommes un peu perdus. Ce sont des immenses avenues sans indication. Par quel bout prendre le problème ? Le centre de la ZES ressemble à un décor en carton-pâte de Hollywood. Quelques immeubles de luxe, un ou deux hôtels, des centres... Mais on sent que c'est artificiel. Départ en deux groupes pour les usines. Contrairement à ce que nous avons connu dans les entreprises d'Etat, il nous est impossible d'entrer. Premier essai dans une entreprise de produits chimiques. Les dortoirs des ouvriers sont dans l'enceinte de l'usine et sont visibles de l'extérieur. Au poste de garde, nous négocions pour pouvoir visiter. Après plusieurs coups de téléphone, la réponse de la direction est négative. Cependant, la discussion s'engage avec des employés présents à l'entrée. Il s'agit d'une entreprise de nourriture pour poissons qui utilise des produits chimiques. Elle regroupe trois cents travailleurs. "Combien gagnez-vous ?

— Deux mille yuans par mois.

— C'est beaucoup. Etes-vous contente de votre travail ?

— Non.

— Pourquoi ?

— Parce que je suis loin de chez moi."

De fait, sa région d'origine se trouve à plus de deux mille kilomètres de là. "Combien gagneriez-vous pour le même travail chez vous ?

— Cinq cents yuans.

— Et les travailleurs dans l'entreprise, quel salaire ont-ils ?

— Cinq cents yuans en moyenne.

— Nous avons vu qu'ils habitent dans l'usine, doivent-ils payer ?

— Oui.

— Y a-t-il un syndicat ?

— Non."

Puis, devant une entreprise d'électricité, le garde nous dit de nous écarter. Des jeunes ouvriers interrogés expliquent qu'ils préfèrent travailler dans cette entreprise qui appartient à l'Etat. "C'est plus facile, même si les salaires sont plus bas. Et puis nous ne payons pas le logement, la cantine est gratuite." La suite de nos essais sera infructueuse. Partout, la même réponse : "On n'entre pas."

Nous arrivons dans un marché. Accueil chaleureux de la population, contrastant fortement avec les directions d'entreprise. Quelque chose semble bizarre. On ne réalise pas exactement quoi. Et puis, tout d'un coup, ça paraît évident : ce sont des villes sans enfants. Des villes où la population est jeune. Des villes déshumanisées. Lorsqu'on réfléchit, on comprend pourquoi. Toute la population ouvrière de ces zones a été déplacée, on a envie de dire déportée de l'intérieur du pays vers les zones côtières. On n'y fait qu'une chose : produire, produire et encore produire. Il n'y a pas de crèches, pas d'écoles, pas d'endroits pour les vieux. Les logements sont extraordinairement limités. L'immense majorité des travailleurs vivent à l'intérieur même des usines. Et, nous en aurons confirmation plus tard, il n'y a aucun système de protection sociale. S'il y a un accident du travail, c'est la fin du travail. Un travailleur aura cette expression : "Ici, la loi c'est : si tu casses ta jambe, dégage."

C'est une joint-venture sino-américano-japonaise. A la direction de l'entreprise, il y a quatre Japonais et quatre Américains. Tous les ouvriers sont chinois. Ils ont un contrat de travail de un à cinq ans, renouvelable selon la décision personnelle du patron. Aucune règle. Lorsque nous posons au responsable de l'usine la question sur les syndicats, il ne comprend

même pas le sens de la question. Les travailleurs semblent tous très jeunes.

La deuxième équipe parviendra quand même à entrer dans une usine. Au retour, elle découvre l'existence de l'un de ces bâtiments appelés "trois en un", c'est-à-dire que dans le même immeuble sont réunis l'entrepôt, l'usine et le dortoir. Des usines de ce type ont été l'objet de multiples catastrophes. Leur construction ne bénéficie d'aucune norme de sécurité. Les travailleurs y sont souvent enfermés, ce qui fait que lorsque des incendies éclatent, ils périssent brûlés vifs ou asphyxiés. A Shenzhen, la catastrophe de 1993 a coûté la vie à quatre-vingt-sept jeunes ouvrières. D'après les résultats de notre enquête, ce "trois en un" est à capitaux japonais. Impossible d'y accéder. La direction l'interdit. Qu'y a-t-il au troisième étage ? Point de réponse. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les barbelés qui entourent le "trois en un" sont eux bien réels.

Une remarque importante : la direction nous fait savoir qu'elle respecte la loi du travail. La preuve, s'il y a des retards, elle impose des amendes. Par-delà cet aspect outrancier, il y a là une information qui nous sera répétée par des responsables de la zone économique spéciale. "*Nous respectons la nouvelle loi du travail.*" Il semble bien, en effet, que celle-ci soit suffisamment floue dans tous ses articles pour que les capitalistes étrangers puissent maintenant affirmer : "*Mais nous respectons la loi.*"

Un exemple, la loi dit : il faut fixer un salaire minimum, sans rien préciser de plus. Le capitaliste étranger fixe un salaire minimum. Qu'importe son niveau. Et cela vaut pour le contrat de travail...

Dimanche 28 avril, notre commission a pu se procurer auprès des responsables officiels de la zone économique spéciale des revues destinées aux investisseurs étrangers. Dans cette ZES, se trouvent trente-sept entreprises. Les statistiques sont complètes pour trente-quatre d'entre elles. Trente et une sont contrôlées par des compagnies étrangères. Si on considère ces trente et une entreprises, elles emploient 3 847 travailleurs. L'investissement déclaré est de 122,8 millions de dollars. Le profit annuel déclaré est de 24,78 millions de dollars. Ce qui signifie que, en moins de cinq

ans, le capital investi est récupéré. Cela signifie surtout que, grâce à des conditions d'exploitation éhontées, les capitalistes étrangers gagnent environ 6 400 dollars par an et par ouvrier travaillant dans l'usine.

Dans l'après-midi, nous nous dirigeons vers la gare. Dans le bus bondé, nous voyons passer des voitures de responsables du parti, avec drapeau rouge sur le capot et intérieur de luxe. Cette fois, dans le train, ce sont des places "couchées dur". Elles nous permettront de nous rendre jusqu'à Changchun. Le système ferroviaire chinois est sans doute l'un des plus efficaces au monde. Que l'on songe qu'entre les deux villes de Shenyang et Dalian, neuf trains circulent chaque jour, transportant près de trente mille passagers. Bien sûr, les conditions ne sont pas idéales.

Mais lorsqu'on apprend que la Banque mondiale a préparé un rapport sur les chemins de fer chinois affirmant la nécessité de l'adapter aux exigences de l'économie de marché, on tremble. Il n'y a pas besoin d'être expert pour voir un schéma se dessiner. Quelques lignes rentables, telle Pékin-Canton seront améliorées, la côte sera pourvue d'une infrastructure suffisante. Quant aux lignes transportant des millions de voyageurs dans cet immense pays, elles seront jugées non rentables et peu à peu abandonnées par les privatisateurs. Cela serait une véritable catastrophe dans ce pays, où le chemin de fer est le principal moyen de déplacement pour la population.

"VOUS VENEZ POUR FAIRE DES AFFAIRES ?"

Lundi 29 avril, Changchun. La ville est très différente de celles que nous avons traversées jusqu'à présent. Elle est plus aérée. Le premier hôtel dans lequel nous pénétrons n'est pas autorisé à prendre des étrangers. Afin de ne pas créer d'ennui au personnel, nous y renonçons. Une fois installés, nous entreprenons des recherches pour trouver le siège régional de l'ACFTU. Nous nous y présentons à 10 h 30, au 49 de l'allée Staline, à Changchun, dans un immeuble jouxtant celui du siège régional du gouvernement :

— Bonjour, vous parlez anglais ?

— Oui, un peu.

— Nous sommes une délégation de syndicalistes européens, nous voudrions rencontrer un responsable, membre de la direction du comité régional.

— Ne quittez pas, je vous passe quelqu'un au téléphone.

— Bonjour, madame.

— C'est pour quoi ?

— Nous sommes une délégation de syndicalistes européens, nous voudrions rencontrer un responsable, membre de la direction du comité régional.

— De quel syndicat ?

— A ma connaissance, il n'en existe qu'un, l'ACFTU.

— Vous connaissez l'adresse ?

— Oui, c'est ici.

— Vous en êtes sûr ?

— Oui, oui, je suis sûr, c'est ici.

— Vous avez le numéro de téléphone ?

— Oui.

— Vous pouvez me lire ?

— Oui, si vous voulez, mais c'est le vôtre.

— Ah oui, c'est vrai. Attendez je vous passe quelqu'un.

— Bonjour, monsieur.

— C'est pour quoi ?

— Nous sommes une délégation de syndicalistes européens, nous voudrions rencontrer un responsable, membre de la direction du comité régional.

— De quel syndicat ?

— A ma connaissance, il n'en existe qu'un, l'ACFTU.

— Vous connaissez l'adresse ?

— Oui, c'est ici.

— Vous en êtes sûr ?

— Oui, oui, je suis sûr, c'est ici.

— Vous avez le numéro de téléphone ?

— Oui.

— Vous pouvez me lire ?

— Oui, si vous voulez, mais c'est le vôtre.

— Ah oui c'est vrai. Attendez je vous passe quelqu'un."

Vingt-cinq minutes passent, quelqu'un vient chercher la délégation et l'installe dans un bureau. Puis, une femme se présente : "Je suis interprète." Et elle se tourne vers le membre de la délégation qui s'était adressé à la réception et lui dit : "Voulez-vous me suivre s'il vous plaît." D'autres membres se lèvent. Elle intervient : "Non, une seule personne." Nous sortons du bâtiment et traversons l'allée Staline et nous nous dirigeons vers un grand bâtiment officiel qui se situe juste en face. Nous entrons, montons cinq étages et on me demande de m'asseoir dans une salle d'attente vide. Au bout de cinq minutes, un monsieur bien habillé se présente, fort aimable, et me tend la main en disant en anglais : "Je suis très content et très honoré de recevoir un syndicaliste." Et dans la foulée, il ajoute : "Vous venez pour faire des affaires ?", puis me tend sa carte, où j'apprends qu'il est l'un des cadres de la chambre de commerce. J'empoche la carte et lui réponds poliment que je suis syndicaliste et que je ne fais pas d'affaires. Une poignée de main polie, sourire généreux, conciliabule en chinois.

Nous nous retrouvons sur le trottoir, allée Staline, que nous remontons sur une centaine de mètres, pour prendre une autre rue et nous arrêter devant un bâtiment qui, lui aussi, à tout l'air d'être un bâtiment officiel. Nous entrons dans ce bâtiment, l'interprète demande un nom à la concierge qui téléphone.

Trois minutes après, un monsieur apparaît et s'adresse à moi dans un français parfait et me dit :

"Ainsi, vous vouliez rencontrer des syndicalistes de l'ACFTU ? Mais vous savez que ce n'est pas la procédure habituelle. Il faut au moins prévenir à l'avance, ne serait-ce que le temps de préparer les réponses aux questions que vous vous posez. Nous n'avons rien préparé. De quoi, voulez-vous parler ?

— Nous sommes syndicalistes, nous voulons parler de ce qui intéresse tous les syndicalistes dans tous les pays du monde.

— Je vois. Pouvez-vous montrer votre passeport ?

— Le voici. Puis-je moi-même savoir à qui j'ai l'honneur ?

— Je suis responsable des relations extérieures du gouvernement local. Pouvez-vous me suivre ?

Nous repartons et arrivons au 49 de l'allée Staline, c'était bien là. On nous fait monter au cinquième étage, dans une salle de conférence. Nous attendons une heure, avant que l'entretien ne commence.

Les deux heures de discussion avec le responsable régional de l'ACFTU font l'objet d'un compte rendu exhaustif rédigé par la commission.

Cette entrevue laisse une forte impression à tous les membres de la délégation. On a beau le savoir, le pressentir, lorsqu'on le vit, ce n'est pas la même chose. Tout le monde est sidéré par la manière dont ce responsable d'une institution appelée "syndicat" justifie toutes les mesures gouvernementales, et, en fait, se considère comme le représentant du gouvernement. On a le sentiment qu'il n'a de compte à rendre à personne. Et pourtant ! Lorsque l'on se souvient de nos rencontres avec des représentants de l'ACFTU au niveau des entreprises, il semble qu'il y ait plus que des différences. Une autre chose nous frappera dans ses réactions, c'est la virulence avec laquelle il s'efforcera d'indiquer qu'il n'a pas traité les grévistes de "criminels". D'une certaine manière, cela rend compte de la réalité sur le développement des grèves. En sortant, nous décidons de publier l'intégralité de cette rencontre, afin que chacun puisse juger sur pièces. Un banal accrochage de la circulation nous permet d'ailleurs de mesurer que la population est loin d'être terrorisée. Le policier qui tente d'arrêter un chauffeur en est pour ses frais. Il est alpagué par le conducteur, et la foule qui l'entoure l'oblige à lâcher prise.

Mardi 30 avril 1996, nous prenons l'avion sans problème. Si ce n'est une petite inquiétude lorsque l'on sait que les

compagnies aériennes chinoises comptabilisent à elles seules 20 % des accidents du trafic au niveau international. A Hong-Kong, la délégation se réunit pour commencer à rédiger son rapport. Chacun a ses opinions politiques et sa propre expérience syndicale, mais les faits sont si probants que le rapport est unanime. Tous nous pensons qu'une première étape vient d'être franchie. Qu'elle en appelle d'autres.

La classe ouvrière chinoise est puissante. Elle s'appuie sur d'immenses conquêtes. Cent quarante millions d'ouvriers travaillent dans les entreprises d'Etat. En relation avec ce travail, ils bénéficient du droit au logement, de la protection sociale, des retraites, des jardins d'enfants et des écoles pour leurs enfants. Mais, pour le FMI et la Banque mondiale, tout cela n'est pas rentable. Au regard des besoins du marché et de la productivité, soixante-dix à quatre-vingts millions sont de trop dans les entreprises d'Etat. Un choc se prépare. Nous nous disons que si ce premier voyage est un chaînon permettant d'organiser la liaison entre la classe ouvrière mondiale et les travailleurs chinois, cela n'aura pas été inutile.

Mercredi 1^{er} mai 1996, nous présentons notre rapport devant des militants ouvriers indépendants chinois. Il est discuté. On réfléchit ensemble à la suite. On décide de le présenter le plus largement possible dans le mouvement ouvrier mondial, de le compléter pour le présenter à l'OIT. D'un commun accord, on prend les dispositions pour sa traduction en chinois, afin qu'il puisse circuler en Chine.

Lors du dernier repas avant le départ, un militant chinois s'exprime avec un peu d'amertume : *"Ils nous ont volé tous nos mots. Nous sommes aujourd'hui le 1^{er} Mai et, pour beaucoup de travailleurs chinois, cela ne représente plus rien. Et pourtant, l'avenir c'est le combat des travailleurs. La démocratie, c'est le combat des travailleurs."*

Alors, tous ensemble, militants venus de France, de Belgique, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, militants chinois en exil, militants ouvriers de Hong-Kong, nous remplissons nos verres et buvons : *"Au 1^{er} Mai, journée internationale des travailleurs, à notre unité que nous reconstruisons, aux mots retrouvés !"*

Rapport de la commission indépendante internationale de syndicalistes

(Shenyang, Dalian, Changchung, 25-30 avril 1996)

Pour la première fois depuis 1989, une délégation internationale indépendante de syndicalistes a pu voyager en Chine. Elle y a circulé pour rencontrer les travailleurs chinois, afin de se rendre compte par elle-même de la situation. Elle rapporte des éléments utiles à tout le mouvement ouvrier mondial. Ne regardant pas les résultats de son travail comme sa propriété privée, ni son opinion comme la seule, la commission a rédigé ce rapport afin qu'il soit diffusé le plus largement possible dans le mouvement ouvrier. Elle est prête, dans la mesure de ses moyens, à répondre à toute sollicitation pour exposer son point de vue et les informations qu'elle a pu rassembler.

Elle a également décidé d'adoindre à ce rapport toutes les annexes nécessaires afin qu'il puisse être présenté à l'Organisation internationale du travail (OIT) lors de sa session annuelle, au mois de juin, à Genève.

Du 25 au 30 avril, une commission d'enquête syndicale internationale s'est rendue en République populaire de Chine.

Elle était composée de : Omoyiola Bayo, syndicaliste UNISON (Grande-Bretagne) ; Ruggieri Antoine, syndicaliste métallurgie FGTB (Belgique) ; Frey Herning, syndicaliste ÖTV (Allemagne) ; Régis Christian, syndicaliste FO, Sécurité sociale (France) ; Hadj-Hamou Yacine, syndicaliste CGT, inspection du travail (France) ; Barrois Jean-Pierre, professeur d'université (France) ; Doriane Olivier, journaliste (France).

Son voyage, ses rencontres, ses enquêtes ont été organisés de manière indépendante.

Elle avait en effet la volonté de se rendre compte par elle-même des conditions de vie et de travail du peuple chinois, notamment après qu'aient été pro-

mulguées en 1992 la loi sur les syndicats de la République populaire de Chine et, en 1994, la nouvelle loi sur le travail.

Pour mener son enquête, la commission a parcouru 1 200 kilomètres. Elle s'est rendue dans deux provinces différentes : le Liaoning et le Jilin. Elle a visité trois grandes villes : Shenyang, Dalian, Changchung. La commission a pénétré dans deux zones économiques spéciales (ZES).

La commission d'enquête a pu se rendre dans neuf usines, dans le cadre de visites informelles ou organisées par l'agence officielle du tourisme (CTS). Ces usines étaient propriété soit de l'Etat, soit de capitaux privés (joint-venture, associant capitaux chinois et étrangers), dans des secteurs industriels divers : imprimerie, électronique, fabrication de machines-outils pour l'industrie textile, industrie du verre...

Elle a pu observer une usine "trois en un", dans la zone économique spécial de Dalian.

La commission a rencontré des responsables des différentes institutions à différents niveaux : des représentants de syndicats d'usine, des directeurs d'usine, des responsables chargés d'attirer des investisseurs étrangers dans les zones économiques spéciales (ZES). A Changchung, le responsable régional de l'ACFTU pour les relations internationales a reçu la délégation pendant deux heures et demie.

Malgré les difficultés de toutes sortes, les membres de la commission ont cherché et ont pu avoir, bien que de manière limitée, un échange avec la population, dans les trains, dans les bus, dans les quartiers ouvriers.

Pour son travail, la commission avait rassemblé une documentation importante, en particulier des traductions officielles de

la loi sur le travail promulguée le 5 juillet 1994 et entrée en application le 1^{er} janvier 1995, de la loi sur les syndicats de la République populaire de Chine, promulguée le 3 avril 1992, la revue officielle *Beijing Review* et des exemplaires du bulletin indépendant *China Labour Bulletin*, ainsi que des publications indépendantes retraçant les conditions de travail en Chine et relatant les grèves qui s'y développent.

La commission s'était fixé pour but de répondre à plusieurs questions :

- Quelle est la situation des travailleurs chinois au regard, notamment, de la nouvelle loi sur le travail ?
- L'All China Federation of Trade Unions (ACFTU) est-elle un syndicat indépendant du gouvernement et de l'appareil d'Etat assurant la défense des revendications des travailleurs ?
- Les travailleurs chinois peuvent-ils exercer le droit reconnu dans la convention 87 de l'OIT aux travailleurs de tous les pays à s'organiser dans le syndicat de leur choix ?

De la réponse à ces questions dépend l'attitude que le mouvement ouvrier mondial doit adopter dans les relations avec la centrale ACFTU.

Dans ce qui suit est exposé ce que nous avons constaté.

I.— SUR LA QUESTION DES SALAIRES

L'article 46 de la loi sur le travail prévoit "à travail égal, salaire égal", mais elle dispose en son article 48 :

"L'Etat fournira un système de salaire minimum garanti. Des critères spécifiques de rémunération minimum seront déterminés par les gouvernements populaires des provinces, régions autonomes ou municipalités directement sous l'autorité du gouvernement central et rapportés au Conseil d'Etat pour enregistrement. Les gages payés aux ouvriers par les employeurs ne seront pas inférieurs aux critères locaux de salaire minimum."

A lire ce texte, on peut comprendre qu'il n'y a plus de salaire minimum

garanti, mais un système permettant des minimums différents selon les provinces, les régions et même selon les municipalités.

A la question précise : "Un travailleur occupant la même place dans la production peut-il avoir un salaire différent dans une usine de l'autre côté de la rue?", un responsable d'entreprise a indiqué à notre délégation que cela était tout à fait possible, puisque, dans son usine, il s'efforçait de relier les salaires à la productivité, et que chaque usine peut fixer le niveau des salaires.

De fait, dans les cinq usines visitées dans la même ville le premier jour, nous avons constaté de fortes disparités : le salaire de base allant de 300 yuans à 600 yuans. Dans l'une d'elle, l'échelle des salaires allait de 300 yuans à 2 000 yuans, selon le rendement de chaque salarié, mais la majorité des ouvriers gagnaient 300 yuans.

Nous avons cherché à mesurer ce que cela représentait en discutant avec les travailleurs :

— "Oui, je vis avec un salaire, je mange, mais pour savoir s'il est suffisant, vous n'avez qu'à regarder mes habits."

— "Pour vivre, c'est possible, mais si vous pensez acheter une voiture, oubliez-le!"

Lors de notre rencontre avec le responsable régionale de l'ACFTU, celui-ci n'a pu, malgré nos demandes répétées, donner aucun chiffre concernant le salaire minimum, tant au plan national, que provincial, local ou de branche. Ainsi, tous les faits concordent : une différenciation des salaires de plus en plus importante est en train de s'opérer. Force est de constater qu'elle est organisée juridiquement par la nouvelle loi du travail qui, dans son article 47, dispose :

"L'employeur déterminera indépendamment sa forme de distribution des gages et leur niveau pour son unité conformément à la loi et sur la base des caractéristiques des résultats de sa production et de son activité et de ses résultats économiques."

Ainsi, les salaires sont définis entreprise par entreprise.

Le journal indépendant *China Labour Bulletin* a publié une étude montrant que le salaire varie déjà de un à trois selon les régions.

La loi du travail ne peut qu'accélérer ce processus, engendrant des distorsions considérables, brisant l'unité de la classe ouvrière chinoise et, par là même, de la nation, faisant courir ainsi les plus grands risques au pays.

II.— SUR LES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

D'ores et déjà, les zones économiques spéciales constituent de véritables concessions arrachées au pays où les capitalistes étrangers font la loi. Dans ces zones, ils bénéficient d'avantages fiscaux considérables, ne payant pas d'impôts des années durant, et pratiquent les pires formes de l'exploitation.

Dans l'une des zones économiques spéciales que nous avons visitées, les responsables officiels nous ont indiqué que les autorités locales du Bureau du travail pouvaient, en relation avec les investisseurs étrangers, définir, en matière de salaire, "des aménagements en fonction des besoins des compagnies" ! Ils ont ajouté : "Nous garantissons aux investisseurs étrangers qu'aucun des salariés n'exigera pour les femmes plus de 500 yuans et pour les hommes plus de 600 yuans. De toute façon, ils n'ont pas besoin de plus..."

Ce à quoi il faut ajouter que, contrairement aux travailleurs des entreprises d'Etat, les travailleurs employés dans ces zones payent leur logement, que le système de protection sociale est absent et le système de retraite de fait inexistant. Un travailleur aura cette expression : "Ici, la loi c'est : si tu casses ta jambe, dégage."

Notons également que la pratique des heures supplémentaires semble courante,

y compris le samedi. Nous avons visité la zone économique spéciale un samedi : beaucoup d'entreprises fonctionnaient et, à 19 heures, nous avons vu aux portes des usines les ouvriers se rendant à leur travail.

Un ouvrier, avec lequel nous pourrons échanger quelques mots, nous dira : "*Malgré mon salaire plus élevé, je ne suis pas content de ce travail, car je suis loin de chez moi.*" De fait, il se trouvait à deux mille kilomètres de sa famille. C'est le cas de dizaines de milliers de travailleurs, dont on peut dire qu'ils sont déplacés de l'intérieur du pays vers les zones côtières où fleurissent les zones économiques spéciales, pour y être exploités sans limite.

Selon le même responsable de la zone économique spéciale, l'organisation du temps de travail, le nombre d'heures effectuées sont vus avec les autorités locales du travail et les "règles" établies en fonction des besoins de l'entreprise.

D'ailleurs à la question : "Comment s'applique la nouvelle loi du travail dans les zones économiques spéciales ?" Il a répondu ceci : "Il y a une sorte de loi des joint-ventures. C'est le bureau local du travail qui, en fonction des besoins des investisseurs étrangers, examine avec eux leurs besoins."

Nous avons constaté avec effroi cette chose incroyable : dans ces immenses villes-dortoirs, il n'y a aucun enfant. Et pour cause... déportés, jeunes filles et jeunes garçons n'ont qu'une tâche... produire, produire, produire... Pour le plus grand profit des capitalistes étrangers.

Notre commission a pu se procurer des revues destinées aux investisseurs étrangers. Dans l'une des ZES, se trouvent trente-sept entreprises. Les statistiques sont complètes pour trente-quatre d'entre elles. Trente et une sont contrôlées par les compagnies étrangères. Si on considère ces trente et une entreprises, elles emploient 3 847 travailleurs. L'investissement déclaré est de 122,8 millions de dollars. Le profit annuel déclaré est de 24,78 millions de dollars. Ce qui signifie que, en moins de cinq ans, le capital investi est

récupéré. Cela signifie surtout que, grâce à des conditions d'exploitation éhontées, les capitalistes étrangers gagnent environ 6 400 dollars par an et par ouvrier travaillant dans l'usine.

Lorsque nous avons demandé aux responsables de l'ACFTU ce que faisait ce syndicat contre les zones franches où aucun droit des travailleurs chinois n'est respecté, il s'est contenté de déclarer : "La loi, le gouvernement l'ont décidée."

III.— SUR LA QUESTION DES RETRAITES

L'article 75 de la loi du travail dispose que

"l'Etat encouragera l'employeur à organiser une assurance supplémentaire pour les ouvriers selon leurs situations pratiques. L'Etat encouragera les ouvriers à pratiquer un système d'assurance sous la forme de comptes d'épargne."

Il faut constater que cet article est directement inspiré des recommandations et des exigences du FMI et de la Banque mondiale, qui, partout dans le monde, visent à détruire le système des retraites par répartition au profit des fonds de pension, qui alimentent la spéculation financière internationale.

L'ONU a élaboré, en 1994, un document consacré à l'avenir du système de retraite en Chine, appelé UNFPA, lequel préconise dans son point 4 :

"Il importe d'adopter une politique de sécurité sociale suffisamment souple pour s'accommoder des niveaux de développements différents. Elle devra prévoir différents types et niveaux de prestations."

Ainsi, selon l'ONU, les travailleurs chinois devraient accepter de voir le niveau des prestations de leur retraite dépendre de "niveaux de développements différents".

Le responsable régional de l'ACFTU nous a confirmé que les retraites, payées

jusqu'ici par l'Etat à tous les travailleurs ayant travaillé trente ans comme une dette, proviendraient désormais d'un "fonds de garantie" alimenté par les entreprises et les salariés.

De fait, l'article 74 de la loi stipule :

"Les agences en charge des fonds d'assurance sociale devront collecter, développer, gérer et distribuer les fonds conformément aux dispositions des lois et assumer la responsabilité du maintien et de l'amélioration de la valeur des fonds."

Ils seront donc l'objet d'une gestion de type bancaire visant à en modifier la valeur.

A la question : "Qui gérera ces fonds ?", ce responsable a répondu : "Les banques ont mis en place un système qui s'appelle épargne professionnelle."

A la question : "Y êtes-vous favorables ?", ce responsable a répondu qu'il "soutenait les fonds de pension et que, dans ce système, les entreprises qui s'enrichiraient en feraient profiter les salariés, et que les salariés qui voudraient épargner en profiteraient également".

Les retraites dépendantes des profits des entreprises, voilà qui est plus que dangereux. L'article 72 de la loi précise :

"Le niveau d'assurance sociale sera proportionnel au niveau de développement économique et social et à celui des possibilités sociales."

Nous devons constater qu'il s'agit presque mot pour mot des termes du document de l'ONU.

Il s'agit donc clairement de substituer à un système où les retraites sont garanties par l'Etat un système où les entreprises et — où les banques — auront la gestion totale de l'épargne des salariés.

La commission internationale peut affirmer qu'il y a un accord complet entre l'Etat chinois et l'ACFTU en ce qui concerne ces projets sur les retraites des travailleurs chinois.

Nous affirmons que ce qui se passe en Chine correspond à ce qui se passe en Europe, dans nos différents pays.

Il faut constater que la loi du travail ouvre la voie au pillage de l'épargne des travailleurs chinois par les banques et les fonds de pension, alors qu'à l'échelle mondiale règne la loi des fonds de pension américains.

IV.— SUR LA QUESTION DE L'EMPLOI

Dans le chapitre II intitulé : "Promotion de l'emploi", l'article 10 dispose que

"l'Etat devra créer les conditions favorables à l'emploi et augmenter les opportunités d'emploi par le moyen de la promotion du développement social et économique. L'Etat encouragera les entreprises, organisations institutionnelles, et les sociétés dans la création d'industries ou l'extension de l'activité en faveur de l'emploi dans les conditions prévues par la loi, les règles et règlements. L'Etat aidera les travailleurs souhaitant trouver un emploi en s'organisant sur une base volontaire ou s'engageant dans l'entreprise individuelle."

Dans un pays où l'emploi à vie était la règle, la formulation est pour le moins vague, nous avons donc posé la question du chômage.

Le responsable régional de l'ACFTU nous a répondu, comme l'aurait fait un représentant du gouvernement : "Il n'y a pas de chômage en Chine, il n'y a que des travailleurs en attente d'un emploi."

Pourtant, lors du XII^e Congrès de l'ACFTU, du 24 au 30 octobre 1993, devant mille six cents délégués de toute la Chine, l'ancien président de l'ACFTU, Ni Zhi Fu, a admis que, déjà à l'époque, "treize millions de travailleurs des villes étaient officiellement au chômage partiel ou complet".

Pourtant, lors des discours officiels du 1^{er} mai 1996, les autorités de l'Etat ont

évoqué le sort de douze millions de chômeurs dans les villes.

D'autres chiffres sont également connus. La direction des charbonnages d'Etat a annoncé officiellement quatre cent mille suppressions d'emplois dans les mines entre 1993 et 1995.

Lorsque nous avons interrogé ce responsable régional de l'ACFTU et lorsque nous lui avons cité ces chiffres, celui-ci nous a indiqué que les travailleurs qui perdraient leur travail seraient reconvertis en "businessmen" ou "en employés de service".

Lors de ce même entretien, nous avons été surpris d'entendre ce responsable présenter comme un exemple pour le futur le départ d'un salarié sur trois dans une entreprise. Cela rejoint les estimations des institutions financières internationales faisant fréquemment état de "sureffectifs" de quarante à soixante millions d'ouvriers sur cent quarante millions dans les entreprises d'Etat.

A l'évidence, au système garantissant l'emploi à vie pour les travailleurs chinois, le gouvernement substitue un système où la précarité la plus totale sera le sort de dizaines de millions d'ouvriers chinois. Ainsi que l'a déclaré le responsable de la ZES : "La règle, ce sont les contrats à durée déterminée de un à cinq ans renouvelables, mais aussi la liberté totale pour l'employeur de débaucher, quand il le souhaite, en fonction des besoins de l'entreprise."

On retrouve cette notion de contrat à durée déterminée dans la loi elle-même. L'article 20 stipule : "Le terme d'un contrat de travail sera divisé en durée déterminée, indéterminée, ou prenant en compte l'achèvement d'une somme spécifique de travail comme terme."

V.— SUR LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La commission a également commencé à collecter des informations sur la sécurité du travail. Les statistiques sur les acci-

dents du travail survenus dans les entreprises industrielles en 1994, publiées par le ministère du Travail, indiquent :

"Incendies : 40 000 cas, causant la mort de 2 748 salariés (4 277 blessés) ; incendies graves : 264 cas, 585 tués et 477 blessés ; accidents du travail dans les mines : 11 184 morts pour 7 918 accidents ; accidents dans les autres secteurs : 7 891 morts pour 11 502 accidents."

Dans les entreprises visitées, nous avons constaté que les conditions d'hygiène et de sécurité étaient particulièrement difficiles pour les salariés.

Absence de protections individuelles, alors que, dans deux imprimeries visitées, des produits toxiques étaient manipulés. Absence totale de ventilation mécanique dans ces mêmes ateliers. Des ouvrières étaient occupées à peindre au pistolet avec des produits toxiques sans aucune protection, sans que rien ne soit prévu pour la captation des vapeurs toxiques.

Dans l'une des entreprises visitées, alors qu'aucune des machines n'étaient protégées, il nous a été répondu en nous montrant une affiche au mur. Elle rappelait les procédures de travail. En conséquence, selon notre interlocuteur, si un accident intervenait, c'est l'ouvrier qui en serait responsable.

La notion de responsabilité de l'ouvrier est très étendue.

Lorsque, le 1^{er} janvier dernier, le feu prend à l'usine Shengli de décos de Noël, causant la mort de vingt jeunes travailleurs, ce n'est pas tout à fait un hasard : l'entreprise a été sanctionnée à six reprises pour non-respect des dispositions légales de lutte contre l'incendie. Que disent les autorités ? Que les dirigeants auraient fermé l'usine si on les avait contraints à respecter la loi ! Qui va être inculpé ? Un gamin de dix-sept ans qui, tombant d'épuisement au dortoir, aurait oublié d'éteindre sa bougie !

A l'occasion de nos visites, nous avons, par ailleurs, constaté que la pratique des amendes était considérée comme normale.

Dans cette usine, où le salaire de base était de quatre cents yuans par mois, il nous a été indiqué que si un ouvrier occasionnait un dégât supérieur à mille yuans, il lui était retiré la moitié de sa paie.

Dans une autre usine, les ouvriers nous ont expliqué que tout retard était sanctionné par une amende.

Dans les zones économiques spéciales, les amendes infligées aux travailleurs constituent de véritables recettes pour réduire les salaires.

Dans certaines usines, les parcours que doivent emprunter les travailleurs pour circuler dans l'entreprise sont matérialisés par une ligne jaune peinte au sol. Tout écart de la ligne jaune entraîne une amende.

Dans la plupart des usines, le délai autorisé pour aller aux toilettes se situe entre trois et cinq minutes. Tout dépassement entraîne une amende. Dans d'autres usines, il faut un laissez-passer pour aller aux toilettes. Là encore, l'absence de laissez-passer entraîne une amende.

Enfin, il faut noter que dans les articles 52 à 56 de la loi, les normes d'hygiène, de sécurité et de protection des salariés sur leur lieu de travail ne sont envisagées qu'en termes très généraux, sans modalités pratiques immédiatement applicables dans les unités de travail.

Ces textes ne dégagent pas de moyens préventifs pour lutter contre les accidents du travail ou la pénibilité des conditions de travail, pas plus qu'ils ne font référence à de quelconques sanctions clairement énoncées à l'encontre des employeurs qui violeraient les normes minimales. Quant à l'Etat, il se contente de rassembler des éléments statistiques sur les accidents du travail.

VI.— SUR LA SITUATION DES FEMMES AU TRAVAIL

La commission estime de sa responsabilité de faire connaître des extraits d'un

rappor de la publication indépendante *Change* consacré à la situation dans les joint-ventures dans la province du Fujian :

« Depuis 1984, de nombreuses joint-ventures, principalement des usines de chaussures, se précipitent à Futian ainsi que dans la province environnante. Il y a en tout 150 usines de chaussures dont la production annuelle atteint une valeur 3,5 milliards de RMB, d'après Chinese Women News, publié à Pékin, et Ming Pao, publié à Hong-Kong. Ces usines emploient un agent adhésif hautement volatil à base de benzène de méthylbenzène et de démethylbenzène (les trois composants du benzène). Une haute concentration de ces trois dérivés du benzène est extrêmement dangereuse pour la santé, attaquant directement le système sanguin ainsi que le système nerveux. Certaines personnes souffrent même de cancer ou donnent naissance à des enfants mal formés. Environ 700 000 jeunes femmes se sont ruées vers ces usines. Elles proviennent des zones rurales environnantes de Futian ou des zones rurales pauvres de Sichuan, Anhui, ainsi que de Shaanxi, elles travaillent dans les ateliers de chaussures soumises aux gaz toxiques de benzène plus de douze heures par jour. Leur salaire ne dépasse pas 300 à 400 RMB par mois. Dans ces usines, 30 % des femmes sont au contact direct des produits toxiques. Depuis 1993, on dénombre dix ouvrières chez lesquelles on a diagnostiqué une leucémie. Des dizaines de femmes souffrent de troubles divers et plus de 20 femmes souffrent d'anémie. Au milieu des années 1990, plusieurs ouvrières sont mortes empoisonnées par le benzène dans les usines de chaussures de Futian. En avril 1995, Cai Hungyu, une jeune ouvrière de dix-huit ans travaillant dans l'industrie de la chaussure a manifesté des symptômes liés à l'empoisonnement par le benzène après moins de deux mois de travail dans l'usine. A l'heure actuelle, elle est encore sous traitement à l'hôpital de médecine du travail de Futian. L'usine s'est dérobée à ses responsabilités et a refusé de payer le traitement médical.

A l'usine de chaussures, Jinjiang, plusieurs ouvrières qui travaillaient depuis plusieurs mois ont également été empoisonnées par le benzène et admises à l'hôpital. Deux d'entre elles sont mortes de la leucémie. La plupart des 700 ouvrières employées dans ces joint-ventures fabriquant des chaussures ont un

niveau scolaire très bas, n'ayant fréquenté que l'enseignement primaire ou le premier cycle de l'enseignement secondaire. Très vulnérables, elles ignorent tout des règles d'hygiène et de sécurité. La plupart des plaintes qu'elles adressent à la direction ne concernent que les salaires très bas ou les heures supplémentaires. Même lorsqu'elles subissent des coups ou de violentes réprimandes, elles ne répliquent pas. Aucune ne sait qu'une haute concentration des trois composants du benzène sur les lieux de travail constitue une violation de leurs droits. D'après la loi, les usines doivent mettre en place des mesures d'hygiène et de sécurité protégeant les travailleurs et évitant toutes formes de contamination. Ces mesures incluent des normes de construction de l'usine. De plus, toutes ces mesures doivent faire l'objet d'un contrôle par les autorités gouvernementales compétentes. Cependant, de nombreux départements administratifs concernés, ainsi que le gouvernement local de Futian ont refusé de prendre en compte cette réglementation, dans leur souci d'ouvrir largement la porte aux investissements étrangers. Dans le but d'attirer encore plus l'investissement étranger, un document officiel a été publié en septembre 1995 pour rassurer les investisseurs. Dans le passé, le ministère de la Santé faisait passer des examens de médecine du travail à toutes les ouvrières et l'employeur devait payer 18 RMB par personne. Mais la part payée l'employeur est passée de 18 à 4,5 RMB. Ce qui signifie que les docteurs ne pratiquent qu'un examen superficiel des organes sensoriels et des membres, un examen cardiaque superficiel au stéthoscope ainsi qu'une fluoroscopie. En revanche, la part la plus importante de l'examen, à savoir la prise de sang, a été supprimée, en raison de son coût "déraisonnable". Avec l'appui et les félicitations des responsables locaux du parti, la plupart des usines de chaussures ont ainsi commencé à fonctionner sans la moindre mesure de protection et de prévention. Certain dirigeants locaux du parti ont déclaré qu'il s'agissait "de prendre d'abord le bus et de payer le billet après". Ces usines ont pris le bus, mais n'ont jamais payé le billet.

Chaque paire de chaussures est vendue 100 RMB, l'équipement nécessaire à l'élimination et au traitement du benzène ne représenterait que 0,04 RMB par paire de chaussures. Mais les propriétaires des usines de chaussures de Futian refusent de s'y soumettre. Les énormes

profits qu'ils font actuellement se font sur le sang et la sueur de ces milliers d'ouvrières. »

China Labour Bulletin a consacré un numéro à la situation des femmes travailleuses en Chine. On y apprend entre autres que,

« selon une étude du syndicat officiel du Guangdong, en 1994, un tiers des 1 200 femmes interrogées, employées dans des entreprises à capitaux étrangers, touchaient moins de 299 yuans par mois. D'autres étaient payées 140 yuans, soit loin du salaire minimum légal. A Shenzhen, par exemple, les deux premiers mois de salaire sont gardés en caution par les employeurs. En cas de démission ou de licenciement, ils ne sont pas dus aux salariées. Lorsque les bureaux du travail recrutent des jeunes femmes dans les villages, les fonctionnaires versent environ 1 000 yuans à la famille, mais, ensuite, plus un seul centime pendant un an ou un an et demi. Leur salaire ira dans la poche des fonctionnaires du bureau du travail. »

Une usine de jouets de Zhuhai, par exemple, devait en 1991 l'équivalent de 620 000 salaires mensuels à ses employées, escroqués en amendes abusives, arriérés de salaire et salaires en dessous du minimum légal en l'espace de trois ans à peine. Exemple de sanctions salariales : l'erreur dans la carte de pointage vaut retenue de deux jours de salaire ; l'absence aux toilettes au-delà d'un quart d'heure entraîne la perte de la journée !

Une enquête menée auprès de 307 entreprises à capitaux étrangers en 1993 montre que plus de la moitié d'entre elles obligent leurs employées à travailler en heures supplémentaires. Au minimum 10 heures de travail par jour, quelquefois 14 heures, toujours six jours par semaine, quelquefois sept.

Une entreprise d'électronique a même obligé ses employées à travailler trois jours et trois nuits consécutives !

En 1991 et 1993, le gouvernement a publié trois lois et décrets concernant la protection des femmes au travail. Mais, aux termes mêmes d'une étude du syndicat officiel portant sur 1 058 entreprises à capitaux mixtes ou à capitaux étrangers, la moitié, par exemple, n'accordait pas de congé de maternité. Précisons même que la plupart, dans les zones éco-

nomiques spéciales, interdisent à leurs employées de se marier.

Même dans les entreprises à capitaux mixtes où existent des syndicats officiels et donc devraient être respectés lois et règlements, on ne trouve que rarement toilettes pour femmes, salle de repos pour femmes enceintes ou infirmerie. Sur 144 de ces entreprises de quatre provinces côtières, officiellement, plus de la moitié réduisaient la durée du congé de maternité légal, qui est de trois mois, plus du tiers payaient les femmes en congé de maternité au-dessous du minimum légal, les deux tiers ne respectaient pas la réduction légale des quotas de production accordée aux employées enceintes. »

Nous ne voudrions pas conclure ce chapitre sans rendre hommage aux 87 jeunes ouvrières mortes, brûlées vives ou asphyxiées, le 19 novembre 1993, à l'intérieur du trois en un où elles étaient enfermées, lors de la catastrophe dans l'usine de jouet Zhili, à capitaux étrangers, dans la zone économique spéciale de Shenzhen.

Aucune commission d'enquête indépendante n'a pu mener son travail jusqu'au bout pour établir les responsabilités. Comme pour tous les autres incendies, qui se multiplient et qui ont coûté la vie à des centaines et des centaines d'ouvriers, il faudra que cela soit fait et que justice soit rendue.

VII.— SUR LE DROIT AU LOGEMENT

Les usines d'Etat sont source de toute une série de droits sociaux pour les salariés.

Non seulement sur la question cruciale des retraites, mais aussi en participant au logement des salariés et en prenant en charge une partie du loyer.

Ainsi, dans la première usine visitée, l'entreprise avait fait construire des logements et prenait en charge une fraction du loyer ; les salariés prenaient aussi une partie en charge, dans le cas d'espèce, 10 % du salaire mensuel.

Dans d'autres usines, nous avons observé l'existence de crèches, voire dans de plus grandes unités d'hôpitaux.

Ces droits existants sont qualifiés, dans la revue officielle du gouvernement chinois *Beijing Review*, de "fardeau social".

Dans les zones économiques spéciales, le responsable nous a indiqué qu'il était bien précisé aux investisseurs étrangers qu'il ne leur incombait aucune obligation en la matière et que cela relevait de leur libre choix.

Si, dans cette zone, nous avons pu visiter un restaurant d'entreprise, nous avons surtout constaté que la presque totalité des salariés qui se rendaient aux usines étaient munis d'un casse-croûte.

Dans ces zones, les quelques éléments existants sont en fait strictement ajustés aux besoins d'une production maximale.

Nous voudrions, pour conclure ce premier rapport, ajouter une remarque à propos d'une forme particulièrement odieuse d'exploitation, celle du travail des enfants.

Que penser d'un syndicat qui déclare : "Il n'y a pas de travail des enfants en Chine, il n'y en a nulle part", alors même que le gouvernement chinois a été contraint de reconnaître dans un rapport officiel :

"Une première analyse montre que le travail des enfants est assez important dans les provinces côtières du Sud (...). Il existe un fossé entre le contrôle et l'application de la loi."

Le même rapport officiel indique que 2,6 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés et que 10,6 millions de mineurs n'allait pas à l'école.

Nous avons lu un rapport indépendant retraçant la mort tragique de cette jeune fille de 14 ans, dans une entreprise textile du Guangang à capitaux étrangers ; 168 enfants sur 400 travailleurs y étaient employés.

Epuisée par dix-huit heures de travail d'affilée, elle s'est évanouie : les cheveux happés par une machine, elle est morte sur le coup. Mais, pour le "syndicat" officiel, la loi est respectée.

VIII.— SUR LE DROIT À L'ORGANISATION INDÉPENDANTE

Les réponses apportées par le responsable de l'ACFTU confortent ce que nous avons pu observer dans les entreprises. Dans l'une d'entre elles, le dirigeant d'entreprise, le responsable d'entreprise du Parti communiste chinois et le responsable syndical se réunissent tous les mois, comme ils nous l'ont expliqué, pour définir les objectifs de production.

Pour la commission, il est ressorti clairement, tant des textes officiels, des constats opérés que des réponses des responsables de l'ACFTU, que celle-ci est un "syndicat" intégré aux objectifs des autorités étatiques. Nous voudrions, en particulier, souligner le fait que l'ACFTU fait valoir qu'elle a participé à la corédaction, pour ne pas dire la rédaction, de la loi sur le travail. D'ailleurs, à la question : "Vous parlez de représentation de la loi du travail dans l'entreprise, de quoi s'agit-il ?", le représentant de l'AFCTU a répondu : "Mais, c'est nous !" Les syndicats représentants de loi de l'Etat, c'est la négation du syndicat chargé de défendre les intérêts des travailleurs. A tous les faits rapportés retracant la situation des travailleurs en Chine, le responsable officiel de l'ACFTU a répondu : "Il n'existe aucune raison de faire grève."

D'ailleurs, en 1993, la constitution (statuts) de l'ACFTU a été modifiée, en accord avec la nouvelle loi sur les syndicats. Les nouveaux statuts soulignent l'importance de la défense des intérêts de l'Etat et des intérêts sociaux, et du respect des droits légitimes des investisseurs.

Les entreprises financées par l'étranger, les entreprises privées ne posent-elles pas de fait la question des relations entre les travailleurs et les capitalistes, donc de la lutte des classes ?

A la question : "Votre confédération ne considère-t-elle pas que la Chine devrait ratifier la convention 87 de l'OIT sur le droit de chaque travailleur à choisir librement son organisation syndicale ?", le responsable des relations extérieures du comité régional de l'ACFTU pour Changchung n'a pas répondu. Il a cependant ajouté : "L'ACFTU est un syndicat unique représentant l'ensemble des intérêts de tous les travailleurs, et toute tentative de mettre en place des syndicats distincts de l'ACFTU est illégale."

Aux questions : "Pourquoi la Ligue pour la protection des droits des travailleurs, n'a-t-elle pas été légalisée, lorsqu'elle en a déposé la demande, le 9 mars 1994, alors qu'elle déclarait respecter la Constitution de la République populaire de Chine ?", "Pourquoi ces dirigeants, tel Liu Nianchun, ont-ils été arrêtés alors que leur texte présentait des revendications élémentaires comme le rétablissement du droit de grève dans la Constitution, ou encore la protection des droits des travailleurs migrants ?", aucune réponse n'a été apportée. Cependant, le responsable de l'ACFTU a clairement assimilé les travailleurs tentant de constituer des organisations syndicales indépendantes, ainsi que ceux qui, comme les trois de l'usine numéro 1, avaient envoyé une pétition aux autorités, à des "criminels" et des "voleurs".

Il a tenu à nous lire l'article 12 de loi sur les syndicats, qui se conclut ainsi :

"La Fédération des syndicats de toute la Chine (ACFTU) constitue l'organisation nationale unifiée."

Il nous a ensuite précisé : "Vous voyez bien que la loi indique que nous sommes le syndicat."

L'ACFTU le dit elle-même : elle est un syndicat unique.

Elle s'oppose au droit de chaque travailleur à s'organiser dans le syndicat de son choix, elle combat ceux qui, dans les conditions les plus difficiles, tentent de faire entendre la voix de la classe ouvrière. Cela est d'ailleurs consigné dans la loi sur les

syndicats de la République populaire de Chine.

Nous voudrions, à ce propos, faire une remarque préalable. Depuis plus d'un siècle, l'histoire a montré que, indépendamment de tout facteur culturel ou sociologique local, le mouvement syndical ne peut remplir valablement sa mission au sein de la classe ouvrière que s'il en est l'émanation indépendante des pouvoirs, des partis, des Eglises, au sens le plus large.

Le fondement syndical, c'est la volonté déclarée des travailleurs de se regrouper, de se doter de structures et de règles internes pour que, dans la solidarité, ils trouvent les moyens de s'exprimer et de défendre leurs intérêts. Un texte de loi ne peut que reconnaître ce fait.

Or les textes de loi chinois procèdent d'une démarche bien différente : le modèle syndical y est préconisé d'autorité par le pouvoir, qui en définit par avance les règles, les finalités, les moyens, pour ériger le syndicat d'Etat au service de l'appareil politique et productif. C'est ainsi que l'article 1 de la loi débute par ces mots :

"Cette loi est conforme à la Constitution de la République populaire de Chine"

et fixe l'objectif de

"définir les droits et devoirs des syndicats et de leur faire jouer un rôle dans la modernisation socialiste".

L'article 4 insiste :

"Les syndicats doivent respecter et protéger la Constitution, la considérer comme la référence fondamentale de leur activité (...)."

L'article 8 affirme :

"Les syndicats doivent mobiliser et éduquer les travailleurs (...) pour qu'ils protègent la propriété de l'Etat et de l'entreprise pour qui ils travaillent."

Dans le chapitre intitulé "Droits et devoirs des syndicats", l'article 21, consacré aux règlements des conflits du travail, stipule :

"Les syndicats doivent exprimer leurs opinions."

De même, l'article 23 indique :

"Les syndicats peuvent donner leur opinion sur les conditions de travail, la sécurité et les équipements sanitaires."

Dans l'article 24,

"le syndicat peut avancer des propositions en cas de risques professionnels".

Il est clair que le syndicat est ici cantonné à un rôle de conseiller de la direction et n'est pas un instrument de défense des intérêts des travailleurs.

L'article 25 mérite d'être cité dans sa totalité, tant il éclaire sur le rôle que le régime entend faire jouer à l'ACFTU dans le cadre de la loi sur les syndicats :

"Lors d'un arrêt de travail ou d'une grève du zèle, le syndicat doit faire son possible pour trouver une solution avec la direction ou les parties concernées, en organisant des consultations sur les revendications des ouvriers et employés, à condition qu'elles soient rationnelles et qu'elles puissent être satisfaites, de manière à ce que la production reprenne le plus rapidement possible."

Dans ces conditions, la commission d'enquête considère que l'ACFTU, non

seulement n'est pas un syndicat indépendant de l'Etat et du parti, permettant aux travailleurs de défendre leurs intérêts, mais qu'elle constitue un véritable rouage de l'appareil d'Etat.

Les travailleurs chinois, comme tous les travailleurs de par le monde, ont besoin de syndicats qui soient leur propriété.

Toute la situation en Chine fait de cette exigence une brûlante actualité. D'un côté, les plus grandes menaces pèsent sur le peuple chinois, sur la Chine elle-même, confrontée aux exigences des institutions financières internationales. De l'autre, les grèves se multiplient et prennent parfois un caractère massif. Dans la seule province du Guangdong, pour les six premiers mois de 1995, les chiffres officiels indiquent 425 grèves et 846 pétitions, concernant en majorité des entreprises d'Etat. Au niveau du pays, ce sont plusieurs milliers de grèves qui sont recensées.

La commission, comme elle l'a fait en Chine même, réaffirme l'exigence de la libération de tous les militants emprisonnés des syndicats indépendants.

Considérant qu'il ne saurait y avoir de défense réelle des intérêts des travailleurs chinois dans le cadre d'un syndicat unique, rouage de l'appareil d'Etat, la commission appelle le mouvement ouvrier international à soutenir l'exigence que la Chine ratifie la convention 87 de l'OIT.

Hong-Kong, le 1^{er} mai 1996

Lu dans la revue indépendante *Change*

- Auparavant, le ministère de la Santé faisait passer des contrôles à toutes les ouvrières. L'employeur devait payer 18 RMB pour chaque examen médical.

La somme allouée à chaque examen médical vient d'être réduite à 4,5 RMB, ce qui fait que les médecins ne font plus que des examens superficiels. La partie la plus coûteuse de l'examen — la prise de sang — a été supprimée.

• L'office des mines de Shenyang paye les mineurs avec d'énormes retards, ce qui entraîne une pauvreté grandissante. Ils ont du mal à faire face à leurs besoins alimentaires, à se nourrir, à se soigner.

On ne compte plus les familles qui ont éclaté, laissant les enfants, dont bon nombre ont dû quitter l'école en raison du coût croissant des études. Dans une seule école secondaire, ce sont 11,5 % des enfants qui ont abandonné leurs études. Récemment, on a pu voir à la gare un mineur portant une pancarte : "Je ne peux pas payer les frais de scolarité, ma fille est obligée de quitter l'école, aidez-moi."

Entrevue avec les représentants régionaux de l'ACFTU, le lundi 29 avril 1996

Au terme de sa mission en Chine, la commission syndicale internationale s'est rendue au siège de l'Union régionale de l'All-China Federation of Trades Unions (ACFTU), au 49, allée de Staline. Nous publions ici le procès-verbal intégral de l'entrevue.

— **La délégation (1)** : Nous sommes des syndicalistes venus de plusieurs pays pour nous rendre compte par nous-mêmes de la situation de la classe ouvrière en Chine. Nous sommes profondément convaincus que les conditions de vie et de travail des travailleurs dans un pays sont reliées à celles d'autres pays. Comme syndicalistes, nous savons que toute régression dans un pays nous affaiblit dans un autre, et que, en retour, tout acquis, où que ce soit, est un point d'appui pour tous, quel que soit le pays. A cet égard, la nouvelle loi du travail en vigueur dans votre pays depuis un peu plus d'un an a retenu l'attention dans le mouvement ouvrier mondial. Beaucoup de questions méritent d'être éclairées de manière à ce que chacun puisse se faire un jugement. Nous vous remercions de nous recevoir.

— **Li Xian Thai (ACFTU)** : Je suis responsable régional des affaires internationales de l'ACFTU. Quelles questions voulez-vous voir aborder ?

— **La délégation** : Nous avons entendu dire qu'une commission de l'ONU a travaillé et présenté un projet appelé UNFPA sur les retraites en Chine.

Nous aimerais savoir si celui-ci a été pris en compte dans la nouvelle loi du travail. En ce qui concerne les retraites des travailleurs, pouvez-vous nous indiquer :

- Comment est collecté l'argent, et qui gère cet argent : l'Etat, le syndicat, les banques ?
- Les travailleurs ont-ils des garanties de percevoir leur pension au moment de la retraite ?

• Peut-on nous confirmer que le montant de la pension est actuellement de 95 % pour trente années de travail ?

• Le nouveau système est-il de la répartition ou de la capitalisation ?

— **Li Xian Thai** : A propos de la loi sur le travail, l'Assemblée populaire nationale (APN) a approuvé la loi. Elle fait partie des lois les plus importantes que nous connaissons. C'est une loi qui accorde plus de droits aux travailleurs. Nous travaillons selon cette loi. Les travailleurs et le peuple aiment beaucoup cette loi, comme ils aiment leur république. Nous travaillons cinq jours par semaine, 40 heures par semaine. Toutes les usines et les compagnies travaillent cinq jours par semaine.

Pour ce qui concerne les retraites, cela vient soit de l'Etat, soit de l'entreprise.

En ce qui concerne le niveau des pensions, cela dépend du nombre d'années de travail. Avec trente ans de travail, la pension est égale à 100 % du salaire, et s'ils travaillent moins de trente ans, la pension n'équivaudra pas à 100 %.

Il y a une possibilité, pour les travailleurs qui partent à la retraite, de continuer à faire profiter les jeunes de leurs expériences personnelles. Mais c'est un système lié au volontariat.

(1) La délégation ayant préparé collectivement cette entrevue, elle estime que les questions posées par les uns ou par les autres l'étaient au nom de tous. En conséquence, quel que soit celui qui l'a formulée, c'est une question ou une intervention de la délégation.

Nous sommes allés récemment faire une tournée en France et en Allemagne sur le système de garantie. Dans le nouveau système, nous allons compléter notre système de garantie avec de l'argent qui proviendra d'un fonds de garantie.

— **La délégation :** Pouvez-vous préciser ? L'article 75 de la loi prévoit l'instauration de fonds d'épargne, c'est-à-dire de fonds de pension. Quelle est la position du syndicat : préfère-t-il le nouveau système ou l'ancien ? Dans mon pays, le FMI exige la transformation des régimes de retraite par répartition en régime par capitalisation. Dans un cas, nos cotisations servent tout de suite pour les vieux travailleurs, il s'agit de la solidarité ouvrière. Dans l'autre, l'argent est à disposition des banques, qui le pillent. Vous connaissez sans doute l'exemple de l'escroc britannique Maxwell, qui a spolié des dizaines de milliers de retraités. C'est pourquoi nous combattions contre les régimes de retraite par capitalisation, contre les fonds de pension. Que pensez-vous de cet article de la loi, qui semble inspiré tout droit des directives du FMI ?

(A ce moment, il y a une interruption de séance. La traductrice du responsable syndical va chercher le texte de loi en chinois.)

— **Li Xian Thai :** La direction de l'entreprise peut mettre en place un système de garantie pour que les travailleurs mettent de l'argent de côté. Ils peuvent ainsi épargner de l'argent.

Le syndicat est favorable aux comptes d'épargne. D'ailleurs, les banques ont mis en place un système qui s'appelle "Epargne professionnelle".

Les entreprises qui s'enrichissent peuvent épargner, et c'est le même système pour les travailleurs qui ont mis de l'argent de côté et qui veulent épargner. Si vous voulez vous le faire expliquer, c'est au bureau du travail qu'il faut s'adresser.

— **La délégation :** Nous enregistrons que vous êtes favorables à ce système et que vous nous renvoyez sur une institution de l'Etat pour plus de précisions. Je voudrais aborder une autre question. Celle

du salaire minimum : est-ce que, avec la loi du travail, il existe toujours un salaire minimum national ? Est-ce qu'il y a des négociations sur les salaires et à quels niveaux se situent-elles ? Nationalement ? Par région ? Par entreprise ? Quelle est la position du syndicat sur les négociations ?

— **Li Xian Thai :** Est-ce que la question porte sur Changchun, ou en général ?

— **La délégation :** Si possible en général, sinon pour le moins sur Changchun.

— **Li Xian Thai :** Si quelqu'un n'a pas de revenus, on lui verse 200 yuans.

— **La délégation :** Quelqu'un qui travaille est-il sûr d'avoir un minimum de salaire ?

— **Li Xian Thai :** Le salaire moyen dépasse les 200 yuans. Je dis moyen, parce qu'il sera différent selon la situation du travailleur, suivant qu'il travaille dans une usine ou une compagnie en "joint-venture". Dans le passé, le salaire minimum était stable, mais, maintenant, le travailleur a un contrat de travail avec une entreprise, donc il y a des différences. Les 200 yuans, c'est une allocation de compensation pour le travailleur qui n'a pas de revenu.

— **La délégation :** Dans la région, quel est le salaire minimum ?

— **Li Xian Thai :** C'est la loi du travail qui décide des normes liées à la détermination du salaire.

— **La délégation :** Mais y a-t-il un minimum commun à toute la région ?

— **Li Xian Thai :** pas de réponse.

— **La délégation :** Abordons maintenant la question de l'emploi. Beaucoup de travailleurs, dans le monde, perdent leur travail. Nous voudrions des informations sur la Chine ; nous avons appris qu'il y avait eu des licenciements de 400 000 salariés dans les charbonnages. Comment le syndicat a-t-il réagi ?

— **Li Xian Thai :** Nous n'avons pas de chômage en Chine.

— **La délégation :** Mais les chiffres sur les suppressions d'emplois dans les mines proviennent de déclarations officielles des

charbonnages d'Etat. Est-ce qu'il y a eu des négociations nationales ou par province ? Quelle est la revendication du syndicat ? Que sont devenus les travailleurs licenciés ? De quoi vivent-ils ?

— **Li Xian Thai** : Nous n'avons pas de chômage ; mais nous avons des travailleurs qui sont attente pour trouver du travail.

— **La délégation** : On peut attendre combien de temps ?

— **Li Xian Thai** : Nous nous situons dans une phase de transition. Entre deux systèmes, parce que les réformes ont été introduites en Chine et que des réformes encore plus importantes seront mises en place dans les usines. Là où, dans le passé, nous étions trois travailleurs dans une usine, maintenant, nous ne sommes plus que deux à travailler : le troisième travaillera dans un autre système. Il recevra une formation pour accéder à un plus haut niveau.

— **La délégation** : Que voulez-vous dire ?

— **Li Xian Thai** : Il y a des gens qui ont perdu leur emploi dans l'usine et qui se sont reconvertis soit en businessmen, soit dans les services.

— **La délégation** : Un autre point. Dans nos pays, le travail des enfants se développe dangereusement. Dans mon syndicat, qui compte 6 000 membres, nous avons engagé une bataille sur ce problème. Quelle est la situation en Chine ?

— **Li Xian Thai** : Il n'y a pas de travail des enfants. Si une usine veut employer, il doit y avoir une autorisation préalable. Dans les considérants, il y a la question de la formation pour l'emploi considéré, et de la protection des enfants.

— **La délégation** : Oui, nous entendons bien. Cela, c'est ce qui est annoncé. Mais êtes-vous sûr de savoir ce qui se passe partout ? Vous savez, parfois, on croit tout savoir et, quand on regarde en bas, ce n'est pas toujours ce que l'on croyait. Mesurez-vous ce qui se passe dans les "joint-ventures" ?

— **Li Xian Thai** : Il n'y a pas de travail des enfants en Chine.

— **La délégation** : Dans le chapitre 3 de la loi, paragraphe 19, sur le contrat de travail, il est fait état de "*l'échéance du contrat de travail*"... Cela signifie qu'il y a des contrats à durée déterminée ?

— **Li Xian Thai** : Bientôt, va être mise au point une nouvelle loi sur les contrats de travail. Il y a une discussion en cours pour la mettre au point. L'objet principal de cette loi, c'est la question des salaires.

D'un côté, il y a le dirigeant de l'entreprise et, de l'autre côté, il y a la représentation de la loi du travail ; ensemble, ils vont parler de la question des salaires.

— **La délégation** : Qu'appelez-vous la représentation de la loi du travail ?

— **Li Xian Thai** : C'est le syndicat. D'un côté, il y a le patron, de l'autre côté, le syndicat.

— **La délégation** : Nous sommes allés dans les zones économiques spéciales. Nous avons pu mesurer l'exploitation honteuse dont sont victimes les travailleurs chinois dans les usines à capitaux étrangers. Nous avons pris connaissance d'un document officiel sur les profits de cette zone, où il y a trente-sept usines étrangères. Selon leur propre chiffre, un ouvrier chinois "rapporte" en moyenne 6 400 dollars américains par aux capitalistes étrangers.

C'est un profit honteux que les capitalistes prennent sur le dos des travailleurs chinois. Les capitalistes peuvent exploiter comme ils veulent. Nous avons, en France, le début des zones franches, où les travailleurs n'ont aucun droit. Pour les syndicats, la lutte contre les zones franches, contre l'absence de droits pour toute une fraction de la classe ouvrière, est un devoir.

Comment l'ACFTU combat-elle contre les zones franches ? Est-ce qu'elle s'oppose au gouvernement chinois qui les ouvre en faveur des capitalistes étrangers ?

— **Li Xian Thai** : Nous sommes en train de développer des zones de haut développement technologique. Dans ces zones spéciales, le salaire des ouvriers est plus élevé que dans les autres usines et il n'y a pas d'impôt.

— **La délégation** : Nous répétons notre question : le syndicat est-il en faveur de ces zones ?

— **Li Xian Thai** : Cela a été décidé par le gouvernement et elles sont en nombre limité : 145 zones économiques.

— **La délégation** : Combien y a-t-il de travailleurs dans ces zones ?

— **Li Xian Thai** : Nous ne pouvons pas le savoir.

— **La délégation** : Nous voudrions maintenant aborder la question de l'organisation syndicale. La Chine va-t-elle ratifier la convention 87 de l'OIT, qui, comme vous le savez, prévoit que chaque travailleur puisse avoir le droit de s'affilier au syndicat de son choix ? Votre position est-elle que le gouvernement chinois ratifie cette convention ? Peut-il y avoir la possibilité d'appartenir à un syndicat de son choix ? Y a-t-il différents syndicats ?

— **Li Xian Thai** : En République populaire de Chine, il y a un syndicat unique, qui représente les intérêts de tous les travailleurs. Toute tentative de constituer une autre organisation syndicale est illégale, s'oppose à la loi. Nous soutenons la loi. Si les travailleurs veulent mettre en place un syndicat différent, ils ne seront pas protégés par la loi.

— **La délégation** : Nous savons que des ouvriers de l'usine automobile n° 1 de cette ville ont été emprisonnés pour avoir mené une activité syndicale. Nous voudrions...

— **Li Xian Thai** : Je sais. Je connais ces noms. Ils ont été condamnés au terme de la loi. Ils vont donc rester en prison. Ils ont été jugés comme des criminels.

— **La délégation** : Vous dites criminels, mais ils ne revendiquaient que le droit de grève, qui est un droit ouvrier élémentaire.

— **Li Xian Thai** : Il va y avoir une loi sur les contrats de travail et il n'y aura plus d'objets de faire grève. Le syndicat représente les travailleurs auprès du gouvernement pour les discussions. Dans l'entreprise, c'est la même chose. Un seul syndicat représente tous les travailleurs, l'ACFTU. D'ailleurs, vous n'avez qu'à vous reportez à l'article 12 de la loi.

— **La délégation** : Un moment, s'il vous plaît, laissez-nous le lire.

— **Li Xian Thai** : Je parle de la loi sur les syndicats. Tout à l'heure, nous parlions de la loi sur le travail, ce n'est pas le même texte.

— **La délégation** : Nous avons parfaitement compris, mais nous disposons également du texte de la loi sur les syndicats. Dans l'article 12, il n'y a rien sur le droit de grève.

— **Li Xian Thai** : C'est vrai, mais lisez la dernière phrase.

— **La délégation** : L'article 12 se conclut ainsi : "L'ACFTU constitue l'organisation nationale unifiée." C'est exact, c'est au singulier. Vous considérez donc que vous êtes un syndicat unique ?

— **Li Xian Thai** : Oui.

— **La délégation** : Nous sommes vraiment surpris. L'ACFTU a plus de soixante-dix ans et, comme tous les syndicats du monde, il s'est constitué pour défendre les travailleurs, et donc faire la grève. Ce que font les capitalistes en Chine, c'est une honte. Nous voyons le FMI rédiger un rapport pour privatiser les chemins de fer. Nous voyons la Banque mondiale préparer la destruction des retraites en Chine. Nous voyons un système de salaires différenciés se mettre en place. Et les travailleurs n'auraient aucune raison de faire grève ? Pour notre part, et soyez sûr que c'est un point de vue partagé par tous les syndicalistes du monde, nous estimons quel que soit le pays, que les travailleurs doivent pouvoir faire grève et que le syndicat doit pouvoir organiser la grève pour les revendications.

Quant à ce que vous dites sur les militants syndicaux emprisonnés, nous ne pouvons pas l'accepter. Ils ont mené une activité syndicale : écrire des pétitions, les faire signer, organiser dans le syndicat, informer, c'est le propre de l'activité syndicale. Peut-on être emprisonné pour cela ? Je voudrais vous poser une question précise : en 1994, la Ligue pour la protection des droits des travailleurs n'a pas été légalisée, alors qu'elle en avait fait la demande en bonne et due forme auprès de l'Assemblée populaire nationale. Son texte constitutif respectait les lois de la

République populaire de Chine. Pourquoi ses principaux dirigeants ont-ils été emprisonnés ?

— **Li Xian Thai :** S'il y a la grève, il y a des échauffourées, la police va entrer en action et, dans ce cas-là, le gouvernement sera contrarié et le gouvernement protégera la police. Les travailleurs ne veulent pas faire grève, ils sont soucieux de leur intérêt.

— **La délégation :** Vous n'avez pas répondu. Les militants n'ont fait que déposer des pétitions, pourquoi la prison ?

— **Li Xian Thai :** Le syndicat protège les intérêts des travailleurs. S'il y a des problèmes contre les travailleurs, nous contactons le gouvernement. Ce sont les travailleurs qui doivent décider, dans ce cas, des grèves. Les travailleurs ne veulent pas faire grève parce qu'ils sont soucieux de la défense de leurs intérêts. S'ils ont des problèmes, ils contactent le syndicat. S'il n'y a plus de grèves, il n'y aura plus d'emprisonnement.

— **La délégation :** Mais il y a des emprisonnés aujourd'hui !

— **Li Xian Thai :** Ces personnes ont enfreint la loi, comme des voleurs ou des assassins.

— **La délégation :** Depuis son origine, le mouvement ouvrier international a toujours pris sous sa protection les militants emprisonnés pour leur combat pour la justice sociale et la démocratie. De tout temps, également, les gouvernements ont présenté les syndicalistes comme des voleurs et des assassins. Mais cela ne change rien au fait que, dans tous les pays du monde, les ouvriers font des pétitions. Peut-être que, par rapport à la loi chinoise, si vous soutenez une pétition, c'est une activité criminelle ; mais, pour nous, cela reste une activité syndicale.

Nous avons pris note de vos réponses. Bien entendu, nous les communiquerons dans nos organisations respectives, et plus largement encore. Nous sommes persuadés que les travailleurs et les syndicalistes du monde entier trouveront les moyens de combattre ensemble, en particulier contre les capitalistes français, allemands, japonais, américains, britanniques..., qui développent partout dans le monde des zones franches dans lesquelles l'exploitation est sans limites.

— **Li Xian Thai :** Si vous aviez prévenu de votre venue, nous aurions pu préparer des réponses à l'avance.

A propos des privatisations à l'Est de l'Europe

Par Lucien GAUTHIER

L'année 1990 a vu fleurir les commentaires des "spécialistes" et autres "experts" sur les bienfaits que l'économie de marché et les privatisations allaient apporter aux pays est-européens. Il s'agissait, selon eux, de tirer ces pays de la situation misérable engendrée par "l'étatisme" pour leur redonner vigueur grâce à l'initiative privée. Ils affirmaient également que les investisseurs occidentaux allaient jouer un rôle déterminant dans cette voie.

Comme l'affirmait l'*Adresse aux travailleurs et aux peuples du monde* adoptée à la conférence de Banska Bystrica, en mars 1995 :

"On présente le système du marché libre comme celui de la liberté et de la démocratie. Qu'en est-il en réalité ? Notre conférence se réunit en Slovaquie, un pays où, comme dans tous les pays de l'est de l'Europe, en ex-URSS et en Chine, s'est développée pendant des dizaines d'années une nomenklatura, qui a construit un système totalitaire et oppresseur en utilisant l'abolition de la propriété privée pour usurper la propriété sociale et s'arroger des priviléges exorbitants, confisquant à son profit la gestion de l'économie."

Sans aucun doute, la population des villes et des campagnes a accueilli avec espoir la chute du Mur de Berlin, marquant l'effondrement de cette couche de parasites. Toutes et tous pensaient que la nomenklatura allait perdre ses priviléges, qu'une ère nouvelle de démocratie, de liberté et de mieux-être allait s'ouvrir."

Aujourd'hui, six ans après 1990, tous les partisans du "marché libre" eux-mêmes sont obligés de reconnaître la dégradation extrême dans les pays est-européens. Pourtant, n'est-ce pas au nom de l'économie de marché qu'ont été et que sont imposés, par la Banque mondiale, l'Union européenne, le FMI, les plans d'ajustement structurel, qui avaient pour prétention de "réformer" l'économie dans tous les pays est-européens ?

Nous allons établir dans ce document, sur la base des faits, des chiffres et des témoignages, le bilan, au bout de cinq ans, de cette "transition vers l'économie de marché", en analysant les résultats économiques et sociaux des privatisations et montrer en quoi cela s'inscrit dans une politique internationale, avec ses conséquences pour tous les continents.

I. — Une formidable régression économique

C'est le PNUD, organisme de "développement" de l'ONU, qui doit le constater à propos de l'ex-URSS :

"La privatisation a beau avoir pour objectif à long terme la croissance économique et le développement humain, il n'empêche que ses effets immédiats ont été traumatisants (...). L'économie de tous les pays de l'est de l'Europe s'est installée dans une crise de plus en plus grave, la production industrielle a chuté de plus de 40 %."

L'ensemble des chiffres sur la production industrielle à l'est de l'Europe confirme cet effondrement. En Albanie, selon les chiffres officiels des Nations unies, l'indus-

trie ne représentait plus que 10 % du produit national brut (PNB). Réputé employer environ 30 % de la population active avant 1990, le secteur industriel compte le plus de chômeurs (200 000, soit près de 25 %).

En Bulgarie, la production industrielle a chuté de 16 % en 1993 ; puis, de nouveau, de 9 % en 1994.

Quant à la Roumanie, les chiffres du gouvernement notaient un "*léger redressement de 1 %*", mais il faut savoir que le niveau ne représente plus que 50 % de celui de 1989 ! Pour les pays Baltes, souvent présentés comme des modèles, la chute est significative :

	Estonie	Lettonie	Lituanie
1990	- 5,6	- 0,2	- 2,8
1991	- 9	- 0,6	- 4,9
1992	- 38,9	- 34,6	- 30
1993	- 26,6	- 32,3	- 34,2
1994	- 7	- 6,8	- 28,2
Janvier-août 1995	- 0,6	- 7,9	- 3

De même, dans l'agriculture, nous assistons à un phénomène général d'effondrement de la production agricole résultant des réformes mises en œuvre par les gouvernements est-européens.

Ainsi, les statistiques officielles indiquent les résultats suivants pour la production agricole en Russie :

1989	1990	1991	1992	1993	1994
+ 1,7 %	- 3,6 %	- 4,6 %	- 8 %	- 4 %	-18 %

Il en est de même dans l'agriculture est-européenne, qui a vu sa production chuter de près de 30 % sous l'effet du démantèlement des coopératives.

Loin de développer l'industrie, l'agriculture et l'ensemble de l'économie, les résultats de la politique mise en œuvre par les grandes institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale se soldent en réalité par des économies qui s'effondrent, une régression économique qui liquide et casse tout l'appareil productif des pays.

QU'EN EST-IL DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES ?

Les économistes partisans de l'économie de marché prétendaient que la "liberté du marché" allait entraîner la création d'entreprises et que celle-ci compenserait la disparition des vieilles entreprises étatiques. Au nom du marché libre, des privatisations et des critères de rentabilité, les faillites se sont multipliées dans les pays est-européens. Sur les 2 294 entreprises en faillite en Hongrie, 32 % provenaient du secteur de l'industrie. En même temps, les données nationales hongroises indiquent statistiquement une forte création d'entreprises sous forme de sociétés commerciales. Parmi les créations d'entreprises, on constate que 30 % d'entre elles emploient moins de vingt personnes, la structure par taille du total des entreprises hongroises étant à présent composée pour 49 % d'entreprises employant moins de dix personnes et pour 34 % d'entreprises employant de onze à vingt personnes.

En un mot, on constate une liquidation des grandes entreprises métallurgiques, chimiques et, parallèlement, la création de petites entreprises privées, essentiellement dans les secteurs de services et dans le commerce, qui ne compensent en rien ni le licenciement de centaines et de centaines de milliers de travailleurs ni l'effondrement de la production industrielle, et ne constituent donc en rien une reconstruction de l'appareil productif. On constate d'ailleurs une tendance similaire dans d'autres pays est-européens.

Comme le souligne à propos de l'Albanie une étude du CEDUCEE (Centre d'études et de documentation sur l'ex-URSS, la Chine et l'Europe de l'Est) sur l'année 1994 :

"Quant au secteur privé, il s'épanouit dans les rues de la capitale, et de quelques grandes villes d'une façon débridée, certes, mais il occupe aujourd'hui 150 000 personnes (sur une population actuelle de 1,5 million de personnes), il s'agit d'un débouché décisif lorsqu'on sait que le chômage atteint, selon les sources, 300 000 à 450 000 per-

sonnes en raison de l'absence de reprise tangible de la production industrielle. Cette activité privée s'est concrétisée par l'ouverture de 50 000 petits commerces, soit près de 14 000 pour la capitale."

En un mot, le commerce de détail et de rue, le marché noir et les trafics au service de l'économie ! Voilà ce que les experts appellent l'économie de substitution ! Même chose pour la Bulgarie. La même étude souligne que

"25 % du PIB proviennent du secteur privé : celui-ci correspond à 53 % du commerce de détail, 18 % de la construction, 5 % des transports, et seulement 2 % de l'industrie... Il s'agit donc plutôt de secteurs de l'économie parallèle qui enrichissent quelques particuliers".

En Estonie, 60 % des entreprises relèvent du privé, mais 95 % de ces entreprises emploient moins de cinquante salariés, et 82 % moins de cinq (les chiffres "officiels" du chômage sont de 10 %). On comprend, dans ces conditions, que les "experts" du FMI dénoncent rapport après rapport les difficultés à aller de l'avant dans la mise en œuvre des plans de privatisations, mettant en cause les tergiversations des gouvernements à s'affronter aux travailleurs et à la population qui résistent à la liquidation sociale.

Dans la fédération de Russie, il y a eu 6 000 grèves en 1995, soit trois fois plus qu'en 1994. Et l'année 1996 a commencé par les grèves des enseignants et a été marquée avant tout par le puissant mouvement des mineurs de Russie et d'Ukraine, concentré sur un bassin minier s'étendant sur les deux républiques. Ce sont 900 000 mineurs en Russie et en Ukraine qui se sont mis en grève pour le paiement de leurs salaires en retard, car, depuis plusieurs mois, la "prospérité" annoncée par la liberté du marché se traduisait par le fait que leur salaire de misère ne leur était même pas versé. Le jeudi 1^{er} février, la grève commençait dans les mines de Russie. Deux jours plus tard, le gouvernement débloquait l'équivalent de 2,6 milliards de francs pour payer ces arriérés de salaires. Il a reçu le soutien explicite de Camdessus, alors présent à Moscou, qui soulignait les risques d'une explosion sociale généralisée en Russie.

Car, loin de représenter une reconstruction industrielle, les "réformes" de l'économie de marché constituent en réalité la liquidation des grandes entreprises, tandis que, sur la base de ce chaos social, se multiplient les "initiatives privées" dans les "services", "commerces" et autres économies "de rue", c'est-à-dire le parasitisme. Qu'en est-il des "grandes privatisations" que les "experts" mettent parfois en avant comme modèle.

Un exemple de "privatisation réussie" nous est donné par un militant roumain :

« L'usine coréenne Daewo a racheté une usine d'automobiles Olcit. Ils ont dit avoir besoin d'espace et ont donc démonté les lignes de l'Olcit. Ils ont demandé que ces lignes soient démontées avant même d'amener les nouvelles lignes. Pour que cela soit fait rapidement, ils ont même donné des primes d'un million de leis aux contremaîtres, soit cinq fois le salaire. Mais il y a un mécontentement chez les travailleurs, qui s'inquiètent de savoir si les nouvelles lignes vont vraiment arriver ou pas. Et, d'autre part, tous les travailleurs et contremaîtres qui sont allés en Corée pour la formation ont dit qu'ils avaient été traités comme des esclaves et également que les nouvelles technologies, c'est une déqualification de leur travail. »

Le gouvernement a donné une prime très forte à Daewo. Ils ont annulé presque toutes les taxes pour 19 000 voitures importées de Corée en Roumanie par Daewo. Un travailleur d'Olcit m'a dit : "Cette importation est déjà trop importante pour le marché roumain. Celui-ci va être saturé. On ne pourra rien vendre de plus." D'où notre inquiétude sur la livraison de nouvelles lignes pour Olcit. Il faut préciser qu'une voiture Daewo coûte 2,5 fois plus cher que les Daccia (voitures roumaines). Mais, afin d'aider Daewo, le gouvernement a fait passer le prix d'une Daccia d'un seul coup, sans aucun changement technologique dans la voiture, de 7 à 9 millions, réduisant ainsi la différence avec la voiture Daewo, qui coûte quand même 17 millions. Et Daewo a déjà liquidé Olcit.

Aujourd'hui, Daewo annonce qu'elle s'apprête à fermer l'entreprise. Après avoir été exonérée d'impôts et de taxes, avoir vendu ses 19 000 voitures

importées de Corée, elle n'a toujours pas installé les lignes de construction et parle maintenant de fermeture de l'entreprise. Voilà le résultat d'un exemple modèle de privatisation d'une grande entreprise roumaine. »

C'est précisément contre ces plans de liquidation sociale que les travailleurs de Daewo ont fait une grève massive à l'occasion de la visite d'Ilieșcu, pour exiger du gouvernement roumain le respect des engagements pris en matière de salaires, de conditions de travail, de maintien des emplois.

En Russie, la grande entreprise ZIL (automobiles et camions) de Moscou, dont les bâtiments et les équipements étaient estimés à un milliard de dollars, a été vendue "par actions" 250 fois moins cher : 4 millions de dollars ! L'un des acheteurs est la société Microdine (dont les capitaux proviennent des caisses de l'ex-PCUS). Depuis lors, la production a chuté de façon vertigineuse. Le marché des acheteurs de camions s'étant contracté faute de moyens et d'utilisateurs en Russie, le nombre des ouvriers employés par ZIL est tombé de 120 000 à 60 000 !

En Tchéquie, le rachat de Skoda par Volkswagen était naguère présenté comme le point de départ du développement de l'industrie automobile à l'est. En 1994, Volkswagen a annoncé une réduction de son volume d'investissement, réduisant par là la production de voitures et abandonnant le projet d'une usine de moteurs. Comme le souligne une étude du CEDUCEE, le seul résultat des « injections financières permet à ce constructeur en "situation de monopole" de bien tenir sa position locale ».

CRÉATION D'UNE AGRICULTURE PRIVÉE ?

De même, dans l'agriculture, le démantèlement des coopératives et la privatisation des terres sous la forme d'une parcelisation des grandes terres agricoles aboutit à une véritable régression économique et sociale.

Dans un texte des camarades hongrois de l'Entente internationale des travailleurs, on peut lire :

"La destruction du fait de la politique de privatisation est encore aggravée par le fait que le ministre de l'Agriculture avait proposé, sur injonction de l'Union européenne, de verser 10 000 forints à tous ceux qui acceptaient d'abattre leurs vaches. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le prix du lait a doublé et, pour les besoins du pays, on est maintenant contraint, subventions de l'Union européenne obligeant, d'importer du lait d'Italie."

C'est là la politique des quotas laitiers mise en œuvre par l'Union européenne, qui aboutit à la destruction de la production laitière en Hongrie et au recours à l'importation de la surproduction venant de l'Union européenne ; cela se traduit par l'augmentation des prix pour la population et la ruine pour la production laitière hongroise.

En Hongrie, la chute de la production agricole de plus de 30 % a entraîné une baisse de 12 % des exportations alimentaires de ce pays.

Cela a eu pour conséquence que l'un des secteurs qui était parmi les plus dynamiques en Hongrie, celui de l'industrie alimentaire, en a subi les contrecoups et s'effondre littéralement au profit d'importations agro-alimentaires de l'ouest remplaçant les produits hongrois, au point même que, maintenant, c'est le système de distribution en magasins qui en est affecté : la chaîne de supérettes étatique ABC est remplacée par la chaîne autrichienne Julius Meini, qui distribue pour l'essentiel des produits... autrichiens !

L'Union européenne ne dit pas autre chose :

"Il faut enfin ajouter que l'arrivée sur les marchés des grandes agglomérations de produits agricoles transformés en provenance des pays de l'Union européenne a chassé les produits locaux : on trouve ainsi à Sofia plus de fromages français, de porc danois, de concentré de tomates hollandais et de pâtes grecques que de produits bulgares" (rapport de l'Union européenne, 1994).

De même, en Pologne, une étude de l'OCDE souligne :

"La libération des prix a eu pour effet d'entraîner une hausse des prix à la production généralement plus lente que celle du prix des intrants, comprimant ainsi les revenus agricoles."

Par ailleurs, les réductions considérables des revenus des ménages dans d'autres secteurs de l'économie et la suppression des subventions à la consommation se sont traduites par une chute des achats alimentaires, qui, conjuguée à la diminution des subventions à la production, a exacerbé les difficultés des entreprises agro-alimentaires.

Conséquence : les faillites se sont multipliées dans leurs rangs."

En un mot, la privatisation des terres, le démantèlement des coopératives, le libre marché sont suivis de l'invasion des produits agricoles de l'Union européenne et des Etats-Unis, qui contribue à renforcer la chute de la production.

On comprend, dans ces conditions, la résistance d'une grande partie des coopératives à leur liquidation. Comme le souligne une étude publiée par la revue *Est-Ouest*, partisane des réformes :

"Les membres des coopératives ne sont plus guère disposés à sauter le pas. Une très nette préférence se manifeste pour une exploitation collective. Les anciennes coopératives, une fois privatisées, sont reconstituées à une échelle plus réduite."

Une première conclusion doit être tirée de ces faits.

Loin de signifier un développement de la production industrielle et agricole, loin d'entraîner un développement économique, la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, avec le concours et la participation des gouvernements en place, quelle que soit leur couleur politique, aboutit à une véritable liquidation de tout l'appareil productif des pays est-européens.

2. — Une formidable régression sociale

La conséquence de cette politique de privatisations, c'est le développement d'un chômage massif. Entre 1989 et 1994, l'emploi a diminué de près de 12 % en Tchéquie, de 28 % en Hongrie.

Les chiffres officiels du chômage donnés par l'OCDE sont : Hongrie, 10,5 % ; Pologne, 16,5 % ; Roumanie, 13 % ; Slovénie, 15 % ; Bulgarie, 13 % ; Slovaquie, 15 %.

Les chiffres officiels sont une chose et la réalité en est une autre. Ainsi, une étude d'un haut fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères, *La transition économique dans les pays Baltes* (septembre 1995), souligne à propos de la Lituanie :

“Le taux de chômage officiel s’élèvait à 5 % en mai 1995. Mais les efforts de traitement social masquent des taux réels beaucoup plus élevés, proches de 20 %. En Lettonie, une montée progressive du phénomène est sensible (12 % au premier semestre 1995), consécutive à la libéralisation du travail.”

Pour les 10 % annoncés pour la Russie, on doit en réalité compter des dizaines de millions de chômeurs réels.

UNE BAISSE DU NIVEAU DE VIE

Le niveau de vie et les revenus des travailleurs ont baissé dans des proportions extrêmement importantes.

Entre 1991 et 1993, le salaire réel dans le secteur public a baissé de 60 % en Lituanie, tandis qu'en Lettonie la baisse des salaires réels a atteint 25 % entre 1991 et 1995.

Une ouvrière hongroise, qui gagne 14 000 forints, témoigne de l'appauvrissement général :

“Concernant les prix, et pour avoir une idée de ce que sont nos salaires : pour

une famille de quatre personnes, il faut à peu près 8 000 à 10 000 forints par semaine pour la nourriture. Un kilo de pain coûte 80 forints. Le salami, 600 à 800 forints. Par jour, si on fait le compte, il faut 1 000 forints pour faire ses courses. Il faudrait donc 50 000 à 60 000 forints pour vivre correctement sans luxe supplémentaire.”

Une étude américaine publiée en octobre 1994 établit :

“Beaucoup de Polonais, de Tchèques et de Hongrois sont dans une situation bien pire aujourd’hui qu’ils ne l’étaient il y a cinq ans. Leurs sociétés ont été divisées entre deux classes : la minorité enviée, qui, malgré les difficultés, a profité du changement, et une majorité mécontente fâchée de ne pas y arriver (...). Personne ne s’attendait à un déclin d’une telle ampleur”, déclare Branko Milanovic, économiste responsable de la section des économies de transition de la Banque mondiale. “L’idée de départ, c’était que ces économies se développeraient immédiatement étant donné le degré d’inefficacité du système (...).” “Les mécanismes de l’économie établis ont été démantelés partout à une vitesse surprenante”, déclare Peter Havlik, vice-président de l’Institut de Vienne d’études économiques comparatives. “D’un autre côté, la formation d’institutions nouvelles s’est avérée bien plus difficile, plus longue et plus pénible que la plupart des analystes ne s’y attendaient au début des réformes en 1990” (...).

Le coût total, dans ce pays, de la suppression des subventions de l’Etat aux industries et du dégonflage de la force de travail pléthorique par le licenciement est très important : chute du niveau de vie, chômage de longue durée et apparition de la pauvreté absolue. La Pologne, où un “traitement de choc” économique a brutalement supprimé les subventions et rendu la monnaie convertible en 1989, est le premier pays à montrer un début de croissance. Selon l’Institut de Vienne, la Pologne ne produira, même ainsi, que 90 % de son PNB d’avant 1989 à la fin de l’année. En République tchèque, en dépit de ce que beaucoup considèrent comme une gestion prévoyante, l’économie ne commence à remonter que cette

année. Ces cinq dernières années, la production tchèque a diminué de 20 %, d'après l'Institut. Et, en Hongrie, la diminution du PNB ces cinq dernières années atteindrait 18 %.

On assiste partout à un effondrement dramatique des salaires réels : le pouvoir d'achat des salaires a chuté, depuis 1989, de 28 % en Pologne, de 18 % en République tchèque et de 16 % en Hongrie (...). 15 % environ des Polonais vivent en dessous du seuil de pauvreté au lieu de 5 % à 10 % dans les années 1980, selon les études publiées en juillet par la Banque mondiale. Le chômage s'est révélé être un héritage permanent du fait que les secteurs privés n'arrivent pas à se développer assez vite pour embaucher les travailleurs licenciés par les industries d'Etat. En Pologne, le taux de chômage tourne autour de 15 % et pourrait, selon certaines études, atteindre les 20 %. Plus inquiétant, disent les assistants sociaux, près de 40 % des chômeurs cherchent du travail depuis plus d'un an. Et dans la République tchèque, le taux de chômage très bas (3,1 % environ) augmentera inévitablement lorsque l'inévitale suppression des subventions se produira. »

Un autre calcul est très éclairant. Il s'agit d'une étude réalisée par l'Institut international de Vienne qui a établi le produit intérieur brut par tête en parité de pouvoir d'achat :

Pays	1990	1993
Bulgarie	4 106 \$	1 803 \$
Tchéquie	8 844 \$	7 541
Slovaquie	7 428 \$	4 924 \$
Hongrie	6 766 \$	5 996 \$
Pologne	4 894 \$	4 305
Roumanie	3 417 \$	2 806 \$
Slovénie	8 916 \$	7 928 \$

Rappelons, pour comprendre pleinement la signification de cette statistique,

qu'il ne s'agit pas du revenu moyen par habitant, mais du produit intérieur brut par habitant à parité du pouvoir d'achat, 1990-1993, c'est-à-dire du calcul du revenu en fonction des résultats économiques enregistrés dans le PIB, ce qui signifie que, dans tous les pays, quels que soient les résultats économiques, il y a baisse absolue des revenus.

Cette situation de baisse des revenus est particulièrement dramatique en ce qui concerne la Russie. Les arriérés de salaires en Russie atteignent ainsi 4 milliards de dollars. De nombreux secteurs ne sont plus payés depuis plusieurs mois. C'est là la raison d'une série de mouvements et de grèves de travailleurs pour le paiement des salaires, qui ont contraint le gouvernement Eltsine à débloquer les sommes nécessaires en toute hâte.

LES PRIX AUGMENTENT AVEC LE CHÔMAGE

Cette baisse des salaires est encore aggravée par les augmentations des prix qui sont très importantes. Les chiffres de l'inflation, selon l'OCDE, donnent pour 1994 :

Pays	1994
Bulgarie	90 %
Tchéquie	11 %
Slovaquie	16 %
Hongrie	20 %
Pologne	29,7 %
Roumanie	170 %
Slovénie	20 %

Ainsi, en Russie, selon les chiffres 1990-1993, le salaire nominal a été multiplié par 239,3 et les prix à la consommation par 636,8. La chute la plus forte du

salaire réel est intervenue en 1993, puisqu'il ne représentait plus que 37,6 % du salaire réel de 1990. Entre 1989 et 1993, la part des ouvriers et employés les moins bien payés est passée de 5 % à 37,8 % et celle de ceux moyennement bien payés est tombée de 47,4 % à 18,3 %. Cette augmentation constante des prix aggrave encore la situation des populations au chômage ou des retraités.

Dans les pays Baltes, l'allocation de chômage représente 90 % du salaire, mais la baisse des salaires réels entre 1991 et 1995 a été de 25 % en moyenne. En Roumanie :

« Et le Premier ministre a déclaré : « 10 % de chômeurs, c'est normal, c'est le marché libre, regardez en France, c'est la même chose. »

Un chômeur touche 60 % du salaire pendant neuf mois, après il reçoit une aide sociale. Pour survivre, un chômeur doit travailler au noir. Si le processus de l'industrialisation de l'ancien régime avait transformé les paysans en travailleurs, on commence à voir des gens retourner à la campagne pour survivre. Les jeunes restent de plus en plus longtemps chez les parents. Cela est dû non seulement à la situation économique générale, mais également à l'absence d'investissement dans le bâtiment. »

Avant 1989, dans ma ville, on construisait 3 000 à 4 000 appartements par an. L'année dernière, on en a construit 40. On voit un véritable pillage sur ce terrain. Les appartements privatisés sont sortis de la circulation publique. »

En Hongrie, un maire explique :

« Dans la région, le chiffre du chômage est le double de la moyenne nationale. Le chômeur touche pendant un an 75 % de son salaire, après un an il est indemnisé à 80 % de la pension de retraite. Cette indemnité est payée pour moitié par l'Etat, pour moitié par la municipalité. Jusqu'à présent, le chômeur devait 40 heures d'intérêt général par mois à la municipalité, mais le gouvernement a supprimé cela. »

Ce développement du chômage s'accompagne d'une déréglementation du travail et d'une recherche pour abaisser encore les coûts du travail en Europe.

UNE DÉRÉGLEMENTATION DE TOUTES LES RELATIONS DU TRAVAIL

Un exemple nous est donné par un responsable syndical hongrois :

« Usine délocalisée par les Autrichiens. La direction est hongroise. Ce sont les anciens directeurs de la petite usine dont les Autrichiens ont repris les murs ; les Autrichiens ont transporté les machines depuis une autre usine d'Autriche. Il y a 480 ouvriers dans notre usine. Par contre, la délocalisation en Hongrie a supprimé des emplois en Autriche. L'argument qui a été donné, c'est que, pour concurrencer les Chinois très compétitifs, il fallait des coûts de production plus bas, et c'était le cas en Hongrie par rapport à l'Autriche. »

En chiffres, nous touchons le même salaire en Autriche et en Hongrie, mais eux le touchent en shillings et nous en forints, donc nous touchons treize fois moins qu'eux. »

Le salaire dans l'entreprise autrichienne où je travaille est un peu plus important que celui des entreprises hongroises de la région, mais pas tellement. C'est le chancelier autrichien lui-même, en inaugurant l'usine en grande pompe, qui l'a souligné : « Attention aux salaires, il ne faut pas accentuer les différences de salaires avec les autres ouvriers des entreprises hongroises de la région. »

Le salaire des ouvriers varie de 14 000 à 45 000, celui des cadres de 60 000 à 65 000. Quant à la direction, je ne sais pas. Pour une famille comme la mienne, il faudrait, pour vivre modestement et normalement, selon les chiffres officiels et pas selon ce que je pense moi, quatre fois 16 500 forint, soit 66 000 forints. Je gagne 31 000 forints et ma femme 15 000. »

Dans toutes les entreprises hongroises, c'est la loi, il y a un fonds social donné au syndicat, qui le répartit au prorata. Par exemple, généralement, le 1er janvier, l'ouvrier reçoit une somme pour la nouvelle année ; c'est le cas également pour la rentrée scolaire, etc. L'entreprise autrichienne ne respecte pas cela et a créé une fondation qu'elle dirige elle-même et où les sommes sont bien

moindres. Ce n'est pas "illégal", toutes les entreprises de l'ouest font pareil car elles ne sont pas des entreprises hongroises. La seule chose que l'entreprise autrichienne ait financée depuis le début, c'est l'envoi des enfants en vacances. C'est tout. Pour que le fonds social fonctionne, la direction a demandé au syndicat d'élaborer la liste de cas (accouchements, scolarité des enfants...) qui devraient entrer dans ce fonds d'aide social. Le syndicat a fait une vaste enquête parmi les travailleurs, il a établi tous les chiffres, toutes les demandes, mais pas un centime n'a été débloqué depuis. Nous avons fait deux lettres à la direction, aussi bien hongroise qu'autrichienne, pas de réponse.

Il y a une rumeur selon laquelle la direction voudrait commencer par liquider l'entreprise autrichienne, puis éventuellement l'entreprise en Hongrie. Ils disent que, compte tenu des commandes, il n'y en a pas pour plus d'un an.»

Ainsi, au nom de la concurrence "chinoise", l'usine autrichienne délocalise — mettant en cause l'emploi en Autriche — pour bénéficier non seulement d'un coût du travail moins cher en Hongrie, mais surtout d'exonérations de taxes et d'impôts pour, quelque temps plus tard (et quelques milliards en plus), fermer l'usine. La concurrence "chinoise", c'est le fait que la dictature stalinienne en Chine, au nom de "l'ouverture au marché", a créé des "zones économiques spéciales", où la loi du travail chinoise ne s'applique pas, où les travailleurs ne peuvent se syndiquer, où les patrons sont exonérés de charges et de taxes. Ce sont de véritables "colonies de travail", où les travailleurs, nouveaux esclaves modernes, sont taillables et corvéables à merci.

Au nom du "libre marché", c'est la déréglementation qui se généralise. Reportage dans une usine Siemens délocalisée en Slovaquie :

« Il faut préciser que, dans cette usine, travaillent quasi exclusivement des femmes qui ont 18, 20, 22 ans. Le cadre allemand qui parle slovaque va préciser : "Nous embauchons des jeunes, car c'est un travail très dur. Beaucoup d'entre elles arrêteront probablement le travail dans notre usine vers l'âge de 35 ans."

Echos de discussion avec des ouvrières :

— "Les conditions de travail sont très dures. Il faut fabriquer 1 300 pièces en huit heures. C'est extrêmement difficile de tenir la productivité demandée."

— "Il y a un problème : c'est que tout est organisé pour la productivité. Nous n'avons que vingt minutes pour manger. Le problème, c'est qu'il faut déjà cinq minutes pour aller à l'unique cantine et faire la queue encore cinq minutes, parce qu'il n'y a pas assez de guichets à la cantine, et cinq minutes pour revenir. On a à peine dix minutes pour manger."

— "Notre salaire, ici, est l'équivalent de 200 marks. Pour le même travail dans une usine allemande, les ouvrières touchent 3 000 marks". »

Un autre exemple souligne les conséquences, en termes de déréglementation du travail, suite à la privatisation de l'entreprise :

« Discussion avec une ouvrière du textile en Slovaquie : "Je travaille dans une usine textile, de couture, on fait montage et assemblage. Les machines datent des années 1950. Nous travaillons douze heures pendant trois jours, et huit heures pendant deux jours, soit cinquante-deux heures. La durée légale du travail en Slovaquie est de quarante-deux heures. L'entreprise a été privatisée."

A la question : "Comment est-il possible que cela dépasse l'heure légale ?", elle répond : "L'heure légale affichée est de quarante-deux heures. Officiellement, nous travaillons huit heures par jour, mais en réalité nous devons travailler à réaliser le quota de production et celui-ci ne peut pas être réalisé à moins de cinquante-deux heures.

Avant 1989, je travaillais dans la même usine. On gagnait moins, mais il faut dire aussi que la couronne était plus forte — elle a été dévaluée depuis — et que la productivité était beaucoup moins forte. De plus, nous travaillions à l'époque le temps légal de quarante-deux heures.

La directrice de l'entreprise privatisée est l'ancienne contremaître de l'usine, mais nous ne savons pas comment elle est devenue la propriétaire de cette usine. Nous ne sommes plus des employées, nous sommes devenues des esclaves. Tous les jours, travailler avec cette productivité et le nombre d'heures, c'est

intolérable. A ceux qui protestent, la directrice répond : "Apportez-moi demain votre carte d'identité, on rayera le cachet de l'entreprise et vous pourrez rentrer chez vous."

Au moins, avant, on avait quelque chose, même si c'était un syndicat officiel. Aujourd'hui, il n'y a rien.

Notre propriétaire distingue les femmes selon les âges. Les femmes pour qui la maternité n'est plus possible. Les femmes qui ne sont pas encore à l'âge de la maternité. Pour ces deux catégories, il y a un contrat de travail. Pour les femmes qui sont à l'âge de la maternité, elles ont des contrats de neuf mois, reconductibles à chaque fois".

Telle est la signification de toutes les mesures de déréglementation qui remettent en cause les Codes du travail, les conventions collectives, la santé et le droit à l'instruction. Les mouvements et grèves d'étudiants en Hongrie comme en Roumanie, l'année dernière, contre la remise en cause de la gratuité de l'enseignement, traduisent le rejet de ces règles de "rentabilité" et du "profit" appliquées à l'instruction publique, de même que la grève des enseignants en Russie.

APPAUVRISSEMENT GÉNÉRALISÉ

Cette situation développe, de manière dramatique, la pauvreté dans l'ensemble des pays est-européens.

Un rapport de l'UNICEF concernant la Russie souligne : "Le nombre de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté a été multiplié par dix." Près de 50 millions de citoyens russes se trouvent officiellement en dessous du seuil de pauvreté. Dans tous les pays est-européens, des secteurs entiers de la population (30 à 50 %) vivent au niveau du seuil de pauvreté ; dans tous ces pays, les retraités sont tous largement en dessous du seuil de pauvreté. Devant cette dégradation sans précédent, on a ainsi assisté, notamment en Bulgarie et en Albanie, à de véritables "émeutes de la faim", des soulèvements populaires pour le droit à la vie.

Car la liquidation et la privatisation des grandes entreprises aboutissent non seulement au chômage et à la misère, mais privent les travailleurs de toutes les institutions qui sont attachées aux grandes entreprises publiques.

Ainsi, toutes les crèches, les clubs sportifs, les clubs culturels, les centres de vacances, mais également les maisons de repos, les sanatoriums, construits pour la plupart par les ouvriers eux-mêmes lors des fameux "dimanches rouges", sont privatisés ou liquidés dans le cadre de la privatisation des grandes entreprises d'Etat.

Un exemple nous en est donné par un responsable syndical mineur hongrois :

"Déjà, tout ce qui est acquis sociaux, sportifs, culturels, nos hôtels, nos maisons de retraite, nos aires de jeux, nos terrains de sport, ont été donnés à une institution sous le contrôle de la direction, cela échappe donc aux syndicats. Dans les années 1970, sur décision gouvernementale, ces acquis sociaux avaient été donnés aux syndicats. Après 1989, selon la loi, cela n'appartient plus aux syndicats, mais aux entreprises."

Et aujourd'hui, pour obtenir des liquidités, les entreprises vendent ces acquis sociaux.

Ce dont il s'agit, à travers la privatisation et la liquidation de ces institutions ouvrières, c'est d'une attaque contre les acquis ouvriers, de la remise en cause même d'un salaire différé des travailleurs.

Un militant russe raconte :

"Dans ma région, à Nijni-Novgorod, qui est présentée par son "jeune et dynamique" gouverneur comme un modèle de réforme, c'est toujours la liquidation.

L'usine OKA était célèbre dans toute l'URSS pour ses machines et ses réfrigérateurs. Dans les années 1970, l'usine a aussi financé la moitié des maisons neuves construites dans la ville. Chaque ouvrier y avait un appartement. L'entreprise a financé le Palais de la culture, la Maison des enfants, les crèches, les activités sportives et de loisirs.

Dans le cadre des "reprises de marché", trois directeurs se sont succédé et ont pillé l'usine. Ils organisaient tous la

vente en dumping des réfrigérateurs à bas prix à la nomenklatura, qui les revendait aux prix du marché ! Pendant ce temps, les ouvriers ne touchaient plus leurs salaires !

Un quatrième directeur a procédé une nouvelle "réforme" divisant l'usine en petites structures commerciales, prétendant pour sortir de la crise : ce n'était en réalité qu'un paravent à la spéculation, au blanchiment de l'argent.

Il y a quelques semaines, la justice a décreté l'usine en faillite, les ouvriers au chômage.

Qui va maintenant payer les crèches, le Palais de la culture, tous les équipements sociaux ? La municipalité ? Elle n'en a pas les moyens ! »

d'assurance maladie obligatoire. L'insuffisance des moyens de financement dont dispose ce secteur est inquiétante. En effet, alors que les besoins s'élèveraient à 168 milliards de roubles en 1994, 21 % de cette somme seulement lui ont été effectivement alloués.

On a observé qu'au cours de la mise en place du système d'assurance maladie et du fonds d'assurance maladie obligatoire, les mesures de prévention courante comme la vaccination ont été abandonnées. De plus, la mise en application du système d'assurance maladie a provoqué un sensible accroissement de la quantité de documents administratifs et une surcharge du travail administratif pour les médecins traitants. Et elle n'a pas pour le moment amélioré ni l'accès, ni les délais, ni la qualité des soins dispensés aux patients. »

En un mot, comme l'affirment eux-mêmes ces deux chercheurs de l'institut, la suppression de la gratuité de la médecine et l'instauration d'un système d'assurance maladie a abouti au déclin de la vaccination.

Résultat ? Les statistiques comparées de la mortalité infantile sont illustratives des conséquences du démantèlement social :

Pays	1970	1980	1993
Russie	23	22	29
Allemagne	24	13	6
Portugal	56	24	13

LA REMISE EN CAUSE DU DROIT À LA SANTÉ

Le développement de la pauvreté, la destruction de ces conquêtes ouvrières, la remise en cause de la gratuité de la santé, l'attaque contre tous les systèmes de protection sociale entraînent, comme le confirme le rapport de l'OMS de 1995, la renaissance d'épidémies et de maladies qui avaient été éradiquées dans les précédentes décennies.

Quelle a été la conséquence de la remise en cause de la gratuité de la santé en Russie, au nom de la création d'un système d'assurance maladie obligatoire, sous le prétexte fallacieux de moderniser la médecine et de rationaliser les dépenses de santé ?

On présente la région de Leningrad comme un des modèles de réforme. Une étude de l'Institut des problèmes économiques et sociaux de Saint-Pétersbourg, d'octobre 1995, établit :

« Dans le secteur de la santé, les principaux efforts ont porté sur l'introduction de nouvelles formes de gestion, de financement et de direction. Il fallait aussi préparer les établissements hospitaliers à fonctionner dans le cadre d'un système

Cette dégradation est constatée par ce même rapport de l'UNICEF, qui indique que « *le taux de mortalité a augmenté de 35 % depuis 1989 en Russie* ». Selon les statistiques officielles, l'âge moyen en Russie pour la période 1980 était de 67,6 ans. En 1994, il est tombé à 64,1.

Tels sont les résultats d'une politique de liquidation sociale, de remise en cause de l'ensemble des systèmes de santé au nom de la privatisation.

De même, en Tchéquie, les réformes de la santé ont provoqué en février 1996 une grève des médecins et du personnel hospitalier de Brno. Ils écrivent, dans une lettre adressée à la population :

"Chers concitoyens, nos chers malades, nous connaissons bien l'anxiété dont vous êtes atteints lorsque vous nous rendez visite. Nous connaissons vos peurs, en vous livrant, vous ou vos proches, à nos soins. Nous voulons vous aider, nous voulons vous soigner, vous guérir. Et nous ne voulons pas seulement compter combien coûte votre guérison. Nous ne sommes pas des économistes, nous avons seulement besoin de quiétude et de bonnes conditions de travail, comme vous avez vous-mêmes besoin de quiétude pour votre guérison. On ne doit pas compter votre santé et votre guérison selon les catégories du marché libre.

Nous ne voulons pas faire de vous, nos malades, des moyens de production. Nos hôpitaux ne doivent pas être et ne seront pas des gisements de pétrole. Les moyens financiers immenses qui coulent — comme on vous le dit — dans le secteur de santé ne coulent pas dans nos poches et malheureusement pas non plus dans vos veines et dans vos organes.

Aucun de vous, nos malades, n'obtient de médicament inutile. Ou alors devrions-nous dédaigner ceux qui vont être privés de médicaments et de matériel sanitaire comme veut nous obliger à le faire le ministre de la Santé publique ? Mesure unique, jamais prise par un ministère pendant tout le temps de son existence. Où se perdent donc les moyens financiers immenses qui coulent, comme le dit le ministre de la Santé publique, Kocarnik ?

Nous ne connaissons pas la réponse. C'est le gouvernement et le ministère de la Santé qui doivent la donner. La situation dans le secteur de la santé publique ne nous concerne pas seulement nous, travailleurs de ce secteur, mais vous tous, malades actuels et futurs. N'ayez pas peur de notre grève. Elle ne mettra en danger et n'endommagera aucun de vous, nos malades. Son seul but, c'est de donner un avertissement au gouvernement : de la même manière que nous sommes obligés de soigner les malades, le gouvernement est obligé de créer les conditions pour cela.

Vos travailleurs de la santé publique de Brno."

Cet étranglement des systèmes de santé par la finance est illustré par la réforme de la Sécurité sociale et celle de l'industrie pharmaceutique en Hongrie :

"Depuis le 1^{er} août, il y a une réforme de la Sécurité sociale. Les soins de base sont gratuits et au-dessus on paye. Par exemple, un dentiste regarde, nettoie, fait quelques petits travaux simples, c'est gratuit. Il arrache une dent, cela coûte de 1 500 à 3 000 forints. Résultat : un dentiste n'a pratiquement plus de client actuellement et pourtant la santé des dents ne s'est pas améliorée.

Dans tous les secteurs, les "soins de base" sont codifiés de cette manière. La conséquence, c'est que les dispensaires médicaux sont donc menacés immédiatement de disparition par ces mesures, tandis que cela ouvre la voie aux assurances privées, d'autant plus que la loi détermine que les assureurs étrangers peuvent rapatrier leurs bénéfice. »

En 1993, l'Etat s'est retiré de la direction de la Caisse d'assurance maladie et de retraites, au nom de la rentabilité et de la privatisation.

Il s'agit d'un véritable pillage de la spéculation. Voici ce qu'il en est dans l'industrie pharmaceutique : les matières premières de médicaments distribués en Hongrie sont à 98 % fabriquées dans le pays, mais elles sont exportées, puis réintroduites, sous forme de médicaments, comme produits étrangers et, à ce titre, bénéficiant de subventions de l'Etat hongrois !

La conséquence en est une hausse du prix des médicaments, pesant plus encore sur les systèmes de protection sociale et sur la population, au profit des grands trust internationaux subventionnés par les impôts de Hongrie !

Une autre conclusion doit être tirée des faits dûment établis : la destruction de l'industrie et de l'agriculture, de l'économie tout entière, entraîne une paupérisation de la grande masse de la population. Seule une petite minorité tire profit de cette politique de liquidation sociale. Au compte de qui et de quels intérêts sont dirigées les "réformes économiques" qui dévastent les pays de l'est européen ?

3. — Privatisations et spéculation

Devant la réaction des populations à l'extraordinaire régression économique et sociale, devant la résistance à ces plans, les partisans de l'économie de marché répondent en prétendant travailler "à terme" pour la grande masse de la population, celle-ci devant prendre sa part de la "croissance" à venir.

Ces réformes économiques sont conduites par l'ensemble des gouvernements est-européens, quelle que soit leur couleur politique, sous l'égide des experts du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui organisent les privatisations. Face aux réticences et aux résistances qui se font jour dans tous les pays est-européens, ces experts et leurs collaborateurs dans chacun des pays affirment que les privatisations sont un moyen de partager pour toute la population les fruits de la croissance. Il s'agirait, selon eux, de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant un "capitalisme populaire". C'est ainsi que, dans plusieurs pays est-européens, on développe la politique de privatisation par la vente d'actions ou de coupons aux travailleurs de l'usine ou à la population. Quel est le bilan réel de cette politique ?

Un exemple d'actionnariat populaire nous est donné par un militant roumain :

« Le gouvernement Iliescu s'engage pleinement dans la privatisation. La clientèle de ce parti sera bénéficiaire des privatisations. On peut dire qu'au début, le cours du parti d'Iliescu était de type social-démocrate, il est maintenant franchement libéral. L'appareil du parti d'Iliescu, les députés, étaient au début des salariés ou des intellectuels. Ils sont progressivement entrés dans les affaires. »

C'est d'abord une lutte politique. De fait, la campagne électorale a déjà commencé et il faut donc donner quelque chose à tout le monde. Les coupons remplacent dorénavant les certificats de privatisation qui avaient été délivrés par le gouvernement de P. Roman. Ces certificats n'étaient pas nominaux mais numérotés, on pouvait donc les vendre et, de fait, il y a eu concentration des certificats

dans les mains des gens du parti de Roman. Pour écraser cette force financière, le gouvernement d'Iliescu a diminué la valeur des certificats en les ramenant à 25 000 leis, tandis que les coupons ont une valeur de 975 000 leis, ce qui ensemble fait un million.

Théoriquement, les coupons devront être distribués à tous les citoyens. La loi dit qu'on ne peut pas vendre ces coupons, mais le gouvernement va émettre des actions que l'on pourra vendre. A partir du 1er octobre, les gens devront s'inscrire pour recevoir des actions que chaque entreprise devra émettre sur la base de son bilan financier, et avec les coupons on aura tant d'actions. Personne n'a bien encore compris ce que cela signifie. Mais, d'ores et déjà, l'achat camouflé de coupons a commencé, sous la forme de contrats de représentation ; c'est-à-dire que le coupon n'est pas vendu, mais on est représenté par quelqu'un d'autre. C'est en fait une vente camouflée. La réalité, c'est que tous ces possesseurs de coupons vont être expropriés par la Bourse assez rapidement. Un député du parti d'Iliescu m'a dit : "La deuxième phase de la privatisation, ce n'est pas la distribution, mais la concentration dans les mains de 5 à 8 % de la population". »

Un autre courrier d'un militant roumain de l'Entente souligne, à propos de la nouvelle formule de privatisation :

« Les différences étaient assez importantes avec la première forme. Premièrement, les coupons avaient une valeur déclarée de 400 dollars. Il était interdit de vendre ces coupons. La poste remettait son coupon à chaque Roumain. La deuxième phase de l'opération prévoyait l'échange du coupon pour des actions à une entreprise de son choix parmi les quelque 4 000 entreprises proposées. Le terme légal était le 31 décembre 1995. A cette date, 7 % avaient fait cet échange coupon contre action. Le Parlement a dû prolonger l'échéance jusqu'au 31 mars. Mais un mois plus tard, le 30 avril, le pourcentage de ceux qui avaient procédé à l'échange n'était toujours que de 20 %. »

Devant cette résistance massive de la population à se lancer dans le capitalisme populaire, le gouvernement a menacé. Dans la fonction publique, tout employé était "requis" de participer à cette campagne de privatisations. Le journal Romania Libera, du 27 janvier 1996, rapporte que Mircea Cosea, le ministre chargé de la réforme, "a exigé des salariés des institutions publiques, notamment ceux où les ordres ne se discutent pas, armée, police, pompiers, qu'ils déposent leur coupons avant le 31 janvier. Il a eu recours à l'arme du chantage. Les ouvriers des entreprises déficitaires ou en faillite sont contraints de souscrire aux entreprises où ils travaillent sous peine de licenciement". Voilà ce qu'il en est des tentatives pour implanter le capitalisme populaire en Roumanie. Les gens savent bien que ce dont il s'agit, c'est du pillage des mafias, et de la corruption.»

Même son de cloche à Moscou. Le journal français *Le Monde*, partisan de l'économie de marché, rapporte dans un reportage, en février 1996, les réactions de la population au moment de la visite du président du FMI, Michel Camdessus, à Moscou :

"C'est bon pour Eltsine et sa bande, mais pas pour le peuple. Comme d'habitude, le peuple n'aura rien. Ils garderont tout. Nous n'avons pas besoin de crédits, la Russie a tout, du pétrole, du charbon, des forêts. Nous devons seulement recevoir ce pourquoi nous travaillons. Nous n'avons pas besoin d'être aidés."

En Russie, le plan de privatisation, en 1993, prévoyait trois modalités :

- Dans le premier cas, 25 % du capital étaient distribués gratuitement aux ouvriers, mais sans droit de vote. 10 % du capital, par coupons, avec droit de vote. 5 % du capital : paiement en espèces pour les dirigeants de l'entreprise.

- Dans la deuxième modalité, 51 % du capital pour les salariés (paiement des quatre cinquièmes par coupons et un cinquième en espèces) et également pour les dirigeants de l'entreprise.

- La troisième modalité prévoyait 40 % du capital pour un groupe de salariés jusqu'aux quatre cinquièmes par coupon.

Lorsque cette première phase est terminée, la vente au public des actions non attribuées au personnel (60 % selon les modalités un et trois, et 49 % selon la deuxième) peut commencer. Comme le souligne l'étude de la revue *Problèmes économiques* :

"Les dirigeants peuvent notamment accroître ainsi leur participation. Ils peuvent également le faire lors d'autres ventes en Bourse."

La réalité est que la distribution des coupons à une population paupérisée, réduite à une situation de misère, a vu se multiplier les spécialistes du rachat des coupons et la concentration de ceux-ci dans les mains des mafias-nomenklaturas. La presse rapportait l'exemple d'un coupon échangé contre... un saucisson. Loin de développer un présumé actionnariat populaire ou ouvrier, la distribution des coupons a abouti à une concentration entre les mains de quelques-uns.

Ainsi, selon les chiffres officiels donnés par le ministère de l'Intérieur de Russie, en février 1996, il a été estimé que, pour toute l'année 1995, ce sont 50 milliards de dollars de fuites de capitaux qui ont quitté la Russie pour Chypre, l'immobilier et la Bourse de Londres, la Côte d'Azur en France et les Etats-Unis. En un mot, le bradage et le pillage des économies nationales aboutit à un fantastique enrichissement des mafias-nomenklaturas, qui travaillent pour le compte du Fonds monétaire international.

Un syndicaliste hongrois explique :

"Il y a trois ans, face à la vague de privatisations qui commençait et sur proposition du conseil ouvrier, nous avions obtenu qu'en cas de privatisation, 10 % au moins de ces biens sociaux devaient revenir aux ouvriers."

Ces biens auraient servi à donner du travail aux ouvriers qui se seraient retrouvés au chômage, à dégager des bénéfices pour aider les familles, etc.

Mais même ces 10 %, c'est trop. Ils ont été remis en cause par le gouvernement socialiste et ne sont plus que 5 %, et cela sans annonce publique. Nous l'avons découvert quand on a dit aux ouvriers de l'essence Mol, qui est en cours de

privatisation, qu'ils ne toucheraient que 5 %."

La "privatisation populaire", "l'actionnariat ouvrier" sont un piège que l'on tend aux travailleurs pour les associer à la liquidation économique et sociale.

Un militant syndical travaillant dans les banques en France témoigne sur la privatisation et l'actionnariat ouvrier mis en œuvre par les gouvernements successifs de droite et de gauche pour privatiser les grandes entreprises publiques. Il explique précisément le mécanisme :

« Tout d'abord, il faut établir le prix de l'entreprise privatisée. Une estimation est faite selon plusieurs critères : la valeur des biens immobiliers, des biens industriels, des machines, des stocks et des biens annexes, et également la valeur du fonds de commerce, de la clientèle, de la qualification du personnel. Et ce qu'on appelle la valeur du passif, d'éventuelles dettes financières, des charges et des amortissements à venir.

On dégage ici une valeur brute de l'entreprise. A ce stade, elle est généralement positive, sinon on ne privatiserait pas l'entreprise. A partir de là, on établit une estimation du potentiel et de l'avenir de l'activité économique. Dans cette deuxième phase, le rôle des "experts" est déterminant.

Selon que l'expert représente les vendeurs ou les acheteurs potentiels, les banquiers ou les clients, les nationaux ou les internationaux, il n'a pas bien évidemment la même approche du prix de vente. Ce sont donc essentiellement les intérêts politiques du gouvernement, qui "arbitrera la transaction", qui détermineront le prix de vente de l'action. Une fois fixé, ce prix de vente de l'action peut encore être modifié selon l'évolution des marchés financiers. Il est donc arbitraire et ne représente en aucun cas la valeur du bien tel que pourrait l'entendre un travailleur en termes d'utilité sociale.

Dans un pays comme la France, la mise sur le marché de l'action s'effectue en deux phases. La majeure partie des actions est réservée au "noyau dur", qui sont les groupes financiers et industriels intéressés à contrôler cette entreprise. Les modes de financement sont obscurs

et font l'objet de tractations avec le gouvernement (à ce stade-là, des filiales rentables peuvent être extraites de la société ou créées de toutes pièces pour reprendre les meilleures activités remises en récompense entre les mains des actionnaires du noyau dur).

Le reste des actions est émis dans le "public". Ces opérations se font par l'intermédiaire des banques. Elles prennent des commissions, qui sont de l'ordre de 5 % de la valeur du capital privatisé. On comprend leur empressement à placer ces titres auprès de leurs clients et à rémunérer le personnel des banques pour vendre un maximum de titres.

Dans la partie "public", se trouve aussi une quantité d'actions réservées au personnel de l'entreprise privatisée. Le prix est généralement réduit de 20 % et les banques consentent des prêts avantageux pour permettre aux travailleurs de l'entreprise d'acheter ces actions. Il existe, d'autre part, une condition qui lie le personnel à son achat, à savoir la conservation obligatoire des titres pendant cinq ans.

Une fois les titres vendus, l'action cote alors en Bourse. Le cours est maintenu artificiellement par l'Etat pendant quelque semaines, contentant ainsi ceux qui vont s'empresser de les revendre avec bénéfices, et gros bénéfices si l'on fait partie du gros noyau dur.

Sous l'effet des ventes, et surtout si l'affaire a été surestimée pour permettre sa privatisation, le cours de l'action va baisser. Le salarié qui a emprunté à la banque pour acheter des actions à des prix préférentiels et qui se voit obligé de les garder pendant cinq ans, verra son petit capital fondre avec ses illusions

On peut voir alors certains représentants des "salariés actionnaires" au conseil d'administration réclamer des mesures drastiques pour rentabiliser l'entreprise et restaurer la valeur du capital, c'est-à-dire licencier et accroître la productivité.

La logique du capital n'est pas différente quand ce sont les salariés qui sont actionnaires. Au bout du compte, il reste des petits porteurs et des salariés spoliés et une restructuration au profit des grandes groupes financiers."

LES RÉSULTATS DES PRIVATISATIONS POUR LA SPÉCULATION

Les privatisations constituent donc une source d'approvisionnement des marchés spéculatifs, non seulement par l'émission ou la vente d'actions, mais aussi par les emprunts obligataires lancés sur les marchés de capitaux internationaux par les nouvelles sociétés privées, qui appartiennent à des filiales de grands groupes américains, européens ou japonais.

Les privatisations représentent pour la spéculation le moyen de prendre directement en main des secteurs productifs et de les intégrer à la logique destructrice et spéculative. En 1993, dans près de cinquante pays, des privatisations ont été opérées pour un montant de 70 milliards de dollars. Ces milliards de dollars s'intègrent alors au marché spéculatif mondial.

Le boom des marchés boursiers est étroitement lié aux privatisations. Par exemple, la part de la capitalisation de la Bourse de Paris dans le PIB a été multipliée par quatre pour cette raison : 120 milliards de francs entre 1986 et 1988, 70 milliards depuis 1993, et 400 milliards de francs supplémentaires sont attendus d'ici l'an 2000 sur le marché au titre des privatisations.

Sur le plan de l'Union européenne, les privatisations, dans le domaine des télécommunications, devraient jeter sur les marchés 900 milliards de francs d'ici l'an 2000.

De plus en plus, le capital se désengage de manière accélérée des secteurs de la production pour s'investir dans le domaine de la spéculation. Par exemple, sur les 2,5 milliards de bénéfices réalisés par l'entreprise Ford, 60 % relèvent du secteur financier et non de la production d'automobiles.

C'est dans le cadre de ce processus spéculatif qu'il faut comprendre que la "politique" de la dette a consisté pour le capital financier (avec le FMI et la Banque mondiale) non seulement à imposer les conditions du paiement de la dette,

mais surtout à créer les conditions d'une nouvelle forme de pillage.

Pour la Hongrie, pays également présenté comme un modèle de réformes, une étude publiée par la *Documentation française* d'août 1995, "L'économie hongroise 1994-1995", après avoir noté les bons points de l'économie hongroise, souligne :

"Le déficit commercial, contrairement aux attentes, ne s'est pas réduit. Il est au contraire passé de 3,6 milliards de dollars à 3,9. Il en est résulté un déficit de la balance courante de 3,9 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année 1994, contre 3,5 milliards en 1993, et déjà de 1,4 milliard de dollars pour le premier trimestre de 1995 (...). Il a eu pour conséquence un accroissement de l'endettement extérieur de la Hongrie qui atteint 28,6 milliards de dollars fin 1994 et dépasse les 31 milliards de dollars à la fin mars 1995."

Au nom de ce gonflement de la dette, le FMI a exigé la privatisation des entreprises de l'énergie, des transports, des télécommunications, pour payer cette dette, dont les milliards de dollars partent dans la spéculation.

En février 1995, une étude sur la Roumanie, intitulé "L'économie roumaine en 1994, la sortie du tunnel", indiquait :

"La Roumanie, depuis l'épisode du remboursement intégral de sa dette extérieure dans les années quatre-vingts, ne suscitait plus dans les milieux bancaires internationaux, publics comme privés, une forte attraction, ne serait-ce que sous la forme de créance pour ceux-ci à recouvrer dans le pays."

En un mot, ces spécialistes et économistes de l'économie de marché considèrent que l'absence d'une dette extérieure pour la Roumanie, loin de représenter un élément d'attraction pour les investissements étrangers quant à la solidité de l'économie roumaine, constitue au contraire un facteur de répulsion pour les spéculateurs. En effet, les grands groupes financiers et spéculatifs ont un intérêt déterminant à jouer sur la dette externe des pays. Sous l'effet des "crédits" du FMI et de la Banque mondiale, tous les pays est-européens sont poussés à s'endetter. Dans tous le pays, ces cinq dernières

années, la dette extérieure, tant à l'égard du FMI que des banques privées, a tendu à augmenter. La politique de la dette consiste pour le capital financier, non seulement à imposer les conditions du paiement de la dette, mais surtout à créer les conditions d'une nouvelle forme de pillage, de bradage, de liquidation sociale. Il ne s'agit pas d'investir, mais de spéculer. Telle est la "loi" des marchés financiers.

RESPECTER LES MARCHÉS FINANCIERS ?

Devant les mouvements des masses et les grèves contre ces plans meurtriers, les résistances de la population, on nous dit et on répète de tous côtés qu'il n'est d'autre voie que de respecter les nécessités des "marchés financiers". Il faudrait respecter les nécessités de ces marchés pour sauvegarder l'emploi et relancer l'économie. Mais les marchés financiers, ce sont les grandes places boursières. Les actions y sont en hausse constante et, parallèlement, le chômage s'accroît. Ce sont les deux éléments qui sont en augmentation constante : les indices de la Bourse, comme le Dow Jones, qui progresse de 50 % en quatorze mois, et le nombre de chômeurs, qui est maintenant de 25 millions dans la seule Union européenne.

Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, lors du forum de Davos, qui réunit mille représentants des différents gouvernements et des grandes firmes capitalistes, a déclaré sans ambages que, "d'ici l'an 2000, les marchés financiers joueraient de plus en plus le rôle des "gendarmes" des politiques" et que cela imposera une "discipline". De quelle discipline s'agit-il ? De celle de la spéculation, qui voit 2 % seulement des capitalisations boursières à l'échelle internationale relever des échanges commerciaux, tandis que 98 % de celles-ci se portent sur la spéculation. Plus les emplois sont détruits, plus les profits grimpent. L'exemple en est donné par le grand trust américain des télécommunications, ATT.

"Les réductions massives du budget de l'ATT marquent le début d'une nouvelle

ère de bouleversements sans précédent dans les télécommunications mondiales : licenciements par milliers, concurrence féroce et très certainement frénésie de fusions et d'alliances. Le plan publié mardi par l'ATT, et qui prévoit la suppression de 40 000 emplois, constitue la plus brutale des manœuvres à ce jour pour se préparer aux nouvelles guerres de la télécommunication."

Mais qu'est-ce que cela signifie pour l'Europe, pour les travailleurs des télécommunications de France, d'Allemagne, d'Angleterre ?

"Lorsque cette libéralisation sera effective, les géants du téléphone européen pourraient bien se trouver face à un choix dramatique : perdre leurs employés ou perdre leurs parts de marché face à des firmes américaines plus alertes. Mais les géants du téléphone en Europe, aux dires des analystes, devront faire beaucoup plus s'ils espèrent rester compétitifs face à leurs rivaux américains. Chris Mc Fadden, analyste chez Merrill Lynch, de Londres, déclare : "Les télécommunications britanniques, si elles veulent rester à niveau, devront se débarrasser de la moitié de leurs employés, et cela est valable pour le reste de l'Europe. Il y a une grande quantité de gens à mettre dehors"."

Dans le cadre de la privatisation de Deutsche Telekom, son entrée en Bourse devrait rapporter la somme de 85 milliards de marks aux spéculateurs.

On annonce 60 000 licenciements à Deutsche Telekom, s'ajoutant au licenciement de 32 000 cheminots dans le cadre de la privatisation des chemins de fer et à celui de 60 000 mineurs jugés 30 % trop chers par rapport aux autres concurrents européens.

La dictature des "marchés financiers" n'est ni l'exercice d'une puissance anonyme ni d'une fatalité. Les forces qui organisent le chômage, exigent la déréglementation, la destruction des Codes du travail, l'abandon de toutes les normes qui limitent l'exploitation sont identifiables : parmi les deux cents plus grosses sociétés qui dominent l'économie mondiale, 172 sont partagées entre cinq pays (Etats-Unis, Japon, France, Allemagne, Grande-Bretagne).

On estime que ces grandes sociétés ont, dans les dix dernières années, licencié 400 000 personnes par an, tandis que leurs profits n'ont cessé de monter. C'est la politique qui correspond à la réalisation de ce profit qu'impulsent des organisations comme le FMI et la Banque mondiale. C'est au nom des mêmes critères que l'Union européenne, définie par le traité de Maastricht, est en fait une machine à détruire les droits acquis, faire disparaître toute limite à l'exploitation.

Oui, contrairement à ce qui a été dit, le "marché", l'économie n'est pas une vaste machine tentaculaire, qui aurait sa logique propre au nom d'une rationalité économique. Il y a une minorité exploiteuse, la classe capitaliste, et une majorité exploitée, les travailleurs.

Selon les chiffres de l'ONU, 358 milliardaires en dollars possèdent une fortune totale de 760 milliards de dollars, ce qui équivaut au revenu annuel moyen (400 dollars) de près de deux milliards d'être humains ! **Trois cent cinquante-huit personnes pèsent autant que deux milliards d'êtres humains !**

Aux Etats-Unis mêmes, souvent présentés comme un pays riche, que dire de ces informations :

"Même lorsqu'ils travaillent, certains Américains n'échappent pas à la misère. En 1977, 5,9 % des ouvriers étaient classés comme pauvres ; en 1993, le chiffre monte à 7,4 %. Le pourcentage de familles pauvres avec enfants a augmenté de moitié, atteignant 12 % (...). Un autre souci est la croissance de l'inégalité. En 1979, le 1 % de la population la plus riche possédait 22 % de la richesse de la nation, d'après Edouard Wolff, un économiste de l'Université de New York, auteur du livre Top Heavy. En 1993, le même 1 % contrôlait 42 % de la richesse du pays" (The Economist, 24 février 1996).

Ces exigences de la minorité capitaliste pour la défense de leurs profits, de la spéculation, constituent une politique internationale et réclament la remise en cause de tout ce qui a été acquis par la classe ouvrière et par la société dans son ensemble. Au nom des plans d'ajustement structurel et des plans de privatisation, le

FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne organisent à l'échelle mondiale une véritable liquidation.

Le capital financier, la spéculation précipitent l'humanité dans l'abîme : les Bourses, les marchés spéculatifs, les manipulations sur les monnaies deviennent de plus en plus les instruments de destruction de ce qu'il est convenu d'appeler l'économie réelle, c'est-à-dire la production.

SUR TOUS LES CONTINENTS

Au nom des lois du marché, un cinquième de la population vit dans la pauvreté extrême. Huit cent soixante-dix millions de personnes, sur cette Terre, n'ont pas d'emploi (source : OCDE). Selon les chiffres de l'ONU, 1,4 milliard vivent dans le dénuement le plus complet. Dans les pays industrialisés, 35 millions d'individus se trouvent sans travail.

Dans le même temps, deux cents millions d'enfants sont livrés à l'exploitation quasiment gratuite. Cent trente millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école. On évalue à 45 millions le nombre d'enfants qui travaillent en Inde, mais la recherche du profit par tous les moyens amène le développement du travail des enfants dans tous les pays. Aux Etats-Unis mêmes, selon l'OIT, on estime à 500 000 le nombre d'enfants qui travaillent dans l'agriculture dans le seul Etat de Californie. En Europe, l'Union européenne a autorisé le travail des enfants à partir de 13 ans. Le Tribunal international contre le travail des enfants, qui a siégé en mars 1996 dans la ville de Mexico, a émis une sentence, où il est dit entre autres :

« Dans tous les pays dont le tribunal a eu à connaître, il a été établi que le développement du travail des enfants est directement relié aux éléments suivants :

- la réduction drastique des dépenses consacrées aux services publics ;
- la fermeture des écoles par milliers, en application de ces plans de réduction, la privatisation des écoles publiques, qui conduisent à la déscolarisation de

millions et de millions de jeunes à travers le monde ;

- *l'effondrement social, le développement de la pauvreté, qui créent des situations familiales dramatiques débouchant sur le développement du travail des enfants pour survivre ;*

- *la remise en cause des conquêtes ouvrières, des Codes du travail, des conventions collectives, la déréglementation généralisée, qui permettent l'utilisation de la main-d'œuvre infantile ;*

- *les plans de privatisation, qui partout jettent des millions de travailleurs au chômage et leurs enfants à la rue.*

Aussi, bien que, à la connaissance du tribunal, aucun document du FMI ou de la Banque mondiale ne prône explicitement le travail des enfants, il apparaît qu'en dépit des déclarations officielles de leurs représentants, FMI et Banque mondiale sont pleinement coupables. Agissant au compte des multinationales, des banques, des institutions financières internationales et des gouvernements des pays les plus riches, le FMI porte la principale responsabilité dans le développement de la misère des peuples et de la pauvreté, terreau sur lequel se développe le travail des enfants.

Coupable, le FMI, qui, dans tous les pays du monde, de l'Inde au Brésil, du Pérou en Chine, du Mexique en Russie, de l'Afrique noire au Bangladesh, de l'Algérie à la Malaisie et même dans les pays industrialisés, impose ses plans de destruction, dont les enfants sont dans tous les domaines les premières victimes ; et coupables, avec le FMI, les gouvernements qui consentent à ces plans, quand ils n'en sont pas directement les inspirateurs et les organisateurs (...).

Coupable, l'Union européenne, dont la directive du 22 juin 1994 légalise le travail des enfants, l'autorisant dès l'âge de 13 ans, ce qui d'ores et déjà a eu pour résultat de remettre en cause dans plusieurs pays l'âge légal d'interdiction du travail des enfants et de généraliser les prétextes "formations en alternance", en fait, l'exploitation gratuite de la main-d'œuvre juvénile. Pour le tribunal international, la place des enfants, où que ce soit dans le monde, est à l'école et non dans la rue, dans les usines ou dans les champs. »

Il s'agit d'une véritable guerre contre la force de travail, détruisant des branches entières de l'industrie (les mines, la sidérurgie, comme en France et dans tous les pays d'Europe occidentale). Le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne programment, au nom du libre-échange et des privatisations, l'utilisation de la technique la plus avancée pour mettre en jachère les terres cultivables.

Toutes les nécessités les plus impérieuses pour la survie des êtres humains tombent sous la tyrannie de l'économie spéculative, traduisant la sujétion absolue des Etats au capital financier, qui conduit l'humanité à la ruine et à la décadence.

Sur tous les continents, les mêmes plans ont les mêmes conséquences : la recherche du profit impose ce "marché" au visage inhumain. Dans l'un des pays les plus pauvres du monde, le Bangladesh, les conséquences des politiques décidées par le FMI et la Banque mondiale menacent l'existence même de l'industrie nationale dans ses secteurs les plus importants (jute et textile). Les privatisations ont abouti à la liquidation de 5 500 établissements industriels, la moitié de la population active souffre de malnutrition et les deux tiers n'ont accès à aucune protection sanitaire.

Face aux privatisations, qui aboutissent à la fermeture des entreprises, à des milliers de licenciements, les travailleurs combattent avec héroïsme contre les privatisations, pour que le gouvernement respecte l'engagement de ne verser aucun salaire inférieur à 23 dollars.

En Afrique, les plans du Fonds monétaire international ont pour but d'imposer la distinction entre une Afrique "utile" et une Afrique "inutile".

D'un côté, une série de "comptoirs", d'enclaves (pétrolières, agricoles ou minières) susceptibles de continuer d'attirer quelques puissants intérêts étrangers.

De l'autre, des régions entières qui "resteront prostrées dans une situation qui permet à peine la survie de leur population, qui connaîtront des dislocations majeures, une aggravation des conflits

armés internes", expliquait un chercheur du Brookling Institute.

Dans les pays africains de la zone franc, en particulier, la forte dévaluation du franc CFA, imposée par la Banque mondiale et le FMI, a profondément détérioré le pouvoir d'achat et jeté les travailleurs et les masses populaires dans une situation de dénuement intolérable. Une résistance populaire contre cette décision criminelle et, d'une manière générale, contre les plans du FMI et de la Banque mondiale a été observée un peu partout.

Des luttes syndicales contre les destructions du Code du travail, les licenciements massifs et pour le relèvement du pouvoir d'achat, les libertés démocratiques et syndicales ont été organisées et se poursuivent, notamment par l'UDTS au Sénégal, la CGTB au Burkina-Faso, l'USTN au Niger, la FESACI en Côte-d'Ivoire, l'UNSIT au Togo, etc.

REMETTRE EN CAUSE LA PROTECTION SOCIALE

C'est au nom, précisément, de ces mêmes règles du marché qu'on veut remettre en cause la protection sociale, les services publics. Partout, les institutions internationales, les gouvernements invitent, au nom de la crise, les travailleurs à renoncer aux luttes pour améliorer leurs conditions de vie. Ils exigent toujours davantage de sacrifices, sous n'importe quel prétexte.

Ainsi, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, ils prêchent l'abaissement du coût du travail par l'abaissement des salaires, la baisse des indemnités de chômage, la déréglementation, le démantèlement des régimes de protection sociale et de santé. Aux Etats-Unis et en Europe, dans tous les pays industrialisés, le maître mot est de "réduire les dépenses de santé", de faire des économies sur l'instruction publique... comme si le degré de civilisation ne se mesurait pas à l'augmentation des sommes consacrées à soigner, à améliorer la santé, à instruire les jeunes générations, comme le souligne la déclaration

du bureau national du Parti des travailleurs de France à propos de la Sécurité sociale :

« Toute l'*histoire humaine*, depuis des millénaires, a vu les sociétés se doter de réglementations garantissant des normes. Elle a vu aussi le peuple conquérir des droits jusque-là réservés à d'infimes minorités. La Sécurité sociale a été conquise voilà cinquante ans comme résultat de décennies de lutte des opprimés et des exploités. La Sécurité sociale est un droit, qui touche aujourd'hui près de 99 % de la société française.

L'adoption des projets d'ordonnances, le 24 avril, marquerait la destruction de ce droit. Une société tout entière fondée sur la reconnaissance de droits et garanties correspondant aux normes d'une société démocratique basculerait dans une société de non-droit (...).

Jusqu'à présent, l'existence de la Sécurité sociale correspondait à la reconnaissance du droit de tout salarié et, au-delà, de tout ayant droit, à bénéficier des soins rendus nécessaires par son état de santé, et cela dans les meilleures conditions possibles. Les projets d'ordonnances entendent substituer à ce droit un impératif qui peut ainsi se résumer : "réduire les coûts sociaux", quelles qu'en soient les conséquences.

— Le projet d'ordonnance "sur l'organisation des caisses de la Sécurité sociale" subordonne tout à l'enveloppe budgétaire concédée chaque année, à travers le Parlement croupion, par le gouvernement aux dépenses de santé. Les caisses sont dotées de majorités fabriquées de manière à représenter systématiquement les intérêts de ceux (patronat, mutuelles, associations caritatives) pour qui la santé, c'est toujours trop cher. Quant aux organisations syndicales, leurs représentants n'auront d'autres fonctions que de cautionner par leur présence la politique ainsi mise en œuvre instituant le "Parlement social" corporatiste que les gouvernements successifs cherchent à mettre en place depuis des années.

— Le projet d'ordonnance "sur la réforme de l'hospitalisation publique" subordonne l'existence même des hôpitaux et leur fonctionnement à une enveloppe budgétaire attribuée annuellement aux "agences régionales" mises en place dans chaque région. C'est, très officiellement

ment, la fermeture d'un hôpital sur deux pour commencer, l'étranglement financier des établissements restants, et combien de malades privés d'accès à l'hôpital ?

— Le projet d'ordonnance "sur la médecine de ville", c'est le carnet de santé obligatoire pour surveiller les "dépenses de santé" de chaque malade. Ce sont les références médicales opposables et les sanctions contre les médecins en cas de non-respect des enveloppes de prescriptions ! (...)

C'est clair : un pas est effectué vers la barbarie. La logique de ces projets d'ordonnances est implacable. Il s'agit de substituer l'absence de droit à la reconnaissance des normes qui, dans tous les domaines (protection sociale, conventions collectives, contrats de travail...), fonde l'existence d'une société démocratique. Dès lors que la notion de droit à la protection sociale est détruite, il n'y a aucune raison de s'arrêter en chemin. La meilleure méthode pour la réduction des "coûts sociaux", c'est qu'il n'y ait plus de coûts sociaux du tout. De réduction en réduction des enveloppes décidées par les gouvernements dans les prochaines années, on passera inévitablement à une assurance maladie ne couvrant plus rien, à des régimes de retraite ne permettant même pas d'assurer la moindre pitance et à des hôpitaux publics où il sera de fait impossible d'être convenablement soigné.

Comment faut-il appeler une société sans Sécurité sociale, sans conventions collectives et sans statuts, une société où les syndicats intégrés à un "Parlement social" n'auraient plus d'autre fonction que d'orchestrer avec les députés d'un Parlement croupion les lois, ordonnances et décrets anti-ouvriers ? Une telle société porte un nom : c'est le corporatisme.

Voilà ce qui se joue dans les jours et les semaines qui viennent. Le danger est immense pour toute la classe ouvrière, pour ses organisations et pour la démocratie (...). »

En réalité, il s'agit de casser tous les systèmes de protection sociale collective inscrits dans des lois et institutions ouvrières que les travailleurs ont arrachées par leurs luttes, pour livrer de nouveaux milliards à la spéculation.

Partout, dans les pays industrialisés comme dans les pays classés "en voie de développement", les retraites, la santé publique sont au centre des plans d'ajustement structurel.

Au Chili, le vice-président de la Fédération des travailleurs des fonds de pension a réalisé une étude sur les fonds de pension :

« La réforme de la protection sociale réalisée en 1981 s'est concentrée principalement dans la constitution d'un nouveau régime de retraite, dont la caractéristique la plus importante est que la retraite de chaque travailleur est le résultat de l'accumulation de l'épargne que chacun effectue lui-même au cours de sa vie de travail (...). A la date du 30 juin 1994, les fonds de pension atteignent 23 milliards de dollars. Ces fonds ont été utilisés (produit des économies des travailleurs) d'abord pour privatiser les entreprises stratégiques et les plus grandes entreprises nationalisées, et ensuite pour permettre leur prise de contrôle par le groupe capitaliste le plus important. La conclusion, c'est que le "système privé de retraite" bénéficie beaucoup plus à ses administrateurs (entrepreneurs nationaux et étrangers) qu'à ceux qui ont fait le sacrifice d'épargner pour leur retraite. »

C'est dans ce but que le FMI veut imposer à l'échelle mondiale le pillage de toutes les ressources pour la spéculation : réduction des salaires dans tous les pays, comme le préconisent les directives européennes, privatisation de tous les services publics, destruction de tous les systèmes collectifs de protection sociale arrachés par la lutte de classe des exploités et des opprimés.

Au nom de la libre concurrence, nous assistons à un déchaînement de ce qui est qualifié "d'économie de l'ombre", une économie mafieuse où un petit nombre de spéculateurs s'enrichissent sur les décombres, une économie liée à la drogue. Le financier-spécialiste Soros, par exemple, était présent au sommet économique de Davos, exigeant que soit constitué un "groupe mondial des investisseurs", qui regrouperait "les gestionnaires de fonds de pension et de fonds communs de placement, des compa-

gnies d'assurance, ainsi que des représentants du FMI, de la Banque mondiale, des agences et banques de développement".

L'institut officiel de l'université de Harvard consacré à la situation économique de la Russie et, bien entendu, favorable aux privatisations, affirme très officiellement que, comme résultat des privatisations, 70 % de l'économie et de la finance en Russie sont directement contrôlés par la mafia. Et le président de cet institut ajoute :

"Ce qui est grave, c'est que ce phénomène de contrôle de l'économie par la mafia a tendance à s'étendre à tous les pays, y compris les démocraties occidentales."

Certes, nous assistons à une fantastique mafiosisation de toute l'économie mondiale, mais celle-ci n'est rien d'autre que le débouché logique du règne de la spéculation. Ainsi, on évaluait le stock des investissements directs à 2 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Le marché spéculatif des seuls "produits dérivés" est de 15 000 milliards de dollars, tandis que le commerce mondial de marchandises

n'était que de 3 750 milliards de dollars. Selon une étude de l'ONU, la drogue a rapporté 300 milliards de dollars en 1991 et, selon Interpol, cette somme pourrait être de 500 milliards de dollars. 80 % de l'argent de la drogue ont été placés dans les circuits financiers. L'OCDE, d'ailleurs, le confirme en citant les pays modèles pour les plans de privatisation : Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Algérie, Bangladesh, Colombie, Egypte, Nigeria, Pérou, Inde...

Le Bangladesh est un pays où l'économie nationale est en train d'être détruite, alors qu'il est déjà l'un des pays les plus pauvres du monde. A Bombay, en Inde, 70 % de la population vivent sur les trottoirs, tandis qu'en Algérie 70 % des jeunes sont sans emploi et qu'une véritable guerre contre le peuple a déjà tué 100 000 personnes dans ces trois dernières années.

Présenter ces pays comme un modèle de développement, c'est indiquer clairement que le développement promis par les privatisations est en fait un développement fondé sur la destruction, non seulement de l'économie, mais de la civilisation humaine dans son ensemble.

4. — Une remise en cause de la souveraineté nationale

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale prétendent dicter aux peuples la politique qui doit être mise en œuvre dans les pays. Quelle que soit la couleur politique des gouvernements, les mêmes exigences aboutissent aux mêmes politiques.

Ainsi, un protocole d'accord entre le gouvernement d'Ilieșcu et le Fonds monétaire international a été signé. Dès 1994, le FMI a engagé une discussion avec le gouvernement Ilieșcu, sur la base d'un mémorandum exigeant notamment une libéralisation des prix, la réduction du déficit budgétaire et, concernant les secteurs de l'énergie, un arrêt des subven-

tions et une augmentation des prix (charbon, pétrole, électricité) au prix du marché mondial.

Comme semble le regretter une étude du CEDUCEE (février 1995) :

"Les réformes ont semblé davantage être le fruit de pressions extérieures que celui de la conviction (...). Celle exercée par le FMI ne devrait d'ailleurs pas se relâcher en ce qui concerne la nécessité de respecter tant les termes du mémorandum que le calendrier des lois d'accompagnement et de la restructuration industrielle (nouveau texte de loi sur la privatisation de masse adopté par le Sénat, loi sur les faillites)."

Le résultat nous est donné par un courrier d'un militant roumain de l'Entente internationale des travailleurs :

"La libéralisation des prix a conduit à une baisse de 50 % du pouvoir d'achat depuis octobre 1990, l'ouverture incontrôlée du marché roumain aux marchandises de toutes sortes conduit l'industrie roumaine à la faillite. A cela, on peut ajouter les effets de l'ajustement structurel, dont le plus important se reflète dans les 1 500 000 chômeurs et l'accroissement de la pauvreté, obligeant les gens à vivre au jour le jour avec 15 000 leis (10 dollars)."

Par ailleurs, les responsables syndicaux des mines rejettent la réforme minière, qui signifierait à terme la fermeture des mines et la suppression de dizaines de milliers d'emplois.

Un militant roumain rapporte :

"Nous avions eu une hausse des prix de l'essence, du charbon. Les grandes sociétés énergétiques ont été divisées en trois secteurs (production d'énergie électrique, distribution, autres services) afin de se préparer au plan de privatisation qu'on exige de nous. Le FMI l'a souligné, il faut renoncer au monopole sur l'énergie et s'ouvrir à la concurrence des autres pays. Pour cela, le prix de l'énergie doit monter aux prix internationaux. Le prix de l'énergie n'est donc plus calculé sur les coûts en Roumanie, mais sur la base des exigences du FMI."

Il faut également moderniser, mais les achats d'équipements doivent être agréés par les banques internationales qui prêtent de l'argent. Les entreprises roumaines qui produisent du matériel électrique ne sont pas agréées, il faut acheter à l'ouest.

Tout est méthodiquement organisé. Il y a eu cet hiver une crise de l'énergie, entièrement truquée. En conséquence, alors qu'avec 280 000 mineurs nous avons une production de charbon excédentaire, le gouvernement a importé du charbon à 14 dollars la tonne, alors que le charbon roumain vaut 11 dollars la tonne."

A l'appel des syndicats de mineurs (CNCSCM), plusieurs grèves ont aussi eu lieu en Roumanie, sur les revendications suivantes :

"Droit à une place de travail, maintien des régimes spéciaux de retraites pour les travailleurs du sous-sol, droit à une assurance sociale en rapport avec les risques encourus."

De même, la BERD a conclu un accord avec le gouvernement roumain pour "moderniser" les chemins de fer. Cent à deux cents millions de dollars sont promis, à condition :

- de renoncer aux tronçons non rentables ;
- de réduire le personnel ;
- de fermer plusieurs centaines de gares.

Le premier résultat de cette "réforme", c'est l'annonce qu'au 1^{er} mars, le prix des billets de train allait doubler.

Comme l'indiquait un militant de l'Entente internationale des travailleurs en Lituanie :

"J'affirme que rien ne se décide en Lituanie, mais à l'extérieur."

CE SONT LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE QUI DÉCIDENT

Sous l'effet du poids grandissant de sa dette, la Hongrie était sommée par le FMI de procéder à de nouvelles réformes.

Le nouveau gouvernement "socialiste" (ex-PC rénové) a aussi annoncé la privatisation des transports, des télécommunications, de l'énergie. Un militant hongrois relevait :

"Après la vente de l'industrie, de la presse, de la banque, que va-t-il rester de hongrois en Hongrie ?"

Les travailleurs des chemins de fer hongrois, face aux menaces pesant sur l'emploi, ont dû recourir à une grève générale pour garantir leurs salaires et leurs primes. Par là, ils se dressaient contre le bradage d'un secteur "stratégique" du pays.

En Hongrie aussi, des responsables et militants ouvriers nous expliquent, à propos de la privatisation de l'énergie :

« Sur les rangs il y a les Etats-Unis, les Français, les Allemands, les Suédois. La proposition des Français est simple : ils ne s'intéressent pas aux mines. Ils se proposent donc de fermer toutes les mines parce qu'ils livreront l'électricité qu'ils ont en surproduction en France. Les Etats-Unis ne peuvent pas transporter directement leur énergie, ils ne fermeront donc pas immédiatement les mines, mais, à terme, ne vont-ils pas faire venir du charbon d'ailleurs ?

Dans la région de Komlo, il reste 2 500 ouvriers, contre 7 000 à 10 000 avant. Il y a eu baisse régulière, sans licenciements, par des départs en retraite et préretraite. Selon nos estimations, en l'an 2000, il devrait rester 500 mineurs.

La question de la privatisation est telle que, dans l'administration, les services de directions, la privatisation est à l'ordre du jour, ils sont en train de s'auto-organiser pour se préparer à la privatisation.

Sur les cinq endroits où ils ont fusionné mines, électricité et classification du charbon en vue de la privatisation, nous avons des conseils ouvriers dans quatre et l'un où il n'y en a pas. Probablement, dans cette situation, le conseil ouvrier va se renforcer.

Concernant le gouvernement, au mois de mars, le ministre des Finances a annoncé un plan insensé d'attaques contre les travailleurs et la population. Mais, face à l'opposition et au mécontentement qui s'est brutalement manifesté, il n'a pas pu aller jusqu'au bout, il a dû reculer. Mais il essaie de faire passer sa politique par morceaux. Par exemple, le remboursement des crédits de logement vient de passer de 12 à 24 %. Il essaie également de remettre en cause le congé de maternité et le congéde maladie.

La privatisation de l'énergie est la question centrale pour les familles comme pour les travailleurs. Tout le monde parle de ça.

Il y a plusieurs variantes pour la privatisation. C'est ce que le ministre de l'Energie a expliqué dans la réunion avec les syndicats. Soit l'Etat conserve 51 % de l'énergie, mais dans ce cas il

reçoit moins d'argent et il y aura moins de demande de la part des étrangers. La deuxième variante, c'est vendre la majorité des actions en gardant une participation minoritaire de 26 %. Mais le ministre a précisé tel quel, dans la réunion, que la demande la plus importante reposait sur la troisième variante, à savoir la privatisation à 100 %. Neuf pays sont intéressés, a-t-il dit. D'ailleurs, le ministre a dit qu'en Hongrie, on ne peut pas avoir de charbon hongrois, tout en sachant que le charbon étranger coûte quatre fois plus cher que le charbon hongrois. Il n'est pas nécessaire de se demander pourquoi ils ont fermé les mines.

Il n'y a pas de délais, mais le ministre a indiqué que le gouvernement voulait vendre au plus vite, pour inclure l'argent reçu dans le prochain budget 1996. Mais il a précisé explicitement : "Je ne crois pas qu'avec cet argent, on puisse moderniser l'industrie, car il servira à combler les trous du budget actuel".

Voilà la réalité de la politique des grandes institutions internationales : la liquidation sociale et économique, et la remise en cause de la souveraineté nationale des pays réduits à l'état de zones sous contrôle.

On parle beaucoup des investissements mirifiques dans les économies est-européennes, mais quelle est la réalité ? Ainsi, en Lituanie, on annonce que plus de 5 100 entreprises industrielles d'Etat, dont la moitié de grande taille, avaient été privatisées au début de 1995. Les chiffres fournis par le Centre d'études et de documentation universitaire sur l'est européen signalent en tout et pour tout que, depuis 1992, les participations étrangères ne se sont portées que sur 42 grandes entreprises, pour un montant de seulement 21 millions de dollars.

Le cas de l'Estonie, que l'on présente comme "*le modèle hanséatique de la transition et le miracle estonien*", se réduit à ce qu'établit une étude de la Documentation française, intitulée "*Les investissements étrangers dans les pays Baltes*" (octobre 1995) :

"Selon le ministre des Finances estonien, le montant total des investissements étrangers s'élevait en avril 1995 à 430

millions de dollars, qui se répartissaient dans le capital de plus de 8 000 sociétés (...). Le montant moyen des capitaux investis est cependant très faible. Ce sont en effet le secteur commercial et les services, où l'investissement est par définition le plus faible, qui comptent le plus grand nombre d'entreprises à participation étrangère, au contraire de l'industrie. Les entreprises à capitaux étrangers se sont principalement installées à Tallin — plus des deux tiers représentant la moitié du capital étranger investi dans le pays."

Ainsi, l'étude confirme le caractère parasitaire de ces prétextes "investissements", au détriment des investissements industriels et sur la base de la destruction du tissu industriel et productif du pays.

Ce dont il s'agit, c'est de la prise en main de ces régions, les réduisant, à l'instar de ce que nous avons cité plus haut à propos de l'Afrique, en zones utiles et zones inutiles.

L'EST EUROPÉEN UTILE ET L'EST EUROPÉEN INUTILE

On présente l'Allemagne comme le premier investisseur en Russie. Si l'on étudie la structure du commerce extérieur Allemagne-Russie pour l'ensemble de 1994, on peut constater que les exportations de Russie vers l'Allemagne sont pour 32,2 % des matières premières, pour 54,9 % des semi-produits, et pour 10,9 % des produits finis. Si l'on prend la structure des exportations de l'Allemagne vers la Russie, on peut constater que les matières premières représentent 1,2 %, les semi-produits 1,2 % et les produits finis 80,7 %. En un mot, la structure des échanges commerciaux entre la Russie et l'Allemagne souligne le caractère d'exploitation des matières premières venant de Russie et l'importation en Russie de produits finis allemands.

Dans le cas de la Bulgarie, l'effondrement des importations est particulièrement significatif : moins 42 % et moins 16 % de ses exportations en 1994 par rapport à l'année 1993 ! Et ce, dans une situation où

la chute de l'ensemble des indicateurs économiques souligne l'effondrement de l'économie bulgare : par exemple, la production agricole, qui occupe une place déterminante dans l'économie bulgare, chute en 1994 de près de 11 % (pour l'élevage, ce chiffre atteint 20 %), alors que le chômage se développe massivement et que l'inflation atteint 100 %.

En Roumanie, en 1994, les échanges ont été massivement réorientés vers les pays de l'Ouest, qui absorbent ainsi 55 % des exportations roumaines. Mais, ce qu'il faut souligner, c'est que la structure de ces exportations est la suivante : textile et meubles ont augmenté de 25 %, tandis que la Roumanie importe à tour de bras en provenance de l'Ouest, du Japon et des Etats-Unis des machines-outils et des produits finis. C'est-à-dire que s'opère une destruction des industries métallurgiques, sidérurgiques, de produits finis ou semi-finis, au profit d'une délocalisation et d'une sous-traitance s'intégrant à l'offensive généralisée de déréglementation du travail au compte des grandes firmes impérialistes.

Prenons le cas de la Hongrie. Dans les quatre premiers mois de l'année 1995, les exportations se sont élevées à 3 251 millions de dollars, les importations à 4 797 millions de dollars. Les exportations ont donc progressé de 10,9 % et les importations de 17,8 %. Si on examine les relations économiques avec l'Union européenne, les exportations ont augmenté de 15 % et les importations de 20,4 %, tandis qu'en même temps les exportations des anciennes républiques de l'Union soviétique ont chuté de 8,3 % par rapport à 1994. Il y a dix ans, 80 % du commerce se faisait avec l'Union soviétique ; l'ex-Union soviétique a vu sa production chuter de plus de 40 % en 1993.

Ces chiffres sont déjà parlants en eux-mêmes, mais il faut analyser plus précisément la structure de ces relations commerciales. L'importation de matériels ou de produits finis a augmenté de 32 %, tandis que l'exportation de machines, de transports, d'outillage et d'équipements stagne (soulignons encore une fois que celle-ci était exportée vers l'Union soviétique). Le résultat, en Hongrie, est un chômage offi-

ciel de 12 %, un endettement auprès du FMI de 31 milliards de dollars et, en application des accords avec le FMI, le gouvernement "socialiste" de la nomenklatura rénovée a décidé un plan de privatisation des secteurs clés de l'économie tels que l'énergie, les télécommunications, etc., c'est-à-dire un véritable bradage du pays.

Ce pillage est orchestré et organisé par ces mafias-nomenklaturas. A. Nemeth, ancien Premier ministre de Kadar et membre du bureau politique en Hongrie, est aujourd'hui vice-président de la BERD, tandis que son complice Megedevissz, ancien ministre des Finances en 1987, qui a introduit la TVA en Hongrie, devenu directeur de la banque Paribas après 1989, est revenu au ministère des Finances pour mettre en œuvre les plans de privatisation.

De même, Stolojan, commissaire à la Planification sous Ceausescu, qui a organisé l'étranglement du peuple roumain pour rembourser la dette au FMI, après avoir été ministre d'Illiescu pour privatiser, s'est envolé aux Etats-Unis pour devenir l'un des responsables au FMI sur l'Est européen.

En Bulgarie, en Pologne, en Lituanie, en Hongrie, après les dernières élections, ce sont tous des partis "socialistes" (des PC rénovés) qui se retrouvent aux commandes pour organiser les plans de privatisation aux ordres du FMI. Hier chantres du "socialisme réel" aux ordres de Moscou, aujourd'hui hérauts des privatisations aux ordres de Washington.

Nous voyons là très concrètement comment, derrière ces chiffres, s'exprime cette tendance au pillage, à la déréglementation et à la remise en cause des cadres nationaux. La destruction économique, le pillage, le bradage s'inscrivent dans cette politique de mafiosisation de l'économie mondiale, qui s'exprime très nettement dans les pays est-européens. Une étude, parue dans la revue du FMI de mars 1995, publie un article titré "*La dollarisation dans les pays en transition*". Cette étude souligne :

"En Croatie, par exemple, le taux d'inflation trimestriel a touché un sommet de 120 % au dernier trimestre 1992,

et le taux de dollarisation dépassait 80 %. La Slovénie, en revanche, a réussi à faire baisser rapidement l'inflation. Néanmoins, bien que le taux d'inflation trimestriel soit tombé de plus de 60 % au dernier trimestre de 1991, à moins de 5 % au premier trimestre de 1994, le taux de dollarisation est resté aux alentours de 45 % pendant toute cette période. Depuis la fin 1993, la Croatie a aussi fait chuter l'inflation de façon spectaculaire, mais sans grand effet sur le taux de dollarisation (...). En Europe de l'Est, la dollarisation s'est rapidement développée dans les pays où la libération des prix a alimenté l'inflation pendant la première année des réformes, par exemple l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie (...). Un programme de désinflation ne fait donc pas refluer la dollarisation, contrairement à ce que l'on soutient souvent."

Il faut insister : la destruction de la propriété sociale n'aboutit pas seulement à la liquidation économique dans chaque pays, elle détruit ces pays eux-mêmes. En ce sens, elle ne peut conduire qu'au chaos.

Ainsi, une étude du ministère français des Affaires étrangères, de septembre 1995, souligne, concernant toujours ce miracle estonien :

"Dans l'exposé de la transition économique estonienne, une place privilégiée doit être consacrée à la réforme monétaire. Parallèlement à la thérapie de choc, l'Estonie met en place le système de l'Office monétaire, Currency Board. Ce procédé, qui était à l'œuvre dans l'ancien empire colonial anglais, demeure en vigueur à Hong-Kong, par exemple, et a été utilisée en Argentine pour juguler l'inflation. L'Office monétaire, totalement indépendant de l'Etat, garantit la convertibilité de la monnaie estonienne en deutschmark au taux de 1 mark pour 8 couronnes, avec une marge de fluctuation de 3 %. Il s'agit donc d'un abandon provisoire de souveraineté. L'économie estonienne est désormais tendue vers l'investissement étranger. Indubitablement, la subordination de la souveraineté, la quête du soutien occidental et l'accent mis sur le commerce extérieur et l'investissement constituent un renouement avec le modèle économique hanséatique."

Rappelons, pour mémoire, que la Ligue hanséatique était constituée autour des

riches commerçants bourgeois et armateurs de la Hanse, avec l'établissement d'un monopole commercial sur les régions s'étendant du Nord de l'Allemagne jusqu'aux fourrures et aux bois de Novgorod. La référence utilisée n'est donc pas une simple anecdote.

Une autre conclusion doit encore être tirée : les privatisations, la liquidation et le recours à la spéculation détruisent et écrasent tous les pays est-européens au profit des seuls intérêts de la minorité capitaliste engagée dans une tourmente spéculative et destructrice de toute l'économie mondiale.

UNE DISLOCATION DES ÉTATS NATIONAUX

Cette politique de privatisation-liquidation et de spéculation conduit à remettre en cause non seulement la souveraineté nationale, mais y compris l'existence même de ces pays, qui voient se disloquer leur cadre national sous les effets de la pression économique et politique internationale. Soumis à la pression du FMI, les gouvernements doivent faire porter toutes les attaques contre la classe ouvrière.

C'est précisément la raison pour laquelle les bureaucraties de l'ex-Yougoslavie, face aux vagues de grèves qui se développaient dans le pays contre les plans d'ajustement structurel du FMI, ont commencé par détruire la Fédération syndicale yougoslave, afin d'organiser des syndicats par république, dans l'objectif de diviser la classe ouvrière yougoslave.

C'est cette politique qui conduit à la dislocation des Etats nationaux, aux conflits dits "interethniques". En Yougoslavie, "*la thérapie de choc du FMI a précédé la guerre*". En effet, la politique du FMI en Yougoslavie a conduit à la guerre : l'intervention des grandes puissances n'a cessé d'alimenter, mois après mois, le conflit et la guerre en Yougoslavie, celles-ci dénonçant la purification ethnique pour mieux l'organiser, sous couvert des plans de paix dits de "cantonisation", en découpant la Bosnie en

cantons croates, musulmans et serbes, en procédant à l'échange de populations.

Et c'est cette même orientation qui conduit le FMI à partager la dette de la Yougoslavie entre les différentes républiques issues de son éclatement. Exagération ? Non. Alors que la guerre faisait rage, le FMI a proposé de répartir la vieille dette de la Yougoslavie à l'égard du FMI de la façon suivante : 36,52 % pour la Serbie, 28,49 % pour la Croatie, 16,39 % pour la Slovénie, 5,4 % pour la Macédoine, et 16,39 %... pour la Bosnie !

C'est une même politique, qui, de la Somalie au Rwanda, du Burundi à l'Angola, conduit à la multiplication des conflits. Soixante-quinze pays sont en situation de guerre, selon les chiffres officiels de l'ONU. Cette politique internationale, qui s'applique dans les Balkans et dans l'ensemble de l'Est européen, menace tous les peuples de la région.

L'avenir, selon ces grandes puissances ? En Somalie, où se terminait la mission "humanitaire" de l'ONU, l'ambassadeur américain a défini la situation en ces termes :

"Il n'y a plus de Somalie. La Somalie, c'est fini. Ce qui va émerger maintenant va être une série de cités-Etats et de comptoirs commerciaux le long de la côte et des bantoustans à l'intérieur."

La mission "Rendre l'espoir" a atteint son but...

Partout, la guerre est utilisée pour réduire les peuples à la merci des plans d'ajustement structurel. Quatre ans après la fin de la guerre contre l'Irak, ce pays est toujours l'objet d'un embargo meurtrier, avec les pires conséquences sur la population (famines, maladies...). Un responsable américain a expliqué cyniquement :

"Si l'embargo pétrolier était levé, en l'espace de six mois la production de l'Irak (serait telle) qu'elle entraînerait une chute du prix du pétrole..."

Insupportable pour l'impérialisme américain ! L'embargo, utilisé au nom de prétextes "humanitaires", au nom des "droits de l'homme", est devenu une des armes

privilégiées utilisées contre les peuples. Comme celui d'Irak, les peuples d'Haïti, de Cuba et de Serbie en font la cruelle expérience.

L'Algérie, pays ravagé par une véritable guerre, qui a fait plus de 40 000 morts en quatre ans, connaît une inflation dépassant officiellement les 35 %. Les prix, en particulier ceux des denrées de première nécessité, augmentent de façon vertigineuse. C'est alors qu'est mis en marche un plan de privatisation, qui conduirait à la fermeture, dans une première étape, de 400 entreprises et à la

perte de 250 000 emplois, cela dans un pays où près de 20 millions de personnes vivent en dessous du seuil de la misère. Mais, en octobre 1994, le gouvernement algérien a été félicité par le directeur général du FMI pour avoir appliqué "à la lettre" le plan d'ajustement structurel. Encore plus : le plan de privatisation n'est qu'une étape dans la privatisation de l'ensemble du secteur public, qui représente 80 % de l'économie nationale. Ainsi, il est établi que, derrière la guerre contre le peuple et les travailleurs, qui va s'aggravant, il y a les plans du FMI et leurs conséquences.

5. — Une négation de la démocratie

La mainmise des grandes puissances, le bradage et la spéculation sont une négation de la démocratie.

La souveraineté des Etats est mise en cause.

Le seul obstacle au développement de la barbarie, c'est la résistance de la classe ouvrière fondée sur la défense de ses acquis et de ses organisations.

Cette politique de liquidation et de bradage implique la mise en coupe réglée de l'activité des syndicats. C'est à la conférence de Banska Bystrica qu'un responsable syndical roumain, V. Temelescu, expliquait :

« Pour ceux qui nous dirigent, la question sociale est un obstacle sur la voie des plans de transformation de la Roumanie en une colonie de travail. »

On nous parle du droit à une vie décence et on oublie qu'il y a un 1 200 000 chômeurs officiellement déclarés, ainsi que des millions d'hommes qui travaillent et qui sont au seuil de pauvreté. Quand les salariés osent demander leurs droits, on leur dit qu'ils n'ont pas une vision correcte de ce que signifie l'économie de marché (...). Dans ce contexte, le rôle des syndicats en Roumanie est bien plus difficile que dans des pays où existe une tradition de défense des droits et garanties sociales. Les organisations syndicales de notre pays ont du mal à survivre, à résister aux pressions auxquelles elles sont soumises. »

par le gouvernement, qui agit en même temps comme représentant du pouvoir et comme patron (...). Face à l'amplification des tensions sociales, on a assisté à une réaction du pouvoir. Les grèves sont de nouveau déclarées illégales, les dirigeants syndicaux sont licenciés en dépit de la protection offerte par la loi. Les administrations menacent de fermer les entreprises, de jeter les salariés au chômage.

Le gouvernement a annoncé au Parlement un projet de loi concernant un Conseil économique et social, organisme qui impliquerait l'obligation du tripartisme gouvernement-patronat-syndicats. En vertu de ce principe, qui aurait donc force de loi, le rôle des syndicats ne serait plus de défendre exclusivement les droits des salariés qu'ils représentent, mais d'être uniquement une courroie de transmission. Ils devraient tenir des intérêts "supérieurs", qui seront définis par le pouvoir et le patronat. »

C'est pourquoi, comme l'indique un courrier des militants roumains de l'Entente internationale des travailleurs :

« Le pacte social conclu entre la centrale CNSLR et le gouvernement prouve que les dirigeants de cette centrale sont en liaison directe avec le gouvernement. Il faut quand même mentionner le refus des autres centrales syndicales importantes, Alfa et le Bloc national syndical, de signer pareil document, qui précise que CNSLR s'abstiendra de faire grève jusqu'à la fin de l'année, le gouverne-

ment promettant en échange de monter le niveau du salaire à 65 % de celui d'octobre 1990."

De même, en Russie, les organisations syndicales indépendantes se trouvent confrontées à une fantastique offensive de corruption par le biais des institutions internationales et des ONG.

Et, pour celles qui résistent à cette offensive, à une brutale répression ,qui voit les biens des syndicats bloqués dans les comptes en banque, les militants syndicaux réprimés et chassés de leur travail. Dans tous les pays est-européens, c'est la tentative de liquider les syndicats ouvriers indépendants. Il s'agit là d'une politique internationale.

Après le sommet social de l'ONU, qui s'est tenu en mars 1995 à Copenhague, dans le but d'associer les organisations syndicales à la mise en œuvre des plans du FMI, on assiste à une généralisation de la recherche de pactes sociaux, comme en Italie, en Allemagne ou en Espagne, où vient d'être signé un accord interdisant le droit de grève générale pour un an, au nom de la sauvegarde de l'emploi, dans un pays où le chômage frappant la jeunesse est de plus de 34 % !

Partout, dans tous les pays, il faut museler les syndicats.

Cette exigence d'intégration directe des syndicats aux impératifs destructeurs du capital est universelle et trouve une expression concentrée dans la "politique européenne" des institutions de Maastricht. M. Santer, président de la Commission européenne (le successeur de Jacques Delors), vient d'annoncer qu'il prendra l'initiative pour que

« les employeurs, les syndicats et les gouvernements de toute l'Union européenne concluent des accords larges sur la modération salariale et la flexibilité du travail, similaires au "pacte pour l'emploi" que le chancelier Helmut Kohl

a conclu la semaine dernière avec les syndicats et le patronat » (International Herald Tribune, 30 janvier 1996).

Cette offensive de liquidation de l'indépendance des syndicats se fait aussi au moyen de la remise en cause du rôle traditionnel joué par l'Organisation internationale du travail (OIT).

De là l'importance de l'initiative prise de réunir des militants ouvriers et syndicaux à l'occasion de la prochaine conférence de l'OIT et de l'appel convoquant cette réunion, où l'on peut lire :

"C'est pourquoi, à la place qui est la sienne, nous considérons que le rôle de l'OIT s'avère plus que jamais nécessaire, comme institution dont les buts, de par la volonté de ses fondateurs, portent sur la dignité et le droit au travail, sur la liberté d'expression et d'association, sur la lutte contre la pauvreté, pour le plein-emploi et l'élévation des niveaux de vie, la protection sociale, les conditions d'hygiène et de sécurité, la protection des enfants sur le lieu de travail, etc.

L'action de l'OIT doit continuer à enregistrer et à promouvoir l'adoption de ses principales résolutions dans le seul cadre qui, aujourd'hui, permet leur application effective : le cadre national.

Le développement de l'économie globale tend à détruire l'ensemble des réseaux institutionnels construits au sein de chaque nation, le cadre national étant considéré comme entrave à la globalisation de l'économie.

L'OIT est visée en priorité, alors que sa mission régulatrice s'avère plus que jamais nécessaire pour freiner les dégâts provoqués par l'offensive ultra-libérale.

L'OIT doit en premier lieu rester totalement indépendante, en refusant toute intégration ou association à des institutions internationales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, pour ne citer qu'elles, ces institutions agissant comme échelons de la mondialisation et de l'impérialisme."

6. — L'Entente internationale des travailleurs prépare la III^e Conférence mondiale ouverte

Les mobilisations de novembre-décembre 1995 en France ont précisément vu se dresser les travailleurs contre ces plans destructeurs de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. C'est cette même résistance aux plans des institutions internationales et des grandes puissances qui ont vu, dans les conditions difficiles de guerre, d'état d'exception, de dizaines de milliers de morts, les travailleurs algériens, avec leur syndicat, l'UGTA, se dresser dans une grève générale suivie massivement, pour leurs revendications, contre le pillage des richesses énergétiques de l'Algérie par les grands trusts internationaux. C'est cette même volonté de résistance qui s'est exprimée dans la grève de mineurs russes et ukrainiens. Loin des oppositions ethniques, ils étaient ensemble dans la grève contre le plan de restructuration du FMI et de la Banque mondiale, qui signifie la restructuration des puits de mines et la liquidation de dizaines de milliers d'emplois.

Ces derniers mouvements confirment, dans la situation difficile d'un monde qui croule, qu'il n'est pas d'autre voie que la lutte de classe des exploités et des opprimés pour sauver l'humanité de la barbarie dans laquelle l'entraîne le régime de la propriété privée des moyens de production. La constitution de l'Entente internationale des travailleurs répond à ce besoin d'organiser les forces ouvrières qui entendent combattre le système capitaliste. Elle constate que les partis de l'Internationale socialiste ou les partis staliniens, rénovés ou non rénovés, se déclarent ouvertement partisans de l'économie de marché, c'est-à-dire du régime de la propriété privée. En France comme en Espagne, dans les pays scandinaves, ce sont les partis de l'Internationale socialiste qui ont mis en œuvre les plans d'austérité et de réduction drastique de tous les budgets sociaux, au compte des grandes institutions internationales. En Lituanie, en Pologne, en

Hongrie, en Roumanie, ce sont les "Partis communistes rénovés" qui appliquent les plans d'ajustement structurel du FMI.

Cette politique internationale menée sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, dont nous avons établi qu'elle remet en cause les entreprises publiques, les services publics, la protection sociale et les retraites, et l'existence même d'Etats nationaux souverains, s'applique et se met en œuvre sur tous les continents et dans tous les pays, y compris ceux qui sont présentés comme des pays riches. Nous avons démontré en quoi l'ensemble des mesures prises visent non pas à développer l'économie de chaque pays, mais à développer la spéculation pour le profit d'une petite minorité de 358 milliardaires.

Cette unification de la politique internationale des grandes puissances au compte des spéculateurs unifie la lutte des travailleurs pour la défense de leurs revendications et de leurs organisations. Ce dont il est question à travers les prétenues "réformes économiques" à l'Est de l'Europe, c'est de la remise en cause du caractère social de la propriété, avec toutes les conséquences pour les travailleurs et les populations. Liquider jusqu'au bout ce qui a été acquis par les travailleurs, c'est liquider les travailleurs et la classe ouvrière elle-même. C'est une véritable destruction de la classe ouvrière et des bases mêmes de la civilisation humaine. La résistance des travailleurs de l'Est de l'Europe à la politique de privatisation et de liquidation s'inscrit comme partie prenante de la lutte des travailleurs dans chaque pays contre la remise en cause de leurs acquis et revendications.

L'Entente internationale des travailleurs considère qu'il n'est pas de bien plus précieux à préserver que l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. Dans ce monde qui croule, pour mieux

enchaîner les travailleurs aux Etats, aux gouvernements, aux institutions internationales, on assiste à une fantastique offensive de liquidation des droits et garanties, au nom de "l'humanitaire". On prétend ainsi substituer, au régime des droits ouvriers, le régime caritatif. En effet, puisqu'on veut liquider les organisations syndicales indépendantes, on prétend les remplacer par les ONG comme accompagnement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

C'est pourquoi le comité préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte, qui s'est réuni les 16 et 17 décembre 1995, à Predeal, en Roumanie, a adopté l'appel suivant :

« Les 16 et 17 décembre 1995, en Roumanie, nous avons tenu la réunion du comité préparatoire à la III^e Conférence mondiale ouverte. Venus de quatre continents, nous étions des délégués d'Afrique du Sud, du Bangladesh, du Mexique, des Etats-Unis, d'Allemagne, de Roumanie, de France, de Slovaquie, de Russie, de Lituanie, de Yougoslavie et de Grèce (la délégation hongroise n'a pu venir pour des raisons techniques).

Nous nous sommes réunis dans une partie de l'Europe où, depuis quatre ans, alimentée par les grandes puissances, une guerre se déroule et ravage l'ex-Yougoslavie.

Nous nous sommes réunis au lendemain de la signature à Paris des accords de "paix" sous la présidence de Clinton, au moment même où les "grandes puissances" — les Etats-Unis et l'Union européenne — se réunissaient à Madrid pour décider du sort et de l'avenir des peuples.

Militants et responsables ouvriers venus de quatre continents, nous affirmons que c'est aux peuples et aux travailleurs de décider de leur sort et de leur avenir.

C'est pourquoi nous faisons notre l'appel lancé par des militants et responsables ouvriers de Hongrie, appel qui dit :

"Nous, militants ouvriers de Hongrie, nous nous adressons aux travailleurs de la région balkano-danubienne : notre pays, notre région sont en danger.

Au nom de la "liberté" acquise après quarante ans du régime que nous avons subi, on veut remettre en cause nos droits : le droit au travail, à la santé, à l'instruction.

C'est le gouvernement "communiste" de Kadar qui a adhéré au Fonds monétaire international, commencé la politique de privatisations et d'austérité poursuivie par le gouvernement "conservateur" d'Antall après 1989. Et nous voyons l'actuel gouvernement "socialiste" du Parti socialiste hongrois (héritier rénové du parti de Kadar) amplifier cette politique.

Le résultat, c'est que, depuis quinze ans, notre pays rembourse la dette auprès du FMI régulièrement. Et en 1993, celle-ci a été augmentée de 2,5 milliards de dollars, ce qui porte le total de la dette à 21 milliards de dollars pour un pays de 10 millions et demi d'habitants !

Faudrait-il accepter la destruction de notre pays pour payer la dette ? Car, face au remboursement de la dette à l'égard du FMI, les gouvernements successifs ont privatisé les banques, la presse (tous les journaux hongrois sont allemands, français ou anglais) et des grandes entreprises rentables. Ils ont organisé le transfert massif des biens de la nation dans les mains de propriétaires étrangers. Nous avons perdu complètement Tungsram, Lehel, Ganz et bien d'autres. Il s'agit d'une destruction consciente de l'économie hongroise, sous le camouflage de "changements structurels de l'économie". Cela s'est traduit, par exemple, dans la région industrielle de Borsod, par la liquidation de la sidérurgie. En 1993, l'Etat s'est retiré de la direction de la Caisse d'assurance maladie et de retraites, au nom de la rentabilité, et a donc poussé à la privatisation. La privatisation est un véritable pillage. Voici ce qu'il en est dans l'industrie pharmaceutique : les matières premières de médicaments utilisés en Hongrie sont à 98 % fabriquées dans le pays, mais elles sont exportées puis réintroduites, sous forme de médicaments, comme produits étrangers et, à ce titre, les grands trusts internationaux bénéficient de subventions de l'Etat hongrois !

Le résultat, c'est un chômage massif qui se développe : entre 1989 et 1994, l'emploi a baissé de 28 %. Mais, tandis que la population s'appauvrit, l'inflation montera à 30 % à la fin 1995, et le ministre des Finances a annoncé le 1er

juin une série de remises en cause des prestations sociales, comme le congé de maternité ou la réduction des allocations familiales. Cette situation provoque la résistance des travailleurs hongrois. S'il y a eu des manifestations massives d'étudiants, c'est parce que le gouvernement avait décidé de remettre en cause la gratuité de l'inscription.

Voilà le résultat des privatisations du gouvernement "socialiste", qui conduit à la misère, au chaos, à la barbarie. Le gouvernement vient d'annoncer la privatisation de cinquante industries, parmi lesquelles l'ensemble du système énergétique (les mines, l'électricité, le gaz, le pétrole) et les télécommunications. En détruisant l'économie, c'est la nation que l'on détruit.

Et l'on ose nous parler de droit des peuples

De quel droit s'agit-il quand on voit le gouvernement "socialiste", sur injonction du FMI, nous annoncer la privatisation de l'énergie, du téléphone, des systèmes de télécommunications, avec à la clé son lot de licenciements, de misère et de destructions. Si nos usines, nos banques, notre énergie, nos systèmes de télécommunications, notre presse sont soit liquidés, soit bradés au capital international, peut-on encore parler de souveraineté de la Hongrie et de droit des peuples ?

Le droit du peuple hongrois, c'est le droit de refuser ces injonctions du FMI, de refuser la liquidation du pays par la privatisation.

Au nom des "normes européennes", l'Union européenne a exigé de notre gouvernement qu'il applique les quotas laitiers et donne 10 000 forints par abattage de vache. Le résultat en a été le doublement du prix du lait, puis, quelques mois après, il a fallu importer du lait d'Italie, membre de l'Union européenne. Voilà le sort que nous réserve notre statut d'associé potentiel à l'Union européenne. Et nous ne sommes encore qu'à "la porte de l'Europe".

Les dirigeants de l'Union européenne prétendent maintenant parler au nom du peuple hongrois en se préoccupant du sort des minorités hongroises dans les pays voisins. Larmes de crocodile de la part de ceux qui sont les destructeurs de la nation. Détruire l'économie, c'est détruire la nation, c'est détruire les tra-

vailleurs et les peuples, et donc détruire aussi les minorités nationales !

Il s'agit là d'une politique internationale : ce qui se passe chez nous se passe ailleurs. Les mêmes plans de privatisation et de destruction du FMI cherchent à s'appliquer en Slovaquie, en Roumanie, en Ukraine et dans toute l'Europe

Depuis trop longtemps, notre pays et notre région ont été soumis au jeu des grandes puissances décidant pour nous, découpant nos pays, redessinant les frontières et taillant dans la chair des nations. Nous refusons la yougoslavisation et la cantonisation de la région.

Ce sont les grandes puissances qui ont pillé la Yougoslavie, l'ont disloquée, et qui, aujourd'hui, alimentent le jeu sinistre des mafias-nomenklaturas au nom de la paix et du droit des peuples. Avec leurs plans de "paix", qui visent à dépecer la Bosnie en cantons soumis à ces mêmes mafias-nomenklaturas, les grandes puissances organisent l'échange de territoires, de populations. Il y a ainsi 4,5 millions de personnes déplacées, soit le quart de la population ! Elles organisent la purification ethnique et provoquent et voudraient provoquer de nouvelles guerres et de nouveaux massacres.

Nous refusons le droit à ces privateurs-liquidateurs, que ce soient les nomenklaturistes pro-FMI au pouvoir en Hongrie, que ce soit l'Union européenne, que ce soient les capitalistes américains comme Soros, de parler au nom du peuple hongrois, alors que ce sont ceux-là mêmes qui liquident le peuple, la nation et le pays hongrois.

Nous, travailleurs hongrois, nous affirmons à nos voisins de Roumanie, de Slovaquie, d'Ukraine et de Yougoslavie : ne nous laissons pas imposer les divisions ethniques !

Nous savons qu'il n'y a pas d'issue dans les revendications de remise en cause des frontières telles qu'elles sont établies aujourd'hui. Nous affirmons que notre avenir, l'avenir de tous les peuples de notre région, ne passe en aucun cas par la "cantonisation" des Etats de la région, par l'échange de populations, par la guerre. Depuis des siècles, les peuples de notre région sont imbriqués sur de mêmes territoires et vivent en paix quand les grandes puissances ne provoquent pas de conflits.

Nous affirmons que les membres des minorités nationales hongroises qui vivent dans les pays frontaliers en Slovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie et en Ukraine sont des citoyens de ces Etats. Ils sont des travailleurs, sur un même terrain que les autres travailleurs de ces pays. Les travailleurs de Slovaquie, de Roumanie, d'Ukraine et de Yougoslavie n'ont pas d'intérêts distincts, mais ils ont des droits.

Nous disons que les minorités ont des droits : le droit au travail, le droit à la langue, le droit à l'école et le droit à la culture. Et c'est à la classe ouvrière qu'il revient d'assurer ces droits, remis en cause par les plans de privatisation-liquidation des nomenklaturistes et des grandes puissances, qui veulent, pour ce faire, diviser les peuples.

Nous ne voulons pas la guerre, mais du travail. La place d'un travailleur n'est pas au front, mais à l'usine. C'est pourquoi nous combattons les privatisations-liquidations, qui nous chassent de l'usine et nous conduisent au front.

Aux travailleurs de Slovaquie, de Roumanie, de Yougoslavie et d'Ukraine, nous affirmons que la fraternité des travailleurs fondée sur la lutte commune contre la privatisation-liquidation est à la base de la fraternité des peuples de notre région.

C'est pourquoi nous répondons favorablement à l'appel du responsable syndical mineur de Roumanie, Temelescu, qui, dans son appel à la tenue du comité préparatoire à la IIIe Conférence mondiale ouverte, affirme :

- La paix dans les Balkans signifie un coup d'arrêt à la politique des plans d'ajustement structurel et de privatisation du FMI, qui ont générés les causes du conflit sanglant, menant au chaos.

- La paix dans les Balkans signifie le retrait des troupes de l'ONU, de l'OTAN et de la FAR, qui, loin d'être facteurs de paix, depuis plus de trois ans, sont un facteur actif de la poursuite des hostilités.

- La paix dans les Balkans signifie la lutte contre les gouvernements qui soutiennent les initiatives "diplomatiques" et "humanitaires" poursuivant la guerre.

- La paix dans les Balkans signifie la défense des travailleurs dans l'unité,

quelle que soit leur nationalité ou leur religion.

- La paix dans les Balkans signifie le droit des peuples des Balkans à décider de leur sort, à l'abri des institutions internationales, de leur gouvernement, des gouvernements étrangers, tous intéressés à la perpétuation des conflits opposant plus encore les travailleurs entre eux."

Les militants ouvriers et responsables syndicaux Asztalos Laszlo, Kis Julia, Kiss Julianna, Kosztin Laszlo, Szegedi Janos, Ark Bela appellent à contresigner cet appel

Les interventions de nos délégations, venues des quatre coins du monde, ont démontré que ce qu'affirment les camarades hongrois dans leur appel, à savoir qu'il s'agit d'une politique internationale s'appliquant dans tous les pays et sur tous les continents, est une réalité. Nous sommes tous confrontés à une même politique de privatisation-liquidation, de remise en cause des droits ouvriers et des droits des peuples, menée au nom des plans d'ajustement structurel du FMI.

C'est le délégué du Bangladesh qui a montré comment le travail des enfants signifiait le chômage pour 60 % de la population active du Bangladesh. Il a souligné que cette question ne concernait pas simplement les pays de l'Asie du Sud-Est, mais l'ensemble du monde, car derrière cette question du travail des enfants se profile la déréglementation généralisée remettant en cause les droits et garanties des travailleurs : du fait des privatisations, la destruction des bases de l'économie gagne du terrain dans tous les pays.

C'est ce délégué d'Afrique du Sud qui a démontré comment les plans d'ajustement structurel ont conduit le continent africain à la misère la plus extrême, et comment cette politique, qui entraîne la destruction du cadre même des nations, conduit aux conflits, aux guerres, aux massacres et au chaos, comme en Somalie, au Rwanda et dans bien d'autres pays. Il y a eu ainsi plus de morts en Afrique ces quinze dernières années que durant toute la Deuxième Guerre mondiale en Europe.

C'est la délégation des Etats-Unis qui a souligné comment, dans le pays le plus riche du monde, des millions de femmes et d'hommes sont jetés dans la plus extrême misère ; comment l'ensemble des systèmes de santé, de protection sociale et les services publics sont détruits ; et comment, dans de telles conditions, la résistance des travailleurs américains s'exprime dans le fait que de larges couches de militants syndicalistes cherchent aujourd'hui à construire un Labor Party.

Ce sont différents délégués d'Europe qui ont souligné à leur tour comment, dans tous les pays, la remise en cause de la protection sociale, des systèmes de santé, des droits et des garanties des travailleurs était le produit des exigences de la politique de Maastricht au compte des grandes institutions internationales.

C'est ce délégué de Grèce, président de l'Union nationale des retraités, qui a indiqué comment ces exigences signifiaient la liquidation des régimes de retraite et de protection sociale en Grèce, et comment, pour ce faire, on voulait associer les organisations syndicales à la mise en œuvre de ces réformes.

C'est le délégué de France qui a souligné le fait que les travailleurs dans son pays étaient précisément en grève contre la politique de destruction de la Sécurité sociale du gouvernement Juppé, qui entend détruire la caisse nationale de la Sécurité sociale au profit de caisses régionales et locales. Ce n'est là rien d'autre que la préparation de sa privatisation et sa liquidation, ainsi que la remise en cause des prérogatives des organisations syndicales.

Ce sont ces délégués d'ex-Union soviétique, venus de Lituanie et de Russie, qui ont ensemble affirmé, face aux plans internationaux du FMI et de la Banque mondiale, face aux développements en Tchétchénie et en Yougoslavie : seuls les travailleurs organisés à l'échelle interna-

tionale peuvent s'opposer à cette barbarie. Les organisations ouvrières doivent comprendre, ont-ils indiqué, qu'elles ont un ennemi commun. C'est seulement en luttant ensemble qu'elles pourront s'opposer à ces plans destructeurs du capital.

Délégués venus de quatre continents, nous affirmons ensemble aux travailleurs du monde entier : l'unité des ouvriers est notre seul garant. Ne nous laissons pas diviser.

Nous l'avons constaté, l'existence d'organisations ouvrières indépendantes est le levier décisif pour la lutte contre les plans de privatisation-liquidation, qui conduisent à la guerre et aux conflits. C'est là le levier pour la défense des conquêtes sociales et des droits ouvriers, le levier pour la défense des bases mêmes de la civilisation humaine, menacée par la politique du FMI, de la Banque mondiale et des grandes puissances.

Nous affirmons notre détermination à mener ensemble, dans chacun de nos pays comme à l'échelle internationale, le combat pour la défense des revendications des travailleurs contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre les plans de liquidation-privatisation, pour la défense des organisations ouvrières indépendantes.

Pour cela, il est indispensable de construire ensemble, à l'échelle mondiale, une force organisée qui mène cette bataille. C'est pourquoi, ensemble, nous appelons tous les travailleurs, les militants, les responsables ouvriers, à préparer et soutenir la III^e Conférence mondiale ouverte préparée à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, pour une Internationale ouvrière, à Paris, les 22, 23, 24 octobre 1996. »

Lucien Gauthier

Nouvelles de l'Internationale

BRÉSIL



Bulletin *O Trabalho*, édition spéciale, du 8 au 21 août 1996 :

“Congrès national : les bandits au service de Fernando Henrique Cardoso (FHC)”

“Ce Parlement est encore plus soumis au président de la République que tous ses

prédecesseurs. Les chiffres crus le révèlent dans un relevé du DIAP (Département intersyndical de conseil parlementaire), publié le 27 juillet (*O Estado de São Paulo*).

Au cours des dix-huit premiers mois du gouvernement FHC, il a adopté dix-sept lois par mois sur demande de l'exécutif, près d'une loi par jour ouvrable ! Sous le gouvernement Collor, cette moyenne était de quatorze, et de onze sous le gouvernement Sarney. C'est la preuve que ce Parlement de bandits est complice de Fernando Henrique Cardoso dans sa politique de destruction des droits sociaux, d'ouverture du pays au capital international, de liquidation des services publics (...).

Unité contre FHC

Tout travailleur qui voit aujourd’hui ses droits élémentaires remis en question, tout jeune qui se voit sans place dans les écoles, sans un travail digne, regarde avec méfiance FHC et le Parlement. Chaque revendication populaire, chaque droit qu’on cherche à défendre aujourd’hui dans ce pays se heurte frontalement à la volonté politique de FHC, de ce Parlement et des institutions de l’Etat. Chaque jour supplémentaire sous le gouvernement FHC équivaut à près de deux nouvelles mesures parlementaires au contenu antinational. Chaque jour supplémentaire sous ce Parlement représente la poursuite de sa

servitude à FHC et l'aggravation de la crise nationale.

Pour les travailleurs, c'est une situation insupportable, qui exige que ce gouvernement soit chassé. Cela exige l'unité des organisations des travailleurs et du peuple, dans des Rencontres démocratiques et populaires, qui discutent d'une issue à la crise et qui proposent la mobilisation pour combattre FHC. La seule issue, c'est l'élection démocratique de représentants du peuple, qui constituent de nouvelles institutions et qui satisfassent les revendications populaires, dans une Assemblée constituante souveraine."

SUISSE



Editorial du Journal, bimensuel de l'Union des cercles pour une politique ouvrière, n° 130, 29 août 1996 :

«Ça suffit !»

«En planifiant une croissance zéro jusqu'en l'an 2000, le conseil fédéral donne un signal : le démantèlement social ne fait que commencer. Il n'y a pas de limites. La majorité devra payer, payer

encore et payer, pour qu'une petite minorité de capitalistes puisse s'enrichir. Les employés des CFF devront payer pour permettre la privatisation des CFF et l'enrichissement des spéculateurs. Après avoir dit le contraire, le conseiller fédéral socialiste, Moritz Leuenberger, justifie, au nom du conseil fédéral, la baisse des salaires des cheminots. Encore une décision prise sous le sceau de la modération, sans doute !

Mais voilà, les cheminots ne sont plus d'accord. Le congrès extraordinaire de la SEV, le 8 août dernier, et la manifestation qui a réuni 10 000 personnes sur la place fédérale le même jour ont montré la détermination du personnel.

“Si le Parlement devait suivre dans cette voie irresponsable, nous irons jusqu'à la grève !”, déclarait le président de la SEV, Charly Pasche, au lendemain de la prise de position du conseil fédéral. Le conseil fédéral n'est ni un modérateur ni un arbitre, et la présence des socialistes dans ce gouvernement ne constitue en aucune manière un point d'appui pour les travailleurs. La seule issue, c'est l'organisation indépendante des travailleurs : les cheminots ouvrent la voie. »

BELGIQUE

LA TRIBUNE DES TRAVAILLEURS

Publication mensuelle éditée par le Comité d'lutte en Belgique - Alliance Internationale des Travailleurs

**Un gouvernement qui n'a pas d'autre objectif que de détruire les conquêtes sociales
Un régime qui n'est même pas capable de protéger nos enfants**

Un gouvernement et un régime en crise rejetés par toute la population

Ed. par l'Alliance Internationale des Travailleurs - N°44 - 50 FB

La Tribune des travailleurs, bimensuel du comité de l'Alliance européenne des travailleurs en Belgique, n° 44, 1^{er} septembre 1996 :

"S'unir contre un gouvernement illégitime"

« Dehaene avait voulu et obtenu, en 1995, des élections anticipées. La dernière réforme de l'Etat a été mise en œuvre. On allait, paraît-il, assister à un rapprochement de la politique et des citoyens, à une simplification des institutions.

Bref, on allait voir ce qu'on allait voir. Et on a vu. On a vu ce gouvernement incapable d'appliquer sa politique autrement que par des pouvoirs spéciaux, c'est-à-dire en accentuant la remise en cause de la démocratie. On a vu un Parlement fédéral, "rénové et simplifié", se déchirer, non pas sur les pouvoirs spéciaux, mais sur toutes les questions communautaires prétendument réglées par la réforme de l'Etat. On a, enfin, vu ce gouvernement, doté de ses pouvoirs spéciaux, incapable, avant les vacances, de se mettre d'accord, en cabinet restreint (soit cinq personnes !) sur la politique à mettre en œuvre concrètement. On vient de voir ses "forces de l'ordre", si habiles à matraquer la jeunesse, incapables de protéger les enfants. Un tel tableau, c'est celui d'un régime en crise politique profonde.

Cette crise, elle vient de la résistance opiniâtre des travailleurs, dans des conditions pourtant rendues difficiles par le fait que ce sont les dirigeants du PS et du SP qui appliquent cette politique. Cette crise, elle vient du refus de la FGTB — sous la pression de sa base — de signer le pacte social en 1993 et le "contrat d'avenir" cette année, elle vient des mobilisations contre le plan global et contre les décrets Onkleinx-Grefé, elle vient de la résistance populaire.

Ce gouvernement n'a plus qu'un espoir pour appliquer sa politique rejetée par toute la population : que les dirigeants du PS et du SP fassent pression sur la direction de la FGTB pour obtenir un aval à sa politique, notamment par un accord interprofessionnel avalisant le "contrat d'avenir". Mais les travailleurs ont déjà montré

leur capacité à s'opposer à ce genre d'opérations.

Les conditions de l'unité

Oui, comme le souligne *Le Peuple*, il y a une immense révolte populaire. Que lui faut-il pour mettre en déroute la politique de gouvernement illégitime ? L'unité, tout simplement.

Cela suppose d'abord la défense du caractère national de la FGTB contre ceux qui s'efforcent d'y développer des conflits "communautaires". Contre les attaques du gouvernement fédéral, les travailleurs ont besoin d'une organisation syndicale qui les unisse à l'échelle de tout le pays.

Cette unité exige des revendications claires : le rejet pur et simple de toute forme d'application du "contrat d'avenir", la défense intégrale de la Sécurité sociale (contre toute forme d'atteinte au salaire indirect que sont les cotisations sociales, contre la CSG, qui ne peut être qu'une ponction sur nos salaires), le rejet de toute nouvelle mesure de régression sociale.

Se rassembler sur ces revendications, c'est le moyen de résister aux pressions qu'exerce le gouvernement en vue d'obtenir un accord interprofessionnel qui avale sa politique (normes des salaires et des cotisations de Sécurité sociale, etc.). Ne faudrait-il pas, avant toute décision, un congrès de la FGTB préparé par des assemblées dans les entreprises et les régionales ? Ce serait à lui de définir les revendications syndicales et les moyens d'action pour les faire aboutir. C'est aussi le moyen d'entraîner les travailleurs de la CSC dans l'action, sans se subordonner à la direction de ce syndicat, qui était disposée à signer le "contrat d'avenir" de Dehaene.

Sur ces bases, la nécessaire unité des travailleurs de tout le pays, du nord au sud, est possible. En face, au gouvernement, ils se déchirent, parce qu'ils ont peur. Notre unité les fera reculer. »

PORTUGAL



Tribuna Livre, n° 44, édition du Mouvement pour l'unité des travailleurs, 8 avril 1996 :

“Le Portugal de nouveau à la croisée des chemins”

« Vingt-deux ans après le 25 avril — qui a ouvert une période où le peuple travailleur portugais a conquis des droits démocratiques et sociaux importants et a affirmé le Portugal dans le monde entier comme nation libre et démocratique —, nous, soussignés, un groupe de citoyens et militants, soumettons à votre considération les réflexions suivantes comme base pour la réalisation d'un débat public.

Quelle issue pour le Portugal ?

La mobilisation et la volonté de la majorité du peuple portugais ont mis fin à dix ans de “cavaquisme”.

Quelles perspectives, quelles propositions politiques, quel chemin voulons-nous aujourd’hui voir s’ouvrir pour des millions de travailleurs, dont un grand nombre vivent dans une situation extrêmement difficile, quelles solutions sont possibles pour ceux qui ont travaillé toute leur vie, quel avenir pouvons-nous réservé à nos enfants ?

Comment défendre les objectifs du 25 avril consignés dans la Constitution ?

Les militants ou les simples citoyens qui ont dit non à la politique mise en œuvre par les gouvernements successifs de Cavaco Silva ont des points de vue divers sur la façon dont doit être organisée la société.

Mais, quels que soient ces points de vue, nous aspirons tous à la construction d'un pays où il nous soit possible de nous réaliser comme hommes et comme femmes libres, sur la base du respect des droits démocratiques qui fondent une société de paix et de justice sociale.

C'est cet espoir qui a fait se dresser dans ce pays la population travailleuse des villes et des campagnes en avril 1974, entraînant la conquête de droits importants et l'élaboration d'une Constitution considérée comme parmi les plus démocratiques et avancées du monde :

“La sécurité de l'emploi est garantie aux travailleurs...” (article 53).

“Les travailleurs ont le droit de créer des commissions de travailleurs pour la défense de leurs intérêts et l'intervention démocratique dans la vie de l'entreprise. Les commissions de travailleurs ont le droit de participer à l'élaboration de la législation du travail et des plans sociaux et économiques au sujet du secteur concerné” (article 54).

“La liberté syndicale est reconnue aux travailleurs comme condition de la défense leurs intérêts” (article 55).

“Le droit de grève est garanti. Il revient aux travailleurs de définir le cadre des intérêts à défendre à travers la grève, la loi ne pouvant limiter ce cadre. Le lock-out est interdit” (article 57).

“Il incombe à l'Etat d'organiser, de coordonner et de subventionner un système d'assurance sociale unifié et décentralisé, avec la participation des associations syndicales, d'autres organisations représentatives des travailleurs et des associations représentatives des autres bénéficiaires” (article 63).

"Le droit à la protection de la santé à travers un service national de santé universel et général (...) tendant à la gratuité" (article 64).

"Dans la mise en pratique de la politique d'enseignement, il incombe à l'Etat : a) d'assurer l'enseignement élémentaire universel, obligatoire et gratuit ; b) de créer un système public d'éducation préscolaire ; c) de garantir l'éducation permanente et d'éliminer l'analphabétisme ; d) de garantir à tous les citoyens, suivant leurs capacités, l'accès aux grades les plus élevés de l'enseignement, de la recherche et de la création artistique" (article 74).

Défendre ces conquêtes consignées dans la Constitution et lutter pour elles ne signifie-t-il pas défendre d'ores et déjà tout ce qui a été conquis et qui est encore maintenu ? Cela ne signifie-t-il pas de commencer à tenter de préserver ce qui reste de la richesse nationale, de préserver tout ce que la politique des gouvernements de Cavaco Silva n'est pas parvenue à détruire ?

Quand des responsables de partis disent : *"Il faut retirer de la Constitution toutes les références au 25 avril, et même en finir avec l'Etat-providence"*, les droits sociaux qui y sont consignés, ou une partie d'entre eux, ne risquent-ils pas d'être éliminés ?

Défendre la démocratie implique de défendre la production et les emplois

L'application des plans d'ajustement structurel a eu pour conséquence, suivant l'Association industrielle portugaise, qu'*"au moins la moitié des entreprises sont dans une situation financière déséquilibrée, bien qu'elles soient viables, tandis que 20 % sont en faillite, mais continuent à opérer sur le marché"*.

En même temps, les grandes entreprises et les services publics, que les gouvernements de Cavaco Silva ont commencé à démanteler et à privatiser, sont tous déjà aux mains ou la cible des grands spéculateurs et capitalistes nationaux et internationaux. Quelle conséquence aura cette

politique économique pour l'économie portugaise ? Prenons l'exemple de l'EDP.

N'est-il pas reconnu par tous que l'un des problèmes du manque de compétitivité du Portugal réside dans les prix de l'énergie ? Alors, quand l'énergie passera aux mains du secteur privé, les prix de celle-ci n'accentueront-ils pas plus encore ces problèmes de compétitivité ?

L'EDP a représenté un secteur clé de l'économie nationale. Son démembrement et, en conséquence, sa privatisation ne signifient-ils pas éliminer d'un trait de plume droits des travailleurs et garanties des emplois ?

La prise de position des travailleurs socialistes ne serait-elle pas légitime quand ils défendent le maintien de l'EDP comme entreprise publique ?

Si le chômage continue à augmenter, avec les faillites, avec la fermeture des entreprises et les privatisations, les droits sociaux consignés dans la Constitution ne seront-ils pas compromis ?

Les conditions ne seront-elles pas créées pour toutes sortes d'aventures autoritaires et antidémocratiques ? Dans un récent débat télévisé, le ministre de la Planification, João Cravinho, à la question posée par le journaliste : *"Vous qui, il y a vingt ans, avez nationalisé les entreprises, allez-vous maintenant les privatiser?"*, a répondu : *"Ces mesures étaient alors nécessaires, sinon le pays s'effondrait."*

Et maintenant, quand un demi-million de personnes ont déjà abandonné l'agriculture et se sont déplacées vers les centres urbains, quand les secteurs de l'industrie traditionnelle (textile, chaussure, métallurgie, pêche et conserves) sont sur le point de disparaître, n'est-ce pas à l'effondrement de la production et de l'économie qu'on assiste ?

Alors, quelles mesures doivent être prises pour préserver ce qui reste de l'économie nationale ?

Ces mesures pourraient-elles être prises dans le cadre des directives découlant du traité de Maastricht ?

Les autres peuples aussi sont confrontés au même type de problèmes

Il est évident que les problèmes auxquels le peuple portugais est confronté, par-delà les spécificités de notre situation, sont aussi les problèmes qui se posent aux peuples du reste de l'Europe et du monde.

Dans tous les pays, les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, se subordonnent aux directives du FMI et des traités internationaux (GATT), où ce qui prévaut, ce sont les intérêts économiques d'un groupe de plus en plus réduit de riches et de puissants, plutôt que les droits sociaux de la majorité du peuple.

Cette politique d'offensive brutale contre tous les droits des travailleurs et des peuples met à l'ordre du jour la nécessité d'une réflexion commune sur les solutions et les propositions d'action politique permettant au peuple travailleur portugais de défendre sa survie, de défendre la nation portugaise, en liaison avec l'action des travailleurs et des peuples des autres pays, en jetant les bases d'une Europe des travailleurs et de la démocratie.

C'est pourquoi nous proposons d'organiser un débat, le 27 avril prochain, à 15 h 30, à la bibliothèque-musée République et Résistance, route de Benfica, 419, à Lisbonne, en présence de militants portugais, français et espagnols, sur le thème général : "Le Portugal à la croisée des chemins". Sont conviés à participer à ce débat tous ceux qui sont préoccupés par ce qui se passe dans le pays et dans le monde, pour réfléchir en commun sur les problèmes suivants :

- ce que nous avons obtenu avec le 25 avril, et à quel point nous en sommes aujourd'hui ;
- la contradiction entre la Constitution de la République portugaise et le traité de Maastricht ;
- le combat des travailleurs européens contre les mesures de Maastricht (exemples de la lutte des travailleurs français contre le plan Juppé, et des travailleurs espagnols) ;

• la lutte pour l'indépendance des organisations des travailleurs. »

MEXIQUE



Article paru dans *El Trabajo*, pour un parti ouvrier, pour une Internationale des travailleurs, n° 63, avril 1996 :

**« Association nationale de techniciens et professionnels du pétrole :
"Avec la vente de la pétrochimie,
on commence à démanteler
les Pétroles mexicains" »**

"La vente de la pétrochimie attente aux droits des travailleurs, car, même quand les nouveaux patrons s'engagent à respecter la convention collective de travail en vigueur, rien ne garantit qu'ils n'en demanderont pas l'annulation ultérieurement ; ou même qu'ils attendent deux ans pour la modifier de fond en comble.

Sur cet aspect, le cas du personnel technique et professionnel est encore plus grave, car on prétend supprimer tous les postes dans un délai de six mois pour que ce soient les nouveaux patrons qui réébauchent le personnel, à la condition qu'ils ne ramènent pas de l'étranger leur propre personnel et qu'ils laissent en place

les Mexicains... avec des postes et des salaires inférieurs, comme cela est arrivé avant 1938.

D'abord, tous les produits pétrochimiques primaires ont été, de manière injustifiée et frauduleuse, classifiés comme secondaires, après que la Pemex eut été divisée en quatre succursales pour pouvoir la céder en parties au capital étranger, les ressources financières pour son entretien et sa modernisation étant réduites intentionnellement.

Tout cela a fait partie d'une stratégie visant à démanteler le monopole d'Etat de l'industrie pétrolière mexicaine au bénéfice des multinationales du pétrole, qui attendaient cela depuis 1938.

En conclusion, avec la vente de la pétrochimie, on commence le démantèlement des Pétroles mexicains, ce qui porte atteinte à la Constitution mexicaine, à la souveraineté nationale, à l'autodétermination et à l'indépendance technologique, économique et politique de notre pays.

Des monopoles multinationaux se formeront, car l'appel d'offre est international, le plus probable étant que les soixante et une usines pétrochimiques resteront aux mains d'étrangers.

Des branches prioritaires comme la production d'aliments seront affectées (...).

GRÈCE

Politique ouvrière, tribune libre de la lutte de classe :

Déclaration du Comité pour la défense de la Sécurité sociale

« Travailleuses, travailleurs, chômeuses, chômeurs, retraités, jeunes,

La Sécurité sociale est la conquête de l'ensemble des travailleurs, par-delà toutes les catégories, toutes les professions : c'est l'élément fondamental d'union entre les

générations. Sa défense exige l'unité des travailleurs et de leurs organisations.

La Sécurité sociale est la grande caisse commune dans laquelle des millions de travailleurs déposent, au cours d'une vie entière, leurs cotisations, pour créer un système collectif de protection sociale afin que les individus ne puissent être isolés et à la merci de l'exploitation du capital, lequel est indifférent à la maladie et à la vieillesse des producteurs de la richesse (...).

ΕΡΓΑΤΙΚΗ ΠΟΛΙΤΙΚΗ
Ενωτική οπίνη εργατικά λευκά και τον πόλεμο
Τεύχος 133 Τελευταία 1996

**Η ενωτική πολιτική έκφραση
των εργαζομένων
το ξητούμενο!**

Eπίσης στην απόπειρα για μείωση εργαζομένων δεσμών από την πολιτική της κυβερνητικής οπίνης, η ΕΠΕΝ προσπαθεί να αποδειχθεί ότι η εργατική οπίνη είναι στην πορεία της ανάπτυξης και της ανανέωσης της επαρχίας. Η ΕΠΕΝ προσπαθεί να αποδειχθεί ότι η εργατική οπίνη είναι στην πορεία της ανάπτυξης και της ανανέωσης της επαρχίας. Η ΕΠΕΝ προσπαθεί να αποδειχθεί ότι η εργατική οπίνη είναι στην πορεία της ανάπτυξης και της ανανέωσης της επαρχίας.

Tην απόπειρα για μείωση εργαζομένων δεσμών από την πολιτική της κυβερνητικής οπίνης, η ΕΠΕΝ προσπαθεί να αποδειχθεί ότι η εργατική οπίνη είναι στην πορεία της ανάπτυξης και της ανανέωσης της επαρχίας. Η ΕΠΕΝ προσπαθεί να αποδειχθεί ότι η εργατική οπίνη είναι στην πορεία της ανάπτυξης και της ανανέωσης της επαρχίας.

Διαλογικό Κέντρο Ε.Α.Μ.Π.Π.
• Διαλογικό για την Ε.Α.Μ.Π.Π.

Dans notre pays, le gouvernement de la Nouvelle Démocratie, au cours de la période 1990-1993, a adopté les lois 1902/90, 1976/91 et 2084/94 contre la Sécurité sociale.

Le mouvement syndical, à cette époque, a lutté contre ces lois. Le PASOK, alors dans l'opposition, avait promis de les abolir.

Trois ans plus tard, se retrouvant au pouvoir, il a non seulement maintenu ces lois, mais il utilise la même voie pour attaquer la Sécurité sociale.

Nous, travailleurs et retraités, sommes contre cette politique et luttons contre elle.

• Nous refusons la logique de "déficits" et de "crise" de la Sécurité sociale. Les prétextes "déficits", qui sont sans cesse invoqués, proviennent du pillage de nos

caisses par l'Etat et par les patrons. Nous ne permettons pas qu'on oublie que, depuis quarante-cinq ans, les caisses ont été mises dans l'obligation de déposer l'argent des assurés à la Banque de Grèce, à un taux d'intérêt de 4 %, tandis que, pour couvrir leurs besoins, elles étaient obligées d'emprunter de l'argent au taux d'intérêt du marché libre, soit à 30 ou 32 %. L'Etat et le patronat ont ainsi détourné 7 000 milliards de drachmes de la seule IKA (1).

• Nous refusons le pillage de nos caisses d'assurance du fait du non-paiement des cotisations dues par les patrons, par le biais des diverses mesures d'allégement en faveur des patrons et au nom des exonérations accordées à ces derniers et utilisées par eux pour briser les garanties relevant des relations du travail, modifier les accords du travail, licencier, employer les ouvriers sans Sécurité sociale (...).

C'est pourquoi nous, syndicalistes, travailleurs et retraités, prenons l'initiative de constituer le Comité pour la défense de la Sécurité sociale, dans le but d'une participation de syndicalistes, de militants. Pour que cette initiative prenne de l'ampleur sur les lieux de travail et parmi les organisations syndicales, pour que les travailleurs prennent en main cette question et pour qu'elle devienne l'affaire de leurs organisations syndicales.

Nous combattons, sur la base de l'unité des travailleurs et de leurs organisations, pour la construction d'un puissant front de résistance face aux plans de destruction de la Sécurité sociale. Cette voie est la seule garantie pour faire face à l'offensive contre la Sécurité sociale. »

(1) Caisse d'une grande partie des ouvriers et des employés du secteur privé. En Grèce, il y a plusieurs caisses de Sécurité sociale et non pas un organisme unique ou l'équivalent du régime général existant en France (N.d.L.).

ROUMANIE



Editorial de *Tribuna Sociala*, bulletin de l'AET, avril 1996 :

“Quand les piliers de la dictature définissent la démocratie...”

« La loi sur les partis a été votée aux deux chambres du Parlement. Même au dernier moment, les parlementaires n'ont pas laissé entendre qu'ils sont conscients du fait que cet acte législatif restreint de façon significative le droit de libre association.

Il faut dorénavant 10 000 citoyens pour légaliser un parti politique. Le chiffre est énorme, surtout si l'on tient compte des moyens financiers nécessaires pour soutenir une action de cooptation dans une nouvelle formation politique comptant autant de citoyens.

Sans une immense somme d'argent, il est impossible d'atteindre ce chiffre et de couvrir l'aire géographique prévue par la loi.

Donc, politiquement, seuls ceux qui sont en mesure de "commanditer" une telle initiative pourront être désormais organisés et représentés.

Une attaque contre la classe ouvrière

Dans ces conditions, il est impossible, pour les citoyens appartenant aux couches matériellement défavorisées, de prendre des initiatives indépendantes pour la formation d'un nouveau parti. Les salariés, chômeurs et paysans seront obligés de "rattacher" leur choix politique à une des plates-formes des partis qui, nous le savons très bien, ne représentent que les intérêts de certains cercles ou personnes, roumains ou étrangers, qui ne voient en ceux d'en bas qu'une masse amorphe de "gens stupides" tout juste bons à exploiter et à manipuler (...).

Cet acte antidémocratique était cependant prévisible depuis l'introduction du "seuil électoral" aux élections de 1992. Celui-ci avait pour but de faire de la Roumanie un "pays gouvernable". Cette action a d'abord réussi, la preuve en étant la survie du catastrophique cabinet Vacaroiu. Toutefois, le gouvernement n'avait pas réalisé tout ce qu'il s'était promis en matière de destruction sociale. Un des motifs en était la peur des élections à venir et du rejet par l'électorat des groupes favorables au FMI. Or l'adoption de cette nouvelle loi sur les partis ferme pratiquement l'accès à la scène politique pour tous ceux qui s'opposent aux "ajustements" imposés de l'extérieur par les cercles politiques et financiers internationaux. Voilà ce qui se passe quand ceux qui ont été les piliers de la dictature passée définissent la "démocratie" actuelle. »

BANGLADESH

Extrait de la plate-forme électorale de United Process, regroupement auquel participent les militants de l'Entente internationale des travailleurs au Bangladesh :

« 16 décembre 1971 : chute de la tyrannie. La nation appelée Bangladesh émerge — pour un prix chèrement payé. C'est un rêve qui devient réalité, mais en partie seulement. Ce n'est que le commencement. Soixantequinze millions d'hommes

rêvaient de construire un Etat au service du peuple — sur les ruines laissées par la guerre —, un Etat qui deviendrait majeur, se développerait et nourrirait le développement de règles, d'une culture et de pratiques démocratiques, et répondrait aux aspirations du peuple. Mais le rêve ne s'est pas réalisé. En fait, la guerre n'a pas cessé en décembre 1971. Et nous ne nous en sommes pas aperçus. Les forces hostiles à la révolution, sous divers déguisements, se sont nichées dans les diverses recoins de la société, ont continué à utiliser leurs méthodes malveillantes pour démanteler, désorganiser et chasser les forces démocratiques de l'administration, tant du dedans que du dehors. Elles ont ainsi bloqué le processus de démocratisation au sein de la nation naissante (...).



Le système actuel est responsable de la situation désastreuse dans laquelle est plongé le pays. 80 % de la richesse nationale sont dans les poches d'une poignée de grandes familles. Au nom de la dette, ces familles ont puisé 200 milliards de takas dans le trésor public.

Ces capitalistes gagnent à leur cause d'une manière ou d'une autre les bureaucraties civils et militaires et en font leurs complices. Ils se partagent, entre eux et leurs complices bureaucratiques, la majeure partie de la dette extérieure et des dons de l'étranger.

La position du Bangladesh, au hit-parade des pays pauvres, n'a pas changé depuis 1972, cependant que, sous tous les gouvernements au pouvoir, on a entendu parler des vagues déferlantes du développement. En dépit de tout ce "développement", le pays croule sous le poids de la dette extérieure. Chaque enfant qui naît dans ce pays a dès la naissance une dette d'environ 2 500 francs, soit 20 000 takas. L'économie du pays, la politique de développement industriel, la planification, etc., tout cela est entre les mains des puissances étrangères. Le pays est aujourd'hui l'otage de la Banque mondiale et du FMI (...).

Pour répondre aux besoins du peuple, la première tâche, c'est de détruire l'Etat actuel antidémocratique et bureaucratique et d'instaurer un Etat démocratique du peuple. Et pour établir un Etat démocratique, le préalable, c'est d'organiser un vigoureux mouvement politique, social et économique.

Dans le cours de ce mouvement, des organisations et des groupes vont apparaître pour soulever le peuple, et la direction qui se développera sera celle qui défendra les aspirations du peuple. Et la méthode, c'est de détruire ce système antidémocratique et bureaucratique et d'établir une administration intérimaire après le soulèvement. La première tâche de ce gouvernement intérimaire sera d'appeler à l'élection d'une Assemblée constituante. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une Assemblée constituante et non parlementaire. Cette assemblée établira une Constitution démocratique. L'Assemblée constituante définira la politique fondamentale de l'Etat, la forme du gouvernement du peuple et les droits démocratiques fondamentaux seront inclus dans cette Constitution. Sur la base de cette nouvelle Constitution et sous le contrôle de l'administration d'intérim, des élections libres, honnêtes et indépendantes seront organisées. Nous appelons à la mobilisation pour une Assemblée constituante, pour en finir avec le système antidémocratique actuel. C'est dans le cadre de ce combat pour l'Assemblée constituante que nous participons à ces élections (...).

La Constitution actuelle n'est rien d'autre qu'un document qui officialise

tous les méfaits des parasites de l'Etat et des assoiffés de pouvoir, au nom de la "continuité constitutionnelle". Par conséquent, la responsabilité des représentants du peuple dans le Parlement à venir, c'est qu'ils sont responsables devant le peuple d'un point de vue de morale éthique et, politiquement, de démissionner s'il le faut.

- Pour une Assemblée constituante ;
- Adoption d'une Constitution ;
- Gouvernement élu sur la base de la nouvelle Constitution ;
- Adoption d'une loi permettant aux localités de fonctionner indépendamment sur la base de la Constitution.
- Séparation totale entre les exécutifs pour garantir et protéger les droits du peuple et la Constitution. »

ESPAGNE

Tribuna libre

Debate Social

Semanario obrero independiente

EDICIÓN SEMANAL DE ESPAÑA N.º 165

¿Qué acción frente a las agresiones que anuncia el gobierno Aznar?

Incendian la redacción de Debate Social

Un grupo anarquista ha incendiado la redacción central de la revista 'Debate Social', publicación independiente de todo tipo de ideología política. Presidente del Gobierno, José María Aznar, ha denunciado que se trata de un ataque dirigido a una revista que se define como "de izquierdas".

Por qué hay que rechazar las medidas del Plan de Estabilidad. Francisco Ibarra Martínez se pregunta, dice al final de su artículo, si no es porque el Plan de Estabilidad es un plan que no responde a las necesidades de la economía europea, que no responde a las necesidades de los países europeos, que no responde a las necesidades de las personas que viven en Europa. Los europeos, indicó, no quieren vivir en un mundo de desigualdad, de desventaja, de discriminación, de opresión, de explotación.

Declaraciones de Aznar. La respuesta a las declaraciones de Aznar es que las personas que viven en Europa no quieren vivir en un mundo de desigualdad, de desventaja, de discriminación, de opresión, de explotación.

Los europeos, indicó, no quieren vivir en un mundo de desigualdad, de desventaja, de discriminación, de opresión, de explotación.

Conferencias obreras frente a la crisis de Aznar

Instituciones francesas e hispanoamericanas, pág. 5

Editorial de Debate Social, hebdomadaire ouvrier indépendant, n° 165, 5 septembre 1996.

Editorial de Debate Social, hebdomadaire ouvrier indépendant, n° 165, 5 septembre 1996 :

"Quelle action face aux agressions annoncées par le gouvernement Aznar?"

« Durant tout l'été, les ministres et porte-parole du gouvernement ont multiplié les déclarations. Les coups de sonde envoyés par José Barea, directeur du service du budget, indiquent ce vers quoi Aznar veut diriger ses coups.

Cependant, une fois en septembre, c'en est fini des déclarations ou des demi-mesures pour le gouvernement. Il s'agit maintenant de définir le budget pour 1997.

Les rumeurs, comme toujours, disent que ce budget, pour atteindre les critères de Maastricht, doit réduire les dépenses de 800 000 millions de pesetas et parvenir à un déficit public de 3 % du produit intérieur brut, exigence aussi de ces "sacrosaints" critères de Maastricht pour 1999 (...).

Comment répondre aux attaques qui s'annoncent ?

Ne serait-il pas souhaitable de rassembler tout ce que réclament les travailleurs, c'est-à-dire de déterminer les revendications et aspirations de façon claire : contre le budget de l'Etat qui s'annonce pour 1997, contre le blocage des salaires, l'arrêt des privatisations, la défense de la Sécurité sociale.

Ne faut-il pas un plan précis pour préparer la grève générale ? Les déclarations à ce sujet ne suffisent pas, ce que demandent les travailleurs ce sont des propositions précises d'action unie.

Mais, pour cela, il ne sert à rien de faire prendre les vessies pour des lanternes. Le pacte de Tolède ne défend pas la Sécurité sociale, mais il aide à la démanteler. Aucun travailleur ou syndicaliste ne peut se reconnaître dans celui-ci. Quel sens a le fait que le PSOE et IU disent défendre la Sécurité sociale tout en continuant à soutenir le pacte de Tolède qui la détruit ?

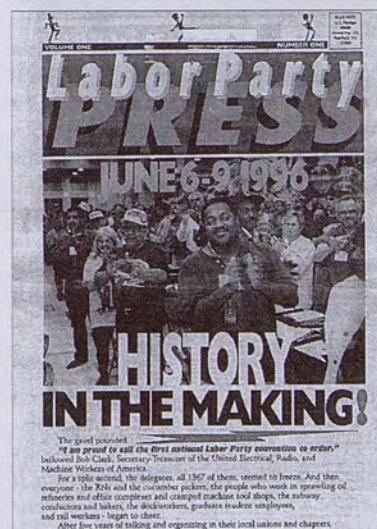
Les sept "tables de dialogue social" ne sont ni un dialogue ni une négociation, mais elles servent au gouvernement à noyer le poisson et à préparer les conditions pour appliquer sa politique, et dans

certains cas l'appliquer tout de suite. A qui sert, sinon, l'accord de la "table sur la sécurité et la santé dans le travail" ? N'est-ce pas ce que démontre l'accident de Puertollano, qui a coûté la vie à quatre travailleurs quelques jours après la signature de cet accord ? »

ÉTATS-UNIS

Le congrès du Labor Party vu à travers trois journaux :

- **Sous le titre "6-9 juin, l'histoire en marche !", le *Labor Party Press*, n° 1, de juin 1996, aborde la question des candidats.**



"Elections : se présenter ou ne pas se présenter ?"

« Comme on s'y attendait, l'un des débats les plus ardents du congrès a porté sur le soutien ou la présentation ou non à des candidats par le Labor Party. La commission sur le programme du Labor Party et la commission sur la Constitution ont élaboré en commun une proposition,

qu'ils ont dénommée "Nouvelle approche organisationnelle de la politique". Cette déclaration d'une page appelle le Labor Party à développer une "stratégie fondée sur le recrutement de masse et des actions politiques dépassant le cadre de campagnes électorales pour orienter le débat national sur notre programme". Par exemple, "une campagne pour le rétablissement du droit à créer des syndicats, ou pour un amendement intégrant le droit à un travail véritable pour un salaire décents à la Constitution". Selon cette déclaration, la question de la présentation de candidats devrait être étudiée par une commission spéciale et soumise au prochain congrès du Labour Party en 1998.

L'ILWU, ainsi qu'une série de délégués d'unions et de sections locales, étaient en désaccord avec la position non électoraliste du document. Luisa Gratz, présidente de l'union locale 26 de l'ILWU, a présenté une résolution de son syndicat, qui proposait que le Labor Party présente ou soutiennent des candidats indépendants ou du Labor Party au niveau local, régional ou d'Etat. "Ce que nous voulons c'est faire connaître notre programme aux gens", a déclaré Gratz. Elle a expliqué au congrès que la présentation de candidats au niveau local permettrait au nouveau parti "d'être reconnu comme une force au sein de la communauté". Gratz et d'autres ont souligné que de nombreux militants du Labor Party avaient d'ores et déjà présenté avec succès des candidatures locales.

Une heure durant, les délégués se sont présentés à six ou sept au micro pour discuter de cette question, les pour et les contre chacun à leur tour. "Je crois qu'il est prématûr et que ce serait une erreur de proposer une stratégie électorale dès maintenant. Nous n'en sommes qu'aux premiers pas de la construction de notre parti", a déclaré Carl Finamore, du syndicat des machinistes. "Le changement, cela commence dans la rue et dans les quartiers, et c'est de là que découlera une stratégie électorale pour défier ceux qui sont au pouvoir dans ce pays."

Tony Mazzocchi, dans l'un de ses quelques commentaires sur ce que disaient les délégués, a ajouté que le Labor Party ne peut pas, selon la loi électorale fédéra-

le, utiliser les fonds syndicaux pour proposer des candidats nationaux. Selon lui, le parti doit prendre le temps de développer sa force financière — tout comme une base militante bien plus large — avant de se lancer dans les élections. "Nous ne pouvons sauver le mouvement ouvrier et les travailleurs du jour au lendemain en présentant des candidats", a-t-il déclaré.

Les délégués ont dénoncé la clause qui demandait que le Labor Party organise des "centaines de milliers" de membres avant de pouvoir se présenter à des élections. Mais, au moment du vote sur la résolution générale, les cartes de vote multicolores se sont levées en majorité pour l'adopter. » (page 4).

En page 8, on trouve le programme du Labor Party :

« Nous sommes les gens qui construisent et font vivre la nation, mais nous ne bénéficions que rarement des fruits de notre travail. Nous sommes les travailleurs et les chômeurs. Nous sommes ceux qui font fonctionner le pays, mais qui n'ont guère leur mot à dire sur son fonctionnement.

Nous nous sommes regroupés pour créer ce Labor Party pour défendre nos intérêts et aspirations contre les intérêts avides des multinationales. Des décennies de concessions faites par les deux partis politiques existants aux entreprises n'ont pas abouti à l'économie de plein-emploi comme promis. Au contraire, les disparités de revenu et de richesse ont pris une ampleur éhontée. Nous offrons une perspective alternative d'une société de justice, qui défende les travailleurs, leurs familles et leur communauté.

Nous, membres de ce Labor Party, nous considérons comme les dépositaires du "rêve américain" du droit pour tous à accéder à la justice et au bien-être.

Dans notre "rêve américain", nous avons tous le droit à :

- un travail, un salaire décents, et un logement décent ;
- à adhérer librement à un syndicat sans craindre d'être licencié ou réprimé de toute autre façon ;

— à faire grève sans craindre de perdre notre emploi ;

— à ne pas subir de discrimination, que ce soit en fonction de notre race, sexe, ethnique, handicap, nationalité, tendance sexuelle, au travail et dans nos localités ;

— à une instruction publique gratuite de qualité pour nous et nos enfants ;

— à l'accès, pour tout résident aux Etats-Unis, à des services de santé public de bonne qualité dans tous les domaines ;

— à une retraite décence ;

— à des services publics locaux de qualité.

Considérant que les Partis démocrate et républicain servent les intérêts des patrons qui les financent :

— Nous dénonçons le pouvoir des grandes entreprises, qui mine les institutions démocratiques et la fonction gouvernementale.

— Nous dénonçons les hommes politiques et partis du patronat qui attribuent des milliards de remise d'impôts et de subventions aux riches, et se vendent au plus offrant.

— Nous rejetons le choix truqué entre l'emploi et l'environnement. Nous ne serons pas les otages des entreprises responsables de la pollution, qui empoisonnent nos lieux de travail et de vie.

— Nous dénonçons le transfert de millions de dollars de richesse des pauvres et des travailleurs vers les riches.

— Enfin, nous rejetons tout opportunisme visant à jouer sur la race, le sexe ou la carte d'immigrant pour nous interdire de nous occuper de nos véritables besoins et de ceux de nos familles et nos localités.

Le Labor Party est conscient que le combat pour la démocratie demande de s'opposer à l'élite patronale, qui combattrà sans pitié pour garder son pouvoir et ses priviléges.

Ce combat concerne notre génération. L'avenir de nos enfants et petits-enfants

est en jeu. C'est une bataille que nous ne devons pas perdre. »

• Le journal des syndicats de l'ILWU, *The Dispatcher*, publie pour sa part un numéro spécial sur "La naissance du Labor Party". Kathy Wilkes explique dans son éditorial :



« Le congrès de fondation du Labor Party est historique. Pourra-t-on en dire autant du parti lui-même, cela reste à voir. Il y a beaucoup de travail à faire, tant en termes d'organisation que de construction, et beaucoup à apprendre et résoudre. Mais si l'un des nombreux partis politiques qui cherchent à obtenir le statut de "troisième force" a une chance, ce pourrait bien être celui-là (...).

L'Appel à la justice sociale, adopté par les 1 400 délégués et plus réunis à Cleveland, Ohio, du 6 au 9 juin, réclame des salaires décents, le droit à la santé pour tous, des retraites décentes, une instruction publique de qualité et la suppression des subventions aux entreprises par un système d'impôts qui force les riches à payer de façon équitable, et toute une série d'autres mesures, qui vont nécessairement trouver un écho parmi les millions

d'Américains surchargés de travail, mal payés, luttant pour survivre et qui composent la classe ouvrière (...).

Ce que le Labor Party n'a pas obtenu, c'est le soutien total de l'AFL CIO. Le président fédéral, John Sweeney, qui parlait ce week-end devant le City Club de Cleveland, était ostensiblement absent du congrès. Cela n'a surpris personne.

Sweeney est le reflet de l'allégeance de l'AFL CIO au Parti démocrate — en dépit de la performance peu reluisante des démocrates sur la question de la santé et de la réforme du Code du travail, et de la mise en œuvre accélérée par Clinton de l'ALENA et des accords du GATT.

C'est un choix pragmatique, insistent les dirigeants de l'AFL CIO, parce que, pour l'instant, le Parti démocrate est la seule possibilité, le seul moyen de bloquer rapidement les républicains anti-ouvriers et pro-patronaux, et de les empêcher de submerger le congrès comme des cafards une usine de sucre.

Si les partisans du Labor Party font passer ce qu'ils veulent, cela ne restera pas vrai longtemps. Bien que les buts immédiats du parti n'incluent pas la présentation ou le soutien à des candidats, le Labor Party utilisera sa force numérique et son organisation pour influencer les pouvoirs politiques à venir. Il présentera probablement ses propres candidats, si... mais il y a beaucoup de si. Beaucoup trop, au goût de certains délégués.

Les positions électorales du Labor Party (ou plus exactement leur absence à ce jour) ont provoqué une chaude discussion lors de l'élaboration du programme du parti — et l'ILWU était au cœur des débats.

Ce qui était en cause, c'était une proposition controversée des commissions sur le programme et les statuts du parti, qui avait commencé laborieusement plusieurs semaines auparavant à reprendre les plus de 1 000 résolutions soumises par les délégués.

La résolution commune interdisait brutalement toute activité électorale "tant que nous n'aurions pas été capables de recruter et d'organiser des centaines de milliers de travailleurs sur un nouveau programme".

Mais, pour l'ILWU et des centaines d'autres délégués, cette proposition était inacceptable. Après maintes discussions de nuit et des pressions énergiques, la délégation de l'ILWU a proposé un amendement autorisant les sections du Labor Party et les organismes locaux et d'Etat à soutenir des candidats ouvriers indépendants, ou à présenter leurs propres candidats à ces niveaux.

Cet amendement était condamné avant même d'être présenté.

Interdit de vote

Longtemps avant le congrès, les dirigeants du LPA, l'organisme qui avait donné forme et contenu au parti, s'étaient opposés sans concession à la présentation ou au soutien de candidats dans l'immédiat.

"Il faut savoir marcher avant de courir" : c'était le slogan bateau répété sans cesse par des responsables du LPA, comme Tony Mazzocchi et Bob Wages, tous deux membres de l'OCAW (syndicat de la chimie et de l'atome). Position partagée par les syndicats de l'énergie, qui, par le biais de leur vote bloqué leur donnant une majorité confortable, ont étroitement contrôlé le déroulement et le ton du congrès.

Par conséquent, avant même que l'ILWU défende son point de vue, la majorité de la convention avait voté la clôture du débat et approuvé la résolution des commissions.

La délégation de l'ILWU, furieuse, a protesté en vain. Pour calmer les choses, Tony Mazzocchi a rencontré les délégués de l'ILWU lors du déjeuner. Il a accepté de demander à la tribune de permettre que l'amendement soit soumis et discuté "exceptionnellement" lors de la session de l'après-midi.

A l'ouverture de la session, la présidence a annoncé cet arrangement, en notant qu'« étant donné que l'ILWU était un syndicat national qui avait fourni beaucoup de

temps et d'efforts pour préparer le congrès, il méritait d'être entendu. Il n'y a pas eu d'objection.

Le congrès a finalement adopté un amendement présenté par une section locale du SEIU. Il proposait de mettre su pied un comité "sur le développement de notre stratégie électorale à venir", qui ferait un rapport au congrès de 1998 ; et il permettrait l'adoption d'une stratégie électorale "par une conférence du Labor Party", à condition que d'autres critères soient atteints.

Cependant, la discussion de la proposition de l'ILWU était repoussée jusqu'au retour de la délégation. Des rumeurs se répandaient comme un feu de brousse selon lesquelles l'ILWU avait quitté le congrès, mais furent immédiatement démenties lorsque les délégués firent un retour théâtral (mieux vaut tard que jamais), sous les applaudissements de plusieurs centaines de délégués.

Pour et contre

Les coprésidents de la délégation de l'ILWU, Dave Freiboth (National IBU) et Luisa Gratz (Union locale 26), prirent le micro pour présenter leur amendement. Une seconde après, le débat était lancé.

"Nous voulons faire connaître notre programme aux gens", a expliqué Gratz, et, étant donné que le mouvement ouvrier avait "perdu des centaines de milliers de membres", il fallait impérativement que le nouveau parti "soit identifié comme une force au sein de nos communautés". S'engager dans les élections au niveau local serait le meilleur moyen de le faire, a-t-elle souligné.

D'autres partisans se sont demandé comment on pouvait "*avoir un parti, mais pas de candidats*", et ne voyaient aucun problème à présenter des candidats dans une région "*après délibération en bonne et due forme*" des sections concernées.

"Nous proclamer Labor Party n'est pas suffisant, nous devons l'être vraiment", a déclaré un délégué de section. "*Pousser le Parti démocrate à gauche est tout aussi impossible que de pousser le lac Érié à gauche*". »

• Quant à *The Organizer*, il explique en page 6 de son numéro "spécial congrès du Labor Party", de juillet-aout 1996 :

« 7 juin : deuxième jour de congrès.

Le congrès a débuté vendredi matin avec un discours de Jim Hightower : "Qui défend les intérêts des travailleurs ? Ni les républicains ni les démocrates. Ils dorment à Wall Street et, pendant ce temps, vous et moi nous nous serrons la ceinture. C'est la classe ouvrière qui défend la classe ouvrière. Il est temps de nous mettre debout et de combattre. Six personnes sur dix n'ont pas voté en 1994. Il faut lancer une nouvelle politique dans ce pays."



Il continua en criant : "*Organisons, organisons, organisons !*", "*Agitons, agitons, agitons !*", ce qui provoqua immédiatement une clameur d'approbation dans la salle. "Ils disent que nous sommes une poignée d'agitateurs. Ils ont drôlement raison. Pensez-y : l'agitateur est au centre de la machine à laver, et fait sortir la saleté — et il est plus que temps de le faire. Ils ont des matous engrangés, mais nous avons les chats de gouttière, et les chats de gouttière sont beaucoup plus nombreux."

Hightower termina en citant la vieille militante ouvrière et socialiste Mother Jones, qui avait combattu avec les mineurs : "*Ce que j'en dis, c'est que nous devrions*

faire pousser moins de blé et plus de céréales."

La discussion qui a suivi portait sur le projet de programme. Le débat s'est centré d'abord sur le préambule. Margaret Guttshall, déléguée de la section du LPA de Detroit, a proposé un amendement ainsi conclu : "Le Labor Party ne peut en aucun cas soutenir des candidats des partis du patronat." Immédiatement, deux délégués s'opposaient à cet amendement : "Nous venons de Caroline du Nord. Nous avons deux élus au Parti démocrate, qui défendent véritablement les travailleurs. Ne devrions-nous plus les soutenir ? Je pense que si, et j'appelle à rejeter cet amendement."

Guttshall retira l'amendement après que la présidence eut expliqué que toutes les questions concernant la stratégie électorale seraient traitées dans un point spécifique plus tard.

Intégration du slogan du LPA

Mya Shone, déléguée de la section du LPA de Tricounties, Santa Barbara, Californie, proposa alors un autre amendement au préambule de la Constitution : "Nous pensons que les travailleurs ont besoin et ont le droit à une représentation politique. Nous croyons que ni les républicains ni les démocrates n'ont le droit de représenter les travailleurs, parce que ce sont tous deux des partis des patrons. Nous croyons que les travailleurs ont le droit d'avoir au moins un parti à eux, qui puisse représenter leurs intérêts dans tous les domaines et dans toutes les batailles."

Un autre délégué de Californie, Leo Seidlitz, intervint immédiatement pour dire que la motion de Shone interdirait de soutenir les démocrates : "Je suis contre cet amendement parce qu'il détruirait l'unité de notre organisation", dit-il.

Shone rétorqua à cette déformation de son intervention que le but de cet amendement n'était pas de préjuger de la discussion sur la stratégie électorale, comme l'avait affirmé à tort Seidlitz. Il s'agissait simplement de reprendre le mot d'ordre de fondation du LPA — "Les patrons ont deux partis. Nous avons besoin du nôtre" — et de le mettre en préambule de notre

programme, comme document qui définit la nature du parti qui se constitue. "Nous devons réaffirmer que la raison pour laquelle nous formons un Labor Party, c'est que les partis des patrons ne représentent pas nos intérêts", a expliqué Shone. "Le préambule ne doit pas simplement établir toutes les bonnes choses que nous défendons ; il doit aussi nous définir comme un parti distinct, un parti ouvrier indépendant."

Un délégué de Seattle intervient : "Quant à moi, j'en ai assez de travailler pour les démocrates. S'il y en a dans la salle qui veulent continuer à travailler pour eux, qu'ils le fassent à titre individuel. Mais cela ne devrait pas être la position du parti."

Après que la présidence eut à nouveau lu l'amendement — formulé dans des termes différents de l'intervention (qui auraient pu amener de nombreux participants et quelques journalistes à le confondre à tort avec l'amendement soumis par Guttshall) —, le vote a eu lieu. Un tiers environ des délégués levèrent leur carte pour l'amendement.

Des discussions s'élevèrent immédiatement dans toute la salle. De nombreux délégués étaient troublés par le fait que le slogan qui avait fondé le travail du LPA depuis sa création n'ait pas le droit de cité dans le préambule du programme.

Comment pouvait-on rejeter un tel amendement ? demandaient-ils. Il n'était pas question de stratégie électorale. Il s'agissait simplement d'affirmer la nécessité de construire un parti indépendant des partis des patrons. Est-ce que certains des syndicats nationaux ne voulaient pas vraiment construire un parti indépendant des patrons ?

Le congrès procéda à une discussion point par point du programme. Mark Dimondstein, délégué du LPA de Caroline du Nord et président de l'APWU (syndicat de postiers de Greater Greensboro), proposa l'amendement suivant : "Nous croyons en un pays qui défend et respecte les droits des travailleurs dans les autres pays aussi bien que dans le nôtre." Cet amendement a été adopté à l'unanimité."

ALGÉRIE



Tribune ouvrière, n° 67, organe du Parti des travailleurs d'Algérie :

« Comme il fallait s'y attendre, Zéroual a confirmé sa décision d'organiser un référendum autour de la modification de la Constitution, de réviser la loi sur les partis et, plus généralement, de maintenir tous les quels le contenu et la démarche du mémorandum. De même qu'il a rejeté catégoriquement toutes les propositions pour une solution politique au conflit armé qui ravage notre pays, car, pour lui, "la situation s'améliore sur tous les plans" ! »

(...) Rien n'est donc laissé au hasard. La présidence met les bouchées doubles pour encamiser la société, mettre au pas les partis politiques, pour pouvoir accélérer la privatisation des entreprises, le rouleau compresseur qu'elle a déjà mis en œuvre.

Cela s'explique : les travailleurs et la majorité de la population, poussés dans leurs derniers retranchements, expriment, malgré la dégradation épouvantable de la situation sur le plan sécuritaire et la répression, leur colère grandissante. La répression qui touche les pilotes d'Air Algérie, la condamnation de Chawki Amari et le maintien de scellés sur *La Tribune*, malgré le mouvement de solidarité, l'enlèvement de Me Msli par les "services" témoignent que, pour ceux qui

gouvernent avec l'appui des institutions financières internationales, aucune contestation ne peut désormais être tolérée et que c'est par le feu et le sang que le PAS passera.

Pour cela, et après les zones d'exclusion autour des champs gaziers et pétroliers, ils prévoient même un statut spécial pour Alger.

Dans l'ex-Yougoslavie, les dirigeants au compte du FMI ont dû, pour casser les grèves et diviser les travailleurs, recourir aux provocations à caractère ethnique et ont réussi à démanteler ce pays.

Chez nous, en plus du surarmement de la Kabylie, du déni et de la manipulation de la revendication amazigh, c'est au plus haut niveau et par institutions officielles — le HCA et l'ONM — interposées qu'on tente de provoquer l'irréparable, de dresser les Algériens les uns contre les autres sur des bases régionalistes (Aurès contre Kabylie), à défaut d'avoir réussi à dresser les berbérophones contre les arabophones.

Oui, en optant pour la poursuite de cette guerre, en couvrant — pour le moins — les provocations suscitées, sur fond d'appauvrissement sauvage en conséquence du PAS, c'est la somalisation conjuguée avec l'afghanisation de l'Algérie que préparent la présidence et son gouvernement.

(...) Mais si, pour les partis, les positions peuvent s'expliquer, par-delà les programmes et histoires respectifs, par les ambitions des dirigeants, l'attitude de la direction de l'UGTA relève d'un registre autrement plus grave, dans la mesure où il s'agit d'une organisation syndicale censée défendre les intérêts des travailleurs en toute indépendance du pouvoir et en toutes circonstances.

C'est au nom des millions de travailleurs qui ont exprimé leur rejet du programme de Zéroual-Ouyahia, car il planifie leur mort sociale et y compris physique, que Benhamouda s'associe au mémorandum de la présidence, qui consacre le plan d'ajustement structurel, le prend en charge, implique l'organisation syndicale et ses structures dans la préparation de la "Conférence nationale pour le développement social". Celle-ci n'est pas

autre chose qu'un cadre tripartite d'intégration totale des partis et des syndicats dans l'application du plan d'ajustement structurel (...).

Les travailleurs regroupés au sein de l'UGTA ont chacun des positions politiques propres. Ils se reconnaissent dans tel ou tel autre parti, qui ne partage pas les penchants politiques de A. Benhamouda.

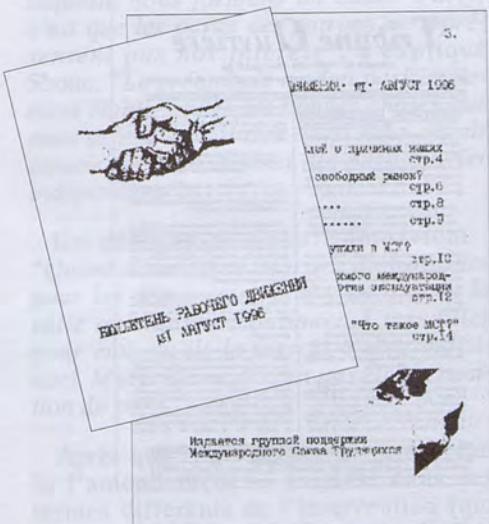
Les opinions politiques relèvent en effet de la conscience et du choix de chaque individu. En imposant à l'ensemble des syndiqués de l'UGTA ses propres convictions politiques, A. Benhamouda dénie à tous les travailleurs le droit de choisir librement entre les différents programmes et positions, de s'organiser. En un mot, il leur dénie la citoyenneté.

A. Benhamouda a justifié son soutien à la démarche de Zéroual par : "L'union est représentée par une délégation au VNT, ce qui lui permet, à l'instar des autres membres, d'adopter la loi sur les partis et la loi électorale. L'union ne peut donc être écartée de la préparation de ces lois (...)."

Mais il semble oublier que le CNT, illégitime, ne représente que les membres qui le composent, donc malheureusement quelques syndicalistes qui ne représentent en aucun cas les travailleurs, puisque non mandatés mais plutôt imposés (...).

Tout en réaffirmant sa disponibilité à réaliser, avec les partis qui résistent et luttent pour la paix et la démocratie véritable, l'unité d'action, il interpelle solennellement la direction de l'UGTA sur l'extrême gravité des positions et actions contraires aux aspirations des travailleurs qu'elle entreprend et qui mettent en péril l'existence même de l'UGTA, l'unité des travailleurs et donc celle de la nation. »

EX-URSS



Bulletin de l'Entente internationale des travailleurs, n° 1, nouvelle série, août 1996 :

"Pourquoi Solidarnost a adhéré à l'Entente internationale des travailleurs"

« En septembre dernier, l'organisation Solidarnost de Kaliningrad est devenue membre de l'Entente internationale des travailleurs (EIT).

Notre organisation ayant toujours été prudente dans le choix de ses alliés et partenaires, cette décision a suscité un certain nombre de questions. Que gagnait Solidarnost à adhérer à l'EIT ? Nous ne sommes pas d'accord sur tout avec l'Entente, ce lien organisationnel n'allait-il pas nous contraindre à transiger sur nos principes ?

Naturellement, cette question, chacun de nous se l'est posée, et si un vote nominal (un référendum) a montré une rare unanimousité, il faut que nous ayons eu des raisons solides de répondre positivement. Les pages de ce bulletin ouvrier conviennent tout à fait pour nous expliquer et exprimer nos arguments.

Commençons par les tâches et les buts du mouvement ouvrier. Nous voyons bien que l'économie mondiale devient unique. Les mouvements de capitaux ne connaissent pas de frontières. Toutes les corporations les plus puissantes et nombre de firmes moins importantes sont devenues multinationales. Les organisations financières internationales dictent une politique unique aux Parlements et aux gouvernements. Les députés, les présidents, les rois et les dictateurs de toute la planète servent un même maître, une poignée unie de ploutocrates. Le pouvoir de l'argent met à leurs pieds dirigeants des partis politiques, bonzes syndicaux et personnalités du monde culturel. Dans ce contexte, la division des travailleurs suivant les frontières nationales profite à ceux pour qui les frontières et les douanes n'existent plus depuis longtemps. La devise "diviser pour régner" est devenue infiniment plus efficace qu'à l'époque des légionnaires romains. La propagande de la "nouvelle Russie" ne cesse de décrier la notion de classe pour, dans un même mouvement, mettre en avant la notion de "nation". Et, pourtant, il n'est pas bien difficile de comprendre que, même au niveau le plus élémentaire, l'intérêt du travailleur français est que son homologue russe gagne davantage : ceux qui acceptent de se vendre à bas prix déprécient pour tous la valeur de la force de travail.

Ainsi donc, l'ennemi naturel de la classe ouvrière s'est depuis longtemps coordonné à l'échelle internationale. N'est-il pas logique que les travailleurs en fassent autant? En adhérant à l'Entente, les membres de Solidarnost ont fait un pas dans ce sens.

Bien sûr, il est important pour nous de savoir à qui nous avons affaire. Nous ne sommes pas partisans de l'idée que "la fin justifie les moyens".

Nous sommes en accord avec le principe essentiel de l'EIT, le refus du système de l'exploitation du travail, la lutte contre le pouvoir du capital.

Nous apprécions que les membres de l'EIT ne tentent pas d'imposer à leurs camarades une conception unique des structures non capitalistes qui pourraient être une alternative à l'ordre existant. Nous apprécions que l'Entente ne fonctionne pas verticalement, c'est-à-dire qu'elle n'ait pas d'organes dirigeants faisant descendre des directives obligatoires.

Notre organisation est fondée sur des liens horizontaux. Nous savons le prix de la liberté et saurons la défendre dans nos organisations.

Mais nous savons aussi qu'il n'y a pas de liberté sans solidarité. »

Les nôtres

Jorge Villaran (1947-1996)

Jorge Villaran, l'un des dirigeants de la IV^e Internationale, est mort le 9 septembre 1996 des suites d'une opération.

DÉCLARATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Paris, le 10 septembre 1996

« A la direction et à tous les militants du Parti des travailleurs du Pérou.

Le coup qui frappe les militants de la IV^e Internationale au Pérou frappe toute la IV^e Internationale.

Jorge Villaran, dont toute la vie consciente a été dédiée au combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, et qui, dès sa jeunesse, avait participé à la lutte du peuple et de la classe ouvrière

péruvienne contre l'impérialisme et contre ses agents, avait rejoint la IV^e Internationale parce qu'il était convaincu que "l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" et qu'elle était indissociablement liée au combat pour la libération de la nation péruvienne et ne pouvait se mener qu'avec les exploités de tous les pays du monde : c'est pourquoi Jorge Villaran avait choisi la IV^e Internationale. Fondateur du POMR, fondateur et membre dirigeant du Parti des travailleurs du Pérou, membre du conseil général de la IV^e Internationale, il a sans relâche agi pour donner une forme consciente et organisée au combat des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression, en liaison avec le combat des travailleurs du monde entier.

La IV^e Internationale salue la mémoire d'un combattant, dont l'exemple restera présent dans les luttes des travailleurs du Pérou et du monde. Face au coup cruel qui frappe le Parti des travailleurs du Pérou, la IV^e Internationale assure tous les militants péruviens de sa solidarité. Elle assure la famille et les proches de Jorge Villaran de sa profonde émotion.

A la veille de la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale proclamée qui s'était fixé, avec Jorge Villaran, la tâche de reconstruire une véritable Internationale ouvrière, objectif qui s'exprimera dans la III^e Conférence mondiale ouverte rassemblant les courants, les organisations, les militants indépendants d'origines politiques diverses et qui, tous, veulent agir ensemble avec les travailleurs et les peuples, la IV^e Internationale est convaincue que les militants péruviens, fidèles à l'enseignement que leur lègue Jorge Villaran, lui rendront un ultime hommage en assurant à cette conférence mondiale la présence d'une délégation représentative rassemblant les courants indépendants d'origines politiques diverses, mais qui tous expriment les luttes du peuple travailleur du Pérou contre la barbarie impérialiste, que, toute sa vie, Jorge Villaran a combattue de toutes ses forces.

Le secrétariat international de la IV^e Internationale

EL TRABAJO, JOURNAL DU PT DU PÉROU, SEPTEMBRE 1996

Portrait politique de Jorge Villaran, militant internationaliste de la révolution prolétarienne

Jorge Eduardo Villaran Guerrero est né à Callao, le 3 mai 1947. Dès sa jeunesse, il a compris que la classe ouvrière et le peuple péruviens doivent s'organiser politiquement pour en finir avec les conditions de nation opprimée imposées par l'impérialisme.

A 19 ans, il militait dans Avant-Garde révolutionnaire. C'est dans ce cadre politique qu'il a commencé un travail syndical au centre fédéral de la Banque continentale et a participé au processus de recomposition de la Fédération des employés des banques du Pérou. Par ce biais, il rejoignit le Comité de défense et d'unification syndicale, le CDUS, qui allait constituer plus tard la CGTP dans son congrès de refondation de 1968, où Jorge Villaran était élu membre du comité exécutif national.

L'instauration du vélasquisme dans l'Etat et les mesures émanant de sa politique nationaliste bourgeoise en octobre 1968 ont déstabilisé les organisations politiques. Avant-Garde révolutionnaire connaissait une crise, qui a provoqué en 1970 une farouche lutte interne entre tendances. Jorge Villaran se plaçait dans le camp de la "tendance ouvrière", avec Ricardo Napuri et la couche de cadres ouvriers qui défendaient l'indépendance politique de classe face à l'Etat. Ils allaient ensuite fonder le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR), en 1971. Dès sa fondation, le POMR était marqué par l'Assemblée populaire de Bolivie, et le premier numéro de son journal, *Révolution prolétarienne*, proclamait qu'il se construirait sur la base du *Programme de transition*, annonçant ainsi son adhésion politique au Comité international de la IV^e Internationale.

Au POMR, Jorge Villaran mène une activité multiple, de journaliste révolutionnaire, constructeur de cellules, fondateur de la TCR (Tendance de classe révolution-

naire) dans les syndicats des banques, de la métallurgie, à SiderPeru, etc., nourrissant le mouvement de la résistance ouvrière et populaire au vélasquisme, qui tente de contrôler les syndicats par le biais de SINAMOS et de la CTRP. Combat pour le front unique anti-impérialiste. Il aide à la constitution du comité unitaire de lutte qui, autour de la CGTP et des fédérations syndicales indépendantes, appelle à la grève nationale de 1977. Au sein du POMR, il combat pour renforcer les relations internationalistes avec le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI).

Fin 1977, Jorge Villaran, avec le POMR, œuvre dans la voie du front unique anti-impérialiste avec la fondation du FOCEP sur la base politique de l'Assemblée constituante souveraine. Il lutte pour les libertés démocratiques et le retour d'exil des dirigeants syndicaux, politiques et populaires que le gouvernement de Morales Bermudez a chassés du pays.

En 1978, il œuvre sans relâche au premier congrès national du POMR, à un moment où commencent à surgir les assemblées populaires départementales de Moquegua, Chimbote, etc.

En 1981, le POMR est touché par l'opération politique de Nahuel Moreno, qui, après avoir bloqué le processus de reconstruction de la IV^e Internationale (CI), se joint à Ricardo Napuri pour se saisir de l'organisation à partir de sa direction. Jorge Villaran et la majorité du comité central du POMR résistent et rejettent cette opération politique du morenisme et de la LIT. Des erreurs politiques ultérieures conduisent à la dissolution du POMR, en 1983.

Son esprit de parti, son expérience prolétarienne et sa conception et sa pratique internationalistes ont fait que, en avril 1984, en liaison avec des cadres de classe et de vieux compagnons du POMR, il fonde le Parti des travailleurs (PT), se démarquant dès l'origine de la politique conciliatrice de la direction de Izquierda Unida et la politique scélérate de Sendero Luminoso et du MRTA.

Combattant pour la continuité avec le journal *El Trabajo*, Jorge Villaran devient le principal moteur de la construction du Parti des travailleurs. C'est en relation avec ce cadre politique qu'il combat pour consolider l'hégémonie du prolétariat au sein de l'Assemblée populaire nationale, qui réunit plus de 4 000 délégués à Villa El Salvador, du 19 au 22 novembre 1987. Deux mois auparavant, il avait publié son livre : *Mariategui, l'APRA et la III^e Internationale*. En septembre 1989, Villaran est le principal promoteur, dans notre pays, du Tribunal international contre le paiement de la dette extérieure, qui réunit à Lima des délégués d'Amérique, d'Europe, d'Afrique, sur le mot d'ordre : "La dette n'est pas celle des peuples."

En juillet 1990, il est présent, aux côtés de 122 syndicalistes du Brésil, du Mexique, d'Uruguay, du Nicaragua et du Pérou, pour la Rencontre latino-américaine pour la grève continentale contre la dette, qui a lieu à São Paulo.

En 1991, il est membre du conseil général de la IV^e Internationale et, en juin 1993, il participe à la II^e Conférence mondiale ouverte, qui impulse l'Entente internationale des travailleurs, avec 201 délégués de 63 pays. Préalablement, il a participé à la conférence mondiale des sections qui proclame la IV^e Internationale. Militant toujours fidèle à la cause de l'indépendance politique de la classe travailleuse, il travaille intensément avec la délégation syndicale du PT qui participe au X^e Congrès national de la CGTP à la fin novembre 1995.

En mars 1996, il était au Tribunal international de Mexico contre l'exploitation du travail des enfants et, en juin 1996, alors que sa santé était déjà chancelante, il concentre son énergie sur le VI^e Congrès national du Parti des travailleurs.

Le principal souci politique de Jorge Villaran, jusqu'au dernier moment de sa vie, le 9 septembre, est de faire en sorte qu'une délégation représentative, d'origines politiques diverses, participe au succès de la III^e Conférence mondiale ouverte contre les privatisations et le FMI, et dans ce même processus pour que se renforcent les rangs de la IV^e Internationale.

Jorge, ami et camarade des travailleurs et exploités du monde entier, trotskyste convaincu et fier de l'être, militant de la IV^e Internationale, ton exemple est un phare pour notre lutte.

Pérou, le 14 septembre 1996

José Carlos

**LETTRE DE JORGE VILLARAN
AUX MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI DES TRAVAILLEURS
(PÉROU)**

Le 8 août 1996

Chers camarades

Après l'opération que j'ai subie, ma convalescence évolue favorablement, de l'avis des médecins et du mien. A chaque jour qui passe, je reprends des forces, je me sens mieux.

Le camarade Pierre Lambert, au nom de la direction de l'Internationale, m'a proposé de me rendre en France pour y suivre mon traitement postopératoire. Les docteurs Vargas et Aguilar, conscients des avantages d'un traitement à Paris, sont favorables à cette solution. Ils pensent que je serai en mesure de faire le voyage pour Paris dans le cours du mois de septembre, étant donné qu'ils doivent d'abord faire un examen pathologique après l'opération, et que je resterai à l'hôpital sept à dix jours supplémentaires. Naturellement, je suis d'accord avec la proposition solidaire de Pierre. Je considère que le comité central, comme direction du parti, doit prendre position sur la proposition de la direction

internationale, position qui, je l'espère, sera favorable.

Tout indique que le comité central, dans sa prochaine réunion ordinaire, devra définir une réorganisation de son travail compte tenu de mon absence, dont je ne suis pas en mesure pour le moment de préciser la durée.

Je veux que vous sachiez que vos visites à l'hôpital, ainsi que celles d'autres militants et amis, ont énormément aidé à mon rétablissement. J'ai ressenti jusque dans la dernière cellule de mon organisme la solidarité prolétarienne du parti.

Je suis pleinement confiant dans les capacités du comité central pour assurer la publication régulière du journal et pour l'accomplissement des tâches adoptées par notre VI^e Congrès.

Quant je sortirai de l'hôpital, je poursuivrai ma convalescence chez mes parents, où vous pouvez m'adresser le courrier, me téléphoner et, si possible, venir me voir. J'irai ensuite à Paris et j'espère que nous nous retrouverons aux conférences mondiales d'octobre, qui sont aujourd'hui notre principal objectif.

Recevez mon fraternel salut d'ami et de camarade.

Jorge

P.-S. : Si vous le jugez utile, vous pouvez lire cette lettre aux membres du parti, ou à nos amis, comme mon amie D. C., dont j'ai reçu une belle lettre, belle dans sa forme et belle dans son contenu. Je fais appel à elle et aux nombreux amis qui entourent notre organisation, aux jeunes de San Marcos avec lesquels nous avons un dialogue si fructueux, en particulier, pour assurer la présence d'une délégation péruvienne représentative à la conférence de l'Entente internationale des travailleurs.

Il y a un siècle, naissait André Breton

Par Marguerite LEUWEN

André Breton est né il y a un siècle. Il est mort il y a trente ans. Ecrivain et poète, auteur, entre autres, de *Nadja*, *L'Amour fou*, *Les Champs magnétiques*, il était l'un des fondateurs du mouvement surréaliste, qui se développa après la Première Guerre mondiale et fut celui qui écrivit le *Manifeste du surréalisme*. Avec beaucoup d'autres artistes, les surréalistes prirent partie pour la révolution d'Octobre et c'est tout naturellement qu'ils se lièrent au Parti communiste français. Après l'expulsion de Trotsky d'Union soviétique et la montée en puissance du stalinisme, nombre de poètes et d'écrivains surréalistes, sous l'impulsion d'André Breton, rompirent avec le PCF, au nom de la défense du socialisme. Breton et Léon Trotsky se rencontrèrent à plusieurs reprises et publièrent ensemble un *Manifeste pour l'art révolutionnaire indépendant*, qui, contre l'oppression stalinienne du "réalisme socialiste", affirmait le droit à toute licence en art.

André Breton n'était pas membre de la IV^e Internationale. Quels que fussent ses désaccords avec elle, jusqu'à la fin de sa vie, il combattit pour la liberté et la démocratie. Le 20 avril 1956, Breton prenait encore la parole dans un meeting pour la défense de militants trotskystes et de la Nouvelle Gauche emprisonnés, ainsi que contre la saisie du journal anarchiste *Le Libertaire* et celle du journal trotskyste *La Vérité*. Il terminait ainsi son intervention :

"La Vérité, nous venons de l'apprendre, est saisie pour la quatrième fois. Je salue ce qui lui vaut cette toute spéciale sollicitude des pouvoirs et, à travers elle, la mémoire exigeante et impérissable de Léon Trotsky."

La Vérité, pour saluer à son tour la mémoire d'André Breton, publie, à l'occasion du centenaire de sa naissance, un appel d'intellectuels, à l'initiative d'André Breton, publié dès le 3 septembre 1936, et un discours d'André Breton du 26 janvier 1937, tous deux consacrés aux infâmes procès de Moscou montés par la bureaucratie stalinienne.

"LA VÉRITÉ SUR LE PROCÈS DE MOSCOU"

Camarades,

En notre simple qualité d'intellectuels, nous déclarons que nous tenons le verdict de Moscou et son exécution pour abominables et inexpliables.

Nous nions formellement avec vous le bien-fondé de l'accusation, que les antécédents des accusés dispensent même d'examiner en dépit des prétendus "aveux" de la plupart d'entre eux. Nous tenons la mise en scène du procès de Moscou pour une abjecte entreprise de police, qui dépasse

de loin en envergure et en portée celle qui aboutit au procès dit des "incendiaires du Reichstag". Nous pensons que de telles entreprises déshonorent à jamais un régime.

Nous nous associons, sinon à l'ensemble de ses appréciations politiques, du moins aux conclusions lucides de l'articles d'Otto Bauer formulées avant-hier dans *Le Populaire* :

"Ce qui s'est passé à Moscou, c'est plus qu'une erreur, plus qu'un crime, c'est un malheur effroyable qui frappe le socialisme du monde entier, sans distinction d'esprit et de tendance."

C'est, à notre sens, un malheur effroyable dans la mesure où, pour la première fois, à un grand nombre de camarades qui se laisseront abuser, la conscience révolutionnaire est présentée en bloc comme corruptible. C'est un malheur effroyable dans le sens où des hommes vers qui allait, malgré tout, ne fût-ce qu'en raison de leur passé plus ou moins glorieux, notre respect, passent pour se condamner eux-mêmes, pour se définir comme des traîtres et des chiens. Ces hommes, quelles que soient les réserves graves que nous puissions faire sur la solidité de certains d'entre eux, nous les tenons pour totalement incapables, fût-ce dans le désir de continuer à lutter, fût-ce à plus forte raison dans l'espoir d'échapper à la mort, de se nier, de se flétrir eux-mêmes à ce point. Mais où cela cesse d'être un malheur effroyable, c'est à partir du moment où cela nous éclaire définitivement sur la personnalité de Staline : l'individu qui est allé jusque-là est le grand négateur et le principal ennemi de la révolution prolétarienne. Nous devons le combattre de toutes nos forces, nous devons voir en lui le principal faussaire d'aujourd'hui — il n'entreprend pas seulement de fausser la signification des hommes, mais de fausser l'histoire — et comme le plus inexcusable des assassins.

Nous faisons, dans ces conditions, toutes réserves sur le maintien du mot d'ordre "*Défense de l'URSS*". Nous

demandons que lui soit substitué de toute urgence celui de "*Défense de l'Espagne révolutionnaire*", en spécifiant que tous nos regards vont aujourd'hui, 3 septembre 1936, aux magnifiques éléments révolutionnaires de la CNT, de la FAI et du POUM, qui luttent indivisiblement, à nos yeux, sur le front d'Irun et dans le reste de l'Espagne. Ces éléments, nous ne nous dissimulons pas que Staline et ses acolytes, qui ont passé un pacte d'assistance avec les Etats capitalistes, s'emploient tant qu'ils peuvent à les désunir. C'est, pour nous, une raison de plus d'attendre d'eux, de leurs forces et de leur héroïsme conjugués, le rétablissement de la vérité historique foulée aux pieds non moins systématiquement en URSS qu'en Italie et en Allemagne.

Sous une forme concrète, nous nous proposons d'agir à l'intérieur du Comité de vigilance des intellectuels pour que soit menée en toute sévérité l'enquête réclamée par le POI sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé, nous le savons déjà, sans le moindre égard, non seulement pour la personnalité des accusés, mais pour la sauvegarde de la dignité humaine, le procès de Moscou, et de contribuer à exiger, s'il y a lieu — il y a lieu sûrement —, réparation, au nom de la conscience internationale, seul élément de progrès de la conscience internationale, dont, camarades, nous sommes ici un certain nombre à tenir les prescriptions pour sacrées.

Nous saluons de nouveau la personnalité, de très loin au-dessus de tout soupçon, de Léon Trotsky. Nous réclamons pour lui le droit de vivre en Norvège et en France. Nous saluons cet homme qui a été pour nous, abstraction faite des opinions occasionnelles non infaillibles qu'il a été amené à formuler, un guide intellectuel et moral de premier ordre, et dont la vie, dès qu'elle est menacée, nous est aussi précieuse que la nôtre.

Le 3 septembre 1936

DÉCLARATION À PROPOS DES SECONDS PROCÈS DE MOSCOU

Camarades,

Plus de lumière ! "Mehr Licht !", tel a été le dernier cri de Goethe ; "Plus de conscience !", tel a été le grand mot d'ordre de Marx. En fait de lumière, avec Staline, nous pouvons compter sur celle des procès en sorcellerie du Moyen Age : il faut entrer dans le détail de ces procès — et le prolétariat n'en a pas le loisir — pour trouver un équivalent de l'atmosphère de celui qui s'est déroulé en août dernier, de celui qui se déroule actuellement à Moscou. Et on nous laisse bien entendre que ce n'est pas fini !

En fait de lumière, celle d'un escalier de prison qu'on vous fera descendre à quatre heures du matin, d'un escalier bordé de rigoles comme une table d'amphithéâtre, où, à telle marche, vous recevrez une balle dans la nuque. Les rigoles, c'est pour la cervelle, pour la conscience, mais rien ne pourra faire que les vieux compagnons de Lénine n'aient représenté un haut degré de conscience que seront impuissantes à emporter les chasses d'eau modèles des prisons de la Guépéou. Ces hommes qui ont donné mainte et mainte preuve de leur lucidité, de leur désintéressement, de leur dévouement à une cause qui est celle de l'humanité tout entière, l'histoire se refusera à voir en eux des "possédés" au vieux sens religieux du mot comme, à plus forte raison, elle se refusera à tenir Léon Trotsky pour une incarnation du diable au XX^e siècle. Le malheur, hier, de Smirnov, de Kamenev, aujourd'hui de Radek, de Piatakov, de Sokolnikov, de Serebriakov, demain de Boukharine, de Rakovsky, aura cependant été, sur ce point, de faire trop grande confiance à l'histoire, de croire que l'énormité, que l'inraisemblance même des forfaits qu'on leur demandait de reconnaître entraînerait nécessairement l'incredulité totale, tournerait à la confusion de leur accusateur. Il semble que ce soit de l'excès même de la honte dont ils se couvrent qu'ils attendent qu'un doute radical surgisse à leur profit dans l'opi-

nion. Kamenev ne cessait de surenchérir sur les appréciations du procureur général à son sujet. On nous conta hier que Radek, tout en s'accusant de terrorisme, d'espionnage, de sabotage — que sais-je encore ! — trouvait encore moyen de faire de l'esprit. Mais voyons, camarades, est-ce là l'attitude d'un homme qui sait qu'il va mourir demain déshonoré ? Non, les accusés du second procès comme ceux du premier sont persuadés qu'il participent à une mise en scène : il suffit pour cela qu'ils aient été mis au secret le jour du premier verdict. Tout le monde s'accorde à admettre — les staliniens eux-mêmes n'y contredisent pas — qu'ils ne doutent pas plus que les précédents d'avoir la vie sauve, c'est-à-dire d'être en mesure de se justifier un jour. Ils ne s'attendent pas à être abattus un à un dans l'escalier de ciment. Un romancier français a précisément imaginé, en supplément à ceux de l'Inquisition, ce supplice plus cruel, plus odieux que tous les autres ; il l'a appelé "*la torture par l'espérance*".

Et cette action rocambolesque, où le puéril le dispute à l'atroce, ne peut même passer pour avoir son épilogue dans l'enceinte du tribunal militaire de Moscou. Elle abonde constamment en péripéties nouvelles, dont le déroulement déborde un peu plus chaque jour le cadre de l'URSS : c'est le vol de la rue Michelet, c'est l'assassinat de Navachine. Il est clair qu'on ne recule devant rien pour faire disparaître les pièces comme les hommes et, avec eux, tout ce qui pourrait démasquer le terrorisme et l'impérialisme de Staline. Camarades, c'est là un climat mortel pour la pensée socialiste elle-même, pour toute l'action révolutionnaire dans le monde. Rien ne doit nous trouver moins indifférents, moins désarmés même devant l'énergie terrible des prétextes aveux. La pensée socialiste ne serait plus rien du jour où elle accepterait de faire bon marché de la dignité humaine, du jour où on l'amènerait à convenir qu'elle est appelée généralement à se trahir et à se nier chez les hommes qui l'ont portée le plus haut. N'oublions pas que Marat, qui vécut si pauvre, fut accusé longtemps de s'être vendu ; qu'on s'ingénia à faire passer Marx pour un agent de Bismarck ; que le wagon plombé de Lénine fait encore prendre des airs entendus aux ennemis de

la grande révolution d'Octobre. Et Liebknecht, et Rosa Luxemburg ! N'oublions pas et ne faisons pas à Léon Trotsky, puisque c'est essentiellement lui, toujours lui, qui est visé, et qu'il suffit qu'il soit mis hors de cause pour que toute l'accusation contre d'autres se retourne contre celui qui l'a formulée. Souvenons-nous, camarades. Qui disait :

"Peut-on croire un seul instant au bien-fondé de l'accusation selon laquelle Trotsky, ancien président du soviet des députés de Pétersbourg en 1905, révolutionnaire qui a servi pendant des dizaines d'années la révolution avec désintéressement, aurait quelque rapport avec un plan financé par le gouvernement allemand ? C'est une calomnie manifeste, inouïe, malhonnête, lancée contre un révolutionnaire."

C'est Lénine qui a parlé ainsi en 1917. Qui a dit :

"Tout le travail pratique de l'insurrection (d'Octobre) fut mené sous la direction immédiate de Trotsky, président du soviet de Pétrograd. On peut dire avec certitude que le rapide passage de la garnison au soviet et l'habile organisation du travail du comité militaire révolutionnaire, le parti en est avant tout et surtout redéivable au camarade Trotsky."

Qui délivre, le 6 novembre 1918, à Trotsky, ce certificat qui vaut aujourd'hui tous les autres ? Staline.

Puisque, comme l'écrivent les camarades Louis de Brouckère et Friedrich Adler, président et secrétaire de l'Internationale ouvrière socialiste, le secret de l'instruction préalable et la hâte avec laquelle on est passé de l'achèvement de l'instruction à l'ouverture du procès rendent *"matériellement impossible d'envoyer en temps utile des observateurs à Moscou"*, force nous est une seconde fois de renoncer à savoir sous le poids de quelle contrainte monstrueuse, par le fait de quelle duperie effroyable les accusés s'y conduisent si follement. L'urgence seule doit, en pareil cas, nous dicter notre propre conduite. Pour ne pas tout perdre, elle exige de nous que nous limitions nos objectifs. Ce à quoi nous devons borner nos efforts, c'est à obtenir que ces hommes ne soient pas exécutés, tout en

exigeant que des avocats indépendants du gouvernement soviétique soient mis dès maintenant en rapport avec les accusés du troisième procès, puisque nous savons qu'il y aura un troisième procès. En raison de la conclusion très prochaine des débats de celui-ci, nous devons, camarades, à tout le moins, faire notre la résolution du groupe des avocats socialistes demandant *"à la Russie révolutionnaire, qui n'a plus rien à craindre de ses ennemis, de renoncer à la peine de mort en matière politique"*, mais nous devons aussi la sommer d'y renoncer tout de suite, sous peine de convaincre le monde qu'elle n'est plus la Russie révolutionnaire, d'en convaincre le monde révolutionnaire qui, hélas, n'en est pas encore convaincu.

Tel est la seule tâche concrète à laquelle nous puissions, avec une chance même très minime de résultat, nous consacrer. Mais il y a autre chose, autre chose en quoi nous ne devons sous aucun prétexte nous laisser dépasser par les événements. Ne nous hypnotisons pas sur le mystère des "aveux". Concentrons notre attention non pas sur les moyens par lesquels ils ont été arrachés, mais les fins pour lesquelles ils ont été arrachés. La solution ne peut être trouvée seulement en URSS et en Espagne. En URSS, il est bien entendu que, pour peu qu'on s'avise de poursuivre une analogie historique, Thermidor est déjà loin en arrière. *"Le régime politique actuel de l'URSS, à dit Trotsky — et on le lui fait bien voir — est un régime bonapartiste "sovietique" (ou antisovietique) plus proche par son type de l'Empire que du Consulat."*

En 1805, camarades, songez que la partie la plus éclairée de l'opinion allemande, l'élite des philosophes, Fichte en tête, s'est abusée jusqu'à saluer Napoléon comme le libérateur, comme l'envoyé et le porte-parole de la Révolution française. Nous en sommes au même point avec Staline. Les procès actuels sont, d'une part, le produit des contradictions qui existent entre le régime politique du bonapartisme et les exigences du développement d'un pays comme l'URSS, qui, envers et contre Staline et la bureaucratie, reste un *Etat ouvrier*. Mais ces procès sont, d'autre part, la conséquence immédiate de la lutte telle qu'elle est engagée

en Espagne : on s'efforce à tout prix d'empêcher une nouvelle vague révolutionnaire de déferler sur le monde ; il s'agit de faire avorter la révolution espagnole, comme on a fait avorter la révolution chinoise. On fournit des armes, des avions ? Oui, d'abord parce qu'il est indispensable de sauver la face, ensuite parce que ces armes, à double tranchant, sont appelées à briser tout ce qui travaille, en Espagne, non pas à la restauration de la république bourgeoise, mais à l'établissement d'un monde meilleur, de tout ce qui lutte pour le triomphe de la révolution prolétarienne. Ne nous y trompons pas : les balles de l'escalier de Moscou, en janvier 1937, sont dirigées aussi contre nos camarades du POUM. C'est dans la mesure même où ils se sont défendus d'être trotskystes qu'on recourt contre eux, dans le dessein de les atteindre par ricochet, on

ne s'en cache plus, à l'affreux barbarisme jésuite du "centre parallèle". Après eux, c'est à nos camarades de la CNT et de la FAI qu'on tentera de s'en prendre, avec l'espoir d'en finir avec tout ce qu'il y a de vivant, avec tout ce qui comporte une promesse de *devenir* dans la lutte antifasciste espagnole.

Camarades, vous direz avec nous que les hommes qu'on produit méconnaisables sur les tréteaux branlants des tribunaux de Moscou ont gagné par leur passé le droit de continuer à vivre et que vous faites confiance à l'avant-garde révolutionnaire catalane et espagnole pour ne pas se déchirer elle-même et sauver, malgré Staline comme malgré Mussolini et Hitler, l'honneur et l'espoir de ce temps.

26 janvier 1937

A propos du livre de Louisa Hanoune *Une autre voix pour l'Algérie*

Par Miguel CRISTOBAL

L'Algérie est aujourd'hui un pays déchiré par la violence, un pays menacé de dislocation. La thèse officielle — en tout cas, celle des grands médias — est que l'on assiste à une "montée de l'irrationnel", à une "résurgence des vieux démons". Ce qui revient à dire que le responsable de la situation est le peuple algérien lui-même, que la paix est impossible, que la disparition de l'Algérie comme nation est inéluctable.

Le témoignage apporté par Louisa Hanoune dans son livre *Une autre voix pour l'Algérie* va à l'encontre de cette thèse "officielle". En décrivant d'abord le parcours d'une jeune femme qui combat et qui obtient le droit de faire ses études, ensuite celui d'une militante engagée dans la lutte pour l'égalité effective entre les hommes et les femmes, et qui, aujourd'hui, assume la tâche de porte-parole du Parti des travailleurs d'Algérie, c'est un message d'espoir que nous adresse ce livre.

Dans la conclusion, Louisa Hanoune explique, en effet :

"Si notre pays, après quatre ans de guerre, tient encore debout, c'est grâce à des millions de personnes anonymes, qui

résistent à la guerre, c'est parce que l'attachement à l'unité de la nation demeure plus fort que les appels à la haine."

Sur quoi se fonde cet espoir ? Sur le fait que la violence a des causes qui n'ont rien à voir avec la volonté de l'écrasante majorité des Algériens, qui aspirent à la paix. Cette violence est d'abord le résultat du refus acharné du régime et des institutions financières internationales du capital de prendre en compte les aspirations démocratiques et sociales du peuple algérien, celles qui se sont exprimées dans la lutte qui a conduit à l'indépendance. Et, ensuite, dans ce mouvement qui a mis fin au régime du parti unique, en 1988.

Aujourd'hui, l'Algérie, qui connaît la violence dans tout le pays, le menaçant de dislocation, est avant tout l'Algérie soumise aux plans d'ajustement structurel, c'est-à-dire aux diktats du Fonds monétaire international (FMI) ; ceux-ci n'ont d'autre objectif que d'instituer une ponction croissante des ressources nationales au profit

(1) La Découverte, 1996. En vente à la SELIO. Prix public : 120 F. Conditions spéciales aux adhérents du Parti des travailleurs : s'adresser aux fédérations. Chèques à l'ordre d'APIO.

des spéculateurs internationaux, qui réclament le paiement d'une dette inexistante.

Cette politique, qui conduit au démantèlement des services publics, c'est celle de "l'Algérie utile", réduite aux sites pétroliers, dont la production sert à alimenter les profits de la finance internationale. Et "l'Algérie inutile" ? C'est celle des Algériens eux-mêmes, qu'on veut priver de tout, à commencer par ses richesses nationales.

Le témoignage de Louisa Hanoune permet de comprendre, par exemple, toute la dimension sinistre des récentes déclarations du FMI, qui concluent au fait qu'aujourd'hui "*l'Algérie est un pays stable*". Stable, alors même que les familles sont constamment endeuillées par la disparition d'un ou plusieurs de leurs membres ? Stable, alors qu'on ne peut pas se déplacer d'une ville à une autre, d'un quartier à un autre, sans courir le risque de mourir ou de disparaître à jamais ? Etrange stabilité... Sauf à considérer une autre réalité : la seule chose qui intéresse le FMI, c'est le pétrole. Et celui-ci est effectivement protégé dans le cadre de "zones spéciales", où les Algériens ne peuvent plus circuler librement. Aux yeux du FMI et du régime, tout le reste n'est qu'un pays "résiduel", sans importance.

La tenue récente par le gouvernement d'une "conférence nationale" sur l'avenir de l'Algérie, en présence de 1 000 délégués — qui avaient tous un point commun, celui d'avoir été délégués par le régime lui-même —, avait également pour but

de faire des Algériens des hommes et des femmes "résiduels". C'est dans cette politique que la violence plonge ses racines.

Le livre de Louisa Hanoune intéressera tous ceux, quel que soit le continent, qui sont engagés dans le combat pour en finir avec ces diktats. Comme l'explique Louisa Hanoune :

« L'Algérie fait partie du continent africain, que l'on appelle le "continent sacrifié". D'autres pays sont en train de suivre la même voie, en Amérique latine, en Asie et ailleurs. C'est la civilisation humaine même qui est menacée. En Algérie, comme ailleurs, il faut que ce pillage s'arrête, pour que nous puissions vivre sans être malgré nous transformés en hordes sauvages, pour que nous ne soyons pas réduits à quémander de quoi survivre auprès des ONG. Ce n'est pas un hasard si des pays très riches en ressources naturelles, comme l'Angola, le Zaïre ou l'Algérie, sont déchirés par des guerres : leur endettement est devenu une arme pour ceux qui convoitent le contrôle de leurs richesses naturelles. »

Les lecteurs de *La Vérité* trouveront dans le livre de Louisa Hanoune de quoi comprendre mieux encore toute la portée du combat pour la démocratie et la souveraineté des peuples, comme moyen de porter un coup d'arrêt à cette barbarie qui menace l'humanité.

Miguel Cristobal

Staline, de Jean-Jacques Marie

Par Jean-Marc SCHIAPPA

Jean-Jacques Marie, collaborateur de notre revue, vient de publier un important *Staline*, dans la collection *Que sais-je ?* Bien plus qu'une biographie de Staline, il s'agit d'une analyse de la bureaucratie, dont il est l'incarnation. Toute biographie de Lénine, Staline, Trotsky, etc., doit donner — même brièvement — une explication de la dégénérescence de la révolution russe et du Parti bolchevique. Ici, malgré la minceur de l'ouvrage (obligée par la collection), le pari est tenu, car on peut, en même temps, écrire 128 pages et répondre aux questions essentielles.

Il faut savoir pourquoi et comment un révolutionnaire de second plan est devenu le principal dirigeant d'un ordre nouveau renouant, sur nombre d'aspects, avec l'ordre ancien. L'examen de l'isolement de la révolution russe et du contexte de 1922 est crucial. Ici, comme dans toutes ses études, l'ouvrage de Jean-Jacques Marie est remarquable : il faut lire comment, en 1921-1922, les Molotov, les Kaganovitch, les Kirov, "forment ainsi l'armature future de la bureaucratie en gestation" (page 40), dans une situation où "la seule machine qui fonctionne est la planche à billets" (page 41) ; comment, pendant la maladie de Lénine, est mise en place une section d'organisation et d'instruction du comité central, sous la direction de Staline, chargée de nommer et de contrôler les cadres, ces responsables (à peu près 17 000 en 1922) bénéficiant de

dépassements de salaire, au-delà du "maximum" communiste, et d'importants salaires en nature. On relève aussi des précisions nouvelles sur la lutte à mort (au sens strict du terme) qui se livre au sein du parti : le 17 mars 1923, Staline adresse une note ultra-secrète à Zinoviev et Kamenev pour donner du cyanure à Lénine, agonisant, qui en réclame ; il s'attire la réponse horrifiée des vieux révolutionnaires : "*Impossible, impossible, impossible.*" Lénine mort, Staline fera exécuter Zinoviev et Kamenev, et tant d'autres.

On trouvera d'autres précisions sur la réalité de l'assassinat de Kirov, qui est tout sauf un opposant à Staline, contrairement à la légende des partisans, avoués ou non, de l'autoréforme de la bureaucratie, capable de sécréter un partisan de la révolution antibureaucratique, avant-hier Kirov, hier Gorbatchev (page 80). En effet, comme l'avait indiqué Trotsky en son temps, Kirov a été assassiné pour des raisons personnelles par un jeune communiste et non par un complot aux ordres de Staline. On verra comment Staline avait préparé, par exemple, un procès contre... Jacques Duclos, accusé de "trotzkisme".

On verra aussi comment l'antisémitisme est un élément permanent de la bureaucratie, ce qui renvoie à un autre livre de Jean-Jacques Marie : *Les Derniers Complots de Staline* (éd. Complexe, 1992).

En un mot, parce qu'on ne peut énumérer ici tous les points où l'étude de notre camarade est pertinente (sans parler de l'extrême plaisir de la lecture d'un ouvrage écrit de manière intelligente et intelli-

gible), il s'agit d'un livre à lire et à faire lire.

Jean-Marc Schiappa

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin,
Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont,
Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa,
Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X